

La guerre par actions civiles

Identité d'une stratégie de défense

Jean Marichez
Xavier Olagne

action civile et défense
association pour la promotion de
l'action civile dans la défense et la
résolution des conflits internationaux
45 chemin de la Pérouse
73 800 Arbin
Tél et fax (0)4 79 65 22 82

Edité par la Fondation pour les Etudes de Défense

Diffusé par La documentation Française, 124 rue H. Barbusse, 93308 Aubervilliers Cedex

Sommaire

Introduction

Pourquoi ce livre

Chapitre I - La guerre et les civils

p 9

Les civils sont aujourd'hui impliqués dans les conflits

Par leur opinion

Par la manipulation dont ils sont l'objet sur le terrain

Par leur engagement

Un classement des formes d'action

Tableau "Les formes d'action non militaires pour la résolution des conflits"

L'action civile se développe

L'histoire le montre

L'action civile est devenue un moyen d'action politique

L'action civile s'amplifiera encore

L'action civile pose problème

Face à ces problèmes

Comment évoluent les citoyens ?

Des évolutions générales

Des évolutions dans les entreprises

Des enseignements étonnants

Les certitudes et les questions

Chapitre II - Historique d'une forme de défense

p 31

Les origines

Les acteurs sur le terrain

Les initiateurs

Gandhi

Les stratèges militaires

Les mouvements non-violents

Les années 60 : l'idée prend forme

Naissance d'une recherche structurée

Un événement clé : la conférence d'Oxford de 1964

Des changements en profondeur

Les années 70 : éclatement des approches

Une année charnière : 1968 et le printemps de Prague

Des démarches variées

Approche universitaire ou institutionnelle - Les pays anglo-saxons - L'Allemagne de l'Ouest Les pays du Nord de l'Europe - Norvège - Finlande - Danemark - Pays-Bas - En France

Conclusion sur cette période - Suisse - Ex-Yougoslavie

Depuis 1983, le développement de la DAC se structure et s'institutionnalise

Des exemples historiques de plus en plus nombreux

Recentrage des approches

La recherche continue à se structurer. La création de l'Institution Albert Einstein - La France

Des pays intègrent une composante civile dans leur défense

La Suède franchit le pas - L'Autriche - Les Pays Baltes s'y mettent aussi

D'autres pays s'y intéressent

L'Italie - En Asie

Les enseignements de l'Histoire

La DAC devient aujourd'hui un concept solide et crédible

Dans la pratique - Dans la théorie - Un dialogue continu entre théorie et pratique

Les voies du progrès

Intérêt de l'approche instrumentale - Prudence et sagesse

Chapitre III - De l'action civile à la DAC : le point sur les concepts actuels

p 52

L'action civile

La résistance civile : des exemples

Résistance des Allemands dans la Ruhr en 1923

Résistance civile des Français au Putsch d'Alger en 1961

Résistance civile des Philippins en 1986

L'Intifada en Palestine en 1988

Remarques

La défense par actions civiles

Définition d'un projet - La forme du combat - Les stratégies - La préparation, clé de la réussite -

La DAC n'est pas...

Chapitre IV - La véritable identité de la DAC

p 64

Sur quoi le développement de la DAC bute-t-il ?

1° difficulté : le manque de motivation des civils

2° difficulté : la désobéissance civile

3° difficulté : un vocabulaire inadapté à la compréhension

4° difficulté : l'absence actuelle d'intérêt pratique

5° difficulté : l'impression d'inefficacité et d'utopie

Finalement une question d'identité

Les six conditions de fonctionnement d'une DAC

La valeur de la cause

La gravité de la situation

La portée nationale

La majorité et la volonté nationale

La préparation et la mobilisation

Conclusion

A ces conditions, les difficultés n'existent plus

La motivation des civils

La désobéissance civile

Les cas particuliers

Cas d'une dérive dictatoriale du pouvoir

Remarque sur la formation à la DAC. Peut-elle être source de désordre public ?

Le vocabulaire

Un cahier des charges pour faire comprendre la "DAC"

L'action civile, cœur du système

Le mot guerre, clé de la compréhension

Un système d'appellation identitaire

Autres conclusions pour le vocabulaire

L'intérêt pratique, les menaces concernées

L'efficacité

Les clés du processus

Schéma du chapitre IV "La véritable identité de la DAC"

Chapitre V - L'avenir

Communiquer sur la DAC

Quelle est l'image de la DAC ?

Quelle image pour progresser ?

Axes pour la communication

Comment parler de la DAC ? Six piliers de base - L'histoire - L'action civile - Les mécanismes -

La situation - Le rôle de l'Etat - La préparation - Remarques - En conclusion

Comment promouvoir la DAC ?

Pourquoi la recherche ?

Proposition

Un objectif - Une direction - Des fonctions - Un budget

La recherche sur la DAC

Classification de la recherche

a - Les différentes NATURES de la recherche

b - Les différents MOMENTS de la recherche

c - Les différents CONFLITS

d - Les différents CHAMPS de recherche

e - Les différents ASPECTS

f - Les différentes FAMILLES DE POPULATION concernées

L'apport des civils à la recherche Exemple yougoslave

Pourquoi un processus si participatif ?

Le coût de la recherche

D'un côté le volume est énorme

D'un autre point de vue ce volume est abordable

Le budget

Chapitre VI - Conclusion

p 102

La DAC, système ou dynamique

Nous proposons une démarche...

Et une ambition

Des raisons plus concrètes pour avancer

Annexes 1 et 2

p 105

Bibliographie

Remerciements

L'association Action civile et défense

Les auteurs

Introduction

" Pour le stratège militaire, il s'agit toujours de préserver et d'accroître, si possible, les degrés de liberté du politique". Général Lucien Poirier

Qui, aujourd'hui en France, s'inquiète encore de la guerre ? Qui peut croire que des agressions ou conflagrations graves peuvent un jour nous concerner ? Une enseignante en droit européen constatait récemment que ses élèves, en dernière année d'école de commerce, considéraient l'Union européenne comme un fait banal, toujours connu et, de ce fait, passible de remise en cause au même titre que nos vieilles institutions bien établies. Ils étaient étonnés de découvrir à quel point elle était impensable il y a seulement quelques dizaines d'années. Ils découvraient l'intérêt d'une dynamique d'union, les dangers de la dynamique opposée et la difficulté de rester entre les deux. Dans peu de temps, de nouveaux élèves n'auront même pas connu la Guerre froide... La notion de guerre leur sera encore plus étrangère... comme "l'accident qui n'arrive qu'aux autres".

Les guerres sont pourtant toujours d'actualité. Elles n'ont pas cessé depuis la seconde guerre mondiale. Voici ce qu'en disent les futurologues américains Alvin et Heidi Toffler¹ : "Plus de 150 conflits et guerres civiles depuis 1945 ont tué 7,2 millions de soldats et 33 à 40 millions de civils, sans compter les blessés, violés, mutilés... et sans compter les 50 à 60 millions de morts en Chine²."

La situation ne s'est pas améliorée : l'Institut international de recherches sur la paix à Stockholm, dénombrait 31 conflits en 1990." A la fin de 1994, l'Institut Français des Relations Internationales en signalait 35 de caractère durable et entre adversaires organisés. 20 à 40 guerres secouent en permanence notre planète et trois nouveaux conflits apparaissent en moyenne chaque année.

Certes, à ce jour, la France n'a pas de menace à l'horizon. C'est une conjoncture assez rare, sans exemple depuis plusieurs siècles, et nous pouvons nous en réjouir. Mais le conflit yougoslave, la guerre du golfe, la Tchétchénie, le Rwanda, pour ne citer que les plus bruyants, sont venus saper nos certitudes... La guerre surprend toujours. Arguments à l'appui, Toffler démolit ensuite certaines erreurs courantes du genre : «les guerres commerciales remplaceront les guerres violentes» ou «les conflits ne concerneront plus que des petits pays, et seront sans incidence notable sur nos grandes démocraties» ou «les fauteurs de guerre calculent généralement les inconvénients économiques avant de se lancer dans une guerre». Non, explique-t-il, nous aurons encore la guerre, nous-mêmes, pays civilisés et démocratiques, membres du Conseil de Sécurité. "Certaines guerres ont été le fruit de l'irrationalité, d'erreurs de calcul, de la xénophobie, du fanatisme, de l'extrémisme religieux ou de la malchance pure et simple alors que tous les indicateurs économiques «rationnels» donnaient à penser que la paix eut été pour tous une politique préférable. L'Histoire, dit-il, grouille de «guerres impensables». Demandez aux habitants de Sarajevo ! " Il suffirait par exemple qu'un grand pays élise un démagogue comme Hitler ou le Russe Jirinovsky³ pour que le monde soit de nouveau à feu et à sang. On ne peut exclure une telle éventualité, même dans un pays civilisé. Ce ne serait pas la première fois !

En fait le monde devient de plus en plus imprévisible : "Serait-il désobligeant de rappeler, écrivent D. Daeninckx et P. Drachline⁴, que d'éminents spécialistes de l'ex-Union Soviétique avaient prévu la désintégration de l'empire par la périphérie et non par le centre, et que d'autres ne donnaient aucune chance au populiste Eltsine face à Gorbatchev ? De même certains, jadis, accordèrent peu de crédit

¹ Alvin et Heidi Toffler, "Guerre et contre-guerre", Fayard, 1994

² Selon J.L. Margolin, "Le livre noir du communisme" p. 503, 504, R. Laffont, Paris 1997. Selon un document officiel chinois cité par Quid, il y aurait eu 80 millions de morts entre 1949 et 1987 dont 43 durant "Le grand bond en avant" de 1957 à 1961.

³ Heureusement hors course après une période de faveur dans les sondages, mais il annonçait dans un livre et dans ses interviews qu'il utiliserait la bombe atomique pour rétablir l'ancien empire soviétique et annexer le Pakistan, l'Afghanistan, etc.

⁴ D. Daeninckx et P. Drachline, "Jirinovski", Le cherche midi éditeur, p.117 et 57, avril 1994

aux politiques que prônaient Hitler puis Khomeyni dans leurs écrits respectifs, et à l'éventualité de leur prise de pouvoir. On connaît la suite."

Toffler pour sa part cite H.G. Wells en 1914 : "A l'aube du XX^e siècle, rien n'aurait pu être plus évident que la rapidité avec laquelle la guerre devenait impossible..." Et Henry Ford en 1928 :

"Les gens deviennent beaucoup trop intelligents pour que puisse jamais se reproduire une grande guerre..." Et encore le président des Etats-Unis Herbert Hoover en 1932 : "Il faut réduire le fardeau qui pèse aujourd'hui sur les travailleurs du monde (...) et supprimer tous les chars, la guerre chimique et la grosse artillerie mobile, et tous les bombardiers..."

Il y a contraste entre la rationalité de nos projections et la réalité totalement irrationnelle des guerres qui, aussi incroyables que cela puisse paraître, finissent toujours par arriver. Nos opinions sur ce sujet sont très influencées par l'actualité, alors qu'il doit être pensé à froid avec vingt ans d'avance, temps nécessaire pour se préparer et rendre efficaces des moyens de défense. Or il est impossible de prévoir les conflits que nous affronterons dans cinq ou dix ans. On ne peut exclure une guerre civile chez nous. On ne peut exclure l'apparition de moyens techniques d'interception de notre dissuasion nucléaire. On ne peut exclure un embrasement entre certains pays nucléaires. On ne peut exclure que l'un des grands gouvernements du monde enclenche une guerre aux répercussions mondiales, etc.

Et en fin de compte, peu importe notre optimisme ou notre pessimisme. Notre propos n'est pas d'affirmer que la guerre va avoir lieu, mais de souligner que le risque n'en est pas nul, surtout à long terme. De plus, nous ne pouvons rétrécir le champ des menaces et des stratégies au seul hexagone. Quant à se contenter de mesures préventives, certes prioritaires, cela ne suffit pas, il faut aussi savoir faire face aux accidents de l'Histoire. C'est dans cet esprit que nous allons travailler.

D'autant que les menaces évoluent vite. Certaines sont vieilles comme le monde : extrémismes religieux, nationalismes, soifs de pouvoirs... D'autres sont nouvelles et plus effrayantes parfois : prolifération nucléaire, armes chimiques et bactériologiques d'une puissance fabuleuse... D'autres, non liées aux armes, n'en sont pas moins terrifiantes : catastrophes écologiques majeures, mafias, drogue, corruption... Ces risques d'un type nouveau et d'une ampleur inégalée ne pourront plus se traiter avec les seuls moyens du passé. A cela s'ajoute l'instabilité d'un grand nombre de situations locales qui peuvent rapidement dégénérer en conflit plus large.

Citons un autre prospectiviste Thierry Gaudin ⁵ : "Nous sommes dans un affrontement mondial entre le capitalisme légal et le capitalisme mafieux (...) Nous n'avons pas les armements nécessaires pour lutter contre les mafias (et encore moins contre les systèmes mafieux plus ou moins couverts par la loi). Les armes de destruction massive seront même plus faciles à utiliser de leur côté, comme chantage suprême, que du côté de la légalité (...) Les agresseurs de demain seront des éléments minoritaires fondus dans la masse qu'il faudra préserver. La frappe chirurgicale est encore trop grossière. Il faudrait qu'elle soit «nanochirurgicale». On sent très bien la nécessité d'une recherche complètement nouvelle dans cette direction. Les scénarios d'attaque et de riposte sont à réinventer, ainsi que les armes appropriées faute de quoi nous risquons d'être pris de court" (...) Il évoque ensuite l'exode rural massif vers les bidonvilles de la planète (un milliard de personnes concernées en l'an 2000, selon l'agronome Marcel Mazoyer) par une population qui a encore des structures mentales ancestrales, mais qui "à la seconde génération crée des «sauvages urbains» obligés de considérer la ville comme une jungle et d'y inventer de nouveaux modes de survie". Regrettant alors le manque de solution et d'interventionnisme, il dit : "Cette attitude, qui ressemble étrangement à l'aveuglement qui accompagna la crise de 1929, laquelle permit au nazisme de s'installer (...) prépare objectivement le terrain aux fractions politiques les plus autoritaires (...) La question de la sécurité n'est plus principalement celle des états-nations, elle est d'abord celle des individus..."

La guerre elle-même évolue : technicité des moyens de plus en plus forte, coûts faramineux des équipements, au point que nous ne pouvons plus nous les payer seuls (nous, quatrième pays le plus riche du monde), équipements plus rapidement obsolètes ou inadaptés aux besoins, éloignement des théâtres d'opérations, guerre subversive, guerre psychologique, guerre chirurgicale, guerre de

⁵ Dans un texte rédigé à la demande du CREST (Centre de recherche et d'études sur les stratégies et les technologies, Ecole Polytechnique), en réaction à son texte 361 du 29 mai 1995 "Programme Paix et Sécurité"

l'intelligence, médiatisation extrême ou de plus en plus contrôlée, terrorismes, nouveaux moyens de confrontation... Nous ne cherchons pas à étonner, ce sont des vérités admises. La nouveauté réside dans la rapidité de ces évolutions. En moins d'une génération, tout est remis en cause plusieurs fois. Selon la CIA, le nombre d'attentats terroristes internationaux était de 10 par an entre 1965 et 1967, de 52 de 1968 à 1971, et de 521 de 1977 à 1980. En un seul trimestre de 1995, la faillite de la banque bicentenaire Barings illustre, par ses larges effets de domino, la capacité de nuisance d'un seul homme dans les circuits financiers mondiaux. Les attentats au gaz dans le métro de Tokyo montrent un saut qualitatif dans le terrorisme, et la guerre en Tchétchénie s'embrace rappelant que les réserves de pétrole attisent puissamment la violence. On parle maintenant d'armée de métier, de service civil, de devoir d'ingérence, de corps d'armée européen... Et en quelques années les acteurs ont changé. Ainsi de la fantastique puissance financière des cartels de la drogue qui peuvent, sans contrôle aucun, rivaliser avec les Etats. Il est à leur portée par exemple d'affréter un avion de drogue de 10 milliards de F, ou de faire un chiffre d'affaires de 500 milliards de F en Europe en 1992 (plus que l'ensemble de notre secteur chimique et pharmaceutique!) ⁶. Ainsi de la possibilité pour une personne dans son appartement de fabriquer quelques grammes de virus, peu coûteux, qui pourraient faire dix fois plus de dégâts qu'une puissante bombe nucléaire ⁷ ! Ainsi de l'entrée tonitruante des réseaux informatiques qui font dire au sous-directeur de la planification stratégique du Pentagone : "Avec un âge de l'information parvenu à maturité, une forme de guerre vraiment révolutionnaire va émerger. Elle se conduira dans un environnement différent, avec des adversaires se battant au corps à corps dans le cyberspace. Dès lors qu'un adversaire potentiel aura accès à de multiples systèmes d'information, la guerre se conduira virtuellement à la vitesse de la lumière et sur des distances considérables. La domination du cyberspace pourrait rendre moins probable l'emploi des forces conventionnelles et de la puissance de feu." ⁸

Dans ce décor, même les puissants perdent les guerres : échec des USA au Vietnam par sous-estimation de l'efficacité de la guerre subversive, par sous-estimation de la capacité de l'opinion publique américaine à supporter la vue de ses morts et de ses propres massacres, et par incapacité à maîtriser une médiatisation de longue durée ; échec en Somalie par méconnaissance du sujet ; échec de l'URSS en Afghanistan par surestimation de la puissance de ses armes et de ses moyens...

Nos moyens pour assurer la paix ne progressent guère en Europe. En Yougoslavie et au Rwanda nous n'avons rien pu faire d'important. Les évolutions en cours dans la défense nationale française montrent une capacité d'adaptation certaine, mais au niveau mondial les grands changements de 1989 n'ont pas satisfait les espoirs attendus, tandis que Toffler prédit à propos des conflits futurs : "Ces guerres n'auront rien à voir avec celles que, pour la grande majorité d'entre nous, nous imaginons". Il le démontre en observant tout simplement la rapidité des changements et les grandes fractures du monde. Nos chefs d'Etat avancent à tâtons, avec pragmatisme et opportunisme. Cela donne ici et là quelques résultats mais cela suffira-t-il toujours ? Le monde est changeant et à force d'être sur la corde raide, l'accident ne peut être exclu.

Nos visions à long terme sont-elles suffisantes ? Avons-nous pris en compte tous les niveaux de réflexion, en particulier celui qui concerne *le rôle des civils dans les conflits* ? Il est vrai que la population est à la fois l'origine et l'enjeu des guerres. Or, on parle peu de son pouvoir dans la résolution des conflits. N'y a-t-il pas là, comme certains le laissent entendre, un champ d'investigation central ? Alors que beaucoup d'intellectuels appellent à l'imagination et à l'audace, ne laissons-nous pas échapper les perches qui nous sont tendues dans cette direction ? A l'heure où l'on recherche un contenu défensif ou sécuritaire au service civil, nous sommes doublement incités à réfléchir au maillon civil de la Défense nationale.

⁶ Estimation ONU

⁷ Un gramme de *Clostridium botulinum*, bacille qui secrète des toxines d'une violence inouïe, peut tuer plusieurs millions de personnes par paralysie respiratoire. *Science et Vie* n°932, mai 95, p. 38

⁸ Lt-CI David Todd, "Gird for information war. US must control combat in cyberspace front", *Défense News*, 6 mars 1995, *Guerres dans le cyberspace* de Jean Guisnel p. 143, éd. La Découverte

Pourquoi ce livre ?

"Action civile et Défense"⁹, l'association qui a réalisé cet ouvrage, s'intéresse justement à la participation des civils à la défense et à la résolution des conflits internationaux. En France, deux ouvrages font référence sur ce sujet : d'une part "*La Dissuasion civile*"¹⁰, édité en 1985 par la Fondation pour les Etudes de Défense Nationale sur initiative du ministre de la Défense, prend comme hypothèse l'agression de notre territoire par l'ex-URSS ; d'autre part, "*La Guerre civilisée - la défense par actions civiles*"¹¹ de l'américain Gene Sharp, édité en français en 1995 et traduit en neuf langues¹², approfondit et élargit la réflexion à d'autres formes de conflits.

Ces ouvrages décrivent et expliquent, chacun à leur manière, la même stratégie de défense nationale. Ils montrent que, dans certaines situations de conflit grave entre peuples, il existe, en dernier ressort contre la guerre, des moyens de force non armés pour faire plier, par la contrainte mais sans violence, un adversaire puissant et violent. Ces moyens mettent en œuvre les civils et toutes les forces vives d'une nation dans une résistance civile organisée et préparée à l'avance par l'Etat.

Ces méthodes ne sont pas une construction intellectuelle, elles existent déjà. Elles ont fonctionné en maintes circonstances et se développent même rapidement. De nombreux exemples historiques nous le montrent. Leur analyse est riche d'enseignements et nous permet de connaître aujourd'hui les conditions de réussite comme les causes d'échecs. Les études sur le sujet abondent.

L'ensemble des enseignements recueillis a formé peu à peu une méthodologie civile de résolution des conflits dénommée "*Défense par actions civiles ou DAC*" dans le livre de Sharp en 1995 et "*Défense civile non-violente*" dans le livre de 1985. Elles ont été conçues progressivement : sous forme embryonnaire au 19^e siècle puis, par la force des choses, appliquée sur le terrain ; enfin, à partir de 1930, développées par des stratèges militaires, des chercheurs et des leaders engagés dans des conflits.

Partant de ces ouvrages qui définissent les bases et montrent les mécanismes de fonctionnement, notre intention est maintenant d'aller plus loin et de faire avancer les choses de manière pragmatique. Notre démarche se fonde sur le constat suivant : ces méthodes sont des concepts pleins de promesses, cependant ils posent encore des problèmes aux responsables de Défense nationale. Leur puissance inquiète. Souvent aussi, ils ne sont pas compris.

Traiter ces problèmes, rendre les choses plus compréhensibles étaient donc des phases préalables. Ainsi une réflexion sur la communication de ces concepts a été entreprise. Elle a conduit à un approfondissement du sujet qui n'est pas sans conséquences, comme nous allons le voir. Elle permet de surmonter les objections et de présenter une stratégie de défense sous une forme de bon sens qui s'intéresse surtout à l'efficacité. Les conclusions ont des répercussions inattendues ! Elles apparaîtront au fil de ce livre qui a une seconde ambition : présenter aux pouvoirs publics une proposition d'action raisonnable qui permette de progresser sans engager l'avenir de manière inconsidérée.

Finalement, ce livre propose une stratégie de communication. Il vise donc à rendre le projet de DAC acceptable par tous les publics. En premier lieu par les responsables gouvernementaux de la Défense, les stratèges, les politiques de toutes tendances et les intellectuels. Et plus tard aussi par

⁹ Association pour la promotion de l'action civile dans la Défense et la résolution des conflits internationaux, 45 chemin de la Pérouse, 73 800 Arbin. (Association exempte de toute attache financière, idéologique, politique ou religieuse)

¹⁰ C. Mellon, JM. Muller, J.Sémelin, "*La Dissuasion civile*", Editeur Fondation pour les Etudes de Défense Nationale 1985, (FEDN, devenue FED), diffusé par : MAN, 31 rue de Reuilly, 75 012 Paris

¹¹ Gene Sharp, "*La Guerre civilisée*", Editeur Presses Universitaires de Grenoble 1995. Traduit de l'américain "*Civilian-based defense*" A Post Military Weapons System, Princeton University Press, Princeton, New Jersey, USA

¹² Les versions russe et polonaise sont en cours de publication. La version chinoise est parue en mandarin en 1994. Les versions baltes sont préfacées respectivement par les ministres de la défense.

tous les Français. Ce faisant, il place la DAC dans le domaine rationnel, et l'éloigne du domaine des croyances.

Les aspects les plus novateurs de cet ouvrage ne seront abordés qu'au chapitre IV. Les chapitres précédents en posent les bases nécessaires à la compréhension. Pour commencer, il nous a semblé nécessaire de réfléchir à l'évolution des comportements civils dans les guerres et conflits, car c'est l'une des clés du sujet.

Chapitre I - La guerre et les civils

Les civils sont aujourd'hui impliqués dans les conflits

La disparition du service national, en France comme dans d'autres pays, semble le signe le plus évident du désengagement progressif des civils de la défense du pays. Les évolutions de la technologie et du paysage géostratégique font que celle-ci est de plus en plus l'affaire des professionnels et des spécialistes. La conscription devient même un frein empêchant réactivité et souplesse. C'est du moins une des leçons apparentes de la guerre du golfe où la France n'a pu mobiliser qu'un contingent limité, pour ne pas dire de misère, face aux cohortes anglo-saxonnes. Ainsi, les civils se sentent souvent réduits au rôle de spectateur impuissant.

Par ailleurs, les dernières années ont vu monter l'individualisme, le chacun pour soi, le désintérêt pour la politique, pour la chose publique, voire même un sentiment d'impuissance par rapport au cours des événements. Que faire devant la fameuse fracture sociale ? Comment lutter contre le chômage, ce fléau qui nous gangrène, contre la pollution, la corruption, le racisme ? Nombreux sont ceux qui dénoncent l'absence de perspective, la faillite des élites et le recroquevillement sur soi qui en résulte. Certains parlent même de risque d'implosion, et non d'explosion, pour souligner le fatalisme ambiant, peu propice aux mobilisations collectives pour un bien commun. Alors le divorce paraît bel et bien consommé entre les civils et la défense. Et pourtant...

Ne voit-on pas partout des mouvements contradictoires ? 1994, "Balkan Peace Team" recherche des volontaires pour aller au Kosovo déterminer des possibilités de dialogue entre les groupes en conflit, publier des informations indépendantes, organiser des formations en médiation, observer sans prendre parti, escorter des personnes menacées. Décembre 1994, une foule tchétchéne s'est massée devant les chars russes pour les empêcher de passer. Été 1995 encore, de longues cohortes de civils bosniaques et serbes quittent leur région pour une autre ethniquement plus vivable. Mars 1996 en Israël, suite d'explosions dans les bus, les civils payent de leur vie. Janvier 1997, plus de 80 civils retenus depuis plus d'un mois par les Tupac Amaru à l'ambassade du Japon au Pérou. Au même moment, et chaque jour durant deux mois, des centaines de milliers de personnes manifestent à Belgrade pour obtenir la reconnaissance de leur victoire aux élections dans 14 villes. Le 11 février 1997, le parlement serbe reconnaît les faits. Pas une journée qui ne nous apporte son lot de résistances civiles ou de présences civiles dans les conflits. Les civils sont aujourd'hui étroitement liés à l'actualité de tous les conflits. Ils le sont de plusieurs manières :

Par leur opinion

Sans qu'ils en aient toujours conscience, les civils portent une large part de responsabilité dans les guerres, leur commencement, leur maintien ou leur arrêt. Et ceci surtout en régime démocratique, mais pas seulement. C'est à cause des millions d'adhésions individuelles au nationalisme, à l'intégrisme, à l'expansionnisme ou à d'autres idéologies que les guerres se déclenchent. La guerre yougoslave en est l'exemple. Il est admis maintenant que le matraquage gouvernemental et médiatique "grande Serbie" d'un côté et "anti-Grande Serbie" dans les autres régions a déterminé à se battre des opinions faciles à convaincre ou déjà quasi-convaincues compte-tenu du passé.

C'est aussi parce que les Européens ne se sont pas mobilisés qu'aucune solution européenne n'a été imposée aux Yougoslaves. Jacques Julliard avance : "Si les opinions publiques européennes et américaines s'étaient mobilisées lors des guerres de Croatie et de Bosnie, les Européens, les Américains, l'ONU auraient arrêté cette guerre" ¹³. Selon lui les arguments contraires ne tiennent pas debout. Cela ne disculpe en rien la Serbie, mais il n'en reste pas moins que MM. Kohl et Mitterrand qui, ensemble, ont raté le train de l'Europe à cette époque, n'ont pas été rattrapés par leur opinion publique. Le non-engagement de la population, quelles qu'en soient les raisons, est souvent lourd de conséquences. L'époque des années 1930 à 1940 en est l'exemple ! Entre mille autres.

¹³ J. Julliard, "Ce facisme qui vient...", Seuil, 1994 p.148

Les civils sont liés aux conflits par leur information : selon l'enquête budget-temps du CESP en 1992, chaque Français passait en moyenne chaque jour 37 minutes à lire, 2 h 02 à écouter la radio et 3 h 34 à regarder la TV. Bien plus qu'autrefois, les civils sont informés des conflits les plus chauds retransmis chaque jour et en direct dans chaque foyer. Vous arrivez chez vous le soir et votre conjoint sait, comme vous, qu'il y a eu 22 morts dans une explosion à Tel Aviv vers 15 heures. Mieux, les enfants ont vu les images. Et quelles images ! Forcément les plus dures, celles qui apportent de l'émotion puisque tel est le critère qui attire le téléspectateur . A la limite, chacun connaît mieux les événements de guerre que les problèmes de son quartier ou de son village. Comme au théâtre, les gens vivent dans les guerres, les conflits, la violence... Et ce, même dans les pays peu développés où finalement les médias sont largement répandus. Durant la guerre du golfe, avec 100 pays couverts par ses ondes, CNN permit à 170 millions de spectateurs de voir les premiers bombardements sur Bagdad ! Cela paraît déjà banal mais, comme on le verra plus loin, ce n'est pas neutre pour notre sujet. C'est peut-être même un changement d'une portée insoupçonnée sur l'attitude des civils envers la défense. Et ce sera encore plus vrai avec Internet dont le nombre d'abonnés ne cesse d'augmenter. Certes on pourrait parler de la qualité de l'information, de l'absence de couverture de certains conflits, mais qu'elle soit juste, fausse ou même inexistante, dans tous les cas l'information n'est jamais neutre.

L'adhésion des civils est si importante qu'elle est l'objet d'une recherche forcenée : alors qu'autrefois "les rois se satisfaisaient de sujets soumis", nos gouvernements, dirigés en partie par l'opinion, font aujourd'hui la course à l'adhésion des civils sous le double effet du besoin de bulletins de vote et du développement des communications. C'est encore pire en période de guerre. Avec la capacité de l'opinion mondiale à boire l'actualité et ses images, l'adhésion des civils semble devenue l'enjeu dominant de toutes les guerres et de tous les conflits ; des moyens fabuleux sont investis dans ce but par chacun des protagonistes.

Les deux premières guerres mondiales ont été des guerres totales en ce sens. Les civils étaient la cible permanente et forcenée de la propagande des belligérants, non seulement dans le pays adverse mais dans leur propre camp. Non seulement pour qu'ils collaborent mais aussi parce que leur adhésion représentait la victoire ultime ; sans compter la propagande internationale pour augmenter le nombre de pays amis et réduire celui des pays ennemis. La communication à but militaire vers les civils était devenue mondiale. Elle l'est restée. Les deux guerres du Vietnam ont été gagnées par ceux qui ont obtenu le meilleur appui de la population. La Guerre froide a été, pour l'essentiel, un combat idéologique et médiatique mondial à outrance. Chacun à sa manière : les Soviétiques ciblaient autant leur population que celle des pays occidentaux et du Tiers Monde (parti unique, information conditionnée par agence de presse, KGB et action souterraine, mensonge, désinformation, prises de positions internationales choisies exclusivement et systématiquement pour leur effet auprès de l'opinion mondiale, utilisation de vocabulaire trompeur comme "libération de l'Afghanistan, démocratie populaire", etc.). Les occidentaux multiplient le nombre de journalistes à chaque nouvelle guerre : 1400 journalistes étaient présents dans la guerre du golfe contre 400 à 500 au moment de la chute de Saïgon.¹⁴

Par la manipulation dont ils sont l'objet sur le terrain.

La nouveauté ne vient pas du fait que les civils fassent partie des guerres, surtout des guerres civiles, mais de la capacité donnée aux guerriers de manipuler la population au delà des limites connues. Les Occidentaux qui ont vu les images de Timisoara, l'ont appris à leurs dépens.

Au Mexique, pour lutter contre les Zapatistes dans le Chiapas, l'armée s'appuie sur la stratégie dite du "conflit de basse intensité" dont l'enjeu est la population civile. Il s'agit d'une guerre de longue durée qui, par des activités "sociales", permet à l'armée de contrôler les civils et leur ressources (alimentation, eau...) afin de priver la guérilla de ses appuis, étant entendu que la population civile est au guérillero ce que l'eau est au poisson.¹⁵

La France ne procédait pas autrement en Algérie par son action sanitaire, éducative et sociale en marge de ses opérations de maintien de l'ordre. A ce jeu, le FLN excellait aussi en maniant d'un côté

¹⁴ P. Conesa dans "La Persuasion de Masse" p.128, présenté par G. Chaliand, éd. Laffont, 1992

¹⁵ Selon l'hebdomadaire Proceso, Mexico, Courrier International n° 236 du 11 mai 95

le terrorisme et le mensonge et de l'autre la prétendue "protection" des individus et les belles promesses. De fait, on vit l'armée française, victorieuse sur le terrain, rendre les armes à un FLN qui, soutenu de l'extérieur, avait gagné la bataille de l'opinion internationale. Encore cela n'était-il qu'une partie de la guerre subversive menée à grande échelle par l'URSS et les pays communistes durant la Guerre froide, dans un très grand nombre de pays dont la France. L'information y était manipulée, et la plupart des organismes infiltrés et noyautés. Les civils étaient leur cible stratégique.

Plus près de nous, les spécialistes de l'humanitaire en savent aussi quelque chose, lorsqu'ils dénoncent les excès dont ils sont victimes et acteurs involontaires. Ainsi, il leur arrive d'assurer la nourriture des agresseurs par lesquels ils sont obligés de passer pour approvisionner l'autre camp. Le prédateur apparaît comme le sauveur. L'utilisation d'actions humanitaires donne bonne conscience aux pays qui ne font rien ou qui, même, ont causé la guerre. L'agresseur doit aussi manipuler sa propre population. Ou encore ceci qui résume un article de *Vreme*, l'un des rares journaux libéraux et indépendants de Belgrade : "Faire de l'argent dans la capitale bosniaque ?

C'est plus que possible. Mode d'emploi : recueillir trente signatures et créer une (fausse) organisation humanitaire... Ce qui offre d'indéniables passe-droits par rapport au commun des mortels, par la possibilité d'obtenir facilement un passeport. Ce qui permet surtout de trafiquer à tout va et de spéculer sur la hausse des prix".¹⁶

La guerre du Rwanda en fournit encore l'exemple tonitruant dans le témoignage de *Françoise Bouchet-Saulnier (MSF)* qui explique (1) : "Le génocide des Tutsis était planifié de longue date par des Hutus et la fuite des Hutus devant l'épouvantail FPR était une énorme manœuvre médiatique pour donner tort aux Tutsis devant la communauté médiatique internationale. Pour moi, dit-elle, la guerre du Rwanda n'est pas un conflit médiéval ou tribal, mais bel et bien le modèle de la guerre du troisième millénaire. La guerre conçue par les militaires, n'est plus menée par eux mais par les civils, utilisés par les médias locaux comme moyens de combat. On retrouve le même phénomène avec la Serbie : au nom de la peur entretenue, on envoie les civils tuer l'ennemi désigné (...) On n'a pas encore assez compris le rôle capital et l'efficacité redoutable des médias comme agents de guerre. Il n'y a pas de missile Patriot pour briser net leur effet. Riposter au pilonnage de Radio Mille Collines exige d'énormes moyens. Cela relève désormais de la stratégie, de la guerre subversive, du contre espionnage, et non de la bonne idée ou de la bonne volonté. Les Affaires étrangères, la Défense devraient mobiliser leurs experts en contre-propagande. Je ne comprends pas pourquoi il n'existe aucune instance mondiale qui puisse «écouter» et intervenir pour stopper toute incitation au meurtre. Pourquoi faut-il attendre les massacres ? Pourquoi l'ONU ne brouille-t-elle pas Radio Mille Collines ? (...) Le gouvernement français a sous-estimé le désastre humanitaire qu'il créait lui-même avec ces zones de sécurité, à l'origine destinées à protéger les Tutsis, et qui sont devenues le lieu de concentration des Hutus éparpillés, à qui nous devons donner à manger. Les secours humanitaires se retrouvent soutien de guerre...".¹⁷

Ce texte, qui cumule bien des enseignements, n'est qu'un exemple parmi d'autres sur la manipulation des civils ! Et qu'on ne s'y trompe pas, l'humanitaire n'est pas en cause : en temps de guerre les loups sortent du bois, ce n'est pas nouveau. D'autres exemples de manipulation peuvent être cités avec les famines du Soudan ou de Somalie, les exodes du Burundi vers la Tanzanie où les gens, dit-on, "votent avec les pieds" en se dirigeant vers les régimes les moins meurtriers. Une fois de plus, on retrouve dans ces manipulations la primauté donnée par les stratèges à la médiatisation, à l'opinion publique. Les civils sont l'enjeu commun et majeur de toutes les stratégies. Le paroxysme est atteint dans les génocides et même dans les déplacements de population où ne sont pas visées seulement l'opinion des civils mais leur existence ou leur présence. Cela a pris des dimensions énormes. L'IFRI donne "pour 1994 le chiffre mondial sans précédent de 23 millions de réfugiés, c'est à dire de personnes forcées de quitter leur pays par crainte de persécutions et de violence, contre 5,7 millions en 1979 et 1,3 million en 1963".¹⁸

¹⁶ *Courrier international* n° 197 du 20 octobre 1994

¹⁷ *Extrait de Télérama* n° 2324 du 27 juillet 1994

¹⁸ *Ramsès 96 chez Dunod. La commission américaine aux réfugiés indique 35 millions pour 1995*

Par leur engagement

De nos jours, rares sont les conflits où tout se passe entre militaires. Selon l'UNESCO, les conflits actuels font 90 % de victimes chez les civils. L'augmentation est impressionnante : le taux était de 14 % durant la première guerre mondiale, de 67 % durant la seconde, et 75 % durant les guerres des années 70.¹⁹ Dans le spectacle journalier des guerres, les civils font la une : ce ne sont plus seulement des journalistes ou des correspondants de presse dont c'est le métier, ou des marchands d'armes et des profiteurs, mais des gens comme nous qui tout à la fois se sentent hors des conflits et se veulent défenseurs de la paix. Le Sri Lanka où peu de civils ont été tués ou blessés fait figure d'exception.

Les engagements personnels revêtent des formes variées. Certains sont engagés malgré eux comme cibles dans la guerre, comme ces otages au Liban, ces populations déplacées ou massacrées au Rwanda, ces civils affamés volontairement chez les Kurdes, ces opposants politiques tel Salman Rushdie, placés sous fatwa de mort par les ayatollahs d'Iran, ou ces intellectuels en Algérie tués de manière systématique... D'autres, excédés par l'inacceptable, entrent d'eux-mêmes en armes dans la guerre civile, comme ces terroristes du quotidien au Liban, ces snipers improvisés si nombreux à Sarajevo, ce civil de Belfast, bon père de famille au grand jour et capitaine de l'IRA en sous-main. Ils font le spectacle des guerres dont on ne voit plus souvent le front. La foule est leur champ de bataille. D'autres enfin sont engagés à leur profit. Pour eux la guerre est simplement la possibilité de tuer ou de profiter, ce qui n'est pas neutre dans l'évolution du conflit. D'autres encore apportent un soutien à la lutte armée comme ces puissantes associations américaines de Serbes, de Croates ou de Bosniaques exilés, pour ne citer qu'elles, qui font parvenir des financements et des armes. Ajoutons à cela l'influence d'entreprises ou de traders intéressés, ou de groupes de pression de toute nature, etc.

On trouve ensuite le vaste domaine de l'action humanitaire et sociale liée aux conflits. Réfugiés, enfants sans famille, estropiés ou aveugles de guerre, la liste est longue. L'action se fait à distance et par delà les frontières par des financements, des envois de vivres et autres objets, ou par la recherche de travail, de logement etc. Elle a des ramifications étendues dans la population qui la soutient moralement et concrètement.

L'action concerne aussi la prévention des conflits et touche des domaines variés comme la pauvreté, l'illettrisme, la formation, la santé, les droits de l'homme, etc. Demander, faire prendre conscience, faire agir, soutenir, le secteur associatif est large et travaille en profondeur pour la paix. Citons par exemple les jumelages de communes, les échanges de jeunes, les voyages culturels, les clubs de réflexion et des associations comme "ACAT" ou "Amnesty International" qui interviennent par campagne de lettres auprès des pouvoirs publics.

Il y a ceux qui agissent pour la paix en s'impliquant comme acteurs civils du conflit : citons par exemple des associations comme l'Assemblée Européenne des Citoyens qui a incité au soutien des forces civiques internes de l'ex-Yougoslavie quel que soit leur région ou leur parti, ou des journaux qui, malgré d'énormes difficultés dues à la guerre, informent sans relâche. Les Casques Bleus font eux-mêmes un travail de type civil quand leur mission est d'assurer une présence, un rôle d'observateur, de canalisation des réfugiés, d'assistance électorale, d'administration, etc. Ainsi, au Cambodge, après les accords de Paris, l'ONU délégua 1598 agents civils internationaux pour les élections, 308 pour l'administration civile, 526 pour coordonner ses activités, sans compter les civils des unités médicales, de la logistique et des transmissions, etc. A Sarajevo il fallait approvisionner en papier "Oslobodenje", le seul quotidien capable de transmettre des informations libres, il fallait assurer l'entrée d'informations venant des pays tiers, il fallait contrer la propagande de guerre... Action civile aussi que celle des juges en Italie qui, contre la corruption ou la mafia et au risque de leur vie, font... simplement leur travail ; celle de Taslima Nasreen qui mène un combat médiatique de première grandeur contre l'obscurantisme ; celle de Aung San Suu Kyi, qui lutte pour la démocratie en Birmanie ; celle des Albanais du Kosovo qui, par l'intermédiaire de leur leader Ibrahim Rugova, encouragent un embargo contre leur propre pays qui les fait cruellement souffrir depuis plusieurs années ; celle des Cambodgiens, des Algériens et des Taïwanais votant courageusement malgré les intimidations respectives des Khmers rouges, des Islamistes et des Chinois ; celle de tous

¹⁹ Silence n° 204, mai 96

ces journalistes algériens qui continuent de travailler sous un nom d'emprunt, etc. La liste peut s'allonger à volonté tant est grande la variété des formes d'action civile.

Citons la journaliste *Adèle Lemonde*²⁰ qui illustre l'engagement quotidien des femmes algériennes avec « Farida, 35 ans, qui met un point d'honneur à mener la vie la plus normale possible [...] et qui dit : "Quand les islamistes ont voulu interdire la rentrée scolaire, nous avons tous envoyé nos enfants à l'école. Nous avons peur bien sûr, mais il ne faut pas céder. C'est comme pour le hijab. Les Islamistes ont dit : toutes les femmes en hijab avant le 8 mars. Je ne l'ai pas mis pour autant, mes amies non plus. Il n'en est pas question." Est-elle prête à mourir pour cela ? "On verra. Pour l'instant, je résiste à la pression." Elle se tait et sourit. "Les gens comme nous, personne n'en parle jamais. C'est comme si nous n'existions pas." Dans l'Algérie en guerre civile, la majorité silencieuse, en effet porte mieux que jamais son nom. C'est pourtant elle qui continue à faire exister ce pays en refusant de choisir entre le camp des fous de Dieu et celui, parfois tout aussi pervers, du pouvoir. Elle paie pourtant le prix fort. Les syndicalistes et les magistrats assassinés, c'est elle ; les jeunes raflés et torturés, les jeunes filles violées, les commerçants rackettés par les islamistes, c'est elle encore. Elle qui vacille, a peur, et continue pourtant inlassablement de vivre, autant qu'il est possible. Mais qui le dit ? »

Il y a ceux qui agissent pour faire plier le pouvoir agresseur par des voies "non armées" ou, pour s'exprimer positivement, "de manière civile". Cela va de la simple action individuelle comme les grèves de la faim de Gandhi à la résistance de masse comme celle, quasiment non-violente, des Palestiniens dans l'Intifada. Les formes "d'actions civiles" sont multiples : manifestations, grèves, boycotts, embargos, blocages de routes ou d'aérodromes, obstructions, tracts d'information, brouillages radio, engorgements d'une administration, refus de coopération, désobéissances civiles en groupe, petites actions anodines perturbant l'adversaire comme la lenteur au travail ou des erreurs de fabrications, actes de défi, actions symboliques de protestation comme le port d'une fleur à la boutonnière (en Hollande, le 29 juin 1940 pour marquer l'attachement de la population à la personne royale), action "ville morte", simple pétition dans un quartier, recherche volontaire d'un procès pour sa médiatisation, etc. Gene Sharp dénombre 198 formes qui se déclinent elles-mêmes en variantes et l'imagination humaine en créera de nouvelles sans trop de difficulté. Etendues dans la durée, elles deviennent des "résistances civiles". Leur détermination a permis en de nombreuses circonstances historiques de vaincre sans armes des adversaires armés et organisés. En voici quelques exemples choisis durant la Seconde Guerre mondiale :

En Allemagne, un véritable programme d'élimination des malades mentaux est mis en place dès le 1^{er} septembre 1939. Les premiers «centres de traitement» commencent à fonctionner à partir de janvier 1940, mais peu à peu, cela commence à se voir et à provoquer des réactions. Des autorités religieuses protestent. Les nazis tentent de les calmer. Mais le 3 août 1941, l'évêque de Munster, Mgr von Galen manifeste publiquement, dans son sermon dominical, son hostilité à l'élimination des malades mentaux. Son texte circule dans toute l'Allemagne. Bormann veut alors supprimer l'évêque contestataire, mais Goebbels s'y oppose pour ne pas perdre le soutien de la population de Westphalie qui commence à s'émouvoir. Le programme d'euthanasie est interrompu dans les jours suivants. Il a fait 70.273 victimes sur un million, prévu dans le projet secret, considéré comme une affaire d'Etat.

En Norvège, à la suite d'atteintes à la justice et à la constitution, puis de mesures de mise à la retraite d'un grand nombre de magistrats de la cour suprême, celle-ci démissionne en bloc en décembre 1940. L'effet est spectaculaire et donne une impulsion considérable à la résistance d'autant plus que le roi et le gouvernement légitime ont dû s'exiler en Angleterre.

Toujours en Norvège, le 5 février 1942, le gouvernement collaborateur de Quisling promulgue un texte de loi contraignant chaque enseignant à adhérer à un syndicat officiel pro-nazi. La moitié des enseignants réagissent par une lettre adressée au ministre, affirmant leur refus d'adhérer. Le 25 février, celui-ci les menace de destitution et ferme les écoles pour un mois, sous prétexte de manque de combustible. En fait, les autorités ne savent trop que faire. Plus de 200.000 parents écrivent à leur tour au ministre pour marquer leur solidarité avec les enseignants. Comme le mouvement prend de

²⁰ *La Vie* n° 2596 du 1^{er} juin 95

l'ampleur, Quisling fait arrêter mille enseignants et les déporte au delà du cercle arctique. Le 8 avril, il fait rouvrir les écoles en annonçant que tous les enseignants sont déclarés membre du nouveau syndicat. Ceux-ci, ne l'entendant pas ainsi, font, le jour de la rentrée des classes, une déclaration affirmant qu'ils n'accepteront pas l'idéologie nationale-socialiste. Devant autant de détermination, Quisling ne prend pas de nouvelles mesures de représailles. Son organisation syndicale officielle, base de l'édification d'un Etat corporatiste inspiré du modèle italien, est mort-né. Le 3 août 1942, c'est la population qui manifeste en masse par le port d'une fleur à la boutonnière pour marquer sa fidélité au pouvoir légitime à l'occasion de l'anniversaire du roi. Les déportés sont libérés à l'automne 1942 et parfois fêtés comme des héros nationaux.

En France, le général de Gaulle appelle plusieurs fois à résister sous forme civile : le 23 décembre 1940, il demande par radio de désertir les rues du pays durant une heure, ce qui est si bien suivi en zone occupée que les Allemands organisent à Paris une distribution gratuite de pommes de terre. Le 15 septembre 1941, la France libre fait un appel au travail au ralenti. Le 22 octobre 1941, avec Maurice Schumann, il prescrit un "garde à vous national" silencieux de cinq minutes en réponse à la première exécution d'otages. Les résultats non mesurés semblent avoir été variables. Pour le 1er mai 1942, il annonce des manifestations publiques silencieuses devant les mairies. De grands et nombreux rassemblements ont lieu et permettent à la zone non-occupée de s'exprimer pour la première fois, et à la résistance intérieure de montrer son attachement à celle de Londres. Pour le 14 juillet 1942, la BBC provoque des manifestations dans la zone libre qui sont un succès et marquent le début d'un revirement profond des Français.

Il y eut bien d'autres cas de résistances sans armes comme le sauvetage des juifs du Danemark en 1943, la désobéissance à la loi sur le STO (service du travail obligatoire) dans la France de Vichy en 1943-44, etc.²¹ Hors de cette période, les cas sont encore plus nombreux et plus variés, mais nous y reviendrons.

Un classement des formes d'action

Les formes d'action sont nombreuses : nous les avons classées par convention selon deux axes sur un tableau dont il importe de bien noter le titre : il s'agit d'actions non armées ou non militaires dans les guerres, menées par des civils face à la violence. Toutes les formes d'engagement des civils citées précédemment s'y retrouvent, notamment, on l'aura repéré, dans les zones C et D.

Dans le quart A se situe la vaste panoplie des moyens dont se sont dotés les Etats pour contrer les actes ou décisions d'autres Etats jugés contraires à leurs intérêts ou porteurs de germes de conflits plus graves. Ce sont en général²² des mesures administratives qui utilisent des instruments réglementaires, douaniers, économiques ou monétaires : tarifs, quotas, normes... qui peuvent être utilisés comme punition ou récompense. Il peut s'agir d'embargos, de boycotts, de blocus, de guerre économique, de listes noires, de droits de préemption, de gels des avoirs et des dettes, de contrôles monétaires, de mesures législatives ; il peut s'agir aussi de mesures pour frapper l'opinion mondiale ou les forces de paix de l'adversaire, de brouillages d'information et de contre-information de la population, etc.

On trouve aussi les mesures coercitives non militaires prises par les multiples organismes internationaux de l'ONU (Conseil de Sécurité, Cour de justice internationale, Banque mondiale, FMI, Agence internationale de l'énergie atomique...) ; par des instances plus spécialisées (HCR, GATT...) ; par des organisations diverses (OTAN...) ; par des entreprises multinationales même qui sanctionnent de facto avec leurs choix d'investissements ; et par des groupements variés comme Amnesty International, le CIO, Greenpeace, etc.

En B se trouve le complément de cette panoplie dans un registre plus participatif. Il y a tout le domaine de la diplomatie avec ses multiples volets liés à la prévention des conflits : communication,

²¹ Voir le livre de Jacques Semelin, "Sans armes face à Hitler, La résistance civile en Europe", Payot 1989, Paris

²² Rogers, professeur à l'université de Bradford, dans l'étude "Economic Sanction and International Relation", paru dans "Alternatives Non-Violentes" n° 92

récompenses (prix Nobel de la paix...), échanges internationaux (grands contrats de vente d'armements, avantages accordés à la nation la plus favorisée...), économie internationale (assistance monétaire interbancaire pour éviter des tensions menant à la guerre...), coopération (envoi d'enseignants...), aides à la reconstruction (plan Marshall...), etc. Une partie de l'humanitaire et du secteur de l'information s'y retrouve pour la part dont s'occupent l'administration et les grands organismes.

Le secteur C se caractérise par la diversité des modes d'action qui laissent une large part à l'initiative individuelle et à l'improvisation. Cela va de l'ouverture des porte-monnaies individuels à la mobilisation de milliers d'associations pour envoyer vivres et vêtements en Roumanie. L'action est souvent plus discrète et plus en profondeur. On y voit aussi les journalistes qui agissent individuellement sous le contrôle de leur journal et de l'opinion. On peut la caractériser par l'expression "d'action pour".

La partie D du tableau est le domaine de l'action "contre" : celui des 198 formes "d'actions civiles" mentionnées précédemment et des résistances civiles non armées. Il s'agit d'actions coercitives et même contraignantes menées par des civils, seuls, en groupes, ou parfois en masse par des techniques d'action sans violence. La contrainte est d'autant plus puissante que les civils sont groupés. Lorsque les masses ont su se coordonner, leur puissance est énorme. On trouve dans cette partie D toutes les formes de résistance qui mettent un pouvoir en difficulté par la pression populaire. Il peut s'agir d'un gouvernement dictatorial, d'un coup d'Etat ou d'une invasion étrangère. Nous allons nous y arrêter particulièrement car il s'agit d'une forme efficace d'action des civils face aux conflits qui, comme nous allons le voir, se développe, porte de grands espoirs en matière de résolution des conflits, et pose aussi beaucoup de questions.

L'ensemble des secteurs A + D constitue la défense par actions civiles, la DAC, forme d'action encore plus complète et plus efficace dont nous allons parler plus loin. Mais restons pour l'instant dans les secteurs C et D qui sont les domaines de l'action civile.

Voir le tableau en Annexe 1, page 105

L'action civile se développe

L'histoire le montre

On a vu que la démocratie et la communication tendent à amplifier l'implication des civils dans les conflits dans des proportions jusqu'alors inconnues. Pour autant nous ne pouvons pas dire qu'ils agissent beaucoup, on pourrait même défendre le point de vue contraire. Il s'agit plutôt de remarquer qu'en cas de crise, cette tendance existe et se développe fortement sous diverses formes. Si l'on regarde notre schéma, les types d'action qui figurent en partie droite n'existaient pas ou très peu il y a un siècle :

Les engagements personnels et les action pour le progrès (en C au bas du tableau), étaient autrefois limités au dévouement privé et familial des franges aisées de la population. Aujourd'hui le nombre d'associations ne cesse d'augmenter (500 à 650 000 en France en 1975, 730 000 en 1994). Et les formes d'engagement se sont à l'évidence multipliées si l'on observe la variété des associations sportives, de quartier, de locataires, de protection de la nature, de consommateurs, de formation, de tourisme, de Savoyards ou d'Arméniens dans nombre de villes de France etc. Même si on y trouve de tout, du récréatif, de l'économique ou du corporatif intéressé, on y trouve aussi beaucoup de désintéressement et d'activités contribuant à la paix ou aux échanges internationaux. L'engagement civil est en croissance. Il suffit de voir, pour l'ex-Yougoslavie, le nombre de collectes et ramassages divers, d'envois de fonds ou de containers effectués depuis l'Europe et les Etats-Unis. En Serbie, le nombre d'ONG, 6 en 1980, est passé à 52 en 1990 et à 174 en 1995, parmi lesquelles on trouve 16

groupes et organisations de la paix, 5 pour les droits de l'homme, 15 organisations autonomes de femmes, 54 groupes écologistes déclarés, 16 organisations humanitaires, etc.²³

En remontant dans le tableau : *l'action humanitaire* n'existait guère avant 1863, date de la fondation de la Croix-Rouge par Henri Dunant. On voit ce qu'elle est devenue. A elle seule, la Croix-Rouge rassemble 100 000 bénévoles en France et compte 149 sociétés dans le monde. La médecine bénévole va au cœur des conflits et les ONG ont pris un développement considérable. Médecins sans frontières, créé en 1971, avait un budget de 225 MF en 1991 et de 477 MF en 1996 avec des branches dans plusieurs pays. Aujourd'hui, l'action humanitaire est même complètement imbriquée dans plusieurs conflits.

Ne nous arrêtons pas sur *les actions d'information et de journalisme* tant leur évolution est forte et évidente dans notre vie courante.

Pour illustrer *l'action militante et les pressions de groupe*, prenons le refus des armes nucléaires qui s'est développé puissamment à partir des années 60 pour atteindre dans les années 80 des crêtes d'une formidable intensité comme celles de l'automne 81 avec les grandes manifestations de Bonn (350 000 personnes), Londres (175 000), Rome (200 000), Madrid (400 000), Amsterdam (300 000) et New York (1 million)²⁴. Il reste vivace et profondément ancré dans les mentalités d'une société en quête de valeurs fortes et prompte aux solutions immédiates ou faciles.

En remontant encore, on passe dans une zone où domine les rapports de force. *L'action civile* pour faire plier un pouvoir est en développement. Prenons l'exemple des actions de boycottage : aux Etats Unis en 1984, on en comptait une petite cinquantaine. Au dernier recensement, plus de 200. Deux journaux concurrents leur sont consacrés exclusivement. Il y a même des spécialistes et des maîtres en la matière. Le temps d'aboutissement de ces actions qui était de sept à dix ans en 1984 serait même passé à deux ou trois ans.²⁵

Ensuite la présence civile est en essor dans *les résistances sans armes* qui jalonnent l'Histoire. Il n'y a guère plus d'un siècle que l'idée de révolte non armée est devenue courante : autrefois, seule la force physique pouvait obtenir des résultats et on se rebellait avec bras, fourches ou fusils. Aujourd'hui, les résistances civiles sans armes sont nombreuses, les plus connues étant celles de Gandhi en Inde, ou la lutte pour les droits civiques des Noirs aux USA de 1950 à 1963 avec Martin Luther King ou celle des «Folles de la place de mai» contre les disparitions politiques en Argentine depuis 1977.

Les moins connues sont plus nombreuses et émergent peu à peu des travaux des historiens comme les luttes militantes pour les droits civiques et les juifs en URSS dans les années 1970 et 80. G. Sharp en évoque ainsi une centaine, la plupart au 20^e siècle, de plus en plus fréquentes dans les dernières années, et dans un plus grand nombre de pays (Iran, Brésil, Bolivie, Vietnam, Panama, Uruguay, Nouvelle Calédonie, etc.).

Outre Gandhi, Martin Luther King et Aung San Suu Kyi, d'autres prix Nobel ont mené des combats sans armes pour la justice : Albert Luthuli contre l'apartheid en Afrique du Sud en 1960 et Desmond Tutu en 1982, Andréï Sakharov en 1975 et Adolfo Perez Esquivel en 1980 pour les droits de l'homme, Mairead Corrigan pour la paix en Irlande en 1976, Lech Walesa en 1983, le Dalaï Lama en 1989 contre l'occupation chinoise au Tibet et Rigoberta Menchu en 1992 pour la défense des Indiens du Guatemala. On peut y ajouter de grands noms de la lutte non-violente : César Chavez, Dorothy Day et les frères Berrigan aux Etats-Unis, Dom Helder Camara et Luis Perez Aguirre en Amérique Latine.

En haut du tableau, on trouve *les résistances civiles de masse* dont l'évolution est plus récente mais tout aussi significative. Parfois ces résistances de masse furent initiées ou soutenues par leur gouvernement, ce qui facilitait grandement les choses. D'autres furent même soutenues par l'ensemble de l'appareil d'Etat leur donnant ainsi, malgré l'improvisation, une puissance considérable.

²³ Selon Sonja Licht de la Helsinki Citizen Assembly (Assemblée européenne des citoyens)

²⁴ IFRI, "Pacifisme et dissuasion", sous la direction de Pierre Lellouche, Ed. Economica, 1983

²⁵ Le Point, n° 1283, du 19 avril 1997

Nous en reparlerons. Pour l'instant nous soulignons simplement le développement de l'action civile ; quelques réflexions permettent d'en comprendre les raisons.

L'action civile est devenue un moyen d'action politique

Autrefois, les voies de participation citoyennes étaient l'armée ou la politique ; aujourd'hui il y a aussi l'action civile. Lorsqu'on n'a pas choisi de faire carrière dans le secteur militaire ou dans l'environnement du pouvoir, chacun peut encore agir par l'engagement bénévole. Le citoyen moyen de nos pays développés sait aussi que, lorsque la coupe est pleine, il peut aller dans la rue demander satisfaction. Il est acquis dans les esprits que les grèves, les manifestations, boycotts et autres pressions civiles de groupe peuvent apporter des résultats. Les succès encouragent. Les échecs donnent des idées pour mieux réussir, en particulier l'importance du nombre (l'union fait la force), l'importance des soutiens institutionnels et du pouvoir légitime, l'importance d'une volonté du peuple, et aussi des médias... En temps de paix, lorsque l'action dépasse quelque peu les limites légales, le pouvoir peut fermer gentiment les yeux pour ne pas mettre de l'huile sur le feu (par ex. lors du blocage des routes par les agriculteurs). Cet écart crée l'événement qui alimentera les médias pour atteindre l'opinion publique. En temps de guerre, les médias sont souvent muselés et l'interdiction de parler rend le sujet d'autant plus attractif, et parfois même mobilisateur.

Malgré le pacifisme et l'égoïsme ambiants, *la dynamique qui pousse à s'unir pour agir est d'autant plus puissante que le conflit nous touche de près*. Le malheur est que, pour agir en matière de guerres et conflits, le citoyen isolé ne voit pas très bien ce qu'il peut faire sinon donner de l'argent. D'où le succès de certaines formes humanitaires, parfois devenues business. Ainsi, durant les deux années qui ont suivi le début des combats en ex-Yougoslavie, les civils Français et Européens étaient profondément touchés. Ils ont ressenti leur impuissance au fur et à mesure que les nouvelles arrivaient, toutes plus émotionnelles les unes que les autres. Nous avons alors émis l'hypothèse que si des actions précises et efficaces pour la paix étaient proposées à la population européenne, la participation et l'engagement des gens auraient été élevés. Malheureusement, rien d'efficace n'étant préparé, rien ne fut proposé, hormis l'humanitaire. Par impuissance, le découragement et l'abandon ont suivi alors qu'il aurait été possible de compter sur la bonne volonté des populations.

La médiatisation et l'information des civils dans les conflits sont des phénomènes acquis et a priori banals dont il faut prendre la véritable dimension. Si nous étions touchés par une guerre, notre information resterait naturellement forte. A moins d'une bombe atomique, d'un génocide, ou d'une politique de terre brûlée d'intérêt peu probable pour l'agresseur, on voit mal un adversaire maîtriser la multiplicité des vecteurs et moyens d'information (téléphone portable bientôt pour tous, fax, radios libres, cassettes, C.B., minitel, télétexte, réseaux internet et ordinateurs...), et on le voit mal réduire rapidement notre volonté de savoir. Il lui faudrait du temps pour nous déshabituer. Sa technique serait plutôt celle de la désinformation, c'est à dire de la manipulation ou de l'information biaisée. Mais comment déculturer en peu de temps l'ensemble d'une classe intellectuelle, politique et journalistique ? Impossible à court terme. Le citoyen resterait informé et naturellement incité à agir par voie civile comme il en a pris l'habitude dans son entreprise, ou pour une revendication corporative, ou pour un problème d'école. L'adversaire peut-il réduire les moyens centraux d'information, ses points névralgiques ? Lorsqu'une population est déterminée, c'est loin d'être simple. Ainsi, lors des grandes manifestations de Manille en 1986, la radio libre Véritas fut détruite par l'armée avant de réapparaître quelques heures plus tard sur un émetteur de fortune.

Abraham Lincoln disait : "Vous pouvez tromper certaines personnes tout le temps, ou tout le monde un certain temps, mais vous ne pouvez tromper tout le monde tout le temps". Au delà de cette vérité, les résistances civiles se développent pour d'autres raisons : d'abord grâce aux nouveaux moyens de communication, les humains accèdent non seulement à l'information, mais aussi à la formation, aux voyages, aux échanges et de ce fait, mimétisme aidant, à la parole, à la revendication, à l'aspiration démocratique, à l'autonomie de pensée et à une participation plus active à la vie politique. L'indépendance des colonies en est l'illustration. Si les Tchétchènes se battent, *c'est parce qu'on ne peut plus disposer d'un peuple comme autrefois*. Voici ce qu'en dit le populaire général russe Alexandre Lebed dans Moskovskie Novosti : "Les troupes d'opérette russes se battent contre un peuple, et c'est ce qui

les condamne à la défaite. Le Vietnam, l'Afghanistan, et même la Somalie ont montré qu'on ne pouvait vaincre un peuple".²⁶

Ensuite, *la capacité de communiquer vers l'opinion publique ouvre de nouveaux moyens* : chaque civil ou chaque groupe peut, avec un peu d'imagination, frapper l'opinion par quelques faits et obtenir des résultats. C'est entré dans les mœurs. On ne s'étonnait plus fin 94 d'entendre dire que l'association DAL, soutenue par l'abbé Pierre, avait pris possession par la force d'un logement vacant à Paris. A Vesoul, le 12 février 93, un artisan électricien n'ayant pu se faire payer une facture de 350 000 F, avait obtenu gain de cause par la justice puis, toujours non payé, avait dû déposer le bilan de son entreprise. Pourtant sa revendication était légitime. Après avoir utilisé patiemment toutes les voies raisonnables, à l'aube d'un beau jour, il attacha sa voiture au câble d'une grue de chantier, y monta avec son fils de 27 ans, puis, aidé d'un ouvrier, fit monter la voiture à 17 m de hauteur avant d'enlever les boîtiers de commande. Il était impossible de le redescendre sans son consentement. Dès le matin, toute la presse était là. Le préfet s'en mêla, rien n'y fit. Tout le monde fit donc pression pour faire payer la créance. A midi, notre homme avait son paiement.²⁷ Tel est le pouvoir de l'opinion ! Il donne de l'imagination. L'avènement fracassant de l'opinion publique au 20^e siècle ouvre de nouveaux moyens d'action qui contribueront encore au développement de l'action civile. A l'échelle mondiale, cette opinion a également pris un poids considérable. C'est ainsi qu'on s'exprime maintenant dans les rues de Paris sur Tchernobyl, sur le Cambodge, la Yougoslavie ou le Rwanda, etc. Pas un jour sans que les journaux nous rapportent des actions de force de groupes mécontents ou de peuples en colère... Les chiffres parlent d'eux-mêmes : cinq manifestations par jour en moyenne à Paris, un à cinq millions de journées de grèves chaque année en France (et même 23 millions en 1947, 12 en 1948 et 150 en 1968). Apparaissent aussi des manifestations monstres d'un million de personnes comme celles qui détrônèrent Marcos à Manille en 86, celles de Paris en 1968 pour le général de Gaulle et en 1986 pour l'école libre, celles de Leipzig en 1989 et même plus avec 2,7 millions de personnes à Shanghai en 69 contre l'agression russe aux frontières. Quelle capitale n'a eu son million de personnes dans les rues ? Quand le peuple est décidé, il est sage de l'écouter.

L'action civile s'amplifiera encore

En tant que moyen politique, le phénomène devrait encore largement se développer, si l'on considère plusieurs facteurs dont les effets s'amplifient mutuellement. Le premier est *l'augmentation de la démographie* qui rend nécessairement plus complexes les relations entre le pouvoir et les individus. Lorsqu'une population est peu nombreuse, l'individu peut se faire entendre plus facilement. Quand le grand nombre d'individus éloigne le pouvoir des réalités cela peut conduire à l'action civile. Le mouvement est déjà bien commencé. Peut-il en être autrement avec le quadruplement du nombre des individus sur la planète entre 1945 et 2025 ? Le rythme actuel d'expansion démographique est de un milliard d'individus en 12 ans alors que nous n'étions qu'un peu plus de 2 milliards en 1945. Les grands nombres ne sont pas faciles à appréhender : depuis cette date, l'accroissement journalier est supérieur aux 157 000 morts dus aux effets directs de la bombe atomique d'Hiroshima. Autrement dit, si *chaque jour* depuis 52 ans, une bombe atomique avait détruit une ville de cette taille, la population mondiale aurait quand-même augmenté²⁸.

Vient ensuite l'accroissement *de la concentration urbaine* dont les effets sont pires encore que ceux de la démographie : surpopulation, chômage, violence, pollution...la ville concentre et exacerbe tous les problèmes de la société. Cela devient plus dramatique encore avec le décuplement de certaines métropoles. Passer de 1 à 10 millions d'habitants en 50 ans, ou même de 2 à 20 millions, est devenu banal. Le problème ne peut que se compliquer avec une concentration urbaine mondiale qui passe de 29 % en 1950 à près de 48 % en l'an 2000 (elle passe de 53 à 77 % dans les pays développés et

²⁶ *Courrier international* n°219 p.16 du 12 janvier 95

²⁷ Gérard Sébille, *l'Est Républicain* du 13 février 1993

²⁸ *Ceci bien sûr, sans tenir compte des décès ultérieurs dus aux effets à long terme et aux pollutions additives*

de 17 à 40 % dans les pays en développement où l'accroissement devrait donc continuer)²⁹. Comme nous le disions en introduction, c'est évidemment là que les problèmes apparaissent le plus souvent, donc par corollaire, l'action civile ; et d'abord sous des formes sécuritaires.

A cela s'ajoute *l'interdépendance croissante des populations*. On l'a vu dans la crise des vaches folles. Autrefois, on vivait de manière assez autonome. Aujourd'hui, chacun dépend des autres. De nombreuses grèves (carburants, transporteurs, électricité, fonctionnaires, etc.) peuvent paralyser nos grandes villes et même tout le pays. Ainsi, chacun est conscient des pouvoirs dont il dispose.

Il faut ensuite évoquer *la mondialisation des problèmes* : quand votre action peut, avec un peu de chance et beaucoup d'opportunisme avoir une audience mondiale, cela donne parfois plus que des idées. Certains ne s'en privent pas et développent en la matière un véritable professionnalisme comme dans les actions de Greenpeace contre la reprise des essais nucléaires de la France. En fait la mondialisation ouvre de nouveaux pouvoirs aux individus ou aux groupes. En été 97, une grève de la compagnie UPS de distribution de colis était devenue insupportable au bout de quelques heures pour toute l'économie américaine. Les répercussions en étaient mondiales.

Un autre facteur est *la multiplication des lieux de pouvoir* : on le voit dans les nombreux changements de régime depuis 1989, l'évolution certaine de la démocratie dans le monde depuis un siècle, l'émergence de l'Europe et des régions, la décentralisation administrative, la plus grande séparation des pouvoirs liée à l'élargissement de la formation, la constitution de grands ensembles industriels internationaux, véritables contrepoids aux Etats, les nouvelles concentrations financières qui créent des changements continuels, donc des déséquilibres nouveaux, des adaptations sans fin, toujours en décalage par rapport aux populations. Jusqu'à aujourd'hui, les pouvoirs s'appuyaient sur l'information dont ils avaient le privilège ; or précisément celle-ci devient disponible dans la population même par les nouveaux médias et réseaux informatiques mondiaux quasi-gratuits, alors que dans le même temps le volume des informations explose. Voilà encore une forte raison de la décentralisation des pouvoirs et des responsabilités vers la population civile.

Et bien sûr *les progrès technologiques et autres évolutions*, si rapides que les problèmes apparaissent à la vitesse de la lumière : littéralement... puisqu'on n'a pas le temps de les voir arriver qu'ils sont déjà là. Guy Sorman, conseiller du premier ministre de 1995 à 1997 dit qu'un chef de gouvernement en France n'a pas le temps de réfléchir compte-tenu du rythme des mauvaises nouvelles qui lui parviennent toutes les cinq minutes et appellent des décisions. La plupart des grands problèmes n'existaient pas il y a vingt ou trente ans : violence, sida, drogue, chômage, sectes, masses financières incontrôlables, extrême pauvreté, écologie, immigration, etc. Les modes de régulation habituels ne suffisent plus. Leur temps de réaction est inadapté. Lorsque ça ne va plus, il n'y a plus qu'à descendre dans la rue et manifester ! Merci l'action civile. Les problèmes ont pris une telle ampleur et sont d'une telle variété que l'Etat et l'administration n'ont pas de solution. Les corps intermédiaires n'en peuvent plus, ils ne maîtrisent plus les phénomènes. Manifester ne suffit plus. On le voit pour les banlieues où l'action civile consiste maintenant à prendre en charge peu ou prou de l'animation du quartier. On le voit avec Internet qui va devenir un moyen de pression sur les pouvoirs d'une ampleur et d'une fulgurance inconnue. Ceux-ci devront adapter leur réactivité. Mais aussi la dimension de leur vision et de leur champ d'intervention puisqu'on accède à une communication planétaire à coût pratiquement nul. Pour Jean Guisnel, spécialiste des questions de défense, les nouveaux réseaux informatiques mondiaux font entrer de plain-pied les civils dans le monde de l'information, mais aussi dans celui de la défense et du pouvoir. Selon lui les guerres à venir seront plus que jamais centrées sur l'information, l'informatique et ses réseaux. Les civils y participeront. Cela pose des problèmes nombreux, nouveaux et cruciaux³⁰.

Il n'est pas facile d'extraire les facteurs dominants. On peut cependant affirmer que la difficulté à vivre en société (démographie, villes), la quantité et la dimension toujours plus grande des problèmes (interdépendance, mondialisation, rapidité des changements), et sans doute, plus encore, l'évolution de la démocratie et les nouveaux moyens d'échange d'information, dont on sous-estime

²⁹ *Population urbaine par rapport à la population totale, source ONU. En 1990 le pourcentage est de 43,6.*

³⁰ *Jean Guisnel, "Guerres dans le cyberspace", Ed. La découverte, 1995*

probablement encore l'importance, amèneront forcément les individus à être de plus en plus présents dans la vie de la cité. Les rapports entre l'individu et le pouvoir en seront profondément modifiés

L'action civile pose problème

Comme le note Gérard Chaliand ³¹, « toute la littérature politique du XIX^e siècle est hantée par la présence de la foule urbaine, qu'elle soit dénommée prolétariat par les uns ou populace par les autres. » Depuis, la gestion des mouvements de masse a progressé, il a fallu vivre avec. Il convient de ne pas entrer dans ce genre de peur et de poser les vrais problèmes.

Aujourd'hui, l'amplification du phénomène est déjà visible. *Tous les facteurs cités ci-dessus agissent en synergie* et créent un mélange qui risque fort de détoner ici ou là si l'on n'y prend garde. Des conflits de villes comme à Los Angeles ou à Vaux-en-Velin commencent par des manifestations et se terminent dans le sang. En Iran les intégristes s'opposent aux évolutions trop rapides et mettent en place un pouvoir obscurantiste en s'appuyant sur le peuple. Les changements sont si forts et si peu contrôlables que cela se transforme en mouvements de population qui apparaissent finalement un peu partout... Les civils s'expriment. Imagine-t-on ce que pourrait donner en Chine ou en Inde une vague de pression d'un milliard d'habitants, ou même de 10% d'entre eux, qui décideraient de passer aux actes ? Cette puissance énorme, avec laquelle il faut maintenant compter, est mal connue et appelle une meilleure maîtrise.

Sous la poussée du besoin des populations de s'exprimer ou d'agir quand cela va mal, les actions prennent alors des formes de masse qui peuvent être inattendues, parfois même inadéquates : comme si elles étaient inévitables, même sans objectif, et malgré l'impossibilité souvent d'obtenir des résultats. Elles expriment alors un refus, un trop-plein que tout pouvoir intelligent aurait tort de ne pas prendre en considération. Elles sont alors difficilement contrôlables et ouvrent sur l'inconnu : ce sont des manifestations pour tout et pour rien, mal dimensionnées ou mal ficelées par rapport à leur objectif, ou du moins perçues comme telles, où les excès apparaissent facilement comme l'utopie du mouvement de 1968 en France... l'action est parfois un exutoire à l'impossibilité de modifier le cours des choses : le pouvoir en tire parfois partie, ou en paye la note !

Dans les grands conflits nationaux, cette poussée irraisonnée des masses se comprend : *entre la négociation des chefs et la lutte armée il n'y a rien, aucun moyen*. Lorsque les pouvoirs en conflit voient que leurs problèmes ne sont pas pris en considération, ils essayent de négocier et de pousser plus avant les possibilités de discussion ; ensuite, si cela ne peut déboucher sur une solution, ils savent qu'il n'y a plus que l'escalade de la lutte armée. Il faut choisir entre une négociation qui ne donne rien et le million de morts, ou entre la lâcheté et la guerre. Entre les deux, c'est le vide. Rien ne semble possible ! Et pourtant les populations se précipitent dans ce vide. Comme elles en ont l'habitude pour d'autres problèmes, elles manifestent, elles résistent, car elles sentent que leur volonté de groupe représente une force. Une chance ultime. Mais aussi une voie désespérée car improvisée. Si la formation de quelques-uns suffit pour gérer des actions civiles de petite dimension, il n'en va plus de même pour des conflits de dimension nationale ou internationale. Aventure ! C'est bien le mot pour les initiateurs de résistances civiles de cette importance. (Prague en 1968, Place Tien An Men en 1989, Alger en 1994 etc.). L'action, le groupe et l'impression de "pouvoir" laissent espérer quelque temps et donnent quelques résultats. Mais l'improvisation domine. Toute la société avait misé sur la prévention des conflits, en cas de difficulté sur la négociation, et en dernière extrémité sur la force armée, mais *aucune préparation* n'était envisagée sur des formes de résistances devenues quasiment naturelles depuis quelques décennies.

C'est pour son apparition de plus en plus fréquente dans les grands conflits, notamment internationaux, que l'action civile nous intéresse. Elle y pose de nombreux problèmes et laisse place à de nombreux préjugés comme nous le verrons.

Il y a d'abord des excès. Dans les conflits civils, on trouve déjà bien des problèmes. Ainsi dans certaines grèves, entend-on se plaindre de privilèges accordés à des professionnels dont l'arrêt de travail est trop gênant pour être supporté, de blocages des routes et des denrées de première nécessité, de gels de pans entiers de l'économie sous la volonté de quelques-uns, de mises en

³¹ *Terrorisme et Guérillas*

punition de la population parisienne les jours de grève du métro, etc. ; ainsi, dans les manifestations, le risque de voir la politique se faire dans la rue plutôt qu'à l'Assemblée Nationale, sous la pression plutôt que sous la réflexion, le risque de décrédibiliser les politiques, de court-circuiter les corps intermédiaires représentatifs comme les syndicats au profit de coordinations improvisées, de privilégier le court-terme, les gens les plus bruyants, les plus influents, etc. Concernant les relations internationales, cela prend une autre tournure : ainsi dans l'action humanitaire en Afrique, les effets secondaires néfastes sur l'économie et la difficulté pour les populations sous perfusion à se prendre en charge ; ainsi dans les missions des Casques Bleus (quasiment une forme d'action civile) les comportements inconséquents qui développent la corruption et la prostitution ; ainsi, dans les embargos, une efficacité souvent contournée, même par les pays initiateurs, et des effets secondaires difficilement acceptables comme le marché noir, la famine des plus défavorisés, la justification de lois dictatoriales iniques. Et ainsi de suite dans chacune des formes d'action...

L'un des problèmes les plus graves est apparu avec *les manipulations à grande échelle de la guerre psychologique*. Les civils qui s'impliquent le moins dans les conflits sont finalement beaucoup plus concernés qu'ils ne le pensent dans la mesure où, formant le ventre mou de l'opinion, ils sont la cible privilégiée de l'agresseur. Voici ce qu'en dit Roger Trinquier, praticien de la guerre subversive (1) : "L'expérience acquise aujourd'hui nous montre qu'il n'est pas nécessaire d'avoir la sympathie des populations pour les amener à se battre pour une cause et pour les gouverner. Des cadres spécialisés, infiltrés dans leur sein les amèneront par étapes à se soustraire au pouvoir, à ne plus exécuter ses ordres et enfin, au moment jugé favorable, à entrer en lutte ouverte contre lui." Autrement dit, dans ce type d'agression, il n'est plus nécessaire d'avoir l'adhésion des populations mais seulement leur appui. Il s'obtient par le terrorisme et le chantage, ou par la manipulation individuelle, ou la désinformation etc. Tout cela, explique Trinquier, au prix d'une gigantesque préparation en profondeur dans la population civile, déjà pratiquée avec succès à grande échelle. Evidemment on peut ne pas approuver de telles méthodes, mais c'est un autre sujet. L'important dans ce propos est qu'elles existent. Les militaires le savent mieux que les autres, eux qui en ont fait les frais douloureux en Indochine, en Algérie et ailleurs.³²

Il y a aussi *la sensibilité des opinions publiques* qui, selon G. Chaliand³³, "ont la double caractéristique d'être, à la fois souveraines (lorsqu'elles choisissent en votant ou lorsqu'elles pèsent sur les décisions) et manipulables/ manipulées". Elles représentent donc un poids immense, objet de toutes les convoitises, qui augmente vertigineusement en cas de conflit, auquel s'ajoute alors "l'épreuve des volontés (déterminante pour la victoire) qui se joue à l'échelle des esprits et du moral". La sensibilité à la communication et aux médias est telle que l'opinion infléchit le résultat des guerres : "Nombre de stratèges attribuèrent a posteriori la défaite militaire du Vietnam à la couverture médiatique telle qu'elle avait été faite par les médias", et à propos du Cambodge : "La presse qui avait si bien su montrer les méfaits de la guerre américaine, avait donc été incapable d'analyser et de prévoir la nature du régime de Pol Pot"³⁴ ; quant à la guerre du Koweït, elle est en grande partie la victoire de l'information maîtrisée. A cela s'ajoute la versatilité des populations vis à vis des menaces : le peuple ne croit pas aux menaces qui n'existent pas encore vraiment, il ne croit qu'au réel et sa mémoire est courte. Or une menace disparaît et réapparaît ; en 1989, la menace soviétique avait disparu au point que très sérieusement on ne l'imaginait même plus (ceux qui en parlaient étaient regardés de travers!), puis en un jour le putsch qui renversa Gorbatchev la rendit de nouveau entièrement possible, puis l'arrivée d'Eltsine (grâce à l'action civile populaire) fit respirer le monde occidental (cette fois la guerre était vraiment une illusion), puis le bon score de Jirinovski aux élections montra à nouveau que la paix était bien précaire... Les foyers d'instabilité se développent comme des champignons.

Limitons cet exposé aux grandes lignes des problèmes posés par l'action civile. Chacun d'eux mériterait pourtant des approfondissements intéressants. Citons encore : l'incohérence stratégique fréquente qui tend à affaiblir l'ensemble ; le manque d'élément régulateur qui fasse contrepoids aux

³² Roger Trinquier, "La guerre", p 47, éditions Albin Michel 1980

³³ Gérard Chaliand, "Terrorismes et guérillas", Flammarion 1985, p.165, 167, 168

³⁴ Gérard Chaliand, "La persuasion de masse", éd. Robert Laffont, p101

excès ci-dessus (trop grande force, improvisation, incohérence, hyper-médiatisation...) ; les multiples contradictions et les effets pervers, etc. Et quelles solutions apporter quand il faut travailler dans l'extrême urgence ? Comment répondre à des problèmes de terrain par l'action civile ? Ainsi, à propos du non-brouillage de Radio Mille Collines déploré par Françoise Bouchet-Saulnier : écouter sur place, comprendre ce qui se passe, réagir rapidement et sans se tromper, préparer une contre-propagande, brouiller des émissions, voilà du travail de civils pour l'ONU, une autre forme d'action civile. Plus facile à dire qu'à faire ? Sans doute, mais c'est justement notre propos : ce n'est pas maîtrisé et ce n'est pas facile.

Les adaptations posent des questions d'une ampleur inconnue à ce jour. La forme sous laquelle est aujourd'hui vécue la démocratie ne serait-elle pas vouée à un développement qui n'a pas encore pris forme ? Le besoin en est fort. En tous cas, les prémices sont présentes, nous allons le voir. Il ne s'agit pas d'espérer que l'homme s'améliore, ce serait utopique. Comment renforcer la participation démocratique ? Quel est donc ce progrès de la démocratie qui, comme toujours dans l'Histoire, commence dans les guerres et les questions de sécurité ?

Face à ces problèmes

Faisons le point : 1 - Dans un contexte d'évolutions extrêmement rapides dans tous les domaines, nous aurons la guerre : loin d'ici, à nos portes ou chez nous, dans peu de temps ou dans longtemps, nul ne le sait. Par contre il est certain que cela ne ressemblera à rien de connu. D'ores et déjà elle est présente à nos portes et nous y avons des responsabilités. 2 - Les civils sont désormais et plus que jamais impliqués dans les conflits : ils sont concernés plus qu'ils ne l'ont jamais été et leurs réactions (plutôt que leur action) sont nombreuses et diversifiées. Leur implication s'amplifiera dans le futur. 3 - Les formes d'action qui consistent à faire plier l'adversaire par des actions de force non armées se développent fortement. 4 - Indéniablement efficaces et pleines d'avenir, elles posent de nombreux problèmes. Cependant rien n'est préparé ou organisé. Tout se passe comme si nous disposions d'un nouvel instrument de musique extraordinaire, nous en jouons et en prenons l'habitude, il marche et donne quelques résultats mais nous n'avons jamais appris à nous en servir. Nous le découvrons peu à peu au travers des échecs et des réussites.

Avant d'avancer dans ce sujet délicat, nous devons faire quelques remarques.

Le sujet est difficile pour deux raisons. D'abord *l'extrême complexité de la société*, comme on l'a dit précédemment. Les problèmes actuels ont acquis une telle dimension et une si grande variété qu'il ne sera plus possible de les traiter de la même manière que par le passé. Quand un seul paramètre change, il est possible de réfléchir et de proposer des parades ou dispositions. Mais quand tous les paramètres de la société changent en même temps et que cela s'accélère, il n'est plus possible de suivre facilement. Ensuite *la complexité de la matière humaine* dans laquelle nous évoluons. Organiser des actions civiles, des résistances civiles de masse en misant sur l'homme, qui est un être fragile, divers et changeant, relève de l'inconscience. Et pourtant, comme dirait Galilée, ça marche ! (elle tourne). Alors que le gouvernement hutu sait manipuler l'opinion mondiale, nous-mêmes et nos gouvernements n'aurions ni le recul ni l'argent ni les chercheurs de toutes disciplines pour réfléchir plus loin que ces agresseurs potentiels !

Une chose est certaine : nous ne pouvons en rester là. Les conflits et les guerres sont là. Les résistances civiles sont là. Nous sommes condamnés à avancer et à approfondir ces formes d'interventions civiles contre les agressions de toute nature.

Une autre chose paraît évidente : le principe d'*une défense nationale confiée à quelques cerveaux*, aussi brillants soient-ils, ne paraît répondre ni à cette complexité, ni à la nature des nouveaux modes de défense. Un élargissement de la réflexion et des responsabilités est indispensable. Un simple travail de groupe ou d'équipe ne suffit pas. C'est justement parce que la société et l'homme sont complexes que la réflexion doit venir de la société et des hommes eux-mêmes. Autrement dit, il faut envisager une recherche de large registre, passant par des formes décentralisées d'investigation, coordonnées avec les recherches de l'Etat. Et par quel bout aborder cette question ? Pour éclairer le sujet il nous faut observer notre propre évolution.

Comment évoluent les citoyens ?

A côté de ces bouleversements, qu'on peut qualifier d'externes, nous-même les humains avons changé. Sans prétendre en faire un exposé complet, nous percevons quelques changements qui paraissent significatifs par rapport à notre sujet.

Des évolutions générales

L'attitude devant la guerre est différente : les européens ne partiraient plus en guerre comme en 14 ! Nous sommes plus informés, plus pacifistes que patriotes au point même, selon certains, de n'être plus capables de supporter le coût humain d'une guerre (Vietnam, Yougoslavie...). Ce changement a des aspects à la fois négatifs et positifs, mais il n'est pas neutre. Il est un fait.

La responsabilité est mieux répartie. Le pouvoir est traditionnellement représenté sous la forme d'une pyramide au sommet de laquelle on trouve un gouvernement coiffé d'un chef d'Etat. Ces responsables au sommet, eux-mêmes élus du peuple, pourraient bien être représentés aujourd'hui chapeautés par la population souveraine, figurant à la fois à la base et au sommet. Pourquoi cette présentation ? Parce que, par le jeu de la médiatisation, la population prend de plus en plus d'importance dans l'esprit des élus, mais aussi parce que le pouvoir s'est sensiblement déplacé vers les civils et la société civile qui l'ont aspiré sans bruit. Les entreprises ont pris du pouvoir, les syndicats et les administrations aussi, le personnel de ces organismes également, les médias encore plus. Le principe de subsidiarité joue à tous les niveaux, les communes et les régions ont pris des responsabilités, les lobbies ont pris de la puissance, mais surtout l'information et la connaissance permettent à chacun d'échanger sans complexe avec ses autorités. Cela ne veut pas forcément dire que la vie démocratique se renforce, car le phénomène peut aussi venir d'un affaiblissement des pouvoirs centraux face à la complexité des problèmes, et de la montée du pouvoir des médias sur une base d'émotions populaires. Le débat reste ouvert. Il n'y a pas que du positif dans cette démocratie directe que Platon condamnait, où le serviteur définit les tâches du maître, l'enfant dirige les parents, l'élève instruit le professeur, où les notions de valeur objective et de vérité se réduisent, tout comme celles de bien, de mal et de devoir³⁵. En tout cas ce glissement se constate dans tous les groupements humains : la nation, la famille, les associations, les entreprises, ou même l'Eglise. Les gens ne pratiquent la religion que s'ils le veulent, chacun s'exprime et refuse ce qui le dérange ou ne lui convient pas. Il n'en a pas toujours été ainsi. La formation des citoyens a évolué. Autrefois, ils avaient appris à obéir et faisaient de l'obéissance aveugle une vertu absolue, aujourd'hui ils n'agissent que s'ils ont compris. Ils sont donc beaucoup plus longs à mettre à l'œuvre mais, une fois accepté le principe, on n'arrête plus leur mouvement qui gagne alors en puissance. Seraient-ils devenus plus responsables ? On peut soutenir le contraire avec de bons arguments : cependant, que ce soit dans les entreprises ou au service de l'Etat, on voit bien que l'obéissance à l'ancienne, c'est à dire sans comprendre, n'est plus possible. C'est une évolution sensible qui ne se corrige ni par décrets ni par la force. On la retrouve dans l'apport majeur des philosophes modernes de Gandhi à René Girard qui montrent de manière fulgurante la responsabilité de chacun dans la société, illustrée par cette phrase de Einstein : "Le monde est dangereux à vivre, non à cause de ceux qui font le mal, mais à cause de ceux qui regardent et laissent faire". Nous y reviendrons au chapitre suivant car cette vision prend de l'importance au point de s'exprimer dans les sensibilités politiques les plus diverses sous forme d'appel à la responsabilité.

On peut alors se demander si les civils sont en état d'assurer ce nouveau rôle et ce nouveau pouvoir ? Qu'a-t-on fait pour accompagner le glissement ? A-t-on formé à la citoyenneté ? Certainement pas si l'on en juge par le désintérêt croissant pour la politique. Autrefois on résolvait cette question par la formation d'élites qui, elles-mêmes, se chargeaient du reste. Mais si elles ne peuvent diriger qu'avec la volonté de la base comme l'ont montré les mouvements sociaux depuis 1960, c'est le peuple qu'il faut former. Et comment le faire ? Vaste challenge.

Les savoir-faire de l'Etat et son omnipotence sont remis en cause partout après plusieurs décennies d'élargissement de son registre d'intervention. Nous pouvons dormir tranquilles, l'Etat s'occupe de notre défense comme il s'occupe de notre santé, de notre éducation, de nos grandes entreprises,

³⁵ John Silber, *Philosophe, dans "Intervenir ? Droit de la personne et raison d'Etat", Grasset 1994*

de la morale et même de nos loisirs télévisés, de notre culture, de notre assistance humanitaire... En cas de crise, on attend d'abord les réactions de l'Etat avant d'agir soi-même ou en association. Cela fait perdre beaucoup de temps. Que vienne à passer le nuage radioactif de Tchernobyl, nous pouvons faire confiance, la protection civile pense pour nous ! Plus sérieusement... et heureusement, ces excès de centralisation sont maintenant reconnus, même si les changements nécessaires ne sont pas encore toujours passés dans les actes. Ainsi les spécialistes de la Défense nationale appellent de leurs vœux l'esprit de défense chez les citoyens. Ainsi voit-on l'Etat prendre conseil auprès de telle association ou soutenir telle autre. Toffler montre dans "Guerre et contre guerre" comment la crise yougoslave aurait pu être évitée en soutenant tout simplement, mais de manière puissante, les forces de paix qui, trois ans avant l'explosion, montraient le mur vers lequel on se dirigeait tout droit. Nous en reparlerons.

Les Etats ont moins de pouvoir qu'on ne leur en prête. Il suffit pour s'en convaincre de lire les livres des anciens ministres. Leurs constats et leurs étonnements sont les mêmes : malgré toute leur énergie, ils n'ont pu faire avancer que deux ou trois dossiers et encore de manière modeste ; le reste était la routine. "L'Etat, avertit le Los Angeles Time, continuera à avoir de moins en moins d'influence sur la vie des gens. Partout on tend à s'éloigner des concentrations traditionnelles du pouvoir. Jusqu'à présent, plus les sources d'information étaient centralisées, plus les centres d'autorité (famille, Eglise, Etat) étaient puissants. Avec la décentralisation de l'information, le pouvoir relatif de l'Etat décline. Depuis les années 60, les transformations les plus profondes des Etats-Unis - le mouvement de libération de la femme, la révolution biologique, la mondialisation - se sont faites sous l'impulsion de forces et de personnes étrangères au gouvernement. Ce n'est plus nécessairement l'Etat qui donne le ton, et il peut de moins en moins ralentir les restructurations de base qui partout se mettent en place. Peu importe qui occupe la Maison blanche ou le Congrès, les mouvements qui se sont amorcés il y a plusieurs dizaines d'années sont désormais lancés et personne ne peut les arrêter. Les autorités peuvent continuer à se dire conservatrices et démocrates, l'environnement dans lequel elles opèrent est, lui, révolutionnaire." Le Financial Times de Londres va dans le même sens en disant que "l'Etat-nation ne peut pas grand-chose face à l'importance des flux des capitaux qui circulent en permanence... On ne peut pas renforcer l'Etat. Alors que faire ? Laisser à chaque niveau ses domaines d'intervention. Cela s'appelle le principe de subsidiarité." ³⁶ Il permet de renforcer l'Etat sur des points spécifiques tout en le désengageant sur d'autres. De manière inéluctable, ce principe commence à se répandre dans la société civile après s'être développé depuis plusieurs décennies dans les entreprises. C'est ainsi que l'on voit des associations se préoccuper de la Défense nationale et enrichir le débat, et d'autres, comme Greenpeace, y intervenir même vigoureusement.

Les gouvernements et leurs moyens administratifs et militaires ne suffisent pas devant l'ampleur des problèmes. Ils ont besoin des civils, ne serait-ce que pour assurer l'humanitaire sur les fronts de guerre et pour faire tout ce que les administrations n'ont pu imaginer de leurs bureaux centraux : ces tâches de terrain dont l'utilité n'apparaît que sur place, au contact de la réalité et de la guerre. Plus précisément les civils manquent pour soutenir les forces de paix internes des pays en conflit. Les Etats et l'ONU ne peuvent penser à tout et sont de moins en moins capables de traiter des questions de plus en plus complexes. C'est en ce sens que les civils deviennent le socle indispensable pour traiter les problèmes d'aujourd'hui. Lors des attentats au gaz de Tokyo qui ont provoqué des débats sur les moyens de contrôle, le Nihon Keisai Shimbun ³⁷ faisait remarquer les difficultés pour les organisations internationales de contrôler les Etats et la difficulté pour les Etats de contrôler les terroristes. "Le contrôle strict par l'Etat sur toute application des techniques scientifiques sera irréaliste et risque d'aboutir à l'abus du pouvoir d'Etat. En fin de compte, c'est la société tout entière qui doit être vigilante à l'égard du progrès technique et scientifique afin d'en éviter toute utilisation erronée et abusive".

³⁶ *Extraits du Courrier International n°227, mars 95*

³⁷ *3 millions d'exemplaires, le plus important journal financier du Japon. Extrait du Courrier International n° 237 du 18 mai 95.*

Des évolutions dans les entreprises

Le fait est reconnu dans le monde industriel : depuis les années 70 l'évolution des comportements humains en entreprise a étonné par son ampleur. Elle est intéressante à observer car les entreprises ont dû, par nécessité concurrentielle, donc pour des impératifs de survie, s'adapter aux changements de mentalité. Les prospectivistes prétendent que les transformations de la société commencent dans les entreprises. Toffler dit que les guerres du futur se mèneront de la même manière que les entreprises créent aujourd'hui leur richesse. Ainsi, repérer les tendances du management dans les entreprises performantes est l'une des manières d'entrevoir les évolutions de notre société et des guerres du futur.

Donnons un rapide coup de projecteur sur ces tendances des meilleures entreprises industrielles, notamment au Japon, en Europe et aux Etats-Unis. Nous ne distinguerons pas chacun de ces modèles pourtant fort dissemblables. Au delà de leurs différences, on retrouve certains points communs.

L'autorité de compétence. Premier constat, l'autorité ne s'y exerce plus comme autrefois lorsque "le chef avait raison parce qu'il était le chef", les employés ne font que ce qu'ils comprennent et reconnaissent comme utile. Aujourd'hui, on trouve de moins en moins de travaux d'exécution pour lesquels il suffisait de définir des tâches ; la plupart des emplois, même dans les ateliers, font appel à matière grise personnelle ; dès lors, on fixe plutôt des objectifs individuels à atteindre par les voies propres à chacun, on négocie les moyens. Le manager ou le contremaître est une aide, un soutien et non plus un cerbère. Il est un formateur, un animateur et non plus une contrainte. Il fait plus appel à la responsabilité et à l'intelligence des hommes qu'à son autorité, plus souvent qu'autrefois il considère chaque personne comme la première richesse de l'entreprise. "Notre plus grande force réside sans aucun doute dans la qualité des hommes et des femmes de Renault" dit Louis Schweitzer son PDG, exprimant ainsi l'avis d'un grand nombre de PDG occidentaux. Ou encore : "Pour gagner, Renault a besoin des compétences de chacun, de la capacité de tous à mieux travailler ensemble". Il faut donc informer, convenir avec chacun des travaux à faire, réfléchir ensemble aux moyens et aux compétences nécessaires. L'autorité n'est pas exclue bien au contraire, elle est d'autant mieux reconnue qu'elle est ressentie positivement, car elle s'appuie sur la compétence, sur ce qu'elle apporte et sur une reconnaissance mutuelle de responsabilité.

Des objectifs ambitieux sont obtenus désormais à partir d'une bonne information, d'une réflexion en groupe dans un climat de partenariat et parfois de négociation sans modifier le rapport d'autorité. Les groupes apportent des solutions à des problèmes qu'aucune hiérarchie ne pourrait résoudre. Les groupes, bien animés, peuvent atteindre des objectifs difficiles. Le dépassement de soi est loin d'avoir régressé malgré les apparences. "Par le travail en groupe, $1 + 1 + 1 = 5$ " dit J. P. Brunel, Secrétaire général du groupe Caisse des dépôts et consignations. Pour sa part Michel Galiana-Mingot, PDG de Sony France, dit tout faire pour "valoriser l'équipe par rapport à l'individu". Ainsi la qualité des produits et services de l'entreprise se gagne à partir de techniques de travail en groupe auxquelles certaines personnes sont formées. Une véritable révolution s'est faite dans les entreprises autour de telles méthodes. Car il s'agit bien de méthodes ou de processus définis, plus faciles à faire comprendre que des principes et des discours.

La performance d'entreprise s'obtient par la synergie de groupes travaillant dans le même sens. Ainsi, exemple entre beaucoup d'autres, l'ingénierie simultanée consiste à concevoir des produits, non plus seulement dans un bureau d'études de haute technicité et de grande expérience, mais grâce à la mise à contribution coordonnée de toutes les fonctions et compétences de l'entreprise, y compris même celles de ses fournisseurs et de ses clients. Des objectifs impensables jusqu'alors ont pu être atteints.

Le magazine américain "Industry Week" récompense chaque année dix usines d'outre-Atlantique pour leur compétitivité et l'excellence de leur production³⁸. Voici sur quoi ont porté les efforts des vingt cinq finalistes (en pourcentage des réponses positives sur chaque thème) :

³⁸ Extrait d'Usine Nouvelle du 9 juin 94

Dans 100% des entreprises, les efforts avaient porté *sur la responsabilisation des salariés, sur le développement du travail en équipe, sur le processus d'amélioration continue.*

Dans 96 % des cas, on trouvait le "juste à temps", c'est à dire les livraisons au dernier moment et la production en flux tendus donc sans stocks tampons et en souvent en petites séries ; *le développement d'équipes transfonctionnelles donc polyvalentes ; la formation transversale des salariés ; la fiabilité des délais de livraison ; la réduction des stocks ; la démarche "qualité totale", les partenariats avec les fournisseurs ; les programmes de satisfaction clients.*

Dans 92 %, *l'ingénierie simultanée* et la réduction des cycles de production.

Dans 88 %, *la qualité intégrée lors de la conception ; la fabrication flexible, c'est à dire à changement fréquent de modèle ; la réduction du délai commande livraison ; le flux de production rationalisée.*

Dans 84 %, *les concepts de production par îlots, c'est à dire en groupes autonomes et responsables intégrant plusieurs fonctions ; l'utilisation de technologies de pointe ; le calcul des performances et systèmes de récompense ; la prise en compte de la fabrication et de l'assemblage lors de la conception.*

Dans 80 %, *la formation accélérée des ouvriers.*

Nous avons mis en italiques les méthodes qui font principalement appel à la participation et à l'intelligence des hommes. On le voit, elles constituent de loin l'essentiel des techniques développées. Alors que la responsabilisation des salariés est citée dans tous les cas, l'utilisation de technologies de pointe ne vient que plus loin ! La clé du succès est bien dans les hommes. Nous allons le voir de manière plus sensible dans l'exemple suivant.

Prodipact est une entreprise savoyarde de 500 personnes qui fabrique des disjoncteurs. Filiale d'une multinationale industrielle, ses installations sont au top niveau de la technologie. Nous l'avons visitée un samedi après-midi lors d'une journée portes ouvertes. Les employés et les ouvriers guidaient et commentaient notre visite. Chaque petit groupe était pris en charge par l'un d'eux . Sur chaque machine, l'ouvrier titulaire du poste expliquait en peu de mots, de manière claire, la fonction de sa machine, montrait ce qui y entrait et ce qui en sortait. La qualité de présentation nous étonna. C'était bien préparé. Un panneau posé sur chaque machine en indiquait le prix (en millions de F), les capacités et performances. Nous étions frappés évidemment par la bonne adaptation des technologies employées, mais après coup seulement, nous comprîmes la véritable révolution faite dans cette usine. Elle était d'ordre humain. Un certain nombre de signes s'additionnaient dans notre esprit : la qualité de la présentation qui ne se perdait pas dans de longs discours, toujours centrée sur l'essentiel, preuve d'une préparation sérieuse ; la fierté discrète du personnel ; la beauté et la fonctionnalité du poste de travail de cette ouvrière, elle avait travaillé depuis un an avec les techniciens à sa réalisation (satisfaction d'avoir été consultée, de voir sa compétence reconnue, de collaborer avec des ingénieurs, d'avoir un poste fonctionnel et plein de charme et maintenant de le commenter elle-même aux visiteurs) ; la polyvalence à plusieurs postes dont nous parlait cette autre ouvrière, les responsables ayant pris en compte les souhaits et possibilités de chacune ; l'organisation générale des postes de travail dont on sentait à mille détails qu'ils étaient construits autant pour l'employé que pour la rentabilité ; le bénévolat du personnel : quelques années auparavant une autre journée portes ouvertes avait eu lieu dans la même usine un samedi et le personnel avait été payé pour participer ; cette fois, le directeur de l'entreprise avait dit au personnel : je dispose d'un budget de 40000 F pour une journée portes ouvertes, voici le détail des dépenses à prévoir... la faiblesse de ce budget ne permettra pas de payer le personnel, qu'en pensez-vous ? Faisons-nous cette journée ? La réponse fut positive et la moitié du personnel décida de participer. Parmi ceux qui ne vinrent pas, beaucoup avaient des contraintes familiales. L'homme est ainsi fait, de raison mais aussi de sentiment, de besoin de travailler mais aussi d'être considéré. Et pourquoi pas sur son lieu de travail?

Créer un tel esprit n'est pas facile. Que l'on puisse y parvenir n'est pourtant pas original. Cela s'est vu de tout temps. Les efforts pour travailler dans cet esprit sont permanents et le seront toujours. *Cependant ces méthodes s'étendent ; c'est nouveau.* Mieux encore, on ne peut plus s'en passer face à des concurrents qui disposent des mêmes atouts, et sous la poussée irrésistible des exigences d'une population qui, en trente ans, a changé de niveau culturel. Elles sont ainsi devenues la base du management industriel sans laquelle la réussite à long terme est bien plus difficile. Cela ne signifie pas non plus que ces méthodes se généraliseront. Elles en sont loin et ne sont pas à la portée de

tous les dirigeants. Ces progrès ne sont pas gratuits ou philanthropiques, ni de la part des employeurs ni de celle des employés. Ils sont faits sous la contrainte de la crise et de la concurrence, par nécessité vitale pour chacune des parties.

J.R. Fourtou, PDG de Rhône Poulenc et Président du Mouvement Français de la Qualité ³⁹ constate que "plus les gens sont autonomes, plus ils font preuve d'initiatives et plus ils ont avancé dans la qualité. En revanche, plus ils sont «aux ordres» dans une structure centralisée et moins on avance sur le terrain". Hervé Sérieyx, fort de vingt ans de conseil d'entreprises en qualité, parle de "management par la vision et les valeurs, de responsabilisation de la personne et de l'équipe, de recentrage sur les métiers, du rôle moteur de l'information répartie (...) et même de préoccupation citoyenne de la firme (...) autant d'idées adoptées, dit-il, même si leur mise en œuvre laisse encore souvent à désirer" ⁴⁰. On pratique aussi le principe de subsidiarité, on s'organise autour d'un projet identifié et accepté, on met en valeur l'intérêt de travailler avec des gens différents, «avec» l'environnement de l'entreprise, et tout cela devient souvent réalité. Mais finalement ce qui permet de progresser vient surtout de la considération apportée à toutes les capacités humaines de l'entreprise, de la volonté d'ajouter l'intelligence de chaque ouvrier et employé à celle des ingénieurs, techniciens et agents de maîtrise. Les révolutions technologiques et logistiques sont finalement le fruit de la démarche consistant à travailler ensemble, à voir les choses sous l'angle positif, à promouvoir la qualité dans tous les domaines, etc.

Des enseignements étonnants

Loin de nous l'idée de présenter ces manières de faire comme la réponse unique à tous les problèmes. Mais d'abord, moyennant certaines précautions, *elles existent et permettent de s'adapter à la complexité des questions d'aujourd'hui*. Ce ne sont plus quelques cerveaux qui font la réussite d'un groupe, ni un système savant ou puissant, c'est beaucoup plus : toutes les intelligences fédérées pour atteindre un objectif.

La remarque essentielle que nous voulons faire consiste à dire que *les entreprises n'ont pas fait ces progrès par vertu ou pour des raisons éthiques mais parce que c'était efficace et rentable*, indispensable pour soutenir la rivalité devenue mondiale et de plus en plus vive. En voyant leurs concurrents pratiquer ces méthodes et gagner en qualité de produits et services, des entreprises ont mieux compris tout à coup que les hommes représentaient leur véritable richesse, qu'il y avait tout intérêt à les respecter et à les écouter, qu'ils feraient leurs objectifs de l'entreprise pour peu qu'ils en voient l'intérêt et que leurs patrons jouent le jeu. Ainsi, l'opposition de principe entre l'intérêt des employés et ceux de l'entreprise est reléguée au rayon des antiquités. En pratique, c'est la crise sévère que nous traversons qui a donné lieu à ce sursaut vital. Les gens ne sont pas devenus meilleurs.

Les collectivités ne se mobilisent qu'à certaines conditions parmi lesquelles figurent sans doute l'existence d'un danger, la présence de leaders compétents et entraînants, la mise en œuvre de moyens appropriés, etc. C'est pourquoi toutes les entreprises n'y parviennent pas. La nécessité de ces conditions n'est pas la moindre des conclusions.

Autre constat : *le management des grands groupes humains a fait des progrès*. De nombreuses entreprises, qu'elles aient 10 000 ou 700 000 personnes, savent aujourd'hui concilier les résultats économiques et la motivation humaine. Cela étonne ceux qui ne vivent pas dans ces entreprises mais c'est pourtant une vérité vécue par des millions de personnes. Ceux qui doutent ont raison en ce qui concerne la présentation optimiste, mais ils ne peuvent nier la réussite de la méthode et refuser l'état d'esprit dans lequel il convient de les aborder. Ce n'est pas non plus une mode, cela dure depuis de nombreuses années. Ce n'est pas une solution toute faite, ce n'est jamais acquis, c'est une volonté, une exigence permanente et aussi des moyens, une préparation, une formation, une remise en chantier fréquente... C'est un peu le fruit de ce que Edgar Morin appelle "la pensée complexe" ⁴¹ qui conduit à intégrer l'incertitude ; à voir la dualité de chaque chose ; à tenir compte de nouvelles contraintes, des multiples résultats de chaque action, de l'interaction de tous les phénomènes entre

³⁹ *Qualité en mouvement n°9 de novembre 92*

⁴⁰ *Hervé Sérieyx, "Le big-bang des organisations", p. 110, Calmann-Lévy, 1993*

⁴¹ *Edgar Morin, "Introduction à la pensée complexe", ESF 1990, et Terre-Patrie, Le Seuil, 1994*

eux ; à comprendre que chaque partie d'un ensemble représente plus que sa fraction du tout ; etc. Autant de choses qui dépassent les possibilités d'un seul et nécessitent le travail en groupe et inter-groupes. C'est encore l'idée de Doug Engelbart, père de la micro-informatique, qui pense aujourd'hui que la complexité et l'urgence des problèmes mondiaux s'accroissent à un rythme qui dépasse la capacité de l'humanité à y faire face. La solution imaginée par M. Engelbart ? Augmenter le "QI collectif" des organisations par des pratiques collégiales comme la réinjection des résultats d'une action dans le circuit afin d'entraîner des résultats encore plus significatifs⁴². Le travail en groupe se développe. Ses méthodes et ses outils progressent. Les entreprises les déploient déjà. Et voilà qu'Internet va les rendre accessibles à tous et permettre de les multiplier dans des proportions incroyables.

Enfin, cela n'a pas conduit à la pagaille. Lorsque certains commencèrent à dire qu'il fallait libérer toutes les intelligences pour relever les défis de la qualité et de la réduction des coûts, beaucoup prirent peur et jugèrent l'intention dangereuse. Il fallut convaincre que les seuls modes de fonctionnement pyramidaux en vigueur ne suffiraient pas pour effectuer les progrès nécessaires et surtout que le processus pourrait s'effectuer de façon maîtrisée et organisée sous la conduite des responsables eux-mêmes. Et pour que les résistances soient vaincues, il fallut encore montrer qu'une telle révolution dans le management des équipes et des hommes s'apprend, se prépare et se réalise de façon concertée avec l'ensemble des acteurs et l'aide de techniques et d'outils appropriés. On montra des outils d'analyse mis à la disposition des équipes, des programmes de formation, notamment pour l'encadrement, la nécessité d'un partage clair des rôles et responsabilités. La clé du succès fut la mise en place, sous le contrôle des autorités habituelles, de réunions de concertation régulières sur la qualité, dont la dynamique engendrée bouscula toutes les théories et créa la meilleure des régulations. Alors que jusque là, seules quelques personnes s'occupaient de la qualité, celle-ci devint l'affaire de tous et de chacun. Après quinze ou vingt ans d'application (selon les pays), ce ne fut ni le chaos ni l'anarchie, au contraire, les résultats dépassèrent les objectifs par des retombées sur l'organisation, la productivité, l'esprit d'équipe et la motivation. Aujourd'hui, bien que l'ensemble évolue, tout le monde en redemande, y compris IBM et Boeing qui crurent un temps pouvoir s'en passer, et les syndicats, méfiants au début.

Partis d'une pratique (concertation cadrée), on hérite progressivement d'un état d'esprit. N'est-ce pas le meilleur résultat ? Si l'on avait fait le chemin inverse, prêchant un état d'esprit, on n'aurait certainement pas hérité d'une pratique. Autre facteur de réussite : l'objet des réunions (la qualité) était extérieur aux acteurs. Ce n'était pas les employés qui étaient en cause et qui devaient s'améliorer ; l'objectif était commun, clair et reconnu. Tout avait été fait pour qu'il soit mesurable de façon à travailler sur des données objectives. Bref, l'expérience a montré que créativité et initiatives ont besoin d'être canalisées pour s'exprimer pleinement, que délégation et rigueur sont des notions indissociables, de même que souplesse et formalisme.

Ainsi, l'exemple de l'entreprise prouve qu'il est possible de mettre en place des organisations efficaces, fondées sur la confiance en l'être humain. Tout se passe comme si, face à des responsabilités accrues, celui-ci apprend naturellement à utiliser son nouveau pouvoir, avec mesure, et dans une optique constructive.

Foin de tout angélisme ! Bien évidemment de nombreuses entreprises ou secteurs d'entreprise n'en sont pas là et fonctionnent de manière moins participative. Et dans celles qui affichent une réussite globale sur le plan du management, certaines équipes restent totalement à la traîne ; on y verra même le patron aller devant la justice. Il n'y a pas, d'un côté les bons qui pratiquent ces méthodes, et les mauvais qui sont en retard. Simplement, sous des effets divers, certains s'y sont mis plus tôt. Nous parlons de réalités et de tendances de fond : c'est l'ensemble de la société qui évolue insensiblement.

⁴² *Courrier International* n° 296 du 4 juillet 1996, p 27

Les certitudes et les questions

Une seconde fois, faisons le point : la guerre, les civils impliqués, le développement de l'action civile, l'impréparation des formes d'action (et malgré cela une efficacité prouvée, notamment par des résistances de masse), les problèmes formidables aujourd'hui devant nous, l'impossibilité de les résoudre à partir d'organisations centralisées, quelle que soit leur sophistication. Par ailleurs, une évolution des organisations vers moins de centralisme, et des humains vers plus d'autonomie ; des acteurs sur le terrain prêts à se mobiliser pour des objectifs forts, et surtout, dotés de la force du nombre et de la somme d'intelligence nécessaire pour répondre aux enjeux gigantesques du monde nouveau, de la seule source d'intelligence suffisante ! La puissance civile existe et fonctionne déjà dans certains conflits et dans les entreprises. Elle porte des fruits. Des techniques et des méthodes de management nous montrent la voie du progrès. Le champ d'amélioration est vaste.

Bref, voici qu'émerge une puissance insoupçonnée jusqu'ici. Réalité incontournable, elle pose question : d'un côté on doit en reconnaître les résultats et le potentiel bienfaisant pour les collectivités, d'un autre côté, elle laisse apparaître un manque de savoir faire en faveur de la paix et de la résolution des conflits. Sa réussite est trop aléatoire (Tien an men, Prague, Tibet...). Le manque de connaissance et de maîtrise du phénomène est aussi la porte ouverte à des dérives et dérapages. En ce sens la puissance civile représente une véritable bombe à retardement qu'il convient de désamorcer à temps. Il nous appartient de prendre la mesure de cette force pour en tirer le meilleur parti et ne pas subir le pire, bref pour la brancher dans le bon sens. L'exemple des entreprises montre que cela est réalisable. Dans ce livre, nous voulons en particulier nous intéresser à ses possibilités dans la défense nationale et la résolution des conflits internationaux.

Nous sommes là dans un domaine, traité nécessairement de manière centralisée, organisée et stable. Dans un monde plus décentralisé et beaucoup plus complexe, les dispositifs actuels de la défense et de la sécurité suffiront-ils ? N'y a-t-il pas nécessité, en complément des structures de défense professionnalisées, d'autres structures plus souples et adaptables comme celles de la société civile ?

Est-il possible d'épanouir cette puissance, de la libérer même dans une certaine mesure, pour qu'elle soit plus performante, tout en la maîtrisant ? Les deux mots "libération" et "maîtrise" semblent en opposition mais c'est bien la condition pour avancer : libérer sans une maîtrise suffisante du fonctionnement, des risques et des excès, serait de l'inconscience ; maîtriser sans libérer reviendrait à brider la puissance inutilement. Peut-on à la fois, sous certaines conditions, affranchir ce qui peut l'être et contrôler le minimum indispensable ? Heureusement, là aussi des techniques et des méthodes ont été proposées par les chercheurs. Ce ne sont pas des recettes magiques, c'est un programme de travail.

Cette puissance peut-elle devenir un maillon civil de notre défense nationale ? Telle sont les questions de fond qui forment la trame de ce livre qui, plus précisément, s'attache à construire la plateforme et le vecteur de communication d'un concept mal compris.

Beaucoup ne le savent peut-être pas mais, depuis plusieurs dizaines d'années, ces questions ont été l'objet d'études et de développements importants. Aussi nous proposons, dans le chapitre suivant, d'en faire l'état et de montrer l'évolution historique des réflexions sur les formes civiles de défense. Puis, au chapitre III nous ferons le point sur les concepts actuels.

Ensuite, nous expliquerons pourquoi la mise en œuvre de ces idées est aujourd'hui en panne, en dépit des promesses et encouragements reçus. Nous verrons que la plupart des obstacles sont liés à une communication confuse et maladroite et, qu'à partir du moment où l'on cadre correctement le sujet, tout s'éclaire d'un jour différent. Nous serons alors en mesure de formuler des propositions concrètes pour progresser.

Chapitre II

Historique d'une forme de défense

Dans ce chapitre, nous allons retracer l'évolution historique de l'idée de défense par actions civiles ou DAC. Non pas l'histoire de la non-violence ou de l'action non-violente, ni même celle des désobéissances civiles ou des résistances civiles, mais celle, plus ciblée, de la recherche d'un outil de résolution des conflits internationaux, qui soit aussi une stratégie de Défense nationale. Toutes ces histoires bien sûr se recoupent et elles ont souvent mis en présence des personnes identiques, notamment à l'origine. Néanmoins, il convient de les distinguer car les différences de nature et de perspective sont fondamentales.

Les origines

LES ACTEURS SUR LE TERRAIN

Jusqu'aux années 30, les exemples de populations utilisant l'action non-violente comme méthode de résistance nationale contre un agresseur étranger ou contre un dictateur mettent en scène des personnes ignorant tout des théories de l'action non-violente et pour qui le choix de telles méthodes de lutte était improvisé et pragmatique. Citons pour cette période :

Des parties importantes de la résistance des Pays-Bas face à la domination espagnole (1565-1576) ; les campagnes de résistance non-violente des colons américains contre la domination anglaise avec boycotts économiques et refus de payer les impôts et taxes (entre 1765 et 1775) ; la résistance du peuple hongrois à la domination autrichienne (entre 1850 et 1867) ; la résistance du peuple finlandais à la russification (1898-1905) ; ; des parts importantes de la révolution russe (1905), avec grève générale, gouvernements parallèles et diverses actions de non-coopération ; et la révolution de février 1917 (avant le coup d'Etat bolchevique d'octobre) ; le boycotts des produits japonais par les consommateurs chinois (en 1908, 1915 et 1919) ; le mouvement de protestation non-violente des Coréens contre la domination japonaise (1919-1922) ; la campagnes de lutte du peuple indien pour son indépendance (1915-1947).

En fait, il s'agissait du développement progressif et continu d'une nouvelle forme de résistance nationale. Par son importance et son amplitude, ce mouvement de fond ne pouvait échapper aux observateurs attentifs. Déjà, la Révolution française et la Commune avaient fait prendre conscience à beaucoup que la volonté du peuple, autant que les armes, avait ébranlé les pouvoirs en place. Les grèves et mouvements de foule du 19ème siècle font émerger une puissance populaire qui se situe entre les formes démocratiques habituelles et les formes violentes. Cette évolution, extraordinaire si on y prête attention, représente le décor de fond qui va susciter le questionnement de quelques groupes de personnes aux motivations et origines très variées : est-il envisageable d'utiliser cette force nouvelle qu'est l'action civile de masse à des fins de défense nationale ?

LES INITIATEURS

Les premières réflexions sur la non-collaboration avec le pouvoir sont généralement attribuées à *Etienne de La Boétie* (1530-1563). Dans son "Discours sur la servitude volontaire"⁴³, il remarque que les tyrans n'ont que la puissance que l'on veut bien collectivement leur donner. Longtemps après, d'autres écrivains comme *Tolstoï et Thoreau* au 19ème siècle, continuent à développer ces thèmes et élaborent petit à petit une véritable philosophie de la non-violence politique. Les premiers aperçus d'un moyen de défense se trouvent au 19° siècle, aux Etats-Unis, dans les travaux de *Elihu Burrit*, chrétien et forgeron devenu érudit. Ils prennent appui sur des résistances de population refusant de se laisser entraîner dans des actes de violence⁴⁴.

⁴³ *Etienne de La Boétie, "Discours sur la Servitude Volontaire", Editions Sociales, 1963*

⁴⁴ *Elihu Burrit, Thoughts and Things at Home and Abroad, Phillips, Sampson & Co., J.C. Derby, Boston, New york, 1854 pp. 269-273*

A partir du début du 20^{ème} siècle, certains penseurs font le lien entre les pratiques croissantes d'actions non-violentes et les réflexions sur le pouvoir ; ils commencent alors à suggérer des formes de défense nationale organisées autour de l'action civile. Ainsi, le mathématicien et philosophe anglais *Bertrand Russell (1872-1970)* propose, dès 1915, des méthodes de non-coopération de masse. Il les développe plus tard face aux risques d'invasion allemande ⁴⁵ : "Imaginons que l'Angleterre, après avoir enseigné pendant une génération aux Anglais que la résistance passive est une meilleure défense que la guerre, (...) annonce publiquement qu'aucune résistance par les armes ne sera opposée à un envahisseur; celui-ci peut venir librement. Mais elle déclare qu'il ne sera obéi à aucun ordre émanant d'une autorité étrangère. Si donc les Allemands envahissaient l'Angleterre, c'est alors que les difficultés commenceraient pour l'envahisseur si la nation anglaise montrait un aussi grand courage que ce qu'elle a toujours fait en combattant. Tous ses fonctionnaires sans exception refuseraient de collaborer avec les Allemands. Quelques uns des plus importants seraient mis en prison, peut-être même fusillés pour décourager les autres. Mais si ces autres tenaient ferme, s'ils refusaient d'accepter ou de transmettre aucun ordre donné par les Allemands, s'ils continuaient à faire appliquer les lois promulguées auparavant par le Parlement et le gouvernement anglais, les Allemands seraient obligés de les renvoyer tous, jusqu'au dernier facteur, et de faire venir d'Allemagne des gens compétents pour les remplacer. (...) Les Allemands éprouveraient les plus grandes difficultés à faire surgir tout d'un coup du néant une machine administrative. Tout édit publié par eux, la population, le plus tranquillement du monde, l'ignorerait. S'ils ordonnaient que la langue allemande fût enseignée dans les écoles, les instituteurs feraient comme si aucun ordre n'avait été donné; les instituteurs destitués, les parents n'enverraient plus leurs enfants à l'école. S'ils ordonnaient que les jeunes Anglais accomplissent leur service militaire, les jeunes gens simplement refuseraient de servir; après l'exécution de quelques-uns d'entre eux, les Allemands n'auraient plus qu'à renoncer à leur tentative. S'ils voulaient s'assurer un revenu en percevant dans les ports les droits de douane, ils devraient faire venir d'Allemagne des douaniers, ce qui déclencherait une grève des dockers et tarirait cette source de revenus. S'ils voulaient s'emparer des chemins de fer, ce serait aussitôt une grève des cheminots."

Dans ses "Propos sur le pouvoir" en juillet 1932 ⁴⁶, le philosophe français *Alain*, grand admirateur de Tolstoï, pressent aussi le principe de guerre non-violente : "La résistance à l'oppression changera de forme, par nécessité. Comme nous savons résister aux tyrans de l'intérieur, nous résisterons aux tyrans de l'extérieur. Cette guerre est neuve; nous en comprenons mal les ressorts. Ce n'est pas quelque chose comme la guerre d'Espagne qui coûta si cher à Napoléon. C'est une guerre de refus; mais encore une guerre où la masse se dérobe, se fait insaisissable et muette, ce qui ne veut pas dire qu'elle reste inactive. La conspiration est permanente et secrète. Je prévois les emprisonnements, les déportations, les massacres d'otages sans compter une grande misère, et un dur travail pour tous. (...) Il s'agit de savoir si les hommes auraient assez de résolution pour fatiguer l'envahisseur. (...) Guerre nouvelle, guerre de tranchées plus profondes, de ruse, de silence et de surprise. Et j'avoue que ni bourgeois, ni prolétaires n'y sont assez préparés. Est-ce une raison pour ne pas y penser ?"

Beaucoup plus tard, après la Deuxième Guerre Mondiale, des philosophes comme *Hannah Arendt* et *René Girard*, des psychanalystes comme *Bruno Bettelheim*, et bien d'autres intellectuels poursuivront le travail sur la compréhension des mécanismes du pouvoir, de l'obéissance et de la violence et mettront en évidence le rôle primordial de la coopération des citoyens dans les fondements du pouvoir politique ⁴⁷. D'ailleurs, les dictateurs eux-mêmes ne sont pas en reste et ont parfois une conscience aiguë de leur dépendance en tant que gouvernants. Ainsi, Hitler déclare-t-il en 1943 ⁴⁸ : "Gouverner les gens dans les provinces occupées est à l'évidence un problème psychologique. On ne peut gouverner uniquement par la force. Certes, la force est décisive, mais il est aussi important d'avoir ce

⁴⁵ *Bertrand Russell, War and Non-Resistance, Journal "The Atlantic Monthly", August 1915 p. 266*

⁴⁶ *Alain, "Propos sur le pouvoir", Gallimard, 1985*

⁴⁷ *Voir par exemple pour un aperçu plus complet Jacques Sémelin, Pour sortir de la violence, Editions ouvrières, 1985, p. 73 à 82*

⁴⁸ *Cité par Gene Sharp, "La Guerre Civilisée, la défense par Actions Civiles", déjà cité, p.45*

petit plus psychologique dont le dompteur a besoin pour maîtriser sa bête. Il doivent être convaincus que nous sommes les vainqueurs."

GANDHI

L'immense personnalité de Gandhi occupe une place privilégiée. Il sera le premier à unir l'action et la pensée, la méthode et la philosophie. Ce n'est pas seulement l'exigence morale qui conduit à une méthode d'action, c'est aussi la découverte de cette méthode qui permet de déplacer les limites de la violence. S'il est d'abord connu auprès du grand public comme l'homme d'une éthique et du refus de la violence (ahimsa), et comme le leader charismatique de la lutte pour l'indépendance de l'Inde, on oublie souvent qu'il a été aussi l'un des plus éminents stratèges politiques de notre siècle. Initiateur d'une méthode d'action globale (Satyagraha), il a largement contribué à conceptualiser et à faire connaître l'action non-violente comme technique de lutte politique. A ce titre, il a eu le souci d'étendre la notion de "satyagraha" à la résolution des conflits internationaux. Son idée de base est très simple: si les méthodes d'action non-violente permettent d'obtenir la libération de l'Inde face à l'occupant anglais, pourquoi ne pourraient-elles pas servir plus tard à défendre la souveraineté du pays contre des agresseurs étrangers ? En 1942, Gandhi propose au Congrès National Indien (INC) d'adopter pour la nouvelle Inde une politique de défense nationale fondée sur une armée non-violente. Les dirigeants de l'INC rejettent ses propositions, en arguant que la force militaire est nécessaire dans un pays libre et indépendant comme instrument de maintien de l'ordre public et de la souveraineté nationale, et comme symbole diplomatique au niveau international. Ainsi, l'expérience réussie de plusieurs années de résistance civile nationale, la connaissance approfondie de la technique de l'action non-violente par les dirigeants indiens, le prestige et le rayonnement de Gandhi ne suffisent pas pour emporter l'adhésion. Gandhi en conclut qu'il lui faut redoubler d'efforts en matière de formation et de sensibilisation pour modifier les schémas de pensée de ses compagnons de lutte.

L'un d'eux, *Krishnalal Shridharani* publie en 1939 aux Etats Unis "War Without Violence" qui, sous un titre explicite, clarifie les techniques de résistance, ses étapes et ses méthodes⁴⁹. Ce livre eut un profond retentissement dans les cercles de lutte pour les droits civils.

LES STRATEGES MILITAIRES

La question des possibilités de défense par des voies non-militaires a fortement intéressé un certain nombre de spécialistes en stratégie militaire. Ils furent d'ailleurs souvent précurseurs en la matière.

Un grand nom se détache, celui de *Sir Basil Liddell Hart*, l'un des plus éminents penseurs militaires du siècle, qui réfléchit dès les années 30 aux formes civiles de défense. Sans être précurseur, il est le premier à considérer ces idées comme importantes. Il interroge notamment de nombreux généraux allemands après la Seconde Guerre Mondiale : "Leur témoignage montrait l'efficacité de la résistance non-violente telle qu'elle avait été pratiquée au Danemark, en Hollande et en Norvège et, dans une certaine mesure, en France et en Belgique. Plus claire encore était leur incapacité à lui tenir tête". Par ailleurs, Liddell Hart était convaincu que ce n'est pas la bombe qui a dissuadé Staline d'envahir l'Europe de l'Ouest : " Il m'apparaît de plus en plus que ce qui a dissuadé les Russes, c'est l'idée que leurs troupes allaient se mêler aux populations de l'Ouest. Ils craignaient leur propre peuple et il est clair que leur principal souci était d'éviter les contacts qui lui auraient permis de comparer les conditions de vie à l'Est et à l'Ouest. "Même si Basil Liddell Hart émettait un certain nombre de réserves sur l'efficacité d'une défense civile non-violente, il n'eut de cesse d'apporter son encouragement à poursuivre la recherche : "Il serait du plus grand intérêt de faire de la défense civile un sérieux sujet d'étude, ce qui n'a pas été suffisamment fait jusqu'à présent"⁵⁰. Sa caution permit de sceller définitivement l'intérêt du concept.

⁴⁹ *Krishnalal Shridharani, War Without Violence, Harcourt, Brace & Co., New York 1939*

⁵⁰ *Basil Liddell Hart, "Lessons from Resistance Movements: Guerrilla and Nonviolent" dans "The Strategy of Civilian Defence : Nonviolent Resistance to Aggression" London, Faber & Faber 1967, pp.205-208*

Le premier ouvrage de base présentant de manière structurée un système de défense fondé sur l'action des civils est l'œuvre d'un major anglais, *Sir Stephen King-Hall (1958)*⁵¹. Il analyse les impasses de l'arme nucléaire dans le contexte de la guerre froide à la fois d'un point de vue moral et stratégique, et en vient à proposer la constitution d'une commission royale pour examiner la faisabilité d'une défense fondée sur la participation des civils.

Par la suite, des penseurs militaires d'autres pays s'intéressèrent de près au sujet. On trouve ainsi aux Etats-Unis le général de brigade Edward B. Atkeson et le diplomate George Kennan, auteur dans les années 40 de la stratégie dite "de l'endiguement" face à L'URSS; en Allemagne, Gerd Bastian, Alfred Mechttersheimer, Carl Fechner et Wilhelm Nolte; en France, le général de Bollardière, héros de la résistance et de la guerre d'Indochine, prend fait et cause pour la "défense populaire non-violente".

Pour bon nombre de militaires, il y a beaucoup plus de similitudes que de différences entre techniques de combat militaire et non-violent. Pour le général Atkeson, "il y a beaucoup de choses dans un conflit militaire conventionnel qui ne sont pas nécessairement liées à la violence. Ainsi en est-il de la planification, de l'entraînement, de la logistique, de la communication, de la reconnaissance... Ce type d'activités se retrouve dans n'importe quel conflit organisé, qu'il soit violent ou non-violent"⁵²

LES MOUVEMENTS NON-VIOLENTS

Parmi leurs nombreux axes de travail, les promoteurs de la non-violence se préoccupent en particulier de la résolution des conflits internationaux. La question posée est claire : face au problème de la guerre ou de la dictature, quelle réponse peuvent apporter les méthodes non-violentes ? Est-il possible de se défendre de manière non-violente contre l'agression de l'armée d'un pays étranger dépourvu de tous scrupules et résolu à aller jusqu'au bout par n'importe quel moyen ? Comment lutter contre un dictateur prêt à utiliser tous les outils disponibles de l'arsenal répressif ?

Il y a là un débat particulièrement ardu que les adeptes de la non-violence n'ont pas esquivé : si la prévention des conflits et la lutte contre la prolifération des armements retiennent leur faveur, la plupart ne nient pas pour autant la nécessité d'utiliser la force lorsque celle-ci ne peut être évitée. Ils mettent aussi l'accent sur la formation aux techniques d'action non-violentes et sur la valeur des causes défendues qui permet de trouver la force morale nécessaire aux attitudes non-violentes.

Deux sensibilités

Traditionnellement, deux sensibilités coexistent au sein de la famille non-violente⁵³. Une première école de pensée se réclame avant tout d'orientations politiques alors que la deuxième est plutôt d'inspiration humaniste et religieuse. Il est intéressant de noter que la langue allemande met en évidence cette différence de perception à travers le mot de non-violence : les tenants de l'approche politique parlent de "Gewaltlosigkeit" c'est-à-dire d'absence de violence, "-losigkeit" étant simplement un suffixe privatif sans aucune connotation de valeur, alors que l'école humaniste utilise le mot "Gewaltfreiheit", qui signifie littéralement "liberté de violence", pour insister sur l'importance du choix librement consenti de la démarche non-violente.

L'approche politique : cette famille de pensée se veut en général a-religieuse, libertaire voire anarchiste, socialisante et antimilitariste. La lignée est celle d'Etienne de la Boétie et plus récemment de l'Américain Henry David Thoreau (1817-1862) qui estime qu'aucune loi ne peut prévaloir sur celle de la conscience de l'individu. La seule obligation que celui-ci accepte d'assumer est celle de faire à tout moment ce qu'il estime juste⁵⁴. Elle s'est développée en marge des mouvements sociaux de la fin du 19° siècle et du 20° siècle. Elle est puissamment établie dans toute l'Europe, par exemple en Allemagne chez les "Grünen", en France au MAN, etc. Certes, aucun de ces mouvements ne se

⁵¹ *Stephen King-Hall, "Defence in the Nuclear Age"; Victor Gollancz, London 1958*

⁵² *Brigadier-Général Edward Atkeson, cité dans "Nonviolent Sanctions, News from the Albert Einstein Institution", Printemps/été 1990, p 20.*

⁵³ *Wolfgang Sternstein, "Entwicklung und Perspektiven Sozialer Verteidigung - Gewaltfreie Aktion 77/78/79", 1988*

⁵⁴ *Henry David Thoreau, "La désobéissance civile", J.J. Pauvert, 1967*

contentera de ce tableau qui ne décrit pas leur mouvement mais une tendance de la pensée que l'on retrouve peu ou prou dans différents pays du monde.

L'approche humaniste et religieuse : la deuxième branche est humaniste avec des motivations d'ordres éthique, spirituel et/ou religieux. On y trouve des groupes issus de la plupart des grands courants religieux : Chrétiens, Quakers, Mennonites, Hindouistes, Bouddhistes... Elle est marquée par de grandes figures individuelles, depuis les Pères de l'Église chrétienne jusqu'au Dalaï Lama actuel Tenzin Gyatso, en passant par Erasme, Tolstoï, Gandhi, Martin Luther King, et bien d'autres encore. De nos jours, le Mouvement International de la Réconciliation (IFOR en anglais) est la figure de proue de cette sensibilité au niveau mondial. Cette organisation d'inspiration chrétienne est présente dans plus de 40 pays et a compté parmi ses membres pas moins de six prix Nobel de la paix ⁵⁵.

Cette distinction entre les deux approches reste schématique et n'est pas à prendre au pied de la lettre. On peut noter, en effet, de très nombreuses nuances et différences selon les pays. Parfois ces deux familles se recoupent largement si bien que l'on ne peut tracer de frontière nette. Dans d'autres cas, l'une des deux ne sera pas représentée.

L'évolution

Les premières conceptions structurées sur un système de défense actif, civil et non-violent, sont à rechercher au sein des mouvements antimilitaristes des années 1920. En 1921, l'Autrichien Pierre Ramus présente au congrès de l'Internationale Antimilitariste de La Haye, aux Pays-Bas, un modèle d'autodéfense antimilitariste sociale et économique largement inspiré des actions civiles menées par les mouvements ouvriers (grèves, boycotts). Il s'agit pour lui de trouver une alternative à la constitution d'Armées Rouges pour la défense de la révolution sociale. Ces idées furent reprises et mises en forme à la fin des années 20 par les secrétaires du Bureau de l'Internationale Antimilitariste, Albert de Jong et Arthur Lehning.

Dans une optique légèrement différente, on trouve les réflexions des mouvements pacifistes flamands, néerlandais et danois des années 30. A cette époque, ils sont largement en crise à cause de leur incapacité à trouver une parade efficace aux vellétés expansionnistes de l'Allemagne nazie et de l'Italie fasciste sans renier leurs convictions pacifistes. Les avis sont alors largement partagés sur la conduite à tenir. Ainsi, Albert Einstein, partisan de l'objection de conscience et militant pacifiste notoire, prend clairement position pour la légitimité du service militaire face à la menace des nazis. "Pouvez-vous vous imaginer une Belgique occupée par l'Allemagne ?", écrit-il en 1933 à deux objecteurs de conscience belges qui l'interrogent à ce sujet ⁵⁶. Cette phrase provoquante exprime clairement l'enjeu du défi posé aux mouvements pacifistes.

C'est dans ce contexte que sont élaborés les premiers concepts de "défense civile non-violente". Ils sont issus des travaux précurseurs de quelques chercheurs éclairés et militants comme le psychosociologue Américain Clarence Marsh Case (1923) ⁵⁷, le Néerlandais Bart de Ligt (1937) ⁵⁸ et l'Américain Richard Gregg (1935) ⁵⁹; ils fondent leurs analyses sur l'étude des cas historiques du Putsch de Kapp (1920), de la résistance à l'occupation de la Ruhr (1923) et des campagnes de Gandhi (en particulier celles de 1930 et 32). Les pacifistes flamands proposent d'abord l'idée de "défense territoriale non-militaire"; puis les Danois publient en 1937 un livre intitulé "Combat sans armes. Méthode de combat non-violent face à la guerre et à l'oppression"; et surtout il faut retenir de cette période le

⁵⁵ *Jane Addams, Albert Luthuli, Martin Luther King, Mairead Corrigan, Adolfo Pérez Esquivel, et Desmond Tutu*

⁵⁶ *Albert Einstein, cité par Theodor Ebert/Gernot Jochheim dans "Ein Kapitel Vorgeschichte der sozialen Verteidigung"; Bundeskongress "Wege zur sozialen Verteidigung", 17-19 juin 1988*

⁵⁷ *Clarence Marsh Case, "Nonviolent Coercion. A Study in Methods of Social Pressure"; Century & Co, New-York et Londres, 1923 (réédition Garland, New-York, 1972)*

⁵⁸ *Bartelemy de Ligt, "The Conquest of Violence : an Essay on War and Revolution", E.P. Dutton & Co., New York 1937*

⁵⁹ *Richard Gregg, "The Power of Nonviolence", 1935; réédition Shocken Books, New York, 1966*

travail des militants néerlandais qui éditent en 1938 la brochure "Défense populaire pacifiste" dont les idées restent étonnamment proches des concepts actuels.

Les années 60 : l'idée prend forme

Naissance d'une recherche structurée

Au début des années 60, des têtes nouvelles apparaissent. En Angleterre, un groupe de réflexion se forme autour du comité de rédaction du journal "Peace News" avec principalement l'américain Gene Sharp, et les Anglais Adam Roberts et April Carter. En Allemagne, une demi douzaine d'étudiants de Stuttgart sont à l'origine d'un programme intitulé "L'armée civile non-violente, Voix de la nouvelle génération" qui fait l'objet d'une brochure publiée en 1961. Dans les deux cas, il s'agit au départ de militants engagés dans les mouvements pacifistes (comité des 100 contre les armements nucléaires en Angleterre et objection de conscience pour les Allemands). En Norvège, Johan Galtung et Arne Naess, pionniers de la "Peace Research", se penchent également sur le sujet.

Peu à peu, ils prennent tous conscience de la nécessité de développer des alternatives sérieuses et crédibles pour éviter de recourir au nucléaire. Cela les amène à adopter la démarche pragmatique et rigoureuse des chercheurs et à s'éloigner progressivement de l'approche idéologique des pacifistes. Ils réalisent d'abord la synthèse des travaux entrepris jusqu'alors sur les formes civiles de défense et les approfondissent largement. Ils font également l'analyse des cas répertoriés de résistances civiles depuis 1940 : en particulier face aux nazis aux Pays-Bas, au Danemark, en Norvège⁶⁰, renversement de la dictature au Guatemala et au Salvador (1944), et résistance des populations des pays de l'Est face aux régimes communistes (Allemagne de l'Est, 1953, Hongrie 1956), résistance au putsch des Généraux d'Alger en 1961.

Durant plusieurs années, le journal Peace News devient la tribune de ce courant de pensée, publiant un grand nombre d'articles qui marquent les débuts de la recherche structurée sur le sujet. En 1964, le journal publie un numéro spécial "Civilian Defence" qui fait le point des dernières avancées et doit servir d'introduction à la conférence internationale en préparation.

Un événement clé : la conférence d'Oxford de 1964

En 1964 a lieu à Oxford le colloque "The Civilian Defence Study Conference", auquel participent des personnalités de premier ordre en matière de stratégie et d'histoire militaire : Sir Basil Liddell Hart, Alastair Buchan, directeur du mondialement réputé Institut des Etudes Stratégiques de Londres, Lord Chalfont, correspondant au Times pour les questions militaires et futur ministre du gouvernement travailliste, le major D.J. Goodspeed représentant l'état-major canadien, les professeurs J. Frank (Baltimore) et surtout T. Schelling (Harvard), expert reconnu des questions de maîtrise des armements (Arms Control). Ces présences donnent évidemment une caution et un retentissement importants à la "Civilian Defence". Pour la première fois, elle fait l'objet d'un débat au sein de la communauté des experts de la défense. Les stratèges militaires sollicités apportent une contribution positive et reconnaissent officiellement le potentiel de cette défense civile comme méthode de défense nationale. Voici notamment ce que Thomas Schelling exprime dans son intervention de clôture : "On est bien forcé d'admettre que cela pourrait marcher"⁶¹. Ainsi, aucune objection fondamentale n'est élevée contre la faisabilité de la défense civile. Un encouragement général est émis pour poursuivre la recherche, y compris par les militaires. Cependant, aucune conclusion n'est formulée sur des modalités pratiques de mise en place.

Des changements en profondeur

La conférence d'Oxford est véritablement l'événement fondateur d'une école de pensée instrumentaliste, qui considère la "Civilian Defence" comme un outil ou une technique, et qui se démarque

⁶⁰ Le livre "La dissuasion civile", déjà cité, en donne de nombreux exemples

⁶¹ Thomas C. Schelling, *Some Questions on Civilian Defence* dans " *The strategy of Civilian Defence : Nonviolent resistance to aggression*"; London, Faber & Faber 1967, p. 302 à 308

de la vision dite fondamentaliste liant la mise en place de ces stratégies à une transformation de la société. Ce changement est le fait des principaux chercheurs de l'époque : Ebert, Roberts et Sharp.

Les expressions "défense non-violente", trop proche du pacifisme, "défense sans armes" et "défense non militaire", trop vagues, sont abandonnées. Il en est de même pour le mot "désarmement", qui se voit préféré celui de "transarmement", inventé par Ebert pour mettre en évidence la nécessité d'une transition progressive sans diminution de la capacité de défense globale. Ces changements de terminologie sont significatifs d'une volonté de réduire l'aspect idéologique.

Ainsi, avec Oxford, la défense civile sort du petit monde des militants pour acquérir ses lettres de noblesse. Les concepts de base ont pris corps pour former un ensemble structuré, cohérent et raisonnable, capable d'être argumenté auprès de responsables chevronnés de la sécurité et de la défense nationale. Quittant quelque peu le camp des militants, la balle semble se trouver du côté des chercheurs. Ceux-ci vont tâcher d'essaimer et d'apporter les bases théoriques, historiques et pratiques nécessaires au développement de la future défense par actions civiles : Roberts vers les pays scandinaves, Sharp en Norvège puis à Harvard (USA) et Ebert à Berlin.

Les années 70 (1968-83) : éclatement des approches

UNE ANNEE CHARNIERE : 1968 ET LE PRINTEMPS DE PRAGUE

Une nouvelle période s'ouvre avec l'année 1968. Cette année-là, les mouvements contestataires étudiants atteignent leur apogée, en France, en Allemagne et aux USA. L'onde de choc utopiste est forte, pour ceux qui la provoquent comme pour ceux qui la reçoivent.

1968, c'est également le Printemps de Prague. Le 21 août, les troupes du Pacte de Varsovie envahissent la Tchécoslovaquie pour mettre fin au mouvement de réformes engagé par le gouvernement d'Alexandre Dubcek. Le pays, soutenu par ses autorités, se lance alors dans une résistance non-violente nationale de grande ampleur, si efficace qu'au bout d'une semaine les dirigeants soviétiques se trouvent dans l'incapacité de contrôler le pays malgré leur réussite militaire totale. Bien plus, le moral des troupes du Pacte devient parfois tellement mauvais qu'il faut procéder en toute hâte à des remplacements. Les Soviétiques se trouvent dans l'impossibilité de réunir un nombre suffisant de collaborateurs pour mettre en place un régime à leur botte. Devant l'ampleur de la résistance civile unifiée et la baisse du moral des militaires, ils font alors venir à Moscou les dirigeants tchèques. Désireux de sauvegarder l'essentiel, ceux-ci acceptent de signer un compromis qui met fin au mouvement de résistance active. Finalement, après huit mois de pressions et de manipulations politiques de moins en moins dissimulées, les Soviétiques réussissent à reprendre la situation en main et à remplacer Dubcek par l'autoritaire et docile Husàk. Les analyses historiques montrent que la lutte des Tchécoslovaques a finalement échoué à cause de la capitulation de leurs responsables, et non à la suite d'une défaite de la résistance. Par ailleurs, l'idée qu'un pays puisse résister sans armes face aux troupes toutes puissantes du Pacte de Varsovie est un événement d'une ampleur considérable qui a frappé le monde entier : c'est la première fois qu'une résistance civile nationale fait l'objet d'une couverture médiatique internationale, suivie au jour le jour par des millions de personnes et par les spécialistes militaires de tous les pays.

DES DEMARCHES VARIEES

Les années qui suivent 1968 sont marquées par une recrudescence des débats conceptuels sur la façon d'envisager le développement de la DAC. L'éclatement des démarches et des stratégies de promotion en est la conséquence directe.

On trouve d'abord *l'approche universitaire* et académique, issue d'Oxford, qui est centrée sur la recherche : analyses historiques, études sociologiques, réflexions sur le pouvoir ou sur le fonctionnement des Etats, etc.

Apparaît une *approche institutionnelle* qui étudie, à la demande d'organismes étatiques, les possibilités d'adopter en totalité ou en partie les stratégies civiles comme politique de défense nationale. Elle est née des événements de Tchécoslovaquie qui éveillent l'intérêt de certains pays pour ces nouvelles formes de défense. Dans cette approche, priorité est donnée aux études de faisabilité et aux recherches appliquées, dans une optique délibérément pragmatique et "instrumentale".

Par opposition on appelle souvent "fondamentaliste" *l'approche idéologique et /ou politique* qui prend une vigueur nouvelle après les mouvements de 1968. Elle aborde la défense par le refus politique de la violence au sens le plus large, étendu à tout ce qui indirectement porte atteinte à l'Homme (tyrannies, injustices, discriminations, pollutions, matérialisme, richesses, pouvoirs, la société elle-même...). Se défendre contre la violence revient à s'engager dans le combat politique pour une transformation radicale de la société. Des questions comme celle des valeurs à défendre prennent une importance majeure. Cette vision est portée par les mouvements non-violents, les adeptes du socialisme autogestionnaire, l'aile gauche des Eglises, une partie des écologistes...

En trame de fond de ces démarches sérieuses, il faut rappeler, car elle trouve écho dans l'opinion, l'existence d'une propagande menée par l'ensemble du monde communiste, du sommet des Etats jusqu'aux militants syndicaux, dans le but de miner l'ennemi de l'intérieur en soutenant un neutralisme politique Est-Ouest, un pacifisme et un antimilitarisme idéologique, donc systématique⁶².

Les militaires et une partie de l'intelligentsia occidentale ne s'y trompent pas, éliminant tout ce qui, de près ou de loin, porte la couleur du pacifisme et, par amalgame, de la non-violence, occultant ainsi la qualité de certains travaux.

Ces trois approches cohabitent et prennent des importances relatives diverses selon les pays.

Les pays anglo-saxons

On y privilégie l'approche universitaire. Adam Roberts publie les Actes du colloque d'Oxford, qui restent longtemps l'ouvrage de référence sur le sujet. Il ajoute à l'édition américaine une étude approfondie sur la résistance tchécoslovaque⁶³.

Gene Sharp est le plus important et le plus fécond des chercheurs sur la DAC et plus généralement sur l'action non-violente. Il produit un certain nombre d'ouvrages sur le sujet⁶⁴ dont le monumental "The politics of nonviolent action" en 1973, considéré dans le monde comme l'encyclopédie de l'action non-violente. Surnommé le Clausewitz de la non-violence, il se consacre entièrement à la recherche de solutions pragmatiques et réalistes aux problèmes de la guerre et de la dictature. Pour ce faire, il examine en détail les différentes méthodes de lutte non-violente utilisées au cours de l'Histoire (il en dénombre pas moins de 198). Il est également à l'origine des premières recherches systématiques sur les fondements de la DAC : analyse de la nature du pouvoir politique et des conditions de son exercice, étude des mécanismes et de la dynamique des conflits non-violents. C'est lui qui introduit en 1975 l'expression de "Civilian-Based Defense" (littéralement : défense basée sur les civils) pour désigner la DAC, par analogie avec "Military-based Defense". Depuis, le terme est devenu l'expression consacrée aux Etats-Unis (les Anglais continuent parfois d'utiliser le terme de "Civilian Defence").

Sharp est l'un des plus fervents partisans d'une conception instrumentale et non idéologique de la DAC car, selon lui, c'est la seule façon d'obtenir des avancées pratiques et de convaincre les responsables de la défense. Pour Sharp, la meilleure justification de la DAC est son efficacité intrinsèque; il n'est pas nécessaire de faire appel à des considérations éthiques ou idéologiques pour la promouvoir; de plus une stratégie moralisatrice peut même irriter sa cible et s'avérer désastreuse. "Si l'on peut prouver que la DAC est viable, écrit-il, alors on peut envisager que des personnes "imparfaites" vivant dans des sociétés "imparfaites" l'adoptent un jour comme politique de défense (...). Pour cela, la DAC a besoin au préalable de l'adhésion et du soutien d'un large public.

⁶² Michel Tatu dans "Pacifisme et dissuasion", IFRI, *Economica*, 1983
Thierry Wolton, *La France sous influence*, Grasset, 1997

⁶³ Adam Roberts, "The Strategy of Civilian Defence, Nonviolent Resistance to Aggression"; Harmondsworth (England) and Baltimore Md (USA) : Penguin Books, 1969

⁶⁴ Gene Sharp : - "Exploring Nonviolent Alternatives"; Boston : Porter Sargent, 1970
- "The politics of nonviolent action"; qui comprend trois tomes : *Power and struggle* ; *The Methods of Nonviolent action* ; *The Dynamics of Nonviolent Action* ; Boston : Porter Sargent, 1973
- "Gandhi as a Political Strategist, with Essays on Ethics and Politics" ; Boston : Porter Sargent, 1979
- "Social Power and Political Freedom" ; Boston : Porter Sargent, 1980
- "Making Europe Unconquerable" ; Balinger/Taylor & Francis, 1985

Aucun mouvement, aucune idéologie ou doctrine politique ne pourra jamais arriver à le faire"⁶⁵. Sharp s'empresse d'ajouter qu'il n'a rien contre les idéaux de la non-violence éthique et les adeptes d'une société plus juste et plus équitable. Bien au contraire. Simplement, il montre, histoire à l'appui, que la transformation de la société n'est pas un préalable pour développer la DAC.

Globalement, en Angleterre comme aux Etats-Unis, la DAC reste peu connue car masquée par les excès des mouvements de paix. Ces deux pays n'étant pas directement menacés par le risque d'une invasion territoriale, beaucoup considèrent que la priorité doit être donnée à la maîtrise des armements (Arms control) qui, au cours de cette période, connaît des succès importants avec la signature des traités ABM et SALT 1 en 1972 et l'avènement de l'ère de la détente.

L'Allemagne de l'Ouest (ex. RFA)

Les approches idéologiques et politiques dominent en Allemagne. Ainsi, on parle de "défense sociale" pour signifier que la question du "défendre quoi ?" doit être abordée avant celle du "comment ?".

A la fin des années 60, la défense sociale attire des scientifiques de renom qui prennent position contre une implication allemande dans le nucléaire militaire. En 1967, se constitue un groupe d'études, l'Union des Scientifiques Allemands, animé par *Theodor Ebert* et comprenant des personnalités reconnues telles le philosophe Gustav Heckmann, le futurologue Ossip K. Flechtheim, les physiciens Carl Friedrich von Weizsäcker et Klaus Gottstein. Ils tiennent des réunions régulières, créent la revue "Gewaltfreie Aktion" et publient un certain nombre de travaux⁶⁶. Après les événements de Tchécoslovaquie en 1968, ils font paraître un long article dans le magazine "Der Spiegel". Cependant le retentissement reste limité à cause de l'engagement politique des participants qui marquent clairement leur volonté de transformer la société. Leur message se trouve donc brouillé par des positions contestataires. En 1974, un certain essoufflement se fait sentir en même temps qu'apparaît la détente Est-Ouest. Le groupe d'études se dissout et l'intérêt pour la défense sociale diminue.

La promotion de la défense sociale ne reprendra qu'à travers le mouvement écologique et la lutte contre la mise en place des euromissiles. Les "Grünen" prennent peu à peu de l'importance. En 81, leur mot d'ordre devient "démanteler l'armement militaire, construire la défense sociale". Les protestations massives contre les euromissiles font les beaux jours du pacifisme. Par ailleurs, l'action civile se développe à travers les "Bürgerinitiativen" (pétitions et réseaux de citoyens) et les "Blokaden" (actions de blocage) à l'entrée des bases américaines où doivent stationner les Pershing et missiles de croisière. Pour beaucoup, la défense sociale est assimilée aux résistances civiles et aux luttes pour la paix. La confusion est grande entre système de défense alternatif, non-violence éthique et lutte politique.

Avec l'entrée des Verts au Parlement en 1983, des auditions ont lieu au Bundestag même, puis à l'intérieur du parti sous l'impulsion de Petra Kelly et de Roland Vogt, avec la participation des "4 grands" (Sharp, Ebert, Roberts et Galtung). Cependant, il n'y a pas ou peu de retombées pratiques tant les Verts ont du mal à se mettre d'accord sur des lignes directrices cohérentes.

En 1988, le congrès de Minden propose une tentative d'unification des approches. Près de 1100 personnes issues des mondes associatif, militant, politique et scientifique, se retrouvent pour réfléchir sur l'avenir de la défense sociale. Malgré les divergences conceptuelles, la majorité des congressistes reconnaissent la nécessité de regrouper les forces disparates qui portent la défense sociale et de mener des actions concertées. C'est ainsi que le "Bund für Soziale Verteidigung" (BSV), ou Fédération pour la défense sociale, voit le jour le 12 mars 1989. Une stratégie à long terme est élaborée; elle repose sur les sondages d'opinion qui considèrent alors comme plausible l'hypothèse d'une

⁶⁵ Gene Sharp, "Promoting Civilian-based Defense: Lessons from the history of development of the policy"; "Civilian-based Defense News and Opinion"; Volume 7, Number 6, p. 12 et 13, 1992

⁶⁶ Vereinigung Deutscher Wissenschaftler :

- Civilian Defence : Wissenschaftliche Arbeitstagung , ber Civilian Defence ; Bielefeld, Bertelsmann Universitätsverlag, 1968

- Eine andere Verteidigung ? Alternativen zur atomaren Abschreckung ; München, Carl Hanser Verlag, 1973

victoire d'une coalition Verts-Social-démocratie aux élections législatives de décembre 90. Les Verts négocieraient leur participation au gouvernement contre l'obtention d'un ministère pour le désarmement, la reconversion et la défense sociale.

La chute du mur de Berlin, en novembre 89, vient bouleverser ces pronostics : Helmut Kohl conduit à marche forcée le processus de réunification et remporte facilement les élections. Les Verts essuient un échec cuisant : ne franchissant pas la barre des 5%, ils perdent tous leurs sièges au Bundestag.

Depuis, le programme du BSV a été entièrement recomposé, la défense sociale est reléguée en tant que telle au second plan au profit de l'action non-violente (intervention civile en ex-Yougoslavie, lutte contre la xénophobie,...). Pour certains, la disparition de la menace d'invasion soviétique rend caduque l'idée même de défense sociale. La confusion demeure toujours aussi forte.

Les pays du nord de l'Europe

Ici, c'est l'approche institutionnelle qui domine. Fortement impressionnées par les événements de Tchécoslovaquie, les autorités des pays scandinaves constituent des groupes d'études afin de déterminer une place pour la DAC au sein de leur système de défense.

La Norvège est la première à se pencher sur le sujet. Beaucoup ont en mémoire les succès remportés par les enseignants en 1941 et 1942 dans leur résistance non-violente courageuse face aux tentatives de nazification du gouvernement Quisling. La résistance de l'Eglise d'état est également bien connue⁶⁷. Il est toutefois important de noter que très peu de Norvégiens faisaient une distinction claire entre résistances violentes et non-violentes. Cette dernière était utilisée parce que c'était le moyen de lutte le plus efficace disponible pour ceux qui n'avaient pas la possibilité de se servir d'armes, et devaient imaginer d'autres façons de résister contre l'occupant⁶⁸. Dès 1967, le gouvernement norvégien charge l'Institut de recherche sur la défense de procéder à une étude envisageant le recours à une résistance non-violente préparée en cas d'échec de la défense militaire. Le rapport conclut qu'une défense non-violente, sous une forme ou une autre, peut être intégrée à la défense totale à prédominance militaire pour renforcer le pouvoir de résistance et de dissuasion de la Norvège face à une attaque ennemie⁶⁹. A la suite de ce travail, une Commission parlementaire est constituée pour réaliser une deuxième étude sur l'évaluation comparée des diverses formes de défense envisageables. Les conclusions paraissent en 1974 : elles sont cette fois réservées à l'égard de la DAC et la Commission est d'avis que rien ne justifie la modification de la stratégie de défense adoptée depuis 1949 dans le cadre de l'OTAN⁷⁰.

L'intérêt manifesté au cours des années 70 sera renouvelé à la fin des années 80 sous l'impulsion du nouveau ministre de la Défense, Johan Jorgen Holst, coauteur du rapport de 1967, et qui connaît donc bien le sujet. Tout en manifestant un grand intérêt pour la DAC, il reste mesuré et prudent en ce qui concerne la mise en œuvre, représentant ainsi l'évolution constatée chez de nombreux responsables scandinaves. En 1989, il prononce le discours d'introduction à une journée d'étude sur la complémentarité des différentes formes de défense organisée par le très sérieux Comité Atlantique Norvégien. En 1990, il rédige une brochure sur les nouvelles perspectives qui s'offrent à la DAC après l'effondrement du bloc communiste⁷¹. Il affirme : "La défense par actions civiles" a le potentiel pour constituer un complément important aux formes militaires traditionnelles de défense".

⁶⁷ Voir par exemple Jacques Sémelin, *Sans Armes face à Hitler. La résistance civile en Europe*, Payot 1989, Paris

⁶⁸ Magne Skodvin; "Norwegian Nonviolent Resistance during the German Occupation", *"The strategy of Civilian Defence : Nonviolent resistance to aggression"*; London, Faber & Faber 1967, p.136 à 153

⁶⁹ Holst Johan Jorgen, "Fjaerli Eystein et Ronning Harald"; *"Ikke-Militaert Forsvar og Norsk Sikkerhetspolitikk"* (Défense non militaire et politique de sécurité norvégienne); Kjeller, Norvège: Forsvarets Forskningsinstitutt (Institut de Recherche sur la défense), 1967

⁷⁰ Forsvaretskommisjonen (Commission de la défense), Oslo-Bergen-Troms, Norvège Universiteits forlage, 1974 (traduction anglaise en 1978)

⁷¹ Johan Jorgen Holst, *"Civilian-based Defense in a new Era"*, Monograph 2, The Albert Einstein Institution, Cambridge MA.USA, 1990

Plus tard, en tant que ministre des Affaires Étrangères, il réussit le tour de force de rapprocher Israéliens et Palestiniens, mais succombe à la maladie en 1994.

En Finlande, la Commission de planification de la défense psychologique, sous tutelle présidentielle, publie en 1971 une étude sur les possibilités offertes par les méthodes de résistance sans armes ⁷². Là aussi, la Commission rejette l'idée de substitution complète mais reconnaît l'utilité d'ajouter une composante non-violente à la politique de défense globale à prédominance militaire. Selon elle, les expériences de divers pays montrent que l'association de ces deux méthodes peut, en cas d'occupation, aider à préserver la liberté d'action des institutions sociales. La Commission propose donc que la Finlande élabore des plans et préparatifs de résistance non-violente pour les situations où celle-ci présenterait un intérêt. Malgré une deuxième étude en 1975, les recommandations de la Commission ne sont pas mises en œuvre.

Au Danemark, un programme de recherches est également établi. La première étude est confiée à deux universitaires, Anders Boserup et Andrew Mack. Elle paraît en anglais en 1974 sous le titre "War without weapons" ⁷³. Considéré comme un apport intéressant, ce travail ne donne pourtant lieu à aucune suite : ses auteurs considèrent en effet, la DAC comme un concept crédible, mais sans grande chance d'intéresser un large public. Selon eux, il est plus productif de se consacrer à réformer les systèmes militaires pour leur donner une posture exclusivement défensive et donc non menaçante ⁷⁴.

Aux Pays-Bas, un groupe de travail pluridisciplinaire, la commission Niezing (d'après le nom de son responsable) se voit chargé par le pouvoir politique d'établir un programme de recherche complet en coopération avec les institutions de recherche et les départements gouvernementaux concernés. A l'issue de l'étude en 1978, dix projets de recherche sont dégagés comme prioritaires ⁷⁵. Cependant, les changements politiques survenus à l'aube des années 80 amènent un revirement d'orientation. Le budget global alloué (environ 10 millions de Francs) est divisé par 10 et la commission Niezing cesse son activité. Finalement, seul le premier des projets préconisés portant sur la définition des domaines d'application privilégiés de la DAC, est réalisé ⁷⁶ (en 1993, le programme de recherche de la commission Niezing sera repris et réédité avec certains aménagements ⁷⁷).

En France

En France les associations de promotion de la non-violence s'intéressent les premières à la DAC. Ainsi le MIR (Mouvement International de la Réconciliation) se charge de traduire et de publier dans une série de brochures, les Monographies de la défense civile non-violente, les écrits des chercheurs étrangers; le MAN (Mouvement pour une Alternative Non-violente) est constitué en novembre 1974 pour fédérer une vingtaine de groupes non-violents autour d'un projet d'engagement politique dans la lignée du socialisme autogestionnaire.

Au cours de ces années, la promotion de la DAC en France s'inscrit donc clairement dans une démarche militante politique, idéologique et antimilitariste. On parle alors de "défense populaire non-violente". Le MAN participe largement aux campagnes de lutte contre l'extension du camp militaire du Larzac entre 1971 et 1981, et s'intéresse à de nombreux autres sujets liés à la non-violence. Pendant cette période, il n'y a pas d'avancées notables du point de vue institutionnel ou de la recherche.

⁷² "Vastarinta Aseeton" (Résistance sans armes), Helsinki : Henkisen maanpuolustuksen suunitelukunta, 1971

⁷³ Anders Boserup et Andrew Mack, "War without Weapons : Nonviolence in National Defense" ; Frances Pinter, 1974 (Traduction de l'original danois)

⁷⁴ Interview d'Anders Boserup, Non-violence Actualité, Septembre 1989

⁷⁵ "The Dutch Research Project on Civilian Defence"; Bulletin of Peace Proposals Nr 4, 1978

⁷⁶ Alex P. Schmid, "Social Defense and Soviet Military Power" ; Den Haag, Distributiecentrum Overheidspublicaties, 1985

⁷⁷ Giliam de Valk, "Research on Civilian-based Defence : proposals for research projects by the Netherlands Steering Committee Social Defence", Amsterdam, SISWO Publikatie, 1993

Conclusion sur cette période

Un mot permet de bien caractériser les années 70 : le foisonnement. La diversité observée des approches et des idées n'est d'ailleurs pas propre à la DAC. Toute la vie sociale du monde occidental est en ébullition, les événements de 67-68 en témoignent. Cette période est particulièrement féconde en travaux de recherche et études de toutes sortes. Le nombre élevé de congrès organisés en est une bonne illustration. A la suite d'Oxford, on trouve en effet Munich en 67, Uppsala en 72, Bruxelles en 76, Oslo en 78, Anvers en 80. Il y aura encore Bradford en 90, Paris en 93 et Los Angeles en 97.

Pour être complet, il convient de citer les cas particuliers de la *Suisse et de l'ex-Yougoslavie*. La mobilisation des civils y est partie intégrante du système de défense territoriale. En Suisse, en cas d'échec de l'armée régulière, la guérilla et la lutte paramilitaire doivent prendre la relève dans les zones montagneuses qui s'y prêtent facilement, et en même temps la population civile des plaines et des villes doit mettre en œuvre des formes de non-collaboration. En ex-Yougoslavie, il était prévu qu'une organisation politico-militaire se mette en place dans les régions abandonnées temporairement par l'armée ou les milices. Le système de défense appelait à l'engagement total de la population dans des formes de résistances morale, politique, psychologique, culturelle, économique et civile. Cela supposait par ailleurs une cohésion nationale que le successeur de Tito oublia d'entretenir en développant les haines ethniques qui consolidaient son pouvoir. En réalité, dans ces deux pays les éléments de DAC ne représentent qu'une part minime du dispositif global car la guérilla y détient clairement le rôle prépondérant et empêche tout travail sérieux de résistance civile.

Les chercheurs l'affirment : s'il est possible de préparer simultanément une résistance civile et une résistance militaire, il n'est pas possible de les mettre en œuvre ensemble, c'est à dire au même lieu et au même moment. Les événements récents en ex-Yougoslavie sont venus en apporter la démonstration tragique. En dépit du discours officiel qui parle de défense civile, on ne peut donc dire que ces deux pays disposent d'une capacité opérationnelle de DAC.

Depuis 1983, le développement de la DAC se structure et s'institutionnalise

DES EXEMPLES HISTORIQUES DE PLUS EN PLUS NOMBREUX

Depuis le début des années 80, l'histoire des résistances civiles nationales s'accélère.

C'est d'abord la *Pologne* et le mouvement *Solidarnosc* qui forcent l'attention. Puis, en 1986, le régime de Ferdinand Marcos aux *Philippines* est renversé par un vaste mouvement de résistance non-violente. En juin 1989, le monde entier suit l'évolution de la lutte non-violente des étudiants chinois pour la démocratie jusqu'au massacre de la place *Tien an Men*. En 1989 également, c'est l'effondrement des régimes communistes de *l'Europe de l'Est* avec, en points d'orgue, la chute du mur de *Berlin* et la révolution de velours à *Prague*. En août 1991, le putsch des ultra-conservateurs en *Union Soviétique* est vaincu grâce à la non-collaboration de l'armée et à la détermination de la population. Entre 1991 et 1993, un vaste mouvement de lutte non-violente pour la démocratie à *Madagascar* permet de remplacer le dictateur Didier Ratsiraka par un gouvernement démocratique sous la conduite du professeur Albert Zafy. Depuis 1991, la population albanaise du Kosovo a mis en place toute une organisation parallèle dans de nombreux domaines (administration, enseignement...) pour lutter contre l'hégémonie serbe.

Depuis 15 ans, toutes les parties du globe sont touchées par la multiplication des mouvements de résistance civile nationale. La liste des pays concernés explose : Afrique du Sud, Allemagne de l'Est, Argentine, Arménie, Pays baltes, Bénin, Birmanie, Bulgarie, Chili, Chine, Corée du Sud, Haïti, Madagascar, Mexique, Pakistan, Palestine (une bonne part de l'Intifada), Philippines, Pologne, Tchécoslovaquie, Tibet, ex-Union Soviétique, ex-Yougoslavie. Un chercheur notait en 1987 que, sur 83 cas depuis le début du siècle, un quart se sont produits au cours des sept dernières années⁷⁸. Un tel développement est sans conteste un événement historique remarquable.

⁷⁸ Christopher Kruegler, William Voegelé, *Transforming Struggle*, p. 68; Center for International Affairs, Harvard University, USA, 1987

RECENTRAGE DES APPROCHES

Autant les années 70 se caractérisent par une multiplicité des approches et des sensibilités, autant les années 80 voient s'amorcer un net virage vers le pragmatisme.

Tout d'abord, l'idée que la DAC puisse être une alternative totale à la défense militaire est clairement rejetée par la quasi-totalité des études officielles réalisées dans les années 70, notamment dans les pays scandinaves. Par contre, ces études émettent un avis unanime sur l'intérêt de la DAC comme composante ajoutée permettant de renforcer la défense globale. Même s'il apparaît que la cohabitation entre des formes armées et non armées de défense pose un certain nombre de problèmes délicats, voire aigus lorsque s'y ajoute la notion de guérilla, elle n'est pas insoluble et l'idée d'une certaine complémentarité rencontre de plus en plus d'adeptes chez les chercheurs car elle est réaliste et permet d'avancer⁷⁹.

Plusieurs combinaisons sont envisagées⁸⁰ : - la complémentarité : les deux défenses sont mises en œuvre en même temps selon des critères précis (lieu, temps...) pour différencier les espaces de lutte - le recours : la mise en œuvre de la DAC est décidée après l'échec de la défense militaire - l'option : la DAC est préparée conjointement à la défense militaire, puis s'offre en option stratégique. Les deux premières posent problème, alors que la troisième apparaît réaliste à la plupart des spécialistes.

Par ailleurs, les militants refusent de moins en moins l'idée d'une concertation avec les institutions; ils se rendent compte des nombreux avantages de cette voie : légitimité apportée à la lutte, nécessité d'une coordination, importance de la préparation et des moyens, rôle de l'Etat dans toute défense, sans compter la nécessité de trouver un terrain d'entente avec les autorités pour faire avancer leurs propositions.

A partir de 1983-84, le recentrage autour de l'approche institutionnelle, associé à la multiplication des faits (résistances civiles collectives), va se traduire par des décisions officielles de mise en place et par des avancées importantes en terme d'organisation de la recherche.

LA RECHERCHE CONTINUE A SE STRUCTURER

La création de l'Institution Albert Einstein

En 1983, à l'initiative de Gene Sharp, est créée la "Albert Einstein Institution" à Cambridge, Massachussetts. En parallèle, le programme "Sanctions non-violentes appliquées aux conflits et à la défense" voit le jour au Centre des Affaires Internationales de l'université de Harvard. Ces deux structures complémentaires de promotion et d'enseignement sont destinées à constituer une plateforme cohérente de développement des sanctions non-violentes comme techniques de résolution des problèmes politiques à travers le monde. Le champ d'activités couvre autant les résistances civiles que la DAC proprement dite.

Ces deux événements sont marquants : c'est la première fois qu'est formé un pôle de recherche et d'investigation indépendant et non partisan, consacré exclusivement aux stratégies civiles de résistance et de défense. Il devient rapidement la référence internationale dans ce domaine avec notamment l'accueil de chercheurs du monde entier, la traduction et la publication d'ouvrages dans de nombreuses langues et des missions de conseil et d'expertise auprès de gouvernements et d'organismes spécialisés de plusieurs pays.

En février 90, l'Institution organise un colloque important à Cambridge, Massachussetts, afin de faire le point sur les récents événements historiques survenus dans le monde. Avec 185 participants venus de 16 pays il a le mérite de rassembler un large panel d'intervenants de haut niveau, avec des compétences et intérêts multiples : universitaires, journalistes, militaires, représentants officiels de gouvernements, responsables de mouvements de résistance non-violente. Parmi les personnalités, on note la présence et les interventions de Johan Jorgen Holst, directeur de l'Institut de recherche sur

⁷⁹ Lennart Bergfeld, "La voie de la réalisation. La défense civile comme complément ?", dans "Les Stratégies civiles de défense", Actes du colloque international de Strasbourg, Numéro spécial d'Alternatives Non-violentes, 1987, p. 135 à 150

⁸⁰ "La Dissuasion Civile", déjà cité

la défense et ancien ministre la Défense norvégienne, de Gunnar Gustafson, directeur de la Commission Suédoise sur la Résistance Non-militaire, de Reuven Gal, de l'Institut Israélien des Etudes Militaires, et du colonel Robert Helvey, directeur de l'École de l'Attaché Militaire américaine. Parmi les sujets abordés, on trouve aussi bien l'analyse des mouvements de résistances nationales que l'examen des récentes avancées en matière de DAC.

L'originalité et l'intérêt du travail effectué par les américains depuis 1983 portent d'une part sur la mondialisation de leurs perspectives et analyses et, d'autre part, sur la professionnalisation de la recherche dans une approche scientifique et indépendante.

Par ailleurs, il n'est pas neutre que l'Institution Albert Einstein ait choisi de couvrir aussi bien les résistances non-violentes que la DAC proprement dite. Pour eux, les liens sont évidents : l'étude d'un point de vue stratégique des pratiques de lutte non-violente, et donc la compréhension et la maîtrise des techniques utilisées, est une étape clé pour développer un système de défense fondé sur la mise en œuvre de l'ensemble de ces outils au sein d'une stratégie nationale planifiée et coordonnée.

La France

En 1982, le Mouvement pour une Alternative Non-violente (MAN) décide d'infléchir sa stratégie de promotion de la défense populaire non-violente vers la recherche d'une reconnaissance institutionnelle. Une campagne de pression nationale est lancée en direction des pouvoirs publics, sous forme notamment d'une pétition avec des revendications précises : "Nous demandons au gouvernement de financer la mise en place d'un institut national et de centres régionaux chargés d'étudier les possibilités offertes par la défense populaire non-violente"⁸¹.

En 1984, le ministre de la Défense, Charles Hernu, accepte de lancer une étude sur le sujet. Le travail demandé s'inscrit dans une perspective de complémentarité (et non d'alternative) : il s'agit d'examiner dans quelle mesure les principes et méthodes de la résistance non-violente peuvent contribuer à renforcer la stratégie globale de la France. La réalisation du projet est confiée à trois spécialistes du MAN, *Christian Mellon, Jean-Marie Muller et Jacques Sémelin*, qui fondent à cette occasion l'Institut de Recherche sur la Résolution Non-violente des Conflits (IRNC). Une commission est également constituée au sein du Secrétariat Général de la Défense Nationale (SGDN) afin de coordonner l'avancement des travaux. Elle est présidée au départ par le général Chavanat.

En novembre 1985, la Fondation pour les Etudes de la Défense Nationale (FEDN) publie les résultats de cette recherche sous le titre "La Dissuasion civile"⁸². Ce titre indique clairement l'optique des auteurs : une défense civile non-violente organisée et préparée à l'avance peut avoir une réelle valeur de dissuasion. Dans ce cas, ce n'est pas tant la perspective de coûts insurmontables que l'appréhension des difficultés prévisibles pour atteindre l'objectif escompté qui peut faire reculer un agresseur potentiel. La sortie de l'ouvrage s'accompagne à Strasbourg d'un colloque international sur les "Stratégies civiles de défense", avec la participation des principaux chercheurs du monde occidental et de représentants militaires officiels de France et de Belgique. C'est la première fois qu'un colloque est organisé sur ce thème en France avec le soutien financier de l'Etat (Ministère de la Recherche et de la Technologie, Ministère des Relations Extérieures)⁸³.

La parution de "La Dissuasion Civile" donne lieu à de nombreux commentaires positifs de la part de personnalités politiques, militaires et religieuses⁸⁴. S'adressant aux auteurs, Yves Lancien, député RPR de Paris affirme : "La dissuasion civile que vous préconisez est positive. Elle pourrait contribuer à un renforcement global de la dissuasion dans la mesure où elle se veut active et non passive, et où elle incite les gens à jouer un rôle et à prendre des responsabilités". De nombreux avis encouragent à poursuivre et à développer cette recherche. Ainsi, le général Chavanat écrit : "La thèse développée dans "La Dissuasion Civile" est capitale et restera sans doute un jalon essentiel de la réflexion sur la

⁸¹ Extrait de la pétition du MAN lancée dans le cadre de la campagne "Pour une autre défense", 1982

⁸² Déjà cité

⁸³ *Les Stratégies civiles de défense, Actes du colloque international de Strasbourg, Numéro spécial d'Alternatives Non-violentes, 1987*

⁸⁴ *Alternatives Non-violentes N° 59, 1986*

défense (...) Cette excellente étude doit permettre l'élargissement des réflexions sur la défense civile". Le député Bernard Stasi, précise quant à lui : " Il semble fondamental (...) que ces recherches soient menées dans un cadre institutionnel. (...) Les parlementaires seront conduits à étudier les mesures à adopter pour institutionnaliser le devoir de résistance et à ôter, par avance, toute légitimité aux actes pris par des personnes acceptant la collaboration avec l'agresseur."

Pourtant, le développement de la dissuasion civile en France connaît un net ralentissement après 1986. Certes les contacts se poursuivent au niveau institutionnel, notamment avec le SGDN, mais d'une manière générale les financements sont distillés au compte-gouttes (quelques dizaines de milliers de francs par an) et demeurent sans rapport avec les besoins. L'IRNC conduit quelques études intéressantes sur des aspects précis de la dissuasion civile ⁸⁵, mais ces travaux ne s'inscrivent pas dans le cadre d'un programme de recherche national et structuré. Les chercheurs de l'IRNC demeurent les seuls à travailler sur le sujet, aucun autre organisme de recherche spécialisé n'étant sollicité.

A partir de 1989, la chute des régimes communistes et l'apparente disparition de la menace soviétique accentuent la démobilisation. En effet, l'hypothèse de base développée dans "La Dissuasion Civile", à savoir l'occupation du territoire par une puissance étrangère, se retrouve décalée par rapport à la réalité. En janvier 1993, un colloque organisé par l'IRNC à Paris sous le titre "Défense et citoyenneté en Europe", fait le point sur les récentes évolutions historiques ⁸⁶ mais néanmoins aucune réflexion officielle d'envergure n'est lancée pour examiner l'adaptation du concept de base au nouveau paysage stratégique.

DES PAYS INTEGRENT UNE COMPOSANTE CIVILE DANS LEUR DEFENSE

La Suède franchit le pas

Dans les années 70, trois études successives avaient été lancées avec des financements publics et sous la supervision de l'Institut de recherche de la défense suédoise. Réalisées par Adam Roberts, elles avaient conclu à l'intérêt de la DAC comme composante intégrée à la défense globale ⁸⁷. Elles avaient émis de sérieuses réserves quant aux possibilités de transarmement intégral, c'est-à-dire de substitution complète de la DAC à la défense classique.

Malgré le bon accueil qui leur fut réservé, ces recherches ne furent pas suivies de décision pratique. Les discussions prirent en effet une tournure idéologique lorsqu'un mouvement politique radical endossa la DAC comme programme de défense. Sven Anderson, ministre de la défense de l'époque, avoua plus tard à Gene Sharp que ce furent le durcissement des débats et le manque de sérénité du climat politique qui firent reculer de dix ans la décision du gouvernement ⁸⁸.

Pourtant, en décembre 1980, il décide de poursuivre les investigations. Le ministre de la Défense mandate une commission de sept experts pour définir les formes de résistance non-militaire pouvant être intégrées au schéma général de défense totale. Les lignes directrices retenues pour le projet sont les suivantes : d'une part la DAC ne doit pas être envisagée comme une alternative à la défense militaire; d'autre part, seules doivent être considérées les situations où la défense armée ne peut plus jouer son rôle.

⁸⁵ *Alternatives Non-violentes N° 72, 1989*

⁸⁶ *Alternatives Non-violentes N° 87 : Actes du colloque de l'Arche de La Fraternité "Défense et citoyenneté en Europe", Paris-La Défense 1993*

⁸⁷ *Titre des études effectuées par Adam Roberts et publiées en anglais - Total defence and civil resistance , Problems of Sweden's Security Policy (1970-72), FOA P Rapport C8335/M, Stockholm Försvarets Forskninganstalt, 1972 - The technique of civil Resistance (1974-76), FOA Rapport C10167, Stockholm Försvarets Forskninganstalt, 1976 - Occupation, resistance and law (1980) ; Réédition Oxford University Press, 1983*

⁸⁸ *Gene Sharp, Promoting Civilian-based Defense: Lessons from the history of development of the policy ; Civilian-based Defense News and Opinion ; Volume 7, Number 6, p. 13, 1992*

Pour contrer l'occupation du territoire par une puissance ennemie, deux types de résistance sont étudiés : la DAC et la résistance armée irrégulière menée par des groupes de civils organisés.

La commission remet son rapport en 1984 et conclut par des recommandations modérées. Elle propose d'inclure ces nouvelles formes de résistance dans les plans de défense, en insistant sur la nécessité d'une planification décentralisée et initiée au niveau local. Le gouvernement se contenterait de fixer les grandes lignes et de débloquer les fonds nécessaires. Pour ce faire, les auteurs suggèrent que soit créée une Commission Spéciale pour la Résistance Non-militaire sous la responsabilité directe du gouvernement, avec mission de coordonner l'ensemble des actions. Ils ajoutent enfin que, selon eux, seule la résistance civile nécessite une préparation poussée, la résistance armée pouvant facilement être mise sur pied au dernier moment. Les recommandations de l'étude sont très favorablement accueillies. Dès lors les événements s'enchaînent.

En avril 1986, le Parlement suédois vote à l'unanimité la création de ladite commission. Incorporée au ministère de la défense, celle-ci porte ses premiers efforts sur des actions de sensibilisation et de formation, et sur l'organisation de la suite des recherches. En 1990, une conférence a lieu à Stockholm sous le titre "Résistance non-militaire, composante possible d'une défense dissuasive ?". Elle réunit le gotha des spécialistes de la défense du pays avec, à leur tête, le ministre de la Défense, Roine Carlsson, et le chef d'état-major de l'armée, le Vice-amiral Torsten Engberg. Lors de son intervention, ce dernier souscrit entièrement à l'utilité de la Commission et aux travaux effectués. Il propose même de passer à l'étape suivante, le lancement des préparatifs pour une mise en place effective de la résistance non-militaire et indique que cela doit s'effectuer avec le soutien financier des militaires. En 1994, cette commission est intégrée au sein du National Board of Psychological defence.

Ainsi, la Suède est le premier pays du monde à adopter officiellement la DAC comme composante de son système de défense global. Cette décision est le fruit de seize années d'un long et patient travail de réflexion au plus haut niveau. Elle montre qu'un projet de DAC peut obtenir l'adhésion de l'ensemble du monde politique et militaire pour peu qu'il soit présenté de façon modérée et constructive.

L'Autriche

En Autriche, un nouveau programme de défense nationale est publié en 1985. Il est composé de quatre volets, dont trois sont civils. Il s'agit de la défense militaire, qui dépend du ministère de la Défense ; de la défense psychologique, gérée par le ministère de l'Education ; de la défense économique, par le ministère de l'Economie ; et de la défense par actions civiles, par le ministère de l'Intérieur.

Pour Otto Rösch, ministre de la Défense "la résistance civile et les formes de défense sociale associées sont des éléments nécessaires complémentaires à la défense nationale militaire"⁸⁹.

Les Pays Baltes s'y mettent aussi

La Lituanie, la Lettonie et l'Estonie déclarent leur indépendance en 1990 et doivent faire face, en janvier 1991, à une tentative musclée de reprise en main par les autorités soviétiques. Au cours de ces crises, les trois gouvernements font largement appel aux méthodes de résistance non-violente, dont ils avaient pris connaissance à travers les écrits de Gene Sharp.

Après le dénouement de la crise, leurs dirigeants se tournent vers la DAC pour établir leur nouvelle politique de défense. En effet, comme l'explique le ministre de la Défense de Lituanie Andreus Butkevicius en 1991 : "Nous n'aurons jamais une armée suffisamment forte pour chasser un agresseur étranger. Notre objectif ne peut être que de le vaincre moralement, économiquement

⁸⁹ Otto Rösch, cité par Gene Sharp dans "La guerre civilisée", déjà cité, p. 16

et politiquement, et non pas physiquement."⁹⁰ Et Butkevicius d'ajouter ailleurs, en brandissant le dernier livre de Gene Sharp : "Je préfère avoir ce livre qu'une bombe atomique".⁹¹

Pour mettre en place la DAC en l'adaptant à leur propre contexte, les trois pays sollicitent l'aide des experts de l'Institution Albert Einstein. A l'issue de différentes missions menées par Gene Sharp et certains de ses collaborateurs, la Lettonie inscrit officiellement la résistance non-violente dans sa Déclaration de défense nationale⁹². La Lituanie prévoit de son côté un programme de formation à la DAC pour les fonctionnaires concernés et les responsables de la Garde Nationale. Des livres de Gene Sharp ont été traduits et publiés dans chacun des trois Pays baltes à la charge des ministères de la défense. En juin 1992, à Vilnius, le ministre lithuanien de la défense et l'Institution Albert Einstein ont organisé une conférence au sujet de la défense par actions civiles avec la participation des ministres de la défense de Lettonie, d'Estonie et de Suède. Pour la première fois, quatre ministères de la défense se rencontraient sur ce sujet. A ce jour, les réflexions se poursuivent encore pour des décisions de mise en application plus concrètes.

D'AUTRES PAYS S'Y INTERESSENT

L'Italie

Les Italiens ne se sont intéressés à la DAC qu'à la fin des années 70. Lors de la première conférence sur la défense populaire non-violente (expression utilisée), les participants se mettent d'accord pour une stratégie de développement articulée autour d'une proposition de loi sur le sujet. Ainsi, dès le début, les non-violents italiens pensent la défense populaire en termes de droit et adressent leur requête directement au Parlement. Le mouvement prend de l'ampleur sous la pression des objecteurs : objecteurs de conscience en service national civil d'abord, qui revendiquent la possibilité de participer à l'effort de défense national sous une forme non-violente ; en 1989, la Cour constitutionnelle leur donne raison en considérant que la défense de la patrie peut être accomplie de façon équivalente avec ou sans armes ; objecteurs fiscaux ensuite, les plus nombreux d'Europe (7600 en 1992), qui envoient directement au Président de la République le montant total des fonds prélevés pour la défense en lui demandant de les affecter à des initiatives de paix. Après plusieurs refus, Francesco Cossiga décide, en octobre 88 et 89, d'accepter ces fonds. En novembre 89, il envoie même un télégramme personnel de soutien aux organisateurs d'une conférence sur la défense non-violente⁹³.

En mai 1989, à la suite d'une pétition qui recueille plus de 20 000 signatures, le député Guersoni soumet un projet de loi au Parlement qui propose la création d'un département d'état sur la défense non-violente et qui reconnaît à chaque citoyen le droit de choisir l'affectation de la part de ses impôts consacrée à l'effort de défense. Cette proposition s'inscrit dans un nouveau contexte politique largement plus favorable à la défense non-violente. En effet, le succès des révolutions non-violentes dans les pays de l'Est a impressionné un grand nombre d'Italiens et beaucoup sont amenés à reconsidérer leur opinion sur la défense non-violente. Au bout du compte, le projet de loi obtient la signature de 80 députés sur 600. En 1991, c'est un projet de réforme du statut d'objecteur de conscience qui est cette fois présenté au Parlement. Il s'agit de pouvoir constituer un véritable corps de défense non-violente. Le projet de loi organisait la formation de 20 000 objecteurs de conscience par an avec 500 formateurs. Contre tous les pronostics, le projet est approuvé par la Chambre des Députés en juillet

⁹⁰ Andreus Butkevicius, cité dans *Nonviolent Sanctions, News from the Albert Einstein Institution, Volume III Number 2, Automne 1991, p. 1*

⁹¹ Andreus Butkevicius, cité dans *Nonviolent Sanctions, News from the Albert Einstein Institution, Volume III Number 2, Automne 1993/Hiver 1994, p. 11*

⁹² Olgerts Eglitis, *Nonviolent Action in the Latvia, Monograph 5, The Albert Einstein Institution, Cambridge, MA-USA, 1990*

⁹³ *Non-violence actualité, 1989*

91 et par le Sénat en janvier 92. Finalement, c'est le Président de la République qui met son veto au projet, justifiant son refus par la peur de perdre son autorité en cas de guerre⁹⁴.

En Asie

Depuis quelques années, l'Asie s'ouvre également à la DAC. En novembre 92, Gene Sharp donne une conférence devant les officiers de l'École de commandement *Thaïlandaise* sur l'utilisation de la DAC pour vaincre les coups d'Etat. Il intervient également devant la Commission des Affaires parlementaires de la Chambre Thaïlandaise afin d'expliquer les voies législatives envisageables pour promouvoir la DAC. En 1993, le gouvernement *birman* en exil vient au complet à Harvard suivre un séminaire de formation à la DAC. En décembre 94, Gene Sharp donne une série de neuf conférences à *Taiwan* sur la DAC, dont une à l'École de guerre de l'université de la défense nationale. Une audition a lieu au Parlement sur le sujet, avec la participation de militaires et d'élus de tous les partis. Il est particulièrement significatif qu'un pays comme Taiwan, réputé pour la force de son armée, s'intéresse au plus haut niveau à la DAC.

Les enseignements de l'Histoire

LA DAC DEVIENT AUJOURD'HUI UN CONCEPT SOLIDE ET CRÉDIBLE.

A ce point de nos observations, telle est la première des conclusions qui peuvent être dégagées. Il ne s'agit plus seulement d'une idée, d'une hypothèse d'école ou d'un projet lancé par quelques militants éclairés. Ce constat s'appuie sur plusieurs observations.

Dans la pratique

Remarquons d'abord que ces luttes se sont produites aussi bien sous forme de résistances intérieures contre un régime dictatorial (Tien An Men 89, Union soviétique 91), que contre un envahisseur extérieur (Tibet, Kosovo, Tchécoslovaquie...).

Ensuite, la multiplication des exemples de résistances civiles nationales, notamment au cours des dernières années, confirme de manière définitive qu'il est possible de vaincre de manière non-violente un agresseur violent. Certaines de ces luttes ont été couronnées de succès, d'autres ont été des échecs, d'autres enfin se sont soldées par des résultats mitigés, mais elles sont devenues une réalité historique, au même titre que les formes violentes de résolution des conflits. "La lutte non-violente de masse existe, elle est donc possible", dit Gene Sharp.

Observons surtout que les processus de résistances civiles sans armes se sont développés un peu partout et sous la pression des faits, comme si le phénomène était le fruit d'une culture contemporaine indifférente aux frontières. Il s'agit d'un phénomène de fond.

De même, des pays sans tradition démocratique (Madagascar, Chine, Algérie...) les ont mises en œuvre, alors même qu'on pouvait penser qu'il ne s'agissait là que de méthodes évoluées liées à la démocratisation. Certes il ne s'agissait pas encore de processus préparés. Ceux-ci exigent un minimum de vie démocratique.

Une progression des formes simples aux plus complexes s'observe aussi dans le temps : désobéissance civile certainement ancienne mais conceptualisée par Thoreau à partir de 1840 ; grèves se développant avec l'industrialisation et dont le droit n'apparaît vraiment en France qu'en 1946 ; résistances civiles qui, après quelques prototypes fin 19^e siècle et en première partie du 20^e, s'étendent et deviennent parfois des résistances civiles de masse ou nationales.

La notion de préparation apparaît, bien que très modeste, dans les résistances civiles de Gandhi, dans l'extraordinaire révolution des Philippines en 1986 et dans quelques autres; rien de commun encore avec le volume et la forme de préparation recommandés par les chercheurs.

⁹⁴ Antonino Drago, "Le projet Italien pour la défense populaire non-violente", dans *Alternatives Non-violentes N° 87 : Actes du colloque de l'Arche de La Fraternité "Défense et citoyenneté en Europe"*, Paris - La Défense 1993

La reconnaissance institutionnelle émerge sous deux formes : d'une part lorsque l'Etat lui-même lance l'appel à la mobilisation non-violente. Ce fut le cas notamment pour le putsch de Kapp en 1920, la défense de la Ruhr en 1923, le putsch des généraux d'Alger en 1961, la Tchécoslovaquie en 1968, la résistance des pays baltes en 1991, et le putsch de Moscou en 1991. Tous ces exemples ont été des succès, sauf celui de la Tchécoslovaquie qui échoua après avoir frôlé la réussite.

Ainsi les résistances civiles nationales se rapprochent de la DAC. D'autre part, l'Autriche, la Suède et les pays baltes ont retenu des éléments de la DAC dans leur système global de Défense nationale. De plus, certains pays ont lancé des programmes officiels d'investigation et de recherche sur le sujet. Les résultats de ces études ont souvent été accueillis de manière positive par des responsables politiques et militaires de premier plan. On assiste à une nette institutionnalisation de la recherche.

Enfin la DAC acquiert peu à peu ses lettres de noblesse dans le concert de la stratégie mondiale. Elle est l'aboutissement d'un processus de résistances en expansion continue en quantité mais aussi en qualité, vers des formes plus institutionnalisées, concernant des ensembles plus vastes et des populations de mieux en mieux préparées.

Dans la théorie

Le concept de défense n'est plus seulement un phénomène historique observable, il entre dans les schémas rationnels des sciences humaines. Les bases théoriques ont été bien analysées, notamment par Gene Sharp. Cela permet de comprendre les mécanismes humains étonnants qui permettent à des populations sans armes de vaincre des pouvoirs puissants, armés et violents, de comprendre la nature du pouvoir, ses racines, ses points faibles, et les processus opérationnels qui permettent de le contrecarrer ou de l'anéantir. Bref, la théorie de la DAC est maintenant cohérente et recoupe de manière étroite l'analyse historique. Le concept lui-même est resté stable au cours du temps, même s'il s'est construit progressivement. Les intuitions des premiers penseurs et fondateurs restent valables.

Au delà du progrès humain qu'elles représentent, les méthodes de lutte sont performantes à de nombreux points de vue : efficacité, atteinte des objectifs, capacité de dissuasion, non-destruction, renforcement de la démocratie et des institutions, cohérence entre la fin et les moyens.

Le discours, lui, a évolué. Il y a maintenant consensus entre les penseurs sur le rôle central de l'Etat dans ces processus. De même, les chercheurs s'accordent pour dire qu'il n'est pas nécessaire de refuser la force armée pour promouvoir la force civile. La préparation des deux formes de défense peut se mener conjointement, tandis que leur application ne peut se faire au même moment dans le même espace. La DAC est une stratégie en option.

La recherche s'est structurée et professionnalisée. Elle a fait de grands pas dans les stratégies, les techniques de lutte et l'appréhension des caractéristiques organisationnelles de la DAC. Les chercheurs ont également mis en évidence les atouts et les faiblesses de cette nouvelle forme de défense, ainsi que les pays, scénarios et situations qui lui sont plus particulièrement adaptés. Bref, même s'il reste beaucoup à faire et si de nombreuses questions sont encore sans réponse, il y a consensus dans la communauté des chercheurs et experts pour dire que la DAC repose aujourd'hui sur des fondements théoriques sérieux et cohérents.

Un dialogue continu entre théorie et pratique

La force de l'idée de DAC réside dans son mode de développement : elle est le fruit d'un dialogue continu entre théorie et pratique et, depuis l'origine, les deux voies de progrès ont été indissociables.

Suivant le conseil de Liddell Hart, les chercheurs ont largement mis l'accent sur l'étude des exemples historiques. La théorie a donc été entièrement bâtie à partir de l'expérience du terrain. Toujours proche des réalités, la recherche a pu ainsi échapper à la tentation de modèles théoriques complexes et inapplicables. Grâce à la multiplication des exemples historiques, les chercheurs disposent d'un vivier d'informations qui s'enrichit perpétuellement et qui leur permet de confronter, presque en temps réel, leurs hypothèses au vécu du terrain.

D'autre part, si les premières expériences historiques ont été spontanées et improvisées, les récents événements montrent une nette évolution à travers la diffusion de plus en plus large des connaissances théoriques sur les stratégies de lutte non-violentes. Les ouvrages de Gene Sharp

ont été notamment traduits en plus de 20 langues. Le soulèvement des Philippines est largement préparé avec l'aide de Jean Goss, spécialiste réputé de l'action non-violente. Dans les années 80, que ce soit en Pologne, en Allemagne de l'Est, en Chine ou dans les pays baltes, les responsables des mouvements de résistance choisissent et planifient les actions en se servant des diffusions clandestines des écrits des chercheurs occidentaux comme Gene Sharp, Theodor Ebert ou Jean-Marie Muller, sans que ceux-ci soient d'ailleurs toujours au courant. C'est le cas par exemple en Pologne de la traduction du livre de Jean-Marie Muller "Stratégie de l'Action Non-violente", largement utilisée par le mouvement Solidarnosc⁹⁵. Cette évolution est très importante car elle signifie que les travaux des chercheurs sont utiles et utilisés. On peut même dire qu'ils influencent le cours de l'histoire et qu'ils contribuent à accélérer le mouvement de recours à l'action non-violente. Preuve en est que les chercheurs sont de plus en plus sollicités pour conseiller des mouvements de résistance, ou même des gouvernements dans leurs options stratégiques.

LES VOIES DU PROGRES

Intérêt de l'approche instrumentale

L'analyse du développement de la DAC montre que c'est l'adoption d'une approche instrumentale, et non le maintien d'une position fondamentaliste, qui a permis d'obtenir les avancées concrètes les plus significatives et durables.

Dire que la DAC a besoin d'être portée par un mouvement de promotion pluraliste et non idéologique n'est pas une surprise en soi : il ne s'agit que d'une question de cohérence entre principes fondateurs et moyens de mise en œuvre. En effet, la DAC repose sur la mobilisation et sur la participation de la majorité de la population à des actions massives de non-collaboration et de résistance non-violente. Il est donc clair qu'elle ne peut être l'exclusivité d'un parti ou d'un mouvement idéologique particulier. Dès qu'elle devient un sujet de passion, elle perd sa crédibilité et sa raison d'être.

Cette remarque prend tout son sens dans l'examen des approches retenues dans différents pays et à différents moments pour promouvoir la DAC. Chaque fois qu'elle a été défendue au nom d'un objectif idéologique, elle a paru suspecte, voire dangereuse, à bon nombre de personnes et a rencontré l'hostilité de la plupart des responsables politiques : citons l'exemple de la lutte antimilitariste dans les années 70 en Suède, en Allemagne ou en France. Par contre, chaque fois qu'elle a été promue de façon non partisane et constructive, au nom de ses propres mérites, elle a en général obtenu des avancées significatives auprès des autorités politiques et militaires. En Suède et en France, la DAC a progressé dans les années 80, alors qu'en Allemagne elle continuait à piétiner, engluée dans des querelles philosophiques sans fin.

Cette observation ne diminue en rien le travail considérable effectué par les mouvements non-violents ou pacifistes. Dans bien des pays, ils ont été des précurseurs en matière de DAC. Ils ont souvent conduit les premières recherches, diffusé les premiers écrits et les informations, organisé les colloques et incité les politiques. La conclusion est que la mouvance associative est efficace dans son travail politique mais qu'elle ne doit pas être seule à porter le projet : les deux approches sont finalement complémentaires.

Prudence et sagesse

Le chemin menant à la mise en place de la DAC sera long. Les obstacles sont nombreux. Des étapes intermédiaires et progressives seront nécessaires. Aucun dirigeant ne peut lancer son pays dans une entreprise d'aussi grande envergure sans disposer au préalable de sérieuses garanties. Entre un intérêt de principe et une décision pratique, le pas est grand, c'est du moins ce que les expériences vécues dans divers pays tendent à montrer. Même dans les contextes les plus favorables, le chemin peut s'avérer particulièrement ardu. C'est ainsi que les dirigeants du Congrès National Indien décident en 1942 de ne pas suivre Gandhi dans ses propositions de mise en place d'une armée non-violente. Et pourtant, celui-ci jouit d'un prestige et d'une influence considérables auprès d'eux. De même, si tous les pays scandinaves ont manifesté au plus haut niveau un intérêt pour la DAC, très peu sont allés au delà du stade des études préliminaires. Suède, Pays baltes et Autriche, pays qui sont allés de l'avant, verront se passer de nombreuses années avant que la DAC ne devienne

⁹⁵ Voir *Alternatives Non-violentes* N° 55, printemps 85, p. 41 à 48

opérationnelle. En France, de nombreux responsables politiques et militaires de tous bords ont réagi positivement à la parution du livre "La Dissuasion Civile" et pourtant leurs encouragements à poursuivre la recherche restent aujourd'hui sans suite. En Italie, on voulait former des spécialistes de la DAC : le contenu de la formation prévue était-il suffisamment étudié ?

L'Histoire prouve que la DAC a besoin d'une stratégie de promotion réaliste et progressive pour aboutir. Sauter les étapes, demander aux autorités de décider sur la base d'éléments trop superficiels et incomplets comporte deux risques : non seulement essuyer un refus, mais également discréditer pour longtemps l'idée de DAC. Par ailleurs la recherche théorique n'en est qu'au stade de la faisabilité et des principes. La recherche des processus et moyens en est à ses balbutiements et l'on ne sait pas bien encore comment fonctionnerait la DAC, qui ferait quoi et comment elle se mettrait en place. Il n'est donc pas vain de dire qu'un important travail reste à faire avant d'aller chercher l'adhésion d'un plus large public.

Chapitre III - De l'action civile à la DAC : le point sur les concepts actuels

Pour Liddell Hart, "la perfection de la stratégie consiste à entraîner une décision sans combat sérieux [...] l'objectif de la stratégie, c'est la dislocation [...] Dans la sphère physique, elle s'obtient par le changement de front ; la division des forces ; la mise en danger du ravitaillement, la menace sur les routes de retraite en cas de besoin. Dans le domaine psychologique, la dislocation résulte de l'impression que font sur l'esprit du chef les effets physiques énumérés. Cette impression est fortement accentuée s'il se rend compte brusquement qu'il est en état d'infériorité et s'il se sent incapable de s'opposer au mouvement de l'ennemi. La dislocation psychologique découle fondamentalement de cette impression d'être pris au piège. C'est la raison pour laquelle elle a si fréquemment découlé d'une action physique sur les forces arrières de l'ennemi. [...] Celui qui dirige est beaucoup plus sensible à toute menace arrière..." (Stratégie, Londres 1960)

Avant d'aborder des questions exigeantes, nous devons éclaircir trois notions que nous allons largement utiliser : en premier lieu celle d'*action civile* qui est le pivot de toutes les luttes civiles, ensuite celle de *résistances civiles* qui représente le socle historique et expérimental de nos travaux, et enfin celle de DAC, forme la plus aboutie des résistances pouvant être prise en considération pour la défense nationale. Nous n'entrerons pas dans les explications sur le fond et les mécanismes qui permettent à une population de vaincre un adversaire armé, puissant et organisé car cela nous éloignerait de notre sujet. Elles se trouvent dans "La guerre civilisée", livre cité dans l'introduction.

L'action civile

Il est intéressant de préciser le concept d'action civile pour deux raisons : d'abord parce qu'il est le point commun de toutes les formes civiles de résistances, ensuite parce qu'il permet de se poser des questions de manière plus neutre, moins mêlée à l'histoire et à ses cas particuliers. Qu'est-ce que l'action civile ? Quelles sont ses formes et caractéristiques ?

Pour une expression destinée à un large public, il peut-être préférable de ne pas imposer de définition et de s'en tenir à ce que peut comprendre tout un chacun. Ainsi, pour l'adjectif "civil", le Larousse indique deux sens qui se complètent : "Qui concerne les citoyens (se dit par opposition à militaire et à religieux) emploi civil ; mariage civil. Qui observe les règles de la bonne société". Dans le langage courant, l'expression "action civile" n'existe pas. On pense à *une action menée par des civils et qui peut avoir un caractère de citoyenneté*. Nous l'avons retenue dans ce sens, *celui d'une forme agissante de participation des civils à la vie de la "cité"*.

Initialement cette expression nous permettait de désigner les actions de résistances civiles telles que grèves, boycotts, manifestations, etc. Elle permettait d'éviter l'expression "action non-violente" à la fois riche de contenu pour les spécialistes mais peu comprise et chargée de connotations. "Action civile" est plus neutre, plus large et peut être comprise au premier degré.

Vis à vis de la défense, elle s'avère particulièrement intéressante par *l'étendue de son domaine* qui va des actions de résistance rassemblant des millions de personnes aux actions les plus anodines de la vie courante comme porter un œillet à la boutonnière, signer une pétition, parler à la radio d'une cause que l'on défend ; il suffit de considérer la variété des actions menées par les civils dans un conflit ou dans une guerre où, tout acte civil, aussi habituel soit-il, peut favoriser la résolution du conflit. Dans une guerre, des individus peuvent dévier un train par "erreur", ralentir insensiblement leur production, faire leur travail avec un peu de zèle, manier l'humour contre les excès de pouvoir, travailler pour la Croix-Rouge en vue d'être simplement mieux informé... c'est aussi de l'action civile. Celle-ci ne s'exerce pas que dans les conflits. Ainsi en temps de paix, dans une entreprise, l'action civile aura la forme d'une grève en occident et du port collectif d'un brassard de couleur au Japon. On peut manifester contre une décision politique, envoyer des lettres avec Amnesty international, faire vivre une association, envoyer des camions de vivres dans des secteurs sinistrés et même manifester pour soutenir un gouvernement...

Jean-Marie Domenach disait qu'il y a trois manières de s'exprimer dans une démocratie : le vote, le sondage et la rue. C'est caricatural mais juste s'il entendait par "la rue" toutes formes d'action des citoyens.

Fondamentalement, *l'action civile est un acte*. Elle représente la part la plus vive de la vie citoyenne qui consiste à agir et non plus seulement à écouter, à penser, à discuter, à voter ou à soutenir. Elle marque pour le citoyen le passage à l'action qui traduit pour lui une exigence ressentie d'assurer quelque chose par des faits et non plus des paroles ou des idées.

La réflexion sur ces actes est pleine d'enseignements. Nous n'allons pas la commencer ici mais effleurer des questions et des aperçus de façon à saisir l'intérêt d'approfondissements. Ainsi, quel est leur objectif général (pouvoir, comportement du pouvoir, décision, loi, projet...) ou particulier (survie de la population, protection de personnes ou d'équipements, empêchement ou coercition sur l'adversaire, démoralisation de ses troupes, lutte anti-collaboration, prévention, dissuasion, recherche, renseignement...)? Il peut même s'agir d'opération de communication vers l'agresseur, ou vers la population agressée, ou des pays tiers, ou l'ONU, ou plusieurs d'entre eux... Quels est leur mode d'action? Symbole, défi, refus, humanitaire, collaboration avec des forces de paix... Quelle est leur nature, politique, économique, administrative ou judiciaire? Quel est leur registre, stratégique ou tactique, soutien ou refus? Ce n'est pas neutre. Leur identité est également intéressante : on parlera des manifestations de 1989 en Europe de l'Est, de la Marche du Sel en Inde, du boycottage des autobus de Montgomery (Alabama)...

Dans un second temps, on peut affiner la représentation, on peut trouver des points communs à celles qui ont été menées par une personnalité, à celles qui ont été initiées par un pouvoir ou par des syndicats ou des Eglises... On pourrait établir une typologie des actions en fonction des types de population agissante, ou en fonction de leur étalement dans le temps, ou de leur type de localisation, ou de leur intensité. On pourrait réfléchir sur les degrés de coercition, sur les seuils d'efficacité, sur les difficultés: des actions faciles peuvent avoir des effets importants et inversement, ce qui permet d'optimiser les actes par rapport à un but et d'intégrer cela dans les choix stratégiques... Il y a aussi le champ des coûts, directs ou indirects, les profits induits dans l'économie, les coûts humains... Il faut même connaître dans ces actions les effets en retour, les risques de sanctions, les limites à ne pas dépasser, les effets d'emballement, les seuils de motivation sur les non-acteurs qui sont souvent l'enjeu majeur des guerres, la rapidité des effets (certains n'apparaissent qu'à long terme), et tout le champ des contraintes, la préparation, la formation, la spécialisation, les domaines rédhibitoires (incompatibilité de certaines formes d'action avec certaines situations, ou au contraire domaines d'efficacité privilégiés) etc.

Cette liste peut se développer... A peine esquissée, elle donne un aperçu de la richesse du concept et de ses nombreuses possibilités pour l'étude des conflits.

Parmi ces formes, qui toutes jouent un rôle, il convient de s'intéresser d'abord à celles qui exercent une pression sur l'adversaire et feront basculer son pouvoir ou ses décisions ; de la même manière que dans les guerres, on étudie en premier lieu le travail des combattants avant de concevoir l'énorme logistique qui, sur les arrières, s'adaptera pour permettre aux combattants d'opérer. C'est l'action civile dans la lutte dont voici quelques caractéristiques.

Souvent appelée *action non-violente*, elle s'appuie sur un esprit et sur des méthodes. Un large acquis de réflexion, de sciences humaines, d'expérience et de savoir-faire en forme le fondement⁹⁶. Citons par exemple la connaissance des relations de pouvoir, objet de nombreux travaux au XX^e siècle.

Elle a pour première caractéristique d'opérer *sans violence*. Elle est de nature civile et non militaire. Elle sous-tend aussi un aspect civilisé ou citoyen.

Elle est pourtant un *moyen de force* en ce sens qu'elle oblige le pouvoir, elle le force à agir contre sa volonté. Elle joue alors un rôle intermédiaire entre la négociation et l'affrontement violent. Elle est déjà un moyen de force, mais pas encore violent. Ce double caractère est essentiel.

⁹⁶ *La non-violence de C. Mellon et Jacques Sémelin, PUF, col. Que sais-je, 1994*
L'action non-violente, Guide théorique et pratique, NVA, Montargis 1985

Cependant l'usage de la force, même non violente, est toujours problématique. Oublier que l'action non-violente peut agir par la force est une faute fréquente dont la contrepartie est lourde de conséquences. Toute force produit sa contre-force. Le chef d'entreprise qui abuse de son pouvoir crée à son insu une réaction qui peut se traduire par des ralentissements ou des grèves. A l'inverse, un excès de grèves peut créer chez les dirigeants un contre-effet de rancœur ou d'hostilité néfaste à la collectivité. C'est pourquoi, quelle que soit sa justification, l'action civile ne doit être utilisée qu'après épuisement de toutes les autres méthodes non militaires (dialogue, négociation, patience...). Il faut aussi prévoir les effets secondaires qu'elle ne manquera pas de produire en retour.

Ensuite, il convient de distinguer l'action de force qui s'inscrit dans un cadre légal et celle qui en sort. Une manifestation d'un million de personnes force un gouvernement à l'action de manière fort légitime, par contre le blocage des routes et de toute l'économie d'un pays par des routiers, même s'il est admis et dispose du soutien de la population, est illégal. La force utilisée est d'une autre nature que celle du premier cas. A côté des formes légales comme les grèves et boycotts et autres formes de non-coopération, d'autres ne le sont pas, soit par vide juridique (grèves du zèle), soit par transgression des lois (occupations d'usines), il s'agit alors de désobéissance civile, soit même de sabotage ce qui, à l'évidence, pose de graves questions. Les lois diffèrent évidemment selon les pays : ainsi la grève dans les services publics n'est pas autorisée en Allemagne. Il n'est pas neutre de repérer le changement de niveau dans l'action de force, que représente le passage aux formes non légales. Il existe une large gradation dans la gravité des désobéissances et des sabotages. Ils appellent des justifications d'un ordre nécessairement supérieur⁹⁷. Cela n'est pas aperçu par tous les acteurs de l'action non-violente qui décident souvent d'eux-même de leur bon droit. Pour d'autres, le problème est bien vu, mais la justification s'apprécie de manière variable. Clause de conscience ? Gravité de situation ? Caractère collectif de la revendication ? Légitimité de l'objectif ? Non-violence des moyens ? Ou toutes ces choses réunies ? Il s'agit d'une soupape de sécurité nécessaire au fonctionnement démocratique pour pallier les imperfections des pouvoirs. Ses résultats sont positifs, mais comportent aussi des effets négatifs, comme ceux des pompiers qui, pour sauver un quartier inondent tous les immeubles. Il y a là tout un champ d'approfondissement que peu de citoyens ont déjà exploré malgré l'usage de plus en plus fréquent de la désobéissance dans les démocraties. Comme convenu, nous ne développerons pas plus le sujet. Remarquons cependant que la désobéissance est souvent mieux perçue dans la population que le sabotage ce qui limite l'usage de ce dernier.

Le choix d'une action civile revêt une importance particulière car il désigne fortement l'objectif. Par exemple, un concert de casseroles, rythme un slogan pour mettre l'accent sur un point précis. Une grève générale et nationale met en cause le gouvernement. Ainsi une action civile peut viser de manière chirurgicale des points faibles et constituer l'élément crucial d'une stratégie. Cela permet de centrer le conflit sur son objet au lieu de le déplacer sur la violence.

La contrainte s'exerce sous de nombreuses formes : blocage d'un fonctionnement, démonstration du nombre et de la détermination des acteurs (dissuasion), sollicitation de l'opinion publique qui, provoquée, prend parti et peut apporter son soutien aux acteurs civils (ou se retourner contre eux comme dans le cas d'une grève du métro), actes symboliques de défi au pouvoir. Les actions peuvent être faites de non-collaboration, de non-coopération, de refus ou de petites non-actions invisibles, insidieuses et nombreuses. Un gouvernant est contraint lorsque les gouvernés sont en situation de refus.

L'opinion publique est déterminante vis-à-vis de l'efficacité. L'importance de la gêne ou du blocage occasionné n'est pas forcément le facteur de réussite et ne joue souvent que pour attirer l'attention. Le soutien de l'opinion est le critère final d'efficacité dans les démocraties, ou du moins dans les pays où cette opinion a un rapport avec le pouvoir. Les chances de réussite augmentent donc avec la qualité de la préparation par rapport à l'opinion publique, la qualité de la communication et des porte-parole, l'accompagnement médiatique.

L'efficacité est aussi liée au bien-fondé de la cause, à la gravité de la situation, à la détermination des acteurs, à leur nombre, à la faiblesse du pouvoir mis en cause et de ses soutiens, à la qualité des personnalités qui participent à la lutte, à leur compétence et à la qualité de leur information,

⁹⁷ *La non-violence de C. Mellon et Jacques Sémelin, PUF, col. Que sais-je, 1994*

aux choix stratégiques concernant les formes d'action (lieu, calendrier, moyens...) et à bien d'autres facteurs encore...

La liberté d'agir laissée aux acteurs donne toute leur force aux actions civiles. Chacun des pouvoirs protagonistes influence les indécis par de nombreux moyens, intéressants à étudier. Le but est de pouvoir faire état du plus grand nombre et de la plus forte volonté de vaincre. On imagine les pressions sur l'information.

Les actions civiles sont souvent collectives. Ce caractère collectif exige *une maîtrise* particulière que les responsables sont obligés d'acquérir pour éviter les dérives et pour en assurer la crédibilité. L'action civile nécessite une formation plus ou moins poussée selon le rôle de chacun. Il existe dans diverses associations de véritables compétences en la matière. Par exemple, on apprend à choisir une action et à la mener de bout en bout en fonction de son intérêt médiatique, etc. L'action civile de combat est enseignée et comporte de nombreux spécialistes. Pourtant la maîtrise n'est pas suffisante lorsque l'action civile se développe spontanément. Elle exige une structure responsable et expérimentée ainsi que des moyens.

L'action civile comporte de nombreux *effets secondaires*, comme parfois le renforcement de la détermination du groupe acteur, le renforcement de ses effectifs, la prise de conscience de la population non participante, le renforcement de la combativité de l'adversaire. Ainsi le but atteint n'est-il pas toujours le but visé.

Elle est même parfois un *outil de manipulation* des acteurs ou de la population, voire du pouvoir lorsque le véritable but n'est pas révélé.

L'esprit de citoyenneté est une caractéristique assez générale des acteurs. Cependant, le désintéressement mis en avant dans certaines actions civiles peut cacher des fins corporatistes (grève des camionneurs en 92 contre le permis à points) ou des causes discutables (boycott des élections par les Khmers rouges en 93).

Liée à la liberté de penser et de s'associer, l'action civile est un moyen indissociable de la démocratie, où elle joue le rôle de *soupape de sûreté* face aux dysfonctionnements ou aux erreurs du pouvoir, donnant aux citoyens le moyen de s'exprimer quand les élections ne suffisent pas et permettant alors de prévenir des situations encore plus graves.

L'action civile n'est en elle-même *ni bonne ni mauvaise*. Elle est un moyen et un outil, elle est donc neutre. Ce sont les hommes, leur manière de la comprendre et de la mettre en œuvre, qui en font un outil de progrès ou de régression. Ainsi dira-t-on que telle action est bonne ou mauvaise en fonction de son but, de ses effets et aussi des moyens employés.

Qu'on l'aime ou non, elle existe. Les pouvoirs démocratiques sont sensibles à l'action civile, surtout quand celle-ci mobilise des effectifs importants ou obtient le soutien de la majorité. Elle fait partie de la vie démocratique et se développe en même temps. Dans les pays non démocratiques, elle existe parfois sous des formes moins agressives pour le pouvoir et plus risquées pour les acteurs. Les actions civiles y sont interdites ou réprimées. La population accumule alors des revendications inassouvies. Telle une chaudière sans soupape de sûreté, elle peut exploser sous des formes très puissantes.

La résistance civile : des exemples

La recherche d'une définition rigoureuse des résistances civiles n'est pas dans nos intentions. Puisqu'elles existent, l'histoire inscrit leur définition dans les faits. C'est pourquoi nous nous en tiendrons à une approche minimaliste : c'est une lutte collective, sans armes, menée par certains acteurs de la société civile et de l'Etat, contre un adversaire disposant de la force armée et pratiquant la violence pour exercer son pouvoir. *Il s'agit d'un ensemble d'actions civiles*, spontanées, étalées dans le temps, coordonnées dans un but, contre un pouvoir ou un fait du pouvoir.

Voici quelques exemples à ajouter aux résistances civiles citées précédemment, de la seconde guerre mondiale et du Printemps de Prague. Dans ces deux cas, il s'agissait d'un agresseur extérieur. Dans celui qui va suivre (Allemagne 1923) également. Puis nous verrons deux cas d'usurpation

interne (Putsch d'Alger, Philippines) et un autre, de lutte pour l'indépendance (Intifada). Il en faudrait d'autres pour évoquer la variété des formes et des situations de résistance.

Sans en trahir l'esprit, nous les présentons de manière très résumée⁹⁸. Les réalités sont plus complexes et ont été l'objet par ailleurs de nombreuses études.

Résistance civile des Allemands dans la Ruhr en 1923

Le 11 janvier 1923, les troupes françaises et belges pénètrent dans la Ruhr de façon à assurer le paiement des dommages de la guerre de 1914-1918. La Ruhr servira de gage. En trame de fond, il s'agit d'empêcher la reconstitution de la puissance allemande en séparant la Rhénanie de l'Allemagne.

L'émotion dans le pays est vive et beaucoup se dressent contre cette occupation, d'autant que la situation économique est au plus bas. Certains conseillent de ne pas livrer de charbon, d'acier et autres produits aux envahisseurs et de les gêner au maximum dans leur mission. Les syndicats et le gouvernement prennent parti pour cette stratégie et déclenchent ainsi un vaste mouvement de résistance. Les actes de défi, de non-coopération, de désobéissance aux occupants deviennent nombreux. Le charbon n'est pas extrait des mines, n'est pas livré ou n'arrive pas à destination; les trains ne fonctionnent pas, les rails sont démontés; les erreurs s'additionnent, les occupants ne trouvent pas de produits dans le commerce, les appels à la résistance se multiplient sous forme de tracts, d'affiches, de journaux interdits; les grèves et les manifestations n'en finissent plus, la police collabore avec la population, les occupants sont ridiculisés.

Les troupes d'occupation réagissent violemment et systématiquement par des emprisonnements, des sanctions lourdes, des expulsions, des saisies de biens, des amendes. On impose un grand nombre de règlements, censures et contrôles de toutes sortes. On décrète l'état de siège, le couvre-feu et des interdictions de circuler. Les tribunaux sont engorgés, les prisons également : on ne peut emprisonner tout le monde. On libère des voleurs et des assassins. Délations et vengeances rendent l'atmosphère irrespirable. La nourriture manque de plus en plus. La famine et la maladie se développent en même temps que l'inflation, le chômage, la pauvreté.

Le 26 septembre, le gouvernement allemand décide l'arrêt du mouvement. Des Français et des Belges dénoncent les méthodes employées par leurs militaires. Après des négociations complexes, la dette est échelonnée et finalement les occupants se retirent progressivement. Personne n'a vraiment gagné, mais l'objectif de la France concernant le détachement de la Rhénanie n'est pas atteint. C'était l'essentiel pour les Allemands qui retrouvent aussi leur liberté.

Résistance civile des Français au Putsch d'Alger en 1961

Lorsque quatre généraux prennent le pouvoir à Alger, les militaires restent peu nombreux sur le territoire métropolitain et, pour Paris, ils ne sont pas fiables. L'idée d'Algérie française soulève les passions. Les partis et syndicats annoncent leur opposition au putsch. Le gouvernement français, ne pouvant résister au coup d'Etat qui s'annonce, se trouve en position délicate. Après une période d'hésitation et de doute, le général de Gaulle fait appel par radio au peuple français, lui demandant de défier les putschistes et de leur désobéir : "Au nom de la France, j'ordonne que tous les moyens, je dis bien tous les moyens, soient employés pour barrer la route à ces hommes là, en attendant de les réduire. J'interdis à tout Français, et d'abord à tout soldat, d'exécuter un seul de leurs ordres." Craignant une attaque par voie aérienne, Michel Debré, premier ministre, ferme les aérodromes le soir même et demande par radio à la population d'aller convaincre les soldats qui pourraient atterrir de se rallier au gouvernement légitime. Le discours de De Gaulle est entendu en Algérie, et largement reproduit et distribué. La résistance se renforce d'heure en heure. De nombreux militaires, notamment parmi les appelés, refusent d'obéir aux ordres ou de les retransmettre. Des avions ne peuvent décoller pour des raisons techniques, d'autres quittent l'Algérie. Le lendemain, dix millions de travailleurs prennent part à une grève symbolique. De nombreux élus et fonctionnaires participent en cachant des documents, en retardant des dossiers ou en quittant leur poste. Beaucoup d'officiers attendent que le vent tourne avant de donner des ordres. La police d'Alger se rallie au gouvernement.

⁹⁸ Extraits de : "Résistances civiles, Les leçons de l'Histoire", NVA, Montargis 1989 - "La Guerre civilisée" déjà cité - "ANV", 13122 Ventabren

De Gaulle ordonne l'usage des armes contre les rebelles, mais cela ne s'avère pas utile, les putschistes capitulent ouvrant définitivement le chemin à l'indépendance de l'Algérie.

Résistance civile des Philippins en 1986

Ferdinand Marcos, au pouvoir aux Philippines depuis 1965, s'y maintenait par la force et la dictature en dépit d'une situation économique de plus en plus dramatique. Dans ce pays très catholique, l'Eglise dénonce le régime à partir de juillet 1982. Durant l'été 1983, l'assassinat du remplaçant virtuel de Marcos, Ninoy Aquino, sert de détonateur à l'opposition démocratique. Elle se structure et se forme aux techniques d'actions civiles sous l'impulsion de l'Eglise et de l'évêque Francisco Claver. Le mouvement "Namfrel" se fixe pour but d'empêcher et de limiter la fraude électorale, mobilisant 500 000 volontaires pour surveiller les bureaux de vote, protéger les urnes, vérifier les calculs.

De fait, Cory Aquino, la veuve du leader de l'opposition gagne les élections présidentielles le 7 février 1986 mais la fraude permet à Marcos de se déclarer vainqueur et de conserver le pouvoir avec l'appui de l'armée. 30 employés démissionnent parce qu'on leur fait enregistrer de faux chiffres de vote. Le Namfrel confirme la fraude. Une résistance civile s'étend dès lors. Un évêque reconnaît la présidente élue, l'Eglise répand la nouvelle de la fraude et dénonce les violences. Cory Aquino s'adressant à un million de personnes habillées de jaune en symbole d'opposition, lance des grèves, des manifestations, des refus de payer les factures d'eau et d'électricité et donne rendez-vous sur une station de radio libre. Le 22 février 1986, le général Ramos, chef d'état major, et Ponce Enrile, ministre de la Défense, déclarent qu'ils obéiront à la gagnante du scrutin et prennent position avec d'autres dans une caserne de Manille. Le cardinal Sin, chef de l'Eglise catholique, demande par radio à la population de protéger les dissidents de l'assaut des troupes gouvernementales.

Des dizaines de milliers de personnes viennent donc manifester à l'endroit où, justement, les chars doivent passer pour attaquer les troupes de Ramos. La foule forme barrage et ne se laisse pas intimider par les canons prêts à tirer. Des jeunes filles offrent des fleurs aux soldats, des gens prient, des religieuses se couchent devant les tanks. Après des phases de tension cruciales, ceux-ci se retirent. D'autres troupes, plus résolues sont envoyées sur place, mais le nombre de manifestants est passé à deux millions. Les mêmes scènes de formidable tension se reproduisent. Les soldats refusent finalement d'attaquer. Le 25 février, le général Ver demande alors de faire donner l'artillerie contre la foule. Mais Marcos refuse, sachant que s'il donne l'ordre d'un tel carnage, il ne sera plus soutenu par les Etats-Unis. Après quelques dernières péripéties, il prend la fuite.

L'Intifada en Palestine en 1988

Avant le début du "soulèvement" (Intifada en langue arabe), les Palestiniens avaient plutôt l'image de terroristes. Leurs actions meurtrières les condamnaient auprès d'une grande partie de la communauté internationale. Six années de résistance civile ont permis de remonter la pente et d'aboutir aux accords de Washington le 13 septembre 1993. Les Palestiniens ont incontestablement renforcé leur position durant cette période. Ils ont alors pu négocier en meilleure posture.

Plutôt que de décrire l'ensemble du mouvement nous allons jeter un coup de projecteur sur une courte phase, significative du processus adopté. Le "Centre palestinien pour l'étude de la non-violence" a recensé toutes les formes d'action préconisées par le commandement unifié de l'Intifada pendant les premiers mois de 1988. Elles sont centrées sur deux thèmes : la résistance à l'occupation par la désobéissance civile et la mise en place d'institutions. Dans dix-sept tracts, cent soixante trois appels sont lancés. Ces appels concernent 32 grèves (pour marquer une fête palestinienne, un événement grave, manifester un refus total des mesures prises par les Israéliens...), 17 soutiens (par des visites, des dons, des aides au travail...), 14 manifestations et marches, 11 prières et jeûnes. Il y en a 9 pour des créations d'institutions remplaçant des structures israéliennes, 8 pour hisser des drapeaux palestiniens ou noirs, et 8 pour des jets de pierres ou de bouteilles d'essence (les seules manifestations violentes). On trouve ensuite des appels pour 8 refus collectifs de paiement de taxes israéliennes, 8 boycotts de produits israéliens et incitations au développement de produits palestiniens, 7 boycotts du travail sur les chantiers et colonies israéliens, 7 démissions de Palestiniens occupant des postes dans l'administration, 7 envois d'enfants dans les écoles malgré leur fermeture, 4 condamnations de l'occupation par des écrits (journaux, murs), des pétitions et des slogans. Viennent enfin des appels d'opportunité qui concernent 3 refus de coopérer avec les autorités d'occupation, 2 funérailles symboliques, 2 appels à faire sonner les cloches, 2 refus de payer des amendes (pour les accusés de manifester ou de participer au

soulèvement), 2 violations de couvre-feu, 2 opérations de bannissements des traîtres collaborant avec les Israéliens, 2 barricades sur les routes des colonies, 2 manifestations à la fin des offices musulmans et chrétiens, 1 opération de peinture sur des avis rédigés en hébreu, 1 opération de deuil général, 1 annulation de fête, 1 boycott d'achat de journaux, 1 hommage aux tués durant l'Intifada en disposant un peu partout leurs portraits et 1 appel à ignorer les rumeurs propagées par des faux tracts du commandement palestinien.

Cette présentation de l'Intifada est évidemment simplifiée. Elle ne rend pas compte de la complexité de la lutte et des réactions de l'adversaire dont l'intensité met aussi les palestiniens à rude épreuve.

En mars 1988, après avoir tâtonné quelques mois dans leur méthode de répression, les autorités israéliennes mettent en œuvre un vaste plan destiné à briser l'Intifada. Ce plan comporte deux éléments essentiels : une répression contre la communauté palestinienne dans son ensemble et la recherche de moyens propres à démoraliser les Palestiniens et à créer des frictions entre eux

Mais ce plan obtient des effets inverses de ceux escomptés. Voici, selon Daoud Kuttab, journaliste palestinien, les résultats obtenus, à la fois par l'Intifada et par les mesures de répression : les contrôles et harcèlements quotidiens des Palestiniens, dans les transports et au travail, ont pour effet de les mettre en colère et de renforcer leur détermination. Ils doivent inventer des moyens de contourner les pressions israéliennes. Cela les amène à créer une économie domestique (jardins, poules, cuisson du pain, artisanat et activités pratiques communes...) qui augmente leur indépendance et leur sentiment de liberté. Des écoles locales sont créées dans les clubs, les églises, les mosquées... les enfants apprennent pour la première fois et tout le système d'éducation est repensé, base d'une autonomie nouvelle. Cela a pour résultat de créer des liens sans précédent entre les Palestiniens des territoires occupés et ceux d'Israël, de manifester publiquement l'opposition de 1,5 million de Palestiniens de Gaza et de Cisjordanie. Cela renverse la tendance à l'annexion rampante en poussant les Palestiniens à construire leur propre infrastructure économique. Cela met un coup d'arrêt aux velléités jordaniennes de représenter les Palestiniens dans les processus de négociation. Ainsi se consolide le rôle de l'OLP comme unique représentant légitime du peuple palestinien. Ainsi se renforcent les liens entre les Palestiniens des zones occupées et leurs représentants à l'extérieur, sur des bases plus saines. Ajoutons à cela la prise de conscience, additionnée de fierté, de l'identité nationale palestinienne, la mise en lumière de la brutalité israélienne aux yeux de la communauté internationale, la mise en évidence des objectifs de lutte des Palestiniens, jusque là toujours occultés par le terrorisme et la guerre, la création d'une image positive des Palestiniens dans le monde et le renforcement de leur détermination.

Remarques

Ces exemples, ainsi que ceux, décrits aux chapitres précédents, sur la résistance aux nazis et sur le Printemps de Prague, permettent quelques constats : dans la plupart des cas une large population est engagée ; quand ce n'est pas le cas (grèves de la faim de Gandhi, folles de la place de mai...), c'est l'opinion publique qui est en jeu. Nous avons touché du doigt l'importance de l'engagement de certaines structures de l'Etat comme la justice et les enseignants (en Norvège), l'administration, la police et l'armée (à Alger et aux Philippines). L'engagement des autorités légitimes s'est illustré en Allemagne en 1923, en Norvège, en France en 1961, en Tchécoslovaquie en 1968 ; et même celui d'un gouvernement provisoire en France en 1940 et en Palestine. Les structures de la société civile sont également évoquées par l'engagement des syndicats (Allemagne 1923, France 1961), des Eglises (Allemagne 1941, Philippines), des associations (enseignants et magistrats norvégiens). Tous ces engagements ont leur poids, souvent déterminant.

Il y aurait beaucoup d'autres cas à citer pour traduire l'extrême variété des situations, leurs particularités et leurs enseignements spécifiques : la résistance de Solidarnosc mettrait en valeur la durée et tout ce qu'elle implique, notamment au niveau des limites à ne pas dépasser ; celle des pays occupés par les nazis, l'efficacité et ses conditions ; celle des femmes Algériennes, la possibilité d'une action en position d'extrême faiblesse ; et celles du Kosovo et du Tibet, très actuelles, poseraient le problème du seuil minimum de pression nécessaire pour atteindre un but ; etc.

D'autres cas montrent l'universalité étonnante de ces résistances comme le renversement des dictatures du Guatemala et du Salvador en 1944 ; les mouvements de 1953 dans la prison de Vorkuta et d'autres camps en URSS ; les grèves de la faim collectives contre la dictature militaire en

Bolivie en 1978 ; des aspects de la révolution iranienne de 1978 et 79 contre le Shah ; la campagne bouddhiste de 1963 contre le gouvernement de Ngo Dinh Diem au Sud-Vietnam et celle de 1966 contre le régime de Saïgon ; la mobilisation du peuple d'Uruguay pour le retour à la démocratie de 1981 à 85, etc.

Dans tous ces exemples nous avons affaire à des situations improvisées ou tout au plus préparées à la hâte sous la pression des événements..

Les réussites, qui forment la majorité des cas cités, ont parfois bénéficié de conjonctions heureuses : ici le charisme d'un leader, là l'effondrement de l'idée communiste dans le monde, ou encore le non-soutien de nations étrangères. Ces faveurs de l'histoire ne se reproduisent pas souvent. La plupart des résistances, au contraire, rencontrent d'énormes difficultés du fait de leur impréparation. C'est ainsi que de nombreux soulèvements pacifiques ont été matés, violemment comme sur la place Tien An Men, ou à l'usure comme au Tibet. Quoi d'étonnant à cela ? Peut-on imaginer ce que serait le résultat de guerres ou d'opérations militaires non préparées ?

La défense par actions civiles

Définition d'un projet

La défense par actions civiles n'est qu'un perfectionnement des résistances civiles qui porte, d'une part, sur la conduite des opérations par l'Etat et, d'autre part, sur l'existence d'une préparation. Les civils y sont dirigés par le pouvoir légitime et coordonnés par les structures de la société civile ; la nation est préparée, organisée et formée à l'avance. Ces deux différences sont essentielles et posent de sérieuses questions dont les réponses apparaîtront progressivement au cours de ce livre.

La DAC, dont nous allons brièvement rappeler les caractéristiques, utilise les mêmes processus de lutte. Si les résistances civiles se caractérisent par leur existence historique, la DAC n'existe pas encore ; du moins pas complètement car certaines résistances s'en approchent. Dans sa forme complète, décrite par les chercheurs, elle reste un projet fondé sur les enseignements de l'histoire des résistances civiles.

Elle est une option stratégique de défense nationale destinée à décourager et à mettre en échec des invasions ou agressions militaires, des coups d'Etat ou des usurpations intérieures. Elle est menée par l'ensemble d'une nation utilisant des méthodes de résistance et des moyens de lutte civils et non armés, contre des forces généralement armées et violentes. La résistance s'appuie sur des méthodes sociales, économiques, politiques et psychologiques. Il s'agit d'actes de contestation, de refus, de non-coopération et d'obstruction, développés à grande échelle.

Dans un cas de référence, par exemple d'occupation militaire étrangère, on peut imaginer que, sous l'impulsion du pouvoir légitime, la majorité de la population se mobilise dans une résistance. L'Etat, le gouvernement, les élus, les institutions et les organisations administratives et sociales, la police et autres forces de l'ordre sont alors engagés avec la population dans un objectif commun. Cela concerne aussi les entreprises, les syndicats, les assemblées territoriales, les associations. C'est dans le cadre de ces organismes, en groupes de concertation, que les civils comprennent les objectifs, les décisions, leur propre rôle et prennent des initiatives. Chaque civil est ainsi impliqué et dirigé.

La forme du combat

La DAC applique sous une forme affinée et développée, adaptée aux problèmes de défense nationale, les techniques du combat non-violent. Bien que non armés, ce sont des moyens de force qui visent à contraindre l'adversaire sous l'effet de la détermination de la population. La force agit par l'intelligence et le bon sens dont est capable un peuple exacerbé pour peu qu'il soit coordonné.

Sur le terrain, il s'agit d'un ensemble plus ou moins nombreux d'actions civiles, mais celles-ci sont largement adaptées aux circonstances particulières : par exemple, en cas d'occupation du territoire par des troupes étrangères, les marchandises destinées à l'agresseur disparaissent, ses appareils tombent en panne, ses ordres ne sont pas suivis, l'occupant manque de courant, d'eau, de téléphone, de courrier, ou de nourriture... Menées par une large partie de la population, y compris souvent une fraction non négligeable de l'administration, des élus et même, si possible, du gouvernement

(la participation des autorités légitimes est de première importance), ces actions fédèrent souvent des organismes, des associations multiples (quartier, paroisse, humanitaire), des syndicats, des entreprises qui offrent leur structure de concertation. Elles plongent l'adversaire dans une fourmilière. Malgré sa puissance, il est submergé par le nombre, il ne peut maîtriser le flot de ces habitants anonymes, anodins, imprévisibles, insaisissables car noyés dans la masse et évitant soigneusement de l'attaquer de front. Les civils qui sont tentés de collaborer avec l'ennemi sont rejetés par tous. Leurs relations de travail, leurs voisins, l'administration, le fisc leur rendent la vie impossible : leur seule issue est de ne plus coopérer. Si un pouvoir collaborateur est mis en place, il est renié par la plus grande partie du pays, ses nouvelles lois ne sont pas appliquées. L'agresseur réagit par la violence, l'intimidation, la terreur, les sanctions exemplaires. La population passe par des phases difficiles. Mais si, moyennant certaines conditions, elle refuse de se soumettre et reste déterminée alors l'adversaire connaît les pires difficultés pour atteindre ses objectifs. En l'absence d'une menace armée, il ne peut justifier sa violence, ses troupes deviennent peu sûres, il doit se retirer.

Les stratégies

Alors que la stratégie militaire évoque celle du porc-épic dissuadant le boa de l'avalier, celles de la DAC évoquent plutôt l'anguille insaisissable : elle n'offre aucune prise à la main qui veut la saisir.

La DAC tire sa force de la population et plus précisément de sa multitude, l'unité stratégique est donc capitale et requiert les plus grands soins. L'improvisation est pleine de dangers. La ligne directrice développée, ou *stratégie générale*, est souvent une combinaison de plusieurs *sous-stratégies* que voici :

Stratégie anti-pouvoir. Le pouvoir politique dépend de l'obéissance des gens mais aussi de leur confiance. Lorsque ceux-ci refusent de coopérer et le manifestent par des actes de défi collectifs, il en est ébranlé car il ne peut plus diriger : il se trouve dans une situation d'inexistence insupportable.

De plus un pouvoir a besoin de s'alimenter pour survivre. Sharp, qui a étudié cela, parle de "sources internes de pouvoir", comme l'autorité, la légitimité, les compétences dont il dispose (par ex. dans l'administration), les moyens matériels (argent, médias...), les moyens de sanction, des facteurs psychologiques ou idéologiques, et surtout l'adhésion de la population, etc. La population civile peut, par des moyens appropriés, s'attaquer à l'une de ces sources ou à plusieurs. Lorsque certaines sont supprimées ou réduites le pouvoir s'affaiblit, se désagrège et enfin se dissout. Tout un champ d'expériences permet de cibler les attaques et d'économiser l'énergie des agressés.

Stratégie anti-objectifs. La plupart du temps un agresseur agit en fonction d'objectifs (pas toujours rationnels) et selon sa propre logique. Qu'ils soient idéologiques, économiques, politiques ou autres, la stratégie est alors de l'empêcher d'atteindre ces objectifs ou de faire en sorte que le coût nécessaire pour les atteindre soit plus élevé que le bénéfice attendu.

Ainsi, si son intention est de faire main-basse sur la puissance industrielle, il s'agit de faire en sorte qu'il ne puisse l'utiliser ou que cela lui demande des efforts disproportionnés : ralentir le travail, créer des pannes, l'obliger à mettre quasiment un soldat derrière chaque civil. Si son objectif est d'imposer un islamisme intolérant, les refus de porter le voile sont lourds de symboles et d'effets concrets lorsque beaucoup de femmes le pratiquent. Si son but est de dominer la société civile, encore faut-il que celle-ci l'accepte. Si l'adversaire envahit le territoire, il est possible de faire en sorte que cela ne lui serve à rien et qu'il se trouve, au contraire, dans une situation intolérable.

Stratégie anti-collaborateurs. Il s'agit de rendre toute collaboration risquée et dangereuse aux yeux de ceux qu'elle pourrait tenter. La collaboration avec l'adversaire devient difficile si la dynamique de la population, qui s'exerce, par exemple, dans les multiples groupes de concertation, est suffisante. Elle devient encore plus difficile à partir d'une stratégie anti-collaboration très précise, fondée sur des dispositions législatives et organisationnelles rigoureuses, préparées en temps de paix. L'attaquant, qui ne peut se passer de l'aide des collaborateurs, s'en trouve réduit à ne plus diriger qui que ce soit. Un pouvoir sans pouvoir réel n'existe plus : en pratique il impose. C'est ce que montre l'histoire des résistances civiles.

Stratégie constructive. Alors que les stratégies précédentes sont contre, celle-ci est pour. Elle consiste à mettre en place des éléments positifs de solution du conflit en même temps qu'on mène le combat contre l'agresseur. Il peut s'agir de programmes de formation, de nouvelles lois ou structures,

de la mise en place d'un gouvernement en exil, d'une administration, de la suppression de ce qui attise le conflit ou en est la cause... Sans ces programmes, la lutte resterait enfermée dans ses refus et ses négations, elle aurait du mal à donner l'image positive indispensable à sa réussite. Elle permet aussi à ceux qui ont des difficultés d'insertion dans la lutte de se mobiliser dans l'œuvre commune. Il s'agit de construire la paix, d'en montrer la voie et l'exemple, ce qui est indispensable pour gagner, pour entretenir la volonté de la population, se rallier une partie des adversaires et construire les bases de l'avenir. Gandhi a illustré cela : il ne s'agit pas seulement de ne pas perdre.

Stratégie non-violente. Elle est l'élément le plus constant de ces formes de lutte. Fondée sur l'éthique, elle évite aussi de détourner l'attention générale sur les violences et contre-violences comme c'est le cas dans les guerres, et laisse de ce fait les adversaires et le public centrés sur le conflit réel. Elle renforce la conviction et la combativité des populations agressées. Elle permet d'obtenir le soutien de l'opinion internationale et même des populations et des soldats de l'agresseur. Elle sape le pouvoir de l'adversaire. Ainsi, porteuse d'efficacité et de résultats, elle devient une arme. Elle est aussi la stratégie qui requiert les plus grands soins pour éviter les dérapages. L'expérience a montré qu'il est possible, avec certaines dispositions, de maintenir dans le mode non-violent une population nombreuse et exacerbée (Tibet, Kosovo et même la Palestine malgré les pierres...). L'Histoire montre aussi que l'usage de la violence par les résistants brise les chances de réussite de la lutte non-violente (Irlande, Algérie...).

Stratégie de communication. Plus encore que dans les guerres classiques où elle a un caractère majeur, elle est ici essentielle puisque l'acteur est le peuple. Ainsi elle vise à renforcer la volonté et l'unité d'action de l'agressé et à réduire celles de l'agresseur. Il faut par exemple un plan de communication pour dénoncer les méfaits de l'adversaire. Il en faut un autre pour ébranler la loyauté de ses troupes et de ses fonctionnaires, pour les pousser à ne pas exécuter les ordres et la répression, voire les amener à se mutiner, il faut développer une information de la population adverse non combattante, etc. Cette stratégie s'adresse aux populations respectives des combattants mais aussi à l'opinion internationale. Elle permet in fine l'effet de "dislocation", résumé par Liddell Hart en tête de ce chapitre, dans lequel l'adversaire acquiert la conviction d'être pris au piège. Elle entraîne des objectifs, hiérarchise les stratégies, détermine des axes de communication, des moyens, une préparation et la formation des civils.

Stratégie de dissuasion. Avant que l'agresseur n'utilise la force, il s'agit de se préparer à la DAC si bien et de manière si ouverte que l'ennemi potentiel, informé de toutes ces dispositions, soit dissuadé d'agresser. Il sait alors que la population est formée et informée, que des actions de propagande ou de manipulation de la population auraient toutes les chances de se retourner contre lui, que l'exercice de sa force militaire le placerait dans un borbier. Il doit composer ou négocier. C'est la "dissuasion civile" qui, comme tout dispositif de défense, représente l'idéal à atteindre et suppose une véritable organisation, mise en œuvre longtemps à l'avance.

Nous avons appelé "stratégie" chacun de ces axes pour bien marquer leur portée et leur caractère-clé. Ils forment entre eux une synergie. Pour autant, on ne peut enfermer la DAC dans ces seuls choix stratégiques. L'analyse des points faibles peut en entraîner d'autres qui peuvent devenir aussi importants, par exemple : fonder une nouvelle légitimité, assurer la survie de la population, réduire certaines de nos dépendances, augmenter celles de l'adversaire, augmenter les coûts de l'agresseur, obtenir le soutien de médias, de l'ONU, etc. Il faut aussi hiérarchiser les objectifs en fonction de la situation : il peut être plus important d'élargir l'appui de la population que de réduire la volonté de l'ennemi. Il peut aussi y avoir des phases stratégiques comme, par exemple, un premier temps centrée sur la prise de conscience de la population agressée et une période finale sur la démoralisation de l'adversaire. Ces stratégies interfèrent entre elles ; elles se complètent ou non, selon le cas. Il s'agit d'un ensemble cohérent de dispositions, adaptées à chaque conflit particulier. On comprend dès lors l'importance de la préparation.

La préparation, clé de la réussite

Elle revêt de multiples aspects :

Des activités de renseignements et de recherche. Il s'agit d'une guerre qui met à contribution l'intelligence du grand public. Le manque d'information est source d'erreurs, qui peuvent être ici beaucoup plus visibles que dans le domaine militaire. Il s'agit de ne pas décevoir et de soutenir

les volontés. Plus on se situe dans l'humain, plus la recherche est difficile, inconfortable, insaisissable, plus elle nécessite de soins et de rigueur.

Une organisation. La DAC est organisée par l'Etat, par un ministère, avec des lois et des règles, qui prévoient par exemple les modalités d'appel aux civils et de passage à l'action, le maintien des pouvoirs à travers des structures de crise, la décentralisation des décisions si le gouvernement est en otage, le rôle de l'administration, de l'armée et des forces de l'ordre, le fonctionnement de l'économie, des communications (très important), le blocage de moyens dont l'adversaire a besoin, la survie de la population, etc.

Une formation de la population. Trop nouvelle, entièrement à concevoir, elle ne peut être décrite mais il s'agit sans doute d'une formation adaptée à chaque famille d'individus, à son niveau d'instruction, de compétence, à son rôle social ou professionnel. Pour fixer les idées, elle pourrait être constituée, par exemple, d'un tronc commun pour tous (âge, sexe...) et d'une formation spécialisée pour chacun dans son domaine d'activité. Commencée dès l'école, elle pourrait être complétée lors d'un service national et développée ultérieurement dans le cadre professionnel. Elle pourrait comprendre notamment une formation civique de base et une formation à la résolution non-violente des conflits, qui a déjà de nombreux spécialistes. Ensuite, pour un type de conflit donné, certains pourraient apprendre à provoquer des pannes chez l'adversaire dans leur propre domaine de compétence, à désobéir ensemble selon des directives nationales, à éviter des représailles ; ils apprendraient à mieux dominer leur peur, à communiquer discrètement, à parler la langue de l'agresseur, à organiser l'approvisionnement alimentaire... Certains même pourraient recevoir une formation de haut niveau, générale ou spécialisée, par exemple pour obtenir des renseignements, saboter certains matériels, neutraliser des technologies adverses, former des civils, rassembler des preuves sur les exactions des criminels de guerre. Des entreprises pourraient se spécialiser dans certaines formes d'intervention qui demandent de gros moyens et des compétences (par exemple, retransmettre par satellite des informations, traduites dans leur langue, à une population qui en est privée afin de contrer les propagandes de guerre et les désinformations). En tous cas la formation nécessite des recherches préalables.

Un dispositif de concertation locale, établi à partir des structures sociales existantes (collectivités territoriales, entreprises, administrations, syndicats, associations de toute nature) ou selon des méthodes adaptées à la situation (aux Philippines, le rassemblement et les radios locales). Celui-ci se prépare, notamment à l'approche d'un conflit, par des formations, des exercices, des mises à jour de procédures... Il consiste à systématiser des rapports collectifs malgré des difficultés ou des interdictions. Il permet à chacun d'être informé et de comprendre son rôle. Il décentralise les pouvoirs quand les dirigeants en sont privés. Il rend possible la cohérence des décisions et assure la maîtrise du processus. Il crée une dynamique de non-collaboration et facilite la lutte anti-collaborateurs.

Des moyens. Comme dans le secteur militaire, la lutte nécessite des techniques, des équipements, des logiciels et des réseaux. On peut prévoir des besoins en matière de communication, d'information, de transports, de sécurité des installations, de moyens de perturbation des technologies adverses, etc. Il s'agit de produits nouveaux dont nous n'avons pas encore idée, d'adaptations de produits ou services existants qui représentent même un champ de reconversion pour les industries d'armement qui cherchent actuellement de nouveaux débouchés.

Un développement préventif des circonstances favorables. Il ne suffit pas d'appuyer sur le bouton pour vaincre. Pour réussir un combat difficile et incertain, il importe de créer les meilleures conditions : la légitimité, des soutiens politiques, religieux, militaires, le développement de l'information, la cohésion sociale, la culture civique... bref, ce que dans les entreprises on appelle qualité totale et qui interpelle chacun. Cela se prépare par des programmes nationaux, qui se renforcent lorsque les nuages s'amoncellent.

La DAC n'est pas...

Pour préciser un concept, il est parfois utile de dire aussi ce qu'il n'est pas. C'est ici d'autant plus nécessaire que peu d'auteurs le présentent avec justesse. A leur décharge, il n'est pas facile de le faire en peu de mots. Voici quelques affirmations abusives notées chez des journalistes ou auteurs spécialistes de la défense nationale, parfois par ignorance, parfois par excès de simplification, en tous cas néfastes pour la compréhension publique.

La DAC serait "un recours à la défense passive de la population". Faux, on l'a vu, cette forme de défense est très active. La définir comme passive est un contre-sens. S'il n'y avait ni préparation, ni objectif, ni stratégie civile, comme en France en 1942, il pourrait s'agir de cette forme latente de résistance qu'on peut appeler passive, et qui diffère fondamentalement du système dynamique de défense, préparé par l'Etat et les citoyens, auquel nous nous intéressons. Le mot passif est équivoque, il ne suggère pas l'idée d'une lutte totale en vue de la victoire. Notons cependant qu'une forme passive de lutte peut, dans certains cas plutôt exceptionnels et pour un temps limité, être mise en œuvre.

Elle serait "un combat exclusivement défensif". Faux, malgré ce que donnent à croire les mots "résistance" et "défense" ou, par ailleurs, l'idée bien naturelle, avouons-le, que seules les armes et la violence peuvent contraindre. Mais nous savons maintenant par l'Histoire que ces formes de lutte abattent un pouvoir avec des véritables stratégies offensives et des combats entreprenants. Le président Marcos l'a bien compris !

Elle serait "une défense populaire". Trompeur ! Improvisées, les résistances civiles ont souvent été des explosions "populaires", c'est à dire des mouvements de foule avec tous les risques de violence ou de dérive que cela comporte. La DAC, au contraire, repose sur une organisation planifiée et hiérarchisée : dans certains cas, des pouvoirs centraux, placés dans l'impossibilité d'exercer leur rôle, sont délégués, selon des schémas définis et étudiés à l'avance, non pas au peuple au sens indéfini et péjoratif du terme mais à des organes structurés existants de la société civile (la délégation ne diminue d'ailleurs pas la responsabilité de ceux qui délèguent).

Elle serait "une hypothèse qui suppose pour être vérifiée que le territoire national soit envahi". Erreur ! Il faut rappeler que tout le dispositif de DAC est tourné vers la dissuasion et que l'envahissement n'a lieu que si la dissuasion a échoué. Mais surtout l'affirmation ignore que l'efficacité face à l'envahisseur a été vérifiée plusieurs fois dans l'histoire, comme dans la Ruhr en 1923. Et même, si nous confirmions à nouveau l'efficacité par d'autres expériences de résistances civiles préparées et organisées au niveau de l'Etat et de la nation, cela ne prouverait rien pour la suite. Le choix stratégique de De Gaulle en 1961 aurait-il pu se vérifier par l'expérience ? L'expérimentation n'a pas beaucoup de sens. L'assurance du succès, comme dans les solutions militaires, vient surtout de la préparation. La plupart des stratégies militaires sont des hypothèses d'école qui n'ont pas été vérifiées ou mises en pratiques complètement.

Elle serait "une alternative à la défense armée traditionnelle". Faux ! Mettre en avant les stratégies civiles ne signifie pas que l'on s'oppose aux stratégies militaires. Les chercheurs s'accordent pour dire que la DAC peut se préparer parallèlement à la défense militaire et qu'elle vient renforcer l'arsenal défensif existant (par contre, on sait qu'elle ne doit pas s'exercer sur le même lieu dans le même temps). Ils disent aussi qu'elle ne répond pas à tous les conflits, comme par exemple le génocide organisé. Sans entrer dans le dédale des réflexions stratégiques, elle se présente aujourd'hui comme une option mise à la disposition des décideurs. Le moment venu, c'est bien évidemment la stratégie la mieux adaptée et la plus sûre qui sera mise en œuvre. L'avenir révélera les capacités réelles ; celles-ci permettront d'affiner les orientations stratégiques.

Elle serait "un projet antimilitariste". Faux encore ! La DAC est un processus de défense de l'ensemble de la population par l'ensemble de la population, dont les militaires. Comme la police et l'administration, l'armée a son rôle à y jouer, sans doute même plus important que d'autres familles de population. Par exemple, faire disparaître des armes de façon à en disposer si nécessaire en cas de changement de stratégie ; mettre rapidement à la disposition des civils des masses énormes de matériels ou d'outils pour la lutte non-violente, ce qui implique, en période de paix, qu'elle en assure la conception, la mise au point, l'entraînement, et la gestion ; se mettre à la disposition momentanée d'un pays ami, ou parfois de l'ONU, pour des missions variées ; mettre en place des élections, œuvrer à la survie de la population, tenir des aérodromes pour l'aide humanitaire, ou encore intervenir sur d'autres parties du monde nécessitant des moyens militaires cette fois, exécuter des missions de force localisées, des missions d'intervention rapide, etc. Quant à la préparation qui est une énorme affaire, elle ne peut dépendre que d'une Défense nationale unique à moyens élargis. La DAC est un projet positif, destiné à s'ajouter au dispositif de défense global. Ses objectifs sont identiques à ceux des militaires.

Chapitre IV

La véritable identité de la DAC

Pour amener les gens à aborder ce sujet sérieusement, il importe grandement d'éviter d'être confus et vague. Il faut au contraire démontrer aussi clairement que possible qu'il s'agit d'une politique réalisable et qu'elle est plus efficace que la défense militaire. (Basil Liddell Hart à la Conférence d'Oxford en 64)

Voici maintenant la thèse de cet ouvrage. Il peut sembler étonnant de l'aborder si tard mais il était nécessaire de poser le décor, de rappeler l'histoire et les concepts de défense établis par les chercheurs avant de construire plus avant. Notre objectif est d'aller plus loin dans la réflexion. Ce chapitre en sera la clé.

Sur quoi le développement de la DAC bute-t-il ?

Aujourd'hui, malgré tous les encouragements suscités par la publication du livre "La dissuasion civile", malgré le développement considérable de l'action civile et des résistances civiles, malgré toutes les questions que pose l'utilisation de la puissance civile, la réflexion sur la DAC est en panne en France.

Mieux, essayer de faire comprendre en quelques minutes ce qu'est la DAC à un public non initié relève de la mission impossible. Pourquoi en est-il ainsi ? D'où vient cette distorsion ? Le diagnostic est facile à établir : le développement de la DAC bute sur quelques points de blocage qui l'empêchent même d'être prise en considération. Tant que ces points ne seront pas levés, aucun débat sérieux n'est possible sur le sujet, car il se réduit à un dialogue de sourds.

Par ailleurs, au delà des incompréhensions, la DAC souffre de l'absence de propositions concrètes de développement, raisonnables et réalistes. Il ne suffit pas de convaincre de l'intérêt ou du bien-fondé de ces méthodes de défense, encore faut-il proposer des étapes intermédiaires progressives, susceptibles d'être acceptées par les décideurs.

Dans ce chapitre nous allons traiter des difficultés, qui sont au nombre de cinq et sont liées à des modes de représentation de la nature du concept. Nous allons d'abord en faire l'inventaire.

1° difficulté : le manque de motivation des civils

Objection de bon sens : il y a mille raisons de douter de la capacité des civils à se mobiliser, à plus forte raison sur une longue durée, et sur un mode non-violent, donc assez difficile. Faire reposer notre défense, acte lourd de conséquences, sur le pari de l'engagement personnel de chaque civil brusquement transformé en citoyen, n'est pas raisonnable. Cette objection s'appuie sur le manque de volonté des civils par rapport à des actions qui en demandent beaucoup, sur l'égoïsme ambiant d'individus auxquels tout est dû, y compris la paix considérée comme un droit plus que comme une chose méritée. Elle peut aussi s'exprimer sous la forme : "aucune résistance non violente ne peut tenir devant la manière forte ; après quelques morts pour l'exemple, les civils auront vite compris la supériorité des armes ; il suffit de systématiser le procédé". Nous avons même entendu, d'une façon plus crue : "les Français sont des veaux ; tabler sur leur implication courageuse demain face à un adversaire résolu, préparé et usant de la force n'est pas réaliste". Ou encore : "le petit jeu des manifs et pétitions, c'est bon pour les petits problèmes, la guerre c'est bien autre chose, ceux qui en parlent ne l'ont jamais vue de près".

Pourtant, l'histoire des résistances civiles montre à l'envi la capacité des civils à se mobiliser sans armes de manière puissante et durable dans certaines situations particulièrement difficiles et malgré la répression (lutte contre le nazisme, Solidarnosc...). Alors comment se faire une idée objective ? Dans quelles conditions peut-on mobiliser tout un peuple ? Quelles sont les circonstances favorables ? Les obstacles ? Autant de questions déterminantes qui méritent une réponse approfondie.

2° difficulté : la désobéissance civile

Le second reproche fait à ces méthodes est d'instituer la désobéissance civile, de la banaliser et de l'apprendre aux citoyens. Pour certains, c'est inacceptable dans une société organisée : on ne peut impunément envisager des actions contre les lois et usages qui fondent l'ordre public ; il est angélique de croire que les civils sont tous remplis de bons sentiments ; il suffit qu'une proportion d'entre eux, même faible, veuille utiliser ces méthodes à son avantage pour que la société devienne ingouvernable : il y a des déséquilibrés, d'autres qui ont un compte à régler avec la société ou qui, manquant d'argent, sont prêts à toutes les compromissions, des groupes extrémistes, et même la masse des gens dits "normaux" prêts à profiter. Les équilibres sociaux sont fragiles. Pis, le simple fait d'ériger la désobéissance en vertu est irresponsable et lourd de conséquences. Non, il n'est pas bon de jouer avec le feu !

Certains rétorquent qu'on apprend bien à des jeunes de 20 ans à se servir d'une arme à feu sans conséquences pour l'ordre public, qu'il faut faire confiance à l'homme, que la conscience personnelle d'un vrai citoyen conduit à des devoirs qui peuvent être parfois plus impératifs que le droit, que la désobéissance civile existe déjà et que les gens n'ont pas attendu pour s'en servir dans certaines grèves et manifestations avec, finalement, assez de sagesse... Ils évoqueront de Gaulle, Gandhi ou les clauses de conscience pouvant intervenir dans des situations très exceptionnelles.

Il n'en demeure pas moins que le reproche garde sa valeur et qu'il faut une réponse beaucoup plus nette. D'autant qu'il s'agit de formes d'actions nombreuses, nouvelles, parfois sophistiquées et qu'on ne sait pas très bien où cette lourde machine peut nous entraîner. Argument contre argument ? Il faut sortir de ce débat et exclure la désobéissance civile. On ne peut institutionnaliser un système de défense qui transige sur l'essentiel.

3° difficulté : un vocabulaire inadapté à la compréhension

Certains mots sont piégés. Ils ne sont pas compris forcément dans le sens voulu par l'émetteur. C'est le cas des expressions non-violence, résistances civiles, défense civile, défense civile non-violente, largement utilisées dans les échanges sur les stratégies civiles. Le discours sur la DAC est destiné demain au grand public sans lequel rien ne se fera, il doit donc être précis sur le vocabulaire et l'identité du sujet.

Le piège de l'expression "*non-violence*" est qu'elle signifie autre chose que "non-violence" (littéralement absence de violence) ! Elle est d'abord une philosophie, un système de pensée à la fois riche et complexe mais assez différent de la simple "absence de violence". Ainsi la doctrine, qui exprime le refus de la violence sous toutes ses formes, dit quand même que dans certains cas extrêmes, il vaut mieux faire appel à la violence que d'accepter la lâcheté. Donc, il ne s'agit plus de non-violence absolue, mais d'un relèvement du seuil de refus de la violence, rendu possible par l'émergence de nouveaux moyens pour faire plier les auteurs de violence ou d'abus inacceptables de pouvoir.

Au delà, elle signifie encore "l'ensemble des moyens par lesquels, dans des situations de conflit, un ou plusieurs acteurs exercent des forces de persuasion ou de contrainte ne portant atteinte ni à la vie ni à la dignité des personnes"⁹⁹. C'est aussi l'ensemble des méthodes d'action correspondantes. L'origine de cette folie sémantique vient de la transposition dans notre langue de concepts orientaux initiés par Gandhi. Non-violence est en effet censé traduire à la fois les deux termes Ahimsa et Satyagraha, eux-mêmes intraduisibles de manière simple en français !¹⁰⁰

En fait, elle exprime un tas de choses. Le comble est que l'action non-violente est un moyen coercitif : elle contraint parfois puissamment, elle force alors un adversaire à modifier ses décisions ou même, elle désintègre son pouvoir¹⁰¹. Elle viole une volonté, mais sans violence. C'est loin d'être évident.

⁹⁹ "*La Non-violence*", déjà cité

¹⁰⁰ Cf. chap. II, § Gandhi

¹⁰¹ Voir "*la Dissuasion civile*", déjà cité, p 23 à 26

A côté de cela, le mot non-violence est souvent, à tort, assimilé à "*pacifisme*"¹⁰², notion généralement considérée de manière négative : le pacifisme, pour lequel la guerre est le mal absolu et la non-violence le bien absolu, est perçu peu ou prou comme une capacité à accepter l'intolérable, une passivité, une démission de l'esprit trop largement répandue, une confusion qui tend à lutter contre les armes comme si elles étaient la cause des guerres au lieu de lutter pour résoudre les conflits, qui pousse à promouvoir la négociation au delà des limites acceptables, ou l'humanitaire quand une population est massacrée. Cette perception négative est si fréquente qu'elle interfère lourdement avec la compréhension de notre sujet.¹⁰³

Mais il y a plus subtil : certains, comme G. Chaliand¹⁰⁴, y voient aussi les excès de notre société moderne, "fortement teintée d'apathie, hypersensibilisée aux horreurs des guerres télévisées, incapable psychologiquement de soutenir le coût humain d'un conflit. (...) L'arrière aujourd'hui est devenu plus vulnérable que les combattants du front. Ce fait augmente de façon considérable la dimension sociale de la stratégie."

Autrement dit, il faut maintenant distinguer deux sortes de non-violence, celle de Martin Luther King, Desmond Tutu, César Chavez et de tant d'autres modèles, faite d'exigence éthique, de courage et de vertu, et celle, banalisée, qui nous guette, faite de crainte par rapport à la violence (ou même à toute fermeté) et de besoin de sécurité telles qu'en éprouvent les sociétés vieillissantes. Dans ce dernier cas, nous sommes tous non violents et cela contient des germes d'excès contre lequel il faut lutter. Un terme unique pour désigner des idées aussi différentes ne peut que rendre la communication difficile.

Autre difficulté : l'*adjectif "non violent"* ne signifie pas la même chose, pour les spécialistes du moins, selon qu'il a un trait d'union (ce serait alors une action de résistance liée aux méthodes et à la philosophie non-violente) ou non (ce serait alors une simple absence de violence). Même si c'est intellectuellement satisfaisant, le grand public n'entrera jamais dans ces finesses¹⁰⁵.

"*Résistance civile*" comporte une ambiguïté : est-elle armée ou non ? Littéralement, elle ne l'est pas puisqu'elle est "civile", c'est à dire citoyenne ou civique. Pourtant de nombreux exemples de résistances civiles armées existent (ainsi la guérilla faite par des civils en armes et encadrée par les militaires ; certaines luttes terroristes ; et même éventuellement le système de défense armé de la Suisse). Il faut donc insister sur l'aspect civil pour éviter les incompréhensions. Si on le fait en disant "résistance civile non-violente", certains comprennent "résistance passive" ou "pacifiste" : et on retombe dans les difficultés précédentes. Si on dit "résistance civile sans armes" ce n'est pas forcément non-violent. Vive la communication !

L'expression "*défense civile*" aurait été commode pour désigner la défense par actions civiles. Mais elle est source de confusion avec le dispositif national en vigueur, qui comprend la protection de la population, du gouvernement et des installations en cas de sinistre grave, bombardements et autres et se prolonge, en cas de nécessité, dans la défense opérationnelle du territoire. Elle est donc déjà utilisée et concerne une organisation si caractérisée et si foncièrement différente, que l'usage d'une dénomination unique donnerait lieu à des confusions majeures. La DAC est une stratégie à part entière, l'exercice d'un rapport de force, destiné à vaincre, par l'ensemble d'une population. Une différenciation est nécessaire car l'implication des civils oblige à attacher une importance extrême à la désignation, base de la communication.

Quant à l'expression "*défense civile non-violente*", elle reçoit toute la charge sémantique du mot "non-violence" et n'est pas facilement comprise. Tous ceux qui ont essayé de l'expliquer l'attestent. Ne parlons pas de l'expression "*défense populaire non-violente*", encore plus chargée de contenu revendicatif : elle sent déjà l'émeute. Il existe encore "*défense sociale*" utilisée en Allemagne où elle désigne un mode de défense des civils contre le pouvoir en place. Aux Etats-Unis on parle de

¹⁰² Voir "*Lexique de la non-violence*" de J.M. Muller, "*Alternatives Non-Violentes*", 1988

¹⁰³ Voir "*Alternatives Non-Violentes*" n° 70, J. Marichez, "*Non-violence et communication*"

¹⁰⁴ G. Chaliand, "*La persuasion de masse*" Laffont 1992, p 22

¹⁰⁵ Voir "*Alternatives Non-Violentes*" n° 95, Hans Schwab, "*Radioscopie du terme Non-Violence*"

"*défense basée sur les civils*", alors que la "défense sociale" y exprime la défense des acquis sociaux. Bref cette multiplicité d'expressions ne fait que confirmer l'impression de tour de Babel dès qu'on aborde le sujet. Cela devient même kafkaïen dans un congrès international.

Une autre difficulté vient des nombreux exemples de résistances civiles qui servent à illustrer la défense civile non-violente, tant et si bien qu'on amalgame couramment ces deux concepts alors qu'il conviendrait au contraire de ne jamais les confondre.

En conclusion, personne n'y comprend rien. Il faut sortir de là : pour un sujet aussi délicat que celui de la défense, il est essentiel de clarifier les termes utilisés, surtout lorsque ceux-ci sont les termes-clés de la compréhension.

Dans ce livre, le lecteur s'en est aperçu, lorsque nous parlons de "résistances civiles" il s'agit toujours du sens "sans violence". De même, nous évitons les mots "non-violence et non violent" sauf pour parler de la philosophie de la non-violence, et de combat non-violent (l'accolement avec combat, lutte, guerre, etc. ne prêtant pas à contresens). Enfin nous n'utilisons pas les expressions "défense civile non-violente" et "défense civile" mais "défense par actions civiles ou DAC". Nous expliquerons plus loin ce choix et ses conséquences.

4° difficulté : l'absence actuelle d'intérêt pratique

Le quatrième point sur lequel bute le développement de la DAC vient, paradoxalement, de la situation de paix relative actuelle. Nous l'avons dit à la fin du chapitre sur l'Histoire, la DAC a suscité de l'intérêt en France à partir de 1985 face à la menace soviétique. Avec sa disparition, la DAC paraît presque sans objet. A quels conflits nous concernant la DAC peut-elle aujourd'hui répondre ?

Cette question n'est pas posée par des militaires ou responsables de la Défense nationale, prévenus de la diversité des menaces et de la chronicité des conflits, mais par des gens de bon sens, non-spécialistes, plus sensibles aux réalités immédiates qu'aux hypothèses.

De plus, chacun pense aux guerres dont les médias parlent tous les jours : "Aurait-on pu appliquer ce genre de défense en Yougoslavie ou en Tchétchénie ?" Si la DAC n'apparaît pas comme une réponse immédiate et simple aux questions cruciales qui se posent, alors elle est inadaptée, sans intérêt, au mieux liée à d'autres menaces peut-être. C'est bien le cas, la DAC ne répond pas à tous les conflits. Comme c'est aussi le cas des autres systèmes de défense.

5° difficulté : l'impression d'inefficacité et d'utopie

Phrases entendues fréquemment : "Ca ne marchera pas"... "je n'y crois pas"... La dernière difficulté est d'ordre intuitif : elle consiste à douter de l'efficacité de la DAC, pour les raisons citées ci-dessus et aussi parce que c'est nouveau, parce que c'est trop simple pour être possible, trop audacieux et dérangeant, trop utopique et sans doute trop complexe encore pour y voir bien clair. Pour beaucoup, il est illusoire de croire que l'action civile puisse être efficace contre un agresseur violent prêt aux pires exactions. Pour d'autres encore, plus sensibles aux réalités gouvernementales et aux contraintes conjoncturelles, il y a des problèmes plus urgents à traiter et des voies de développement moins douteuses en matière de défense ; la sagesse conseillerait alors d'attendre.

On peut donc distinguer dans ces réactions une question concernant l'efficacité du processus de défense et une autre concernant l'intérêt de s'en doter, l'opportunité d'agir.

Enfin une question d'identité

Ajoutés les uns aux autres, ces blocages forment un écran imperméable qui empêche tout débat sérieux de se développer hors des cercles d'initiés. Mais alors, comment ne pas être interpellé par le fossé immense qui existe entre cette vision de la DAC et la réalité du projet, décrite au chapitre II, qui a fait ses preuves depuis plus de 70 ans sous des formes empiriques plus ou moins proches ? Notre intuition est qu'il ne peut s'agir que d'incompréhensions et de malentendus. Puisque le concept "tient debout", il doit être possible de le formuler d'une manière crédible et acceptable par tous, et en premier lieu par nos gouvernants et responsables de la défense.

Pour cela il nous faut travailler avec méthode. Maintenant que le problème est posé, nous devons aller au cœur du sujet et réfléchir à l'identité même de la DAC. Quelle est sa caractéristique fondamentale ? Quelles sont les conditions de fonctionnement d'une DAC, les limites à partir

desquelles elle ne fonctionne pas ou n'est pas réaliste ? Qu'est ce qui détermine son succès ? Cela devrait nous conduire à centrer le concept dans ses limites réelles.

Dès lors, nous verrons que les difficultés viennent simplement d'un manque de définition de la DAC, d'un déficit d'identité que nous pouvons combler. Aussi étonnant que cela puisse paraître, les objections trouveront une réponse globale et disparaîtront ; les problèmes de vocabulaire pourront se résoudre en travaillant méthodiquement sur un cahier des charges reprenant ses spécificités, le but étant de faire ressortir ses conditions du succès dans notre communication courante ; et l'on verra alors à quel point ces détails modifient notre compréhension et nos perspectives stratégiques.

Les six conditions de fonctionnement d'une DAC

Parmi toutes les situations de conflit, certaines correspondent mieux à la DAC. Dans ces situations, on trouve *réunies* les caractéristiques suivantes :

- La cause à défendre est indiscutable et largement reconnue (ex. sauver une ethnie d'un massacre).
- La situation est grave (ex. purification ethnique, viols organisés) au point que de nombreux citoyens sont prêts à donner leur vie pour éviter la lâcheté à grande échelle.
- Le problème est de portée nationale. Ce n'est pas un problème sectoriel ou corporatiste. Tout le pays (voire l'Europe) est concerné. Le problème relève bien de la défense nationale.
- La population est majoritairement favorable pour s'engager dans la lutte.
- La mobilisation générale pour une DAC des civils et de tous les groupes et organismes du pays est décrétée par le pouvoir légitime. Elle est assortie de consignes d'actions claires et délimitées.
- La nation s'est préparée à l'avance pour une défense par actions civiles.

De telles situations existent déjà dans l'optique habituelle de défense militaire. C'est le cas d'un grand nombre de guerres, de l'agression territoriale d'un pays par un autre, ou même de certains coups d'Etat et d'autres situations concrètes dont nous reparlerons.

Notre hypothèse est que si une seule de ces six conditions n'est pas remplie, la DAC ne fonctionne pas dans des conditions suffisantes et les risques d'échec augmentent de façon très significative ; il s'agit alors d'une résistance civile.

La valeur de la cause

Les résistances civiles ont souvent été caractérisées par la noblesse des mobiles, le courage, la force morale, l'esprit d'équipe, la hauteur de vue ; un leader charismatique les a souvent entraînées. On y retrouve souvent la philosophie de la non-violence qui refuse de justifier les moyens par la fin et s'impose la cohérence éthique des méthodes avec le but recherché.

La valeur de la cause n'est pourtant pas une caractéristique intrinsèque des résistances civiles. Parfois elles sont motivées par une idéologie discutable, ou suscitées par des gens préoccupés de pouvoir ou d'avantages ; qu'on pense à la grève des mineurs anglais contre Mme Thatcher en 1984, elle dura plus d'un an, était financée par l'URSS (et peut-être la Libye) et servit à détourner un million de livres venant des quêtes de solidarité soviétiques au profit d'un individu¹⁰⁶ ; qu'on pense à la résistance de la population iranienne en 78 et 79 contre le Shah, ou aux grèves de la faim mortelles de l'IRA en 1981... Ceux qui incitent à la résistance prennent parfois appui sur des mécontentements populaires ou sur de nobles causes pour construire leur pouvoir. Il n'est pas toujours facile d'y voir clair. L'utilisation de méthodes non-violentes n'est qu'un gage objectif de la justesse de la cause : certains non-violents et pacifistes oublient souvent que ce n'est pas suffisant. A contrario, il ne suffit pas d'employer des armes pour avoir tort ! Rien n'est simple en matière de conflits. Et, comme les résistances civiles sont improvisées et laissées à l'initiative des individus et des groupes, elles sont souvent ce que sont les hommes. L'arme civile n'est qu'un outil, un moyen. Comme la langue d'Esopé, elle peut servir au pire ou au meilleur. Ce sont les individus qui en décident chaque jour.

La DAC ne peut fonctionner sur une cause douteuse. Peut-on imaginer de demander à la totalité de la population civile, à l'ensemble des organismes de la nation et des institutions de l'Etat, de s'impliquer de manière durable et dangereuse dans des actions de résistance à l'agresseur

¹⁰⁶ Arthur Scargill qui fut accusé en 1990

si la cause est incertaine ou discutable ? La détermination de la population serait insuffisante ou ne durerait pas.

En ce qui concerne la DAC, les gens ne sont ni meilleurs ni plus mauvais, mais des garde-fous sont en place contre les mauvaises causes. L'ensemble du système démocratique entre en jeu pour les éviter : les élus, les assemblées, les procédures de mobilisation, les contre-pouvoirs, la presse, les sondages, et tous les citoyens. Le système comporte une dynamique pour contrer des propagandes sur des causes discutables. Elle peut aussi éviter des leurres, comme la dictature ou les systèmes de gouvernement en "...isme" qui ont fait long feu (à condition parfois d'avoir la patience pour que la vérité apparaisse). Une population conduite à s'impliquer dans la lutte s'oblige à une réflexion plus sérieuse. Peut-être y a-t-il là un garde-fou supplémentaire. Et le gouvernement qui décide de mobiliser a besoin d'être suivi par une volonté populaire suffisante, capable de tenir dans la durée et au travers des difficultés. Cela l'empêche de se lancer à l'assaut d'objectifs discutables et l'oblige à s'informer à l'avance de manière approfondie.

On objectera que cette recherche de la vérité et de la valeur des causes n'est pas propre à la DAC, on la rencontre aussi dans les autres modes de défense. Disons seulement qu'elle prend ici beaucoup plus d'importance car, moins masquée par le carnage des armes, elle reste toujours visible au cours de la lutte. Elle devient essentielle, elle détermine la capacité à vaincre.

Reste la question : qu'est ce qu'une bonne cause ? Comment peut-on dire que sa valeur est suffisante pour se lancer dans une DAC ? On peut apporter les éléments de réponse suivants : il s'agit de défendre des valeurs essentielles et largement reconnues : droits de l'homme (de vivre, de penser, de s'exprimer, de travailler), démocratie, libertés fondamentales. Mais ces repères donnent encore lieu à interprétation. Heureusement, dans une véritable démocratie, les institutions permettent d'en décider majoritairement. Cela suppose une information pluraliste, une population diversifiée et nombreuse (pour éviter les particularismes sociaux, sectoriels ou régionaux...). *Le critère objectif* est donc double : la reconnaissance majoritaire de la cause, et ceci dans une démocratie effective.

Se pose alors la question de la DAC en régime non démocratique. Est-il possible d'imaginer le développement d'une DAC dans un pays totalitaire ou à régime dictatorial ? La réponse est non, compte-tenu de la préparation et de la concertation qu'elle suppose. Mais tout n'est pas si simple : il pourrait y avoir des pays démocratiques ayant préparé une DAC et qui seraient passés sous régime dictatorial ; ou des pays partiellement démocratiques ; nous n'irons pas plus loin ici et laissons la question ouverte pour des approfondissements.

La gravité de la situation

Dans l'histoire des résistances civiles tous les degrés de gravité ont existé : des petites luttes corporatistes aux vastes mouvements nationaux, comme celui de Solidarnosc qui rassembla en 1981 dix millions d'adhérents sur 35 millions de Polonais, ou celui de Gandhi en Inde dont dépendait une guerre civile effroyable.

Ce qui est sûr, c'est que la DAC est une opération considérable : elle ne peut être engagée que dans des circonstances exceptionnelles. Il faut que la situation soit grave pour justifier aux yeux de la population un tel déploiement de moyens et surtout pour motiver les civils à s'impliquer de manière ferme et durable dans une lutte difficile et risquée : l'adversaire fera tout pour refroidir les volontés, il utilisera des moyens hautement dissuasifs. Encore faut-il définir le seuil de gravité car les limites peuvent être parfois difficiles à repérer.

Qu'est-ce qu'une situation grave ? Eléments de réponse : il s'agit d'atteintes inacceptables à nos valeurs essentielles (par exemple la vie d'une population est en jeu). Il s'agit de situations nettes et répétées dans lesquelles toutes négociations et tous dialogues s'avèrent impossibles. Toutes les autres méthodes ont été tentées avec patience (oublier ce préalable serait une faute). Il s'agit de crises qui autrefois auraient justifié, par honneur et par devoir, un engagement armé au risque même de la vie plutôt que de vivre avec l'inacceptable ou la lâcheté. *Critère objectif* : la majorité des citoyens approuve la mobilisation générale pour une défense par actions civiles.

La portée nationale

Les résistances civiles peuvent être de portée locale (opposition des habitants du Larzac), sectorielle (actions de l'abbé Pierre pour le logement des sans-abris), corporatiste (blocage des routes par les routiers ou les agriculteurs), nationale (manifestations dans toutes les villes de RDA pour la chute du mur de Berlin), voire même internationale (actions contre les essais nucléaires français).

Les DAC, au contraire, s'exercent à un niveau au moins national, d'abord parce que notre défense se traite aujourd'hui au niveau national (la mobilisation des seuls Savoyards ou Auvergnats n'est pas prévue, même si elle est pensable en pure théorie), ensuite parce qu'elle s'articule étroitement avec la défense nationale au niveau de la stratégie, de la recherche, des renseignements, de la préparation, de la formation, du service national, de l'organisation, de la mobilisation, de la législation. Et aussi parce que, comme dans la défense militaire, elle met en œuvre l'Etat tout entier, tout son appareil, ses institutions et ses lois. L'importante organisation de la défense par actions civiles avec son arsenal législatif d'exception ne peut se concevoir à un échelon réduit.

La condition de portée nationale permet d'éviter des excès et des désordres publics, par exemple qu'une région, ou une corporation, puisse décider d'elle-même la mise en œuvre d'une DAC. Elle signifie que, à l'instar de la défense militaire, le traitement d'un conflit par DAC relève de décisions de l'Etat et concerne tout le pays. Les lois seront établies en conséquence. Elles doivent s'insérer dans le cadre de la défense nationale.

Faut-il un critère pour dire qu'une situation est de portée nationale ? La chose est sans doute évidente. En tous cas, elle est formalisée par les gouvernements lorsqu'ils décident de faire intervenir la Défense nationale. De plus, l'acceptation de toute la population d'un pays à s'engager dans le combat est un critère ultime. Ceci nous renvoie au point suivant.

La majorité et la volonté nationale

Dans les résistances civiles le nombre joue de manière déterminante dans la réussite. Certaines résistances ont été menées avec la participation massive de la population, d'autres ont réussi avec quelques personnes, comme les grèves de la faim de Gandhi qui obtint un soutien considérable dans la population, ou les rondes journalières des "folles de mai" en Argentine qui, malgré leur faible nombre, obtinrent un retentissement international. Il faut donc distinguer le nombre d'acteurs et le nombre de soutiens. Ils varient selon les cas, selon le degré d'exacerbation des gens, d'émotion éventuelle devant certains faits, de médiatisation et d'information. C'est le soutien qui influence le plus l'adversaire, et réduit d'autant son pouvoir. Tout cela s'exprime dans l'idée de volonté de la population.

En DAC par contre, une adhésion largement majoritaire est indispensable pour vaincre dans des conditions difficiles, voire extrêmes. Pourquoi ? On vient de le voir, elle sert de critère aux trois conditions précédentes, mais elle a sa propre nécessité. En premier lieu parce que la majorité apporte sa justification démocratique à une entreprise qui engage la nation toute entière. Ensuite, parce que la victoire s'obtient le jour où les agresseurs, ayant sur leur chemin une large majorité résolue à leur faire échec, comprennent qu'ils n'y arriveront pas. La dernière raison est que, généralement, l'adversaire ne peut atteindre ses objectifs sans disposer du concours actif d'une fraction de la population. Il va donc prendre appui sur les personnes les moins motivées ou les plus faibles. En guerre, tous les moyens sont bons pour disposer de collaborateurs, même les plus extrêmes comme le chantage, la torture, le meurtre et la terreur. L'existence d'une majorité est indispensable pour rendre la collaboration difficile et risquée. Il s'agit aussi de la rendre visible, palpable par chacun et même criante au yeux de tous.

Cette adhésion majoritaire renforce la participation et l'engagement des citoyens, on parle de volonté nationale. Ce n'est pas une vue de l'esprit puisqu'elle a fréquemment existé (Prague en 68, Pologne en 80, Uruguay en 81, Chili en 83, Manille en 86, Berlin en 89, Madagascar en 91, Kosovo actuellement et bien d'autres), mais sa nécessité n'est pas suffisamment exprimée par ceux qui parlent de DAC.

De nombreux autres facteurs interviennent également tels que le contexte international, l'appel de leaders ou d'autorités légitimes, le type d'actions civiles disponibles adaptées à la situation, le degré

de citoyenneté dans le pays, la cohésion nationale, les moyens de communication. Mais nombre de ces facteurs ont surtout pour effet de soutenir la volonté nationale.

Avant d'engager une DAC se pose la question de mesurer cette volonté nationale.

Quel critère proposer ? Le vote majoritaire de la population ou de ses représentants serait la base nécessaire, mais il est rarement possible de l'organiser en période de crise. Pour entrer en guerre, chaque État a ses propres modalités ; pour la DAC, sous réserves d'analyses plus poussées, il n'y a pas de raison d'envisager autre chose : il faut procéder à la mobilisation générale, engager les civils dans la lutte parfois longue et difficile. Au delà de l'expression du peuple, il appartient aux chefs d'États d'apprécier la solidité de la volonté nationale. L'histoire en juge a posteriori de manière impitoyable. Ce jugement futur est alors l'ultime critère.

Le critère "majorité" n'est pas toujours facile à mettre en œuvre. Il arrive qu'une minorité, persuadée d'avoir raison, ou convaincue que la minorité d'aujourd'hui sera majorité demain, veuille enclencher de vastes opérations de contestation et de refus et parvenir à un sursaut national de l'ampleur d'une DAC (hormis son aspect militaire, c'était la situation de De Gaulle en 40). Les lois, d'ailleurs, permettent les manifestations, grèves et autres formes d'expression. Il s'agirait alors d'une résistance civile (De Gaulle appelait à "la résistance") et non pas d'une DAC. Subtil débat entre légitimité et légalité, on entre alors dans la gestion infiniment délicate des cas particuliers de l'histoire qui existent aussi dans les réflexions militaires et dépassent le cadre de notre étude. Le critère "majorité" est un point de repère.

Nous devons d'abord traiter les cas d'école. Cette remarque est importante pour comprendre l'ensemble de cette étude : pour approcher la DAC il faut d'abord se donner des points de repère, essentiels pour comprendre et guider une action dont la réalité se révèle toujours plus complexe.

La préparation

En résistance civile, la préparation favorise largement la réussite. Cependant, elle n'a jamais eu de caractère institutionnel, elle est venue d'initiatives privées comme aux Philippines. De ce fait elle est restée limitée. Ainsi, les résistances civiles de l'Histoire ont été traitées le plus souvent dans des conditions d'improvisation relative, dans l'urgence et avec des moyens restreints. Par contre, cette faiblesse fut parfois compensée par une exacerbation forte (le peuple se soulève parce que la coupe déborde). La spontanéité est un gage du dynamisme ; parfois aussi de beaucoup d'erreurs.

En DAC, la préparation est traitée de manière systématique et rigoureuse par des gens de métier avec, en général, des moyens importants et le temps nécessaire. Ainsi l'ont "définie" les chercheurs et, de ce fait, on ne peut imaginer une DAC non préparée. C'est sa spécificité même.

On peut noter cependant que des résistances civiles de masse, soutenues par le gouvernement, donc presque des DAC, ont réussi sans préparation (ex. résistance dans la Ruhr en 1923, ou en France en 1961 face au putsch des généraux d'Alger). Sans doute y avait-il alors d'autres circonstances favorables. Ce facteur n'est donc pas une condition intrinsèque comme les cinq autres, mais une mesure indispensable pour augmenter les chances de réussite ou de résultat rapide dans un domaine qui exclut l'aventure (Tchécoslovaquie en 1968, Chine en 1989...). C'est dire le caractère névralgique et majeur de la préparation dans les stratégies d'actions civiles. Une DAC sans préparation fait partie des cas d'exception.

Quel est le critère d'une préparation de qualité ? Sans aucun doute celle qui dissuadera l'agresseur et qui le conduira à résoudre le conflit par d'autres voies parce que l'agression ne lui apparaîtra pas raisonnable. Toutefois il peut commettre une erreur d'appréciation ou être déraisonnable. La préparation consiste à lui éviter cette erreur. Il faut aussi établir dans chaque domaine de préparation des critères spécifiques, par exemple des sondages pour mesurer l'effet de la dissuasion dans la population de l'adversaire, pour mesurer la motivation de notre population, des évaluations ou des mesures objectives dans la presse, des chiffres pour mesurer le nombre de personnes formées, etc.

La mobilisation

Les résistances civiles naissent souvent sans signal institutionnel, spontanément, à partir d'un fait, d'une émotion populaire ou d'un excès, facteur déclenchant. Au départ réactions passionnelles et actions mal contrôlées, elles se développent au fur et à mesure de la prise de conscience et de la

mobilisation des citoyens. Elles sont parfois enclenchées par des opérations retentissantes fortement mobilisatrices. L'initiative vient d'associations, de partis, de syndicats, de corporations ou de simples groupes de coordination créés spontanément.

Pour une DAC, il en va différemment. On ne peut imaginer que la défense du pays s'en remette à des mouvements spontanés où chacun pourrait transgresser allègrement les lois. On ne peut imaginer que des groupes entrent en DAC d'eux-mêmes, quel qu'en soit le prétexte. Sans mobilisation officielle, la légitimité de la lutte serait douteuse, il y aurait des tensions, des factions, des luttes pour le pouvoir, la population ne s'engagerait pas suffisamment, l'organisation serait sérieusement handicapée, ce serait la porte ouverte à des excès. Un processus de défense nationale ne peut sortir du cadre légitime général. Il importe d'abord de savoir à partir de quand on est en DAC, à partir de quand les dispositions légales spéciales entrent en vigueur pour les civils, les entreprises, administrations et organismes les plus divers, et donc de disposer de ce repère global et non subjectif pour marquer le début des opérations. A l'instar de la mobilisation militaire, une mobilisation civile nationale doit être décrétée de manière officielle par un pouvoir ou son remplaçant légitime, comme signal formel indissociable de la DAC. Des lois doivent en prévoir à l'avance le cadre, les seuils d'enclenchement, les critères, les modalités, les formes.

En ce qui concerne les critères, la mobilisation, acte formel, n'a pas besoin d'en être assortie. Elle résume et coiffe finalement de manière factuelle l'ensemble des autres critères. Elle apporte l'objectivité qui leur manque (elle déclare implicitement que la cause est bonne, que la situation est suffisamment grave pour enclencher une telle épreuve, que la situation relève bien de la Défense nationale, que la majorité est jugée suffisamment forte pour réussir, et la préparation suffisante). Et, fort heureusement, elle reste liée à une décision humaine : c'est au chef de l'Etat qu'il appartient de dire in fine si la nation sera à même de faire face et de donner l'ordre (selon les modalités constitutionnelles). La mobilisation associe les éléments formels et humains.

Dans certaines situations plus complexes, par exemple si le gouvernement est dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, le signal de mobilisation est plus difficile à donner. Mais il s'agit de cas limites qui posent déjà problème dans le cadre militaire. L'existence de ces cas ne change rien au raisonnement. Pour tenir compte de cette difficulté, dans certains cas définis à l'avance, on pourrait remplacer la procédure de mobilisation par des repères ou "références objectives d'enclenchement" que pourraient se fixer à l'avance les pays ayant préparé la DAC. Par exemple : décision de l'ONU + décision du Parlement Européen + faits d'agression facilement constatables et prévus à l'avance comme l'entrée sur notre territoire de troupes étrangères, etc. Ces conditions dépendent évidemment des situations.

Conclusion

Malgré des points de similitude, une base conceptuelle et un fond d'expérience communs, résistances civiles et DAC se différencient de manière objective, par nos six conditions.

Chacune d'elles caractérise la DAC et lui est théoriquement liée puisque, nous venons de le voir, l'absence de l'une d'elles nous situe en résistance civile.

Sans doute la DAC implique-t-elle d'autres clés d'existence mais, pour l'instant, celles-ci délimitent une situation typiquement favorable à son fonctionnement. DAC et résistances civiles couvrent des cas de conflits différents, au même titre que défense et résistances armées. Mais si tout le monde peut s'accorder sur les différences entre ces deux formes de lutte, il apparaît que le plus souvent la première est assimilée à la seconde. En particulier, l'idée qu'elle soit un processus organisé, initié, développé par l'Etat, et engageant toutes les forces vives de la nation, est souvent mal retenue, alors qu'elle est au cœur même du concept (voir le graphique du premier chapitre : les deux quartiers supérieurs représentent le domaine de la DAC, alors que seul le quartier supérieur droit concerne les résistances civiles).

Notons aussi le caractère remarquable des situations qui regroupent ces six conditions. Il s'agit quasiment de situations de tension extrême, proches de celles qui précèdent les guerres.

Nous allons voir maintenant que toute communication, qui utilise comme toile de fond l'existence *simultanée* de ces six conditions, contribue largement à lever les points de blocage en faisant disparaître les malentendus sous-jacents.

A ces conditions, les difficultés n'existent plus

Non-motivation, désobéissance civile, vocabulaire inadapté, absence d'utilité pratique, inefficacité : que deviennent ces différents points de blocage lorsque les conditions sont remplies ?

LA MOTIVATION DES CIVILS

En résistances civiles, on s'engage souvent dans la lutte en espérant que le mouvement s'étendra et qu'il contribuera à mobiliser la population... En DAC, le processus institutionnel oblige à ne s'engager que si le gouvernement le décide. Pour cela, celui-ci doit s'assurer que le peuple en large majorité le veuille (4° condition). La motivation des civils n'est donc plus une question d'optimisme ou de pessimisme, elle est une donnée. Elle est une entreprise réfléchie qui a fait l'objet au préalable d'une évaluation sérieuse et complète. Tout gouvernement déclenchant une DAC sans être sûr de l'adhésion du pays doit avoir conscience des risques considérables que cette décision comporte.

Les autres conditions sont également imposées par le système et jouent leur rôle : lorsque le peuple "n'en veut plus", lorsque de surcroît la valeur de la cause est indiscutable, la situation est grave et de portée nationale, lorsque par dessus tout un déclic fort intervient (comme l'ordre de mobilisation d'une autorité reconnue) alors les volontés se rassemblent dans une détermination nationale puissante. L'Histoire l'a prouvé abondamment avec les luttes civiles de masse qui se sont développées depuis quelques décennies. Ajouté à cela, le fait, propre à la DAC, d'avoir préparé la lutte, de disposer d'une organisation, d'une coordination et de directives d'action claires dont chacun peut percevoir l'utilité, permet d'accroître la motivation et, lorsque les résultats sont visibles au bout de l'action, crée une véritable dynamique.

Autrement dit, les civils ont toutes les chances de rester motivés si on limite la DAC aux situations relevant de ces six conditions. Il n'y a plus lieu de croire ou ne pas croire à notre volonté et à notre courage : nous avons réduit le champ d'application aux situations où la population est résolue. La question de la motivation de civils n'est plus une obstacle rédhibitoire mais un sujet de préoccupation essentiel comme elle peut l'être pour toute forme de défense nationale.

Cela ne saurait empêcher de développer la détermination nationale par une information large et pluraliste ; une médiatisation forcenée ou manipulatoire comporterait au contraire des effets négatifs lourds. Cela n'élimine pas, non plus, les questions ; en voici trois exemples :

Comment maintenir cette motivation et cette volonté devant les armes et les atrocités de l'adversaire ? Cette question est majeure mais relève d'un autre registre, bien développé dans "la Guerre civilisée" ¹⁰⁷ et les travaux des chercheurs. Elle procède de l'expérience et de méthodes déjà testées et reste au demeurant l'un des challenges les plus difficiles de cette forme de défense.

Quant à la question de savoir si tous les civils seront motivés, la réponse est nette : certainement pas. Notre hypothèse est qu'une large majorité seulement soit favorable à l'engagement dans une DAC.

La DAC peut-elle fonctionner malgré les collaborateurs ? Oui ! Dès lors qu'une large majorité de la population souhaite s'engager dans la "guerre par actions civiles", que chaque civil est pris dans un ou plusieurs réseaux de concertation régulière, que la lutte anticollaboration est au centre de la stratégie avec tout un arsenal de moyens préventifs et dissuasifs, il devient plus difficile de collaborer avec l'ennemi que de ne pas le faire. Alors qu'en général la collaboration est une solution de facilité, on fait en sorte qu'elle devienne la voie difficile ¹⁰⁸.

LA DESOBEISSANCE CIVILE

L'existence des six conditions change aussi la donne : si le gouvernement légitime, et parfois même l'ONU, ordonne, à partir d'un ordre de mobilisation (5° condition) et d'un processus démocratiquement établi, de désobéir aux ordres d'un agresseur dans un cadre organisé et selon des directives

¹⁰⁷ *Déjà cité*

¹⁰⁸ *Le livre "la Dissuasion civile" (déjà cité) montre comment la DAC est en mesure de mener une lutte efficace contre les collaborateurs*

nationales, voire internationales, la lutte collective devient alors une action civique. Par définition, dans une DAC, il ne s'agit plus de désobéissance civile.

La désobéissance civile n'est pas seulement supprimée vis à vis de la loi *mais sur le fond* puisque la désobéissance joue contre un agresseur qui contrevient aux principes ou aux valeurs qui fondent notre démocratie et notre vie sociale.

Dans ces situations, *il n'y a apparemment pas d'ambiguïté* puisque le décret de mobilisation permet à chacun de savoir si on est en DAC ou non ; comme la loi martiale qui permet d'utiliser les armes selon certaines règles. En DAC, s'engage alors le processus d'exception, légal, qui permet d'utiliser les armes spéciales de la lutte non-violente, dont la désobéissance à l'agresseur. Des lois spéciales, des décrets, des directives ou des ordres largement médiatisés permettent des actions civiles de nature exceptionnelle, définies et ciblées à l'avance autant que possible. Celles-ci sont enclenchées dans le cadre d'une volonté nationale et concertées à l'échelon local. Le système de concertation relaie les structures de décision habituelles lorsque celles-ci sont empêchées de fonctionner. L'ensemble de l'organisation permet de maîtriser le fonctionnement de la société et de ne pas laisser libre cours à n'importe quelle fantaisie.

En dehors de la période de conflit, *il n'y a pas de dérapage possible vers des tentatives de désobéissance publique intempestive* puisque l'ensemble des conditions n'est pas requis, notamment la mobilisation générale. La nécessité des conditions n'est pas uniquement formelle, on l'a vu, elle s'impose aussi sur le fond par la force des choses et garantit contre les aventures.

Les cas particuliers

Nous l'avons dit en parlant de "majorité", la réalité n'est pas simple. Elle conduit souvent à des situations exceptionnelles et complexes, à des cas limites qui compliquent la réflexion. Notre raisonnement est volontairement schématisé voire simpliste parce que, *pour progresser, il faut d'abord repérer les cas types de la DAC*. Dans tout apprentissage on commence par les situations courantes et classiques qui constituent des repères. Si, pour apprendre le métier militaire, on expliquait d'emblée aux élèves que la désobéissance est nécessaire dans certains cas extrêmes, la plupart d'entre eux auraient du mal à s'y retrouver. C'est pourtant de cette manière qu'on a souvent présenté la DAC : en montrant que des désobéissances civiles étaient justifiées, portaient des fruits, et en prenant des résistances civiles pour modèle. Rien de tout cela n'était faux. Seul l'amalgame était dangereux.

Au contraire, nous avons systématiquement distingué DAC et résistance civile. En réalité sera-t-il toujours possible de les distinguer ? Non. Aura-t-on toujours un pouvoir légitime permettant de repérer le bon chemin ? Non. Les six conditions seront-elles toujours nettes ? Non. Dans la pratique rien n'est facile et les situations ont toutes leurs particularités et leur complexité. Il faut les analyser comme cas particuliers. Pour l'instant nous avons structuré notre réflexion pour mieux définir la DAC et la caractériser, ce qui est un point de passage obligé pour la construire et d'abord pour en parler. La théorie est nécessaire pour éclairer la pratique.

Remarquons que la DAC est infiniment plus organisée, donc plus simple à définir, que la résistance civile qui justement évolue souvent en dehors du cadre légal et institutionnel. Une DAC représente une opération beaucoup plus importante en volume et en préparatifs mais, plus cadrée, elle ne présente pas la multiplicité de formes et de problèmes des résistances civiles. Par contre le nombre de situations qui lui conviennent est moindre.

Les résistances civiles ne sont pas moins valables que les DAC : simplement elles ne sont pas la même chose. Elles font également partie de la vie citoyenne. L'absence de préparatifs n'empêche ni leur soutien si la cause est valable, ni l'étude de leurs riches enseignements.

Cas d'une dérive dictatoriale du pouvoir

La structure donnée à notre réflexion permet d'aborder des cas complexes. Prenons l'exemple d'un pouvoir qui, refusant toute pratique démocratique au nom de sa propre idéologie, conduirait la population à un état de révolte.

Puisque la DAC nécessite la participation de l'Etat, on peut penser qu'elle est impossible lorsque le gouvernement s'y oppose. De fait, en cas de conflit grave entre un gouvernement dictatorial et

la volonté nationale, seule une résistance civile est possible. Il peut donc être question de préparer une résistance civile s'approchant au mieux d'une DAC. L'objectif de la recherche est alors de permettre une résistance de masse en évitant la désobéissance civile et en mettant le maximum "d'Etat" dans la résistance. Si une dictature sent l'hostilité et les prémices d'une résistance civile, elle va tout faire pour l'empêcher. Toute préparation consiste à placer un certain nombre de contre-mesures. Ainsi on peut imaginer, pour identifier la dérive anti-démocratique, quelques critères objectifs à partir desquels seraient rendues illégales toutes modifications constitutionnelles et toutes modifications de textes touchant à la démocratie. On peut envisager des textes pour rendre illégitime tout gouvernement qui ferait certains actes définis et pour recréer un gouvernement légitime en exil.

Gene Sharp indique dix-sept talons d'Achille des dictatures et les angles d'attaque qui en découlent. Il observe qu'elles durent moins longtemps que les autres et déclare : "Si nous avons approfondi les moyens d'exacerber les faiblesses des dictatures, il est probable que l'humanité serait à présent plus avancée..."¹⁰⁹. Il ouvre là tout un champ d'étude.

La difficulté est que cette recherche semble pouvoir se retourner contre le gouvernement qui la lancerait. Faut-il en rester là pour autant ? Nous ne le pensons pas. D'abord un gouvernement qui respecte le jeu démocratique n'a pas à craindre pour lui-même. Ensuite, il faut absolument que cette recherche soit contrôlée par un Etat encore sain pour tenir le cap démocratique. Imaginons, en France, un succès électoral de l'extrême-droite suivi d'une dérive dictatoriale grave. Mieux vaut y réfléchir alors qu'il est encore possible de prendre des dispositions. Il faut bien sûr se pencher, comme tout le monde le fait, sur les mesures préventives qui éviteront d'en arriver là. Mais si cela se produisait, il faudrait disposer de stratégies d'actions civiles capables d'affronter le conflit autrement que par la guerre civile. On pressent qu'il faudrait autre chose que des grèves ou des blocages de route par les camions, qui ne feraient que contribuer au recours à la force. Par exemple une stratégie d'information pour confondre le régime devant l'opinion et le mettre hors la loi. Comment est-ce possible ? Et comment diriger cette lutte ? A partir de quand ou de quoi faudrait-il entrer en lutte par l'action ? Et comment éviter d'entrer dans le cycle de la violence ? Autant de questions à étudier.

Alors que nous pensions que ce cas relevait d'une résistance civile, on s'aperçoit peu à peu qu'il est transformable en DAC, sans rien renier de nos raisonnements précédents. Nos six conditions fixent des points de repère pour y parvenir. L'organisation de notre réflexion nous permet d'avancer dans une direction claire et pour le moins de poser correctement les problèmes.

Remarque sur la formation à la DAC. Peut-elle être source de désordres publics ?

Si nous avons supprimé toute idée de désobéissance civile, l'idée d'une formation en vue de résister à l'agresseur peut encore inquiéter. Vu les désordres endurés lors de grèves fréquentes et parfois illégales, ou de blocages au profit de corporatismes, on n'est pas insensible à l'argument : la formation et la préparation à la défense ne risquent-elles pas d'apprendre aux citoyens à mieux organiser une manifestation, à se battre trop facilement, à privilégier la rue au détriment des voies démocratiques, à résister trop puissamment ? Bref, la vulgarisation de ces méthodes n'est-elle pas une incitation aux désordres ?

En fait, il faut ramener la question à sa vraie dimension car, pour ne citer qu'eux, les agriculteurs, chauffeurs de camions, dockers et autres n'ont besoin de personne pour passer à l'action et trouvent d'eux-même leurs points forts et les talons d'Achille de leur adversaire ? A plus grande échelle aussi, comme le mouvement Barzon : durant l'été 95, un million de Mexicains, surendettés à la suite des mouvements de yoyo des taux d'intérêts, décident de ne rembourser les banques qu'au niveau qu'ils jugent correct, organisent des piquets monstres devant les banques et font la queue aux guichets afin de changer des billets de 100 pesos, ce qui, d'après la loi, ne peut être refusé¹¹⁰. Les groupes en difficulté, et a fortiori dans la DAC où ils opèrent en situation de gravité, sont capables de trouver d'eux-mêmes des actions civiles appropriées, surtout si la mobilisation, autre condition, en a fixé les lignes directrices. Le risque n'est pas non plus d'inciter à l'action puisque la DAC prévoit au contraire de mieux en clarifier les déclencheurs, les modalités et plus généralement de lui donner de meilleurs

¹⁰⁹ "La Guerre civilisée", déjà cité, page 97

¹¹⁰ *Courrier international* du 24 août 95, p. 19

points de repère. Il n'est pas de banaliser l'action civile tant elle l'est déjà chez les extrémistes et tant, au contraire, elle ne l'est pas chez les modérés. Aujourd'hui, les premiers se forment alors que les seconds subissent parfois sans savoir que faire. La formation, au contraire, tend à rétablir l'équilibre et à placer, dans les situations très graves, la force au bon endroit, c'est à dire au centre de gravité de la société. Pour illustrer tout cela, on ne peut pas dire que les aéroports ont été plus souvent bloqués depuis qu'en 1961, Michel Debré a demandé aux Français de le faire ; les militaires n'ont pas fait usage de leurs armes contre leurs officiers depuis qu'à cette date le général de Gaulle l'a ordonné. Plus précisément la crainte pourrait être de répandre outre mesure des connaissances ou expériences dangereuses ou des comportements discutables. Pour cela, la formation doit au contraire, clarifier les choses, par exemple faire comprendre que les sabotages apportent souvent plus de problèmes que de résultats et qu'ils ne correspondent qu'à certaines situations extrêmes. Elle peut aussi se fixer des limites, par exemple être sélective en fonction des compétences, réserver certains sujets à des professionnels. C'est ce que l'on fait depuis longtemps dans le domaine militaire où l'on manipule pourtant des engins autrement dangereux. Il est logique qu'il en soit de même pour la DAC. Il est possible de traiter cette question par des travaux spécifiques qui auront pour but d'éviter les dérives et de maîtriser la formation. Comme on le verra au chapitre V, la recherche en matière de défense par actions civiles est loin d'être terminée, elle complétera ces éclairages, mais on peut lui demander une réponse satisfaisante sur ce point. Nous progressons par approches successives.

Un autre aspect de la crainte est de toucher à des sujets tabous ou délicats. Mais regardons aussi les choses sous un angle positif : il ne s'agit pas d'apprendre à manifester, il s'agit de comprendre qu'une majorité de citoyens (condition 4) peut, en situation grave (condition 2), ou en situation de guerre comme nous le verrons plus loin, ainsi que sous la réserve des autres conditions assorties de leur critères, imposer sa volonté par son action et celle de l'Etat, il s'agit de s'exercer à opérer dans une défense collective, donc dans une stratégie commune. Les formations à délivrer touchent aux formes générales de fonctionnement (lieux et formes des concertations, modes de décision, nomination des leaders...), à l'exercice difficile de l'absence de violence, à la maîtrise de soi-même, à la reconnaissance des domaines d'action et des spécificités de chaque groupe ; elles enseigneront où et comment communiquer, comment s'informer, comment dominer sa peur, comment assurer l'ordre, comment éviter les dérives, etc. La DAC est beaucoup plus qu'une simple addition d'actions civiles, il s'agit de donner forme à la détermination majoritaire d'un peuple en utilisant la synergie du travail en commun, il s'agit d'apprendre à fonctionner en groupe sur des objectifs majeurs et exceptionnels de résistance, de coordonner les secteurs entre eux comme on sait le faire aujourd'hui (cf. chap. I), de permettre aux équipes d'exercer leur capacité de régulation et de contrôle vis à vis du désordre, tout en laissant sa part à l'initiative des gens dans leurs domaines habituels de compétence. Ainsi la DAC atteint sa vraie dimension de prise en charge de la société par elle-même dans les situations très graves.

Ceci dit, le risque de la formation est général, qu'il s'agisse de mécanique, de chimie, d'histoire ou de bactériologie : un étudiant en chimie est capable de fabriquer un gaz mortel dans les tunnels de métro, on apprend en biologie à développer des cultures bactériologiques dont certaines peuvent tuer des millions de personnes, des ingénieurs peuvent inventer et fabriquer une arme nouvelle. C'est un risque accepté. Les citoyens ont accédé à la connaissance. Les moins consciencieux également. Ces connaissances sont en train d'exploser dans mille domaines nouveaux : informatique, chimie, biologie, image, réalité virtuelle, communication mondiale instantanée de la connaissance. Elles posent des problèmes nombreux et étonnants ; les sciences humaines ont peine à suivre le rythme. C'est le cas par exemple pour la "formation à l'image" d'un public qui en est gros consommateur. Selon Gérard Messadié, journaliste scientifique, "le délire virtuel qui empêche de faire la discrimination entre l'imaginaire et la réalité, allié à la diffusion parmi les masses de connaissances et de technologies jusqu'ici contrôlées par l'Etat, font littéralement sauter les structures étatiques et sociologiques, sans pour autant les remplacer"¹¹¹. Ces évolutions sont inéluctables et de plus en plus rapides, et nous sommes comme l'alpiniste engagé dans une paroi dont il ne peut sortir que par le haut sous peine de disparaître : nous n'en sortirons que par un surcroît de formation, qu'on appellera peut-être éducation mais qui correspondra en tous cas à un meilleur contrôle de la société par elle-même. Pourquoi ?

¹¹¹ *Science et Vie* n°932, mai 95, p. 141

Parce que les connaissances et l'adaptativité de la société dépassent de loin celles de l'Etat, aussi puissant et sophistiqué soit-il. C'est elle seule qui possède l'intelligence disponible pour contrer des risques aussi graves, aussi nombreux et aussi mouvants, et qui peut, en synergie avec l'Etat, se poser en contre-pouvoir puissant. On le voit par exemple lorsque, à la suite de deux meurtres d'enfants dans les écoles, F. Bayrou, ministre de l'Éducation nationale demande à tous les établissements d'arrêter les cours le 20 septembre 1996 pour deux heures de réflexion sur la violence, en support d'autres actions. Il conclut le 22 septembre que les élèves, organisés entre eux, pourront obtenir des résultats, et que cela n'exclut pas l'appui des télévisions auxquelles il demande de réduire la diffusion des films de violence. Ainsi, sommes-nous renvoyés à la maîtrise de plus en plus indispensable de l'action civile, moyen banalisé aux tournures parfois inquiétantes et toujours contraignantes, par la population elle-même, sous l'impulsion et le contrôle de l'Etat. Les Italiens ont marqué des points contre la mafia le jour où ils ont commencé à rompre la loi du silence, en synergie avec l'action des juges. Il en sera peut-être de même pour la violence en Corse.

La formation, la réflexion civique, la responsabilisation en cas de crise tendent forcément vers cette maîtrise. Dans la mesure où le public, un jour, manifeste et, le lendemain, simple observateur des manifestations des autres, devient le juge suprême, n'est-il pas indispensable de renforcer ses moyens de prendre des responsabilités ? La formation à la DAC n'est-elle pas justement celle qui peut contribuer à cette maîtrise des mouvements de masse ? La formation peut s'établir "au bon niveau", c'est à dire non seulement adaptée à chaque famille de population, mais aussi tirant vers le haut. Voilà un progrès qui compenserait de loin les risques. On s'interroge souvent sur la difficulté de la formation civique. Voici qu'elle peut s'exercer à partir de questions concernant directement les individus et leur attitude devant une situation définie, concrète et grave. D'autant qu'elle serait faite dans leur milieu habituel de travail ou d'activité, et de manière interactive. Dans l'Histoire, le civisme ne s'est-il pas construit autour du danger et des problèmes de sécurité, principaux moteurs de la fondation des tribus, des cités et des nations. La formation à la DAC comportera globalement une dynamique de citoyenneté tout à fait positive, indispensable par ailleurs pour mieux vivre dans la société d'aujourd'hui.

LE VOCABULAIRE

Il y a deux manières de définir des mots. Certains posent d'emblée une définition qui se conforme à leur vision et construisent autour, même si cette définition n'est pas répandue dans le public non initié. Seuls ceux qui connaissent la définition peuvent alors les comprendre. Cette méthode, qui peut être admise à la limite pour une philosophie, complexe par nature comme la non-violence, ne convient pas pour des méthodes de lutte destinées à la vulgarisation. Il importe au contraire de *s'en tenir aux significations comprises habituellement par tout un chacun*. Autrement dit nous voulons utiliser les termes dans leur acception et définition courantes.

Un cahier des charges pour faire comprendre la "DAC"

La distinction entre résistances civiles et DAC existait déjà dans l'esprit des chercheurs. A partir du moment où nous avons posé nos six conditions, elle est apparue plus clairement et a pris de l'importance. Mais elle éclate au grand jour si l'on ajoute les deux points que nous venons d'examiner : en DAC, il n'y a pas de désobéissance civile et la motivation est vérifiée au démarrage ; en résistances civiles, au contraire, ces difficultés font partie du paysage.

Alors, si ces deux modes de lutte sont si différents, comment se fait-il qu'ils soient si fréquemment confondus ? Comment faire surtout pour qu'ils ne le soient pas ? Comment faire comprendre que la DAC fonctionne dans des conditions spécifiques et que ces deux objections ne la concernent pas ? Comment faire comprendre qu'elle ne rime pas avec désordre public ou avec idéalisme ? Comment faire pour éviter les pièges du vocabulaire que nous avons évoqués ?

Nous avons trouvé une solution en recherchant de manière méthodique une expression pour la DAC (dont l'expression n'existait pas encore, c'était en 1993). Il y avait tellement de choses à faire comprendre que nous en avons fait la liste. Celle-ci est devenue pour nous le cahier des charges d'une dénomination. Parmi une vingtaine de points, figuraient notamment les aspects pédagogiques, déterminants dans un tel processus national. Ensuite nous avons recherché le terme qui, dans l'esprit du public, connote ces différents éléments. Enfin, nous avons testé et comparé de manière systématique les différentes solutions. La méthode de travail a été appréciée par l'équipe de

recherche de Gene Sharp qui en a utilisé les conclusions dans "la Guerre civilisée" paru en 1995. Sans entrer dans le détail, voici les points-clés qui déterminèrent le choix des expressions "Action civile" et "Défense par actions civiles".

L'action civile, le cœur du système

Cette étude a conduit aussi et surtout, au delà de l'expression DAC, à une série d'expressions toutes centrées sur le même concept : Guerre par actions civiles (GAC) - Organisation de la DAC (ODAC) - Formation à la DAC ou à l'AC, etc. L'un des intérêts de ce système d'appellation réside dans la possibilité de décliner avec "AC" et "DAC", en préfixe ou suffixe, tous les mots nécessaires pour s'exprimer avec justesse ¹¹². Le module "actions civiles" permet de conserver toute cette terminologie militaire en l'adaptant à la lutte non-violente. L'action civile est ainsi le centre d'une série de concepts mal désignés ou non désignés jusqu'ici, elle est le "plus grand commun dénominateur" de toutes les désignations.

L'usage établira le jeu d'expressions nécessaires. Pour nous, il suffit d'en montrer la possibilité. Nous ne proposons pas une expression mais un système extensible à souhait qui permettra, dans le cadre d'une communication complexe et capitale, d'être exact en choisissant toujours la formulation adaptée (comme pour AO "Assisté par Ordinateur" qui a baptisé de nombreux concepts : PAO, DAO, TAO...).

Le mot guerre, clé de la compréhension

L'un des éléments du choix de cette terminologie en AC fut la possibilité d'utiliser les expressions "Guerre par actions civiles" (GAC) et "Guerre non-violente" qui, ensemble connotent bien chacune des six conditions et permettent aux non-initiés de comprendre d'emblée ce que signifie une telle lutte. En effet, une guerre correspond en général à une cause juste et noble dans l'esprit du peuple qui s'y engage (à tort ou à raison d'ailleurs), à une situation de haute gravité et de portée nationale, avec une mobilisation générale, et dans un consensus national suffisant. En parlant de "Guerre par actions civiles" la situation est déjà correctement plantée pour éviter bien des incompréhensions majeures. Nous allons voir à quel point c'est important.

Ainsi, on n'imagine pas une mobilisation générale en vue d'un combat sans déclaration formelle. La "GAC" commence par une déclaration de "guerre par actions civiles" et l'annonce claire d'une forme "non-violente". Celle-ci désigne un agresseur, un objectif et des consignes claires pour la population. Elle s'insère dans un processus démocratique.

Le terme "Guerre non-violente" permet de comprendre rapidement qu'il ne s'agit pas de méthodes d'enfants de cœur : dans ce type de guerre il y a des morts, des blessés et des gens torturés. Il n'en est que plus difficile et plus courageux de s'en tenir à l'absence de violence : il faut donc le dire de manière audible ; cette désignation est un moyen de base pour le faire. Certaines résistances civiles ont été perdues faute d'avoir perçu l'intensité de la lutte à mener et l'ampleur des moyens à mettre en œuvre (Tien an men, Prague...). Ce pourrait être aussi le cas actuellement pour la résistance civile du Tibet (qui ressemble plus à une résistance passive) et celle des Albanais du Kosovo, dont l'histoire dira si elles ont atteint l'intensité minimale nécessaire à la victoire.

Il est instructif de s'arrêter un instant sur l'ampleur et la puissance des méthodes développées par les Serbes pour contrer la résistance civile courageuse et déterminée des Kosovars : d'une part des pressions psychologiques individuelles atroces, méthodes héritées des Staliniens qui relèvent du terrorisme le plus odieux, d'autre part le déplacement de populations serbes vers le Kosovo, contrebalancé par des mouvements de Kosovars en sens inverse. Ainsi, peu à peu et à très long terme, la majorité albanaise pourrait-elle être mieux étouffée. Les serbes ont aussi leur stratégie et une gestion fine du conflit. En face de cela la résistance civile des Albanais peut s'avérer insuffisante. N'est-elle pas trop passive ? Ne devrait-elle pas marquer plus résolument son objectif et ses moyens

¹¹² *Autres exemples : Stratégie d'actions civiles ; Préparation de la DAC ; Service national de DAC ; Recherche sur la DAC ou sur l'AC ; Lois "martiales" propres à la DAC ; Logistique de DAC ; Réunion de concertation dans le cadre de la DAC ; Spécialistes de la DAC, Corps ou groupes liés à la DAC ; Constructions européennes touchant à la DAC...*

? Ne devrait-elle pas organiser une non-coopération plus large et plus déterminée avant de s'essouffler ? Nous ne prétendons pas détenir la vérité sur ce conflit mais poser une question

de stratégie. Une résistance civile peut perdre à cause d'une erreur stratégique ou faute d'avoir été claire dans ses intentions.

Les Chinois agissent de même au Tibet où les habitants peuvent se poser la même question sur leur résistance peut-être trop passive. S'ils veulent réellement une plus grande autonomie, les tibétains ont-ils compris que cela nécessitait une véritable guerre non-violente ? Face à des méthodes aussi expéditives que celles de leur occupant, on mesure la difficulté et l'importance des dispositions à prendre pour vaincre par l'action civile. La DAC n'est pas une mince affaire. Ce n'est pas pour rien que les Palestiniens y regardent à deux fois avant de reprendre l'Intifada en 1997. Dans toutes ces situations, une résistance trop faible conduit les résistants les plus déterminés à la défense armée ou au terrorisme. Il faut bien comprendre cette notion de seuil dans une lutte civile. Pour vaincre, il faut atteindre un seuil qui se situe soit dans l'intolérable pour l'agresseur (dans l'intensité ou dans la durée), soit dans sa conviction qu'il ne peut plus gagner. En deçà de ce seuil il persévère, au delà il abandonne.

Deux remarques s'imposent vis à vis de ces réflexions : d'abord elles n'impliquent pas de notre part une prise de position définitive quant aux objectifs de ces peuples. Les deux mois que viennent de passer l'équipe de Gene Sharp avec les résistants tibétains (qui l'avaient invités) montre bien que les problèmes ne sont pas simples. Mieux que nous, il a pu apprécier toutes les données du problème et nous nous situons essentiellement sur le plan technique.

Ensuite, il apparaît bien, à l'évocation de ces luttes, que la détermination des peuples est essentielle. S'il faut passer au cran supérieur dans l'intensité de la lutte, cela ne se fera pas sans sacrifices énormes de leur part. Si la stratégie retenue est pertinente, encore faut-il la volonté de l'appliquer. C'est aux plus déterminés qu'appartient alors souvent la victoire.

Le mot guerre peut nous aider dans ce sens car il connote beaucoup d'idées essentielles : l'engagement dans une formidable épreuve de force, son intensité, l'énorme puissance mise en jeu, l'implication de toutes les composantes de la nation, le caractère obligatoire de la mobilisation (pour chacun), la difficulté de l'objectif, la rigueur nécessaire, la discipline requise, l'existence d'une stratégie générale, d'une coordination de l'Etat, d'un commandement, d'une organisation, d'une préparation, de renseignements, de spécialistes, de formation, de moyens, d'outils, de techniques, de technologies, etc. Toutes ces caractéristiques de la guerre sont aussi celles de la GAC. Si on ne les a pas clairement présentes à l'esprit, on ne peut comprendre la DAC et toute communication sur le sujet en sera faussée. L'utilisation de l'expression "guerre par actions civiles" pour décrire la méthode de combat facilite la compréhension, surtout pour les non-initiés. Elle évite d'emblée de nombreux contresens. Enfin, elle participe à la communication vers l'ennemi qu'il s'agit de "dissuader"¹¹³.

Pour autant, il serait excessif de toujours parler de "GAC". Cette formulation a une fonction de pédagogie et de communication. Tout le monde comprend qu'une guerre n'est pas la même chose qu'une défense et certaines DAC ne seront pas forcément des guerres si elles ne requièrent ni intensité ni durée, ou si elles ne dépassent pas le stade défensif ou dissuasif, comme dans le putsch des généraux d'Alger. Le vocabulaire doit permettre à la population de se situer : combat, conflit, guérilla, intervention, lutte, stratégie, bataille, campagne... expriment des différences. Si l'on utilise les mots appropriés, l'expression "DAC" peut rester l'expression centrale et globalisante au niveau de la préparation.

Ajoutons encore, pour ceux qui n'aiment pas le mot "guerre", que la réalité doit être affrontée et non occultée. Or telle est bien la réalité de la DAC : Gandhi lui-même qualifie de guerre sa campagne non-violente de désobéissance civile à l'impôt sur le sel, et, lorsqu'il la termine, il dit : "Pendant douze mois, nous avons développé une mentalité de guerre, nous avons parlé de la guerre et de rien d'autre

¹¹³ *Le Larousse définit le mot guerre par "épreuve de force entre peuples, entre partis". C'est bien de cela qu'il s'agit. Le concept de "Guerre non-violente" a aussi été utilisé dans le dernier livre de Gene Sharp. On parle de guerre psychologique, de guerre aux trafiquants de drogue, de Guerre froide, etc.*

que de la guerre..."¹¹⁴. Il s'agit bien d'une guerre par d'autres moyens. Avant de déclarer la guerre par les armes, nous sommes généralement placés devant l'aberrante alternative : la lâcheté à grande échelle ou des millions de morts. La GAC apporte une solution au dilemme en permettant de faire plier l'adversaire, de le contraindre à agir contre sa propre volonté. Il s'agit de ne pas tromper la population. Ce moyen de force qu'est la DAC est une opération de grande envergure qui va générer des réactions de violence et des contre-forces d'égale puissance. La DAC, avons-nous dit, ne doit être utilisée qu'après épuisement de toutes les autres solutions non-militaires. L'emploi des termes justes permettra à l'ensemble de la population, mais aussi à ses dirigeants, de toucher du doigt ce qu'elle "doit" absolument comprendre pour éviter les dérives. Si nous voulons qu'elle agisse de manière suffisamment puissante et cohérente, ce qui est un enjeu difficile, nous devons lui proposer les mots qu'elle comprend et non ceux que nous aimons.

Un système d'appellation identitaire

La réflexion sur le vocabulaire dépasse ici de loin la recherche des moyens de se comprendre, elle touche à l'identité même des concepts qu'elle permet de préciser et de délimiter. Nous la poussons dans le détail parce qu'elle touche au cœur de questions essentielles.

Les suffixes AC et DAC sont donc liés à tout ce qui caractérise la DAC, à savoir l'organisation par l'Etat, la préparation nationale, l'absence de violence en même temps que la pression de force généralisée sur un adversaire, un degré avancé de recherche et de renseignements, de formation des citoyens, de stratégie, de coordination, de concertation sociale, d'engagement des corps intermédiaires de la nation et, en particulier, les situations rassemblant les six conditions. Ceci permet d'éviter des confusions avec les résistances civiles comme avec bien d'autres expressions utilisées parfois comme défense sociale ou défense civile...

Ainsi, si nous utilisons "défense civile" au lieu de DAC, la logique serait de parler de "service civil" qui est un concept plus large que celui de formation à la DAC¹¹⁵. Dans le même esprit, "préparation civile" n'a pas le même sens que "préparation à la DAC".

De même "intervention civile" n'a pas le même sens que "intervention par actions civiles". Toutes deux consistent à intervenir, par des voies civiles, dans un conflit extérieur au pays. Dans la première on intervient auprès de la population pour "l'aider et participer" à la construction de la paix et parfois à la résistance civile, dans la seconde (qui, comme la DAC, n'est qu'un projet) on aide les forces de paix à "réduire" un pouvoir inacceptable, par des actions civiles dans un combat non-violent total et général ; des Etats et leur population agissent à distance, dans la mesure de leurs moyens, dans une stratégie "conçue pour vaincre" (embargos, boycotts, manifestations, envois massifs de lettres, de fax ou de messages Internet, communications téléphoniques, émissions de radio, de télévision, déclarations médiatisées, articles de journaux, actions de justice, envois massifs de postes radios et autres moyens de communication, envois d'observateurs civils ou de spécialistes et cent autres encore). L'intervention par actions civiles a les caractéristiques de la DAC.

Même distinction entre "protection civile" et "protection par actions civiles", dans laquelle une population (et non plus seulement les spécialistes) pourrait être mobilisée de manière nationale face à une catastrophe majeure (par ex. attaque nucléaire). Dans la première on se protège grâce à la compétence et l'organisation des services spécialisés, dans la seconde on lutte pour la survie grâce à une large majorité de citoyens qui se mobilisent et agissent selon une formation préalable. (Peu importe, à ce stade de réflexion sur le vocabulaire, que cette manière de faire soit pertinente ou pas, c'est un autre débat qui préoccupe actuellement le secrétariat général de la défense nationale).

Enfin, la simple adjonction du mot civil donnerait "guerre civile" qui est un contresens, "organisation civile" qui est trop large, "organisation civile de défense" qui existe déjà, "stratégie civile" qui englobe sans distinction des concepts aussi différents que "résistances civiles" et "DAC" et ouvre la voie à toutes les confusions.

¹¹⁴ "The Collected Works of Mahatma Gandhi", vol. 45, p. 305 et 306, The Publications Division, Ministry of Information and Broadcasting, Government of India, Ahmedabad, 1965

¹¹⁵ Cette formation s'insérera dans le service civil actuellement réduit où certains ne voient pas suffisamment de contenu lié à la défense

Tous ces mots avec AC et DAC permettent d'être plus précis dans un domaine délimité. Il s'agit d'un ensemble d'expression adaptées à un concept défini et limité par opposition avec "résistances civiles", concept ouvert et peu défini, et avec "défense civile", concept différent et complémentaire. Le système d'appellation proposé est identitaire. Il s'agit là d'un moyen pour approcher ces questions avec réalisme, d'une clé indispensable pour progresser.

A l'usage et avec le temps, les mots trouveront peu à peu leur place définitive. Nos propositions permettent de fonctionner sur des bases précises durant les années de démarrage, les plus délicates sur le plan de la compréhension..

Autres conclusions pour le vocabulaire

L'expression "*Résistance civile*" est adaptée à un concept aussi ouvert. Son ambiguïté peut s'admettre dans l'usage courant lorsqu'elle se réfère à des expériences passées dont on connaît l'absence de violence. L'important est surtout de la différencier de la DAC dans la communication, dès lors qu'il s'agit d'envisager l'avenir et de s'y préparer.

Pourtant cette forme de lutte contrevient aux règles démocratiques et utilise la désobéissance civile. Amenée, de ce fait, à faire appel à des valeurs de conscience d'un ordre supérieur qui ne peuvent se justifier en dehors de situations exceptionnelles et graves, elle a besoin, comme les secouristes sur un champ de bataille, d'un drapeau blanc : la référence à la philosophie de la non-violence. Celle-ci tente d'indiquer ce recours au droit de conscience en même temps qu'à la rigueur morale qui permettra, à ceux qui peuvent le comprendre, de reconnaître le droit induit par la nécessité. Elle permet surtout aux combattants de repérer une ligne de conduite difficile qu'ils doivent adopter envers et contre tout, dans l'improvisation la plus totale et sans autre contrainte que le regard vigilant de leurs amis de lutte. Parler de "*résistance civile non-violente*" est donc nécessaire en période de conflit.

Nous préférons ne pas employer seul le mot "*non-violence*", par contre pour l'adjectif "*non-violent*", le fait de le lier aux mots philosophie, combat, lutte, guerre, méthode, satisfait notre souci de rigueur malgré des connotations perturbantes.

Nous conservons l'expression "*action non-violente*", mais utiliserons en parallèle et sans doute plus fréquemment "*action civile*", plus large, souvent plus juste et moins problématique. Nous disposerons ainsi d'un ensemble verbal plus efficace, comme nous l'avons montré.

Quant aux formulations "*défense civile non-violente*" et "*défense populaire non-violente*", évidemment nous ne les utilisons plus pour éviter les incompréhensions.

L'INTERÊT PRATIQUE, LES MENACES CONCERNÉES

L'absence actuelle de menace représentait une autre difficulté de communication sur la DAC. Pour Sharp, la DAC concernait principalement une invasion territoriale ou un coup d'Etat, et plus généralement des agressions extérieures ou intérieures. Quelle que soit la conjoncture, ces formes ne peuvent être exclues pour le long terme : il n'est pas impensable d'avoir à déclencher une DAC avant d'utiliser notre défense nucléaire, soit pour éviter le risque d'escalade nucléaire, soit par suite d'une neutralisation de nos moyens militaires, soit encore pour défendre un "DOM-TOM" si la DAC s'avère adaptée (grâce à la détermination de sa population et à la possibilité d'y ajouter, par exemple, un blocus ou d'autres pressions de l'ONU).

Outre ces situations classiques, d'autres contextes peuvent répondre aux six conditions : par exemple une guerre nationale contre la drogue et les mafias, contre le terrorisme, l'insécurité, ou autres fléaux. Il faut que le problème ait atteint un degré de gravité inacceptable, d'exaspération nationale (un peu comme en Colombie et en Italie où de nombreux civils se sont engagés personnellement dans la lutte anti-drogue et anti-mafia) et qu'une préparation ait été faite dans le pays (ce qui n'était pas le cas dans ces deux exemples). On peut même imaginer des actions de civils tournées vers l'extérieur du territoire (boycotts, quarantaines, interventions civiles...) pour peu que le conflit réponde aux conditions et permette de ce fait une mobilisation des civils ce qui suppose l'existence d'une possibilité de résultat (cela reste à étudier). D'autres conflits qui n'ont pas de solution connue aujourd'hui, ni militaire ni civile, seront peut-être un jour traités par une DAC : par exemple la réponse nationale à une attaque nucléaire ou bactériologique massive. Il s'agit de conflits de haute gravité pour lesquels la difficulté dépasse la capacité de l'Etat et nécessite l'implication de la population, préparée pour cela, et unie à l'Etat dans une vaste entreprise.

Les débats récents sur l'adaptation de l'armée aux défis nouveaux ont mis en lumière ses deux grandes missions : la dissuasion nucléaire et la projection de forces à l'extérieur. Entre les deux périls correspondants figurent un certain nombre d'éventualités, dont la menace est faible sans doute, mais diffuse, imprévisible et, en tous cas, impossible à exclure pour le long terme : terrorisme de grande ampleur ; dérive dictatoriale du pouvoir ; guerre civile entre communautés religieuses ; agression insidieuse contre nos valeurs essentielles ; agression territoriale que ne pourrait traiter la dissuasion nucléaire ; invasion énorme de réfugiés expulsés par un génocide ; chantages monstres... Dans ces domaines il est clair que la société civile serait en première ligne. Un dispositif est de toute façon nécessaire. Voici des axes de préparation pour les stratégies civiles, et un champ de réflexion.

Pour identifier les menaces plus complètement, rappelons que les "frontières que nous avons à défendre" ne sont pas seulement territoriales mais concernent nos valeurs (démocratie, liberté de penser et de s'exprimer...), que les menaces évoluent rapidement et que les moyens auxquels nous réfléchissons concernent le long terme. On peut aussi élargir géographiquement la perspective à l'Europe qui présente des menaces nouvelles et parfois inattendues (Yougoslavie, Kosovo, et demain peut-être Chypre, Transylvanie ou Pays baltes), ou "techniquement" dans la vision d'un moyen de défense destiné à essayer par lui-même.

On voit déjà que, *si nous avons resserré le champ d'application de la DAC, nous l'avons aussi élargi !* Certains conflits permettent une mobilisation de toute la population, d'autres non. C'est la clé d'entrée dans la DAC. Alors que généralement on voyait ce moyen de défense en doutant de la motivation des civils, il s'agit maintenant, à l'inverse, de chercher à quels conflits les stratégies civiles peuvent répondre : à ceux qui sont susceptibles de mobiliser la population dans une large majorité et pour un temps suffisant. Lorsque ce n'est pas le cas, il faut penser aux moyens militaires ou aux résistances civiles.

Nous disions que nos interlocuteurs demandent souvent "*Tel conflit correspond-il à une DAC ?*" et citent des guerres récentes comme celles du Koweït ou du Rwanda. Ces questions nous renvoient systématiquement à l'idée de préparation. Sans préparation, c'est à dire sans recherche, sans organisation, sans mise en place préalable de moyens, sans formation, aucun de ces conflits n'était envisageable par DAC. Second élément de réponse, les luttes sur les terrains extérieurs semblent a priori hors du champ de la DAC ; signalons cependant des travaux actuels qui montrent des possibilités plus importantes qu'il n'y paraît¹¹⁶. Nous avons même rapporté au premier chapitre la possibilité manquée en Yougoslavie de contrer la propagande nationaliste par un vaste programme d'émissions radios. Ou les interrogations sur l'évidente nécessité de brouiller Radio Mille Collines avec d'énormes moyens, à la portée de la communauté internationale pour peu qu'elle en ait la volonté. En fait, il est possible d'intervenir de manière civile hors de nos frontières pour une raison de fond : les guerres modernes sont en partie une gigantesque lutte médiatique. Les grands médias ont leur propre inertie, ils ne se confisquent pas facilement¹¹⁷ et c'est l'opinion générale des populations qui, in fine, oriente les conflits et fait la décision. Actuellement, les populations étrangères à un pays en guerre agissent en masse pour l'humanitaire, faute de mieux : il faudrait orienter leurs actions sur le soutien à la résistance civile interne non-violente des populations qui luttent pour la paix. Ce serait sans doute plus porteur que d'agir *seulement* par les voies étatiques. En ce début d'année 1998, alors que le drame algérien atteint les sommets de l'horreur, on voit pourtant se développer la démocratie dans ce pays. Des journaux de diverses tendances se multiplient, la population s'exprime de plus en plus, manifeste et agit. L'action civile se développe et sera sans doute la seule issue. C'est cette population qu'il faut soutenir. Nos gouvernements, nos sociétés civiles, nos populations disposent de nombreux moyens pour encourager et renforcer ce tissu démocratique qui a des idées sur les voies et les moyens. C'est avec leur propre société civile et avec leur gouvernement qu'il faut réfléchir et le faire dans une démarche stratégique coordonnée. Nous y reviendrons dans le cadre plus large du chapitre suivant qui montre l'importance extrême de la recherche et plus généralement des activités de matière grise dans ce genre de démarche. L'action civile ne se fait pas la fleur à la boutonnière. N'allons pas plus loin sur ce sujet brûlant, ouvert à de nouvelles investigations.

¹¹⁶ J.M. Muller, *L'intervention civile, Desclée de Brouwer, Paris 1997*

¹¹⁷ Cf. chapitre I, § "L'action civile est devenue un moyen d'action politique"

Là encore, on voit l'intérêt des six conditions pour savoir si une vaste mobilisation est possible et pour rendre les choses efficaces. Si l'une d'elle, comme par exemple la préparation, n'est pas remplie, l'axe de travail prioritaire apparaît rapidement.

En conclusion, ces conditions permettent de savoir dans les grandes lignes si un conflit peut être traité par DAC. Mais, à l'inverse, elles redéfinissent le concept, elles l'élaguent et le ramènent à ses éléments de base. L'effet est double. En délimitant les situations, on effectue du même coup un saut conceptuel qui nous rapproche de l'essence de la DAC. Jusqu'ici elle intéressait surtout comme moyen non nucléaire de résister à la menace soviétique. Maintenant que cette crainte s'est éloignée, nous reconsidérons l'outil et retrouvons son identité. Si nous ne nous trompons pas, nous détenons là un véritable fil conducteur permettant de ne parler de DAC que pour des conflits qui lui correspondent. De quoi déparasiter le discours et apporter une crédibilité à tous les échanges sur le sujet. *Il ne s'agit plus de croire ou non en la DAC*, il s'agit de savoir si un conflit est susceptible de réunir les six conditions (en particulier la volonté populaire). C'est une toute autre question, qui certes en appelle d'autres mais nous met sur la bonne voie.

L'EFFICACITE

Gene Sharp dans "La guerre civilisée" ¹¹⁸, a déjà traité de l'efficacité face à un adversaire violent. Il n'est pas nécessaire d'y revenir ici mais il s'agit d'un point fondamental dans tout système de défense. En outre, les nombreux exemples de résistances civiles montrent que la DAC peut atteindre ses objectifs.

Nous pouvons maintenant aller plus loin car, sur les six conditions posées, cinq au moins concourent directement à l'efficacité du procédé : la valeur de la cause, la gravité, l'existence d'une majorité, la mobilisation et la préparation. Chacune d'elles contribue de manière puissante à la motivation de la population et à sa volonté de s'impliquer, ce qui renforce sérieusement la capacité de vaincre. Elles délimitent un champ d'action dans lequel l'efficacité est optimale et devient visible. A partir du moment où l'on ne retient que les situations où la DAC peut fonctionner facilement, il est logique que l'efficacité apparaisse avec plus d'évidence. C'est aussi simple que l'œuf de Christophe Colomb, il suffit de le faire tenir debout !

Situer la DAC dans ce domaine permet de la rendre compréhensible, d'autant que nous disposons d'un vocabulaire et de définitions précises pour nous y aider. Une nouvelle raison de croire à l'efficacité d'un procédé qui repose en bonne part sur la bonne compréhension de la population.

Certes l'efficacité repose aussi sur les choix stratégiques, sur la direction des opérations, sur les réactions de l'adversaire, etc. Certes la réussite de la DAC n'est pas assurée... mais celle des voies militaires non plus. Elle ne sera garantie que par un dispositif et des préparatifs supérieurs à ceux de l'adversaire. En tous cas, sous ces conditions elle marche ! Le moteur fonctionne. On ne connaît pas encore ses futurs perfectionnements mais il tourne. Même si beaucoup reste à faire.

Nous avons travaillé jusqu'ici sur les aspects rationnels. Il reste à tenir compte de la part intuitive des doutes qui peuvent encore subsister. Pour cela, nous renvoyons au chapitre suivant dans lequel nous proposons une méthode d'approche qui, par sa sagesse et sa progressivité, permettra à chacun de construire son opinion à partir d'une réflexion collective, élargie aux experts en toutes disciplines à qui nous laisserons le temps de gestation nécessaire. Cela permettra d'établir les bases de la décision à prendre, la possibilité d'engager un tel processus dans la défense nationale, l'opportunité de se lancer dans une telle nouveauté.

Les clés du processus

Dans ce chapitre, nous avons éliminé des objections, facilité la communication, amélioré la visibilité des types de conflits concernés par la DAC, montré son efficacité.

Ces résultats sont loin d'être insignifiants car ils éliminent les obstacles les plus sérieux au développement des stratégies civiles; ils permettent d'établir une plate-forme de communication

¹¹⁸ *Déjà cité*

impossible jusqu'ici. C'est cela même qui forme la thèse de cet ouvrage. Plus précisément, pour parler de la DAC, nous disposons maintenant de quelques clés nouvelles.

La première consiste à distinguer systématiquement les résistances civiles et la défense par action civile. Ce n'est pas toujours facile car notre communication doit aussi utiliser l'actualité des résistances civiles.

La seconde consiste à faire cette distinction de concept, non seulement par le rôle de l'Etat et par la préparation comme à l'habitude, mais aussi par le respect des six conditions. Plus encore, il faut faire en sorte que celles-ci soient toujours présentes à l'esprit des interlocuteurs. Elles forment la colonne vertébrale de cette stratégie et permettent de la comprendre en temps normal, ce qui s'avère a fortiori nécessaire lorsque la réalité se complique.

La troisième clé est de concevoir que la forme centrale de la DAC correspond à une véritable guerre non-violente, dans tous les sens du terme.

Enfin, la dernière consiste à investir sur le concept d'action civile, aussi bien en ce qui concerne la recherche que la communication.

Ainsi, la DAC peut-elle sortir du domaine subjectif des croyances ou des convictions pour se placer dans le domaine de l'objectivité et du raisonnement. Elle se ramène à des questions qui sont de l'ordre de l'approfondissement. Il va être possible de l'aborder aux niveaux les plus exigeants de la Défense nationale.

Reliant ces conclusions à celles des deux premiers chapitres, qui enracinaient la DAC dans la réalité, on ne voit plus quelles objections de fond pourraient encore lui être opposées. Le nouvel enjeu n'est plus de savoir si cela marche ou pas, mais de savoir comment il serait possible de progresser. Nous allons faire des propositions dans ce sens.

Avant de quitter ce chapitre, le lecteur peut vérifier que les conditions posées sont indispensables à la DAC, du moins dans les cas types. Il faut aussi s'assurer que le raisonnement est bon, car alors il faudra en tirer les conséquences. Le débat est ouvert et pour le faciliter nous proposons le tableau ci-après qui résume le raisonnement du chapitre.

Voir le tableau en Annexe 2 page 106

Chapitre V - L'avenir

Il serait du plus grand intérêt de faire de la défense civile un sérieux sujet d'études, ce qui n'a pas été suffisamment fait jusqu'à présent... (Basil Liddell-Hart à la Conférence d'Oxford en 1964)

Communiquer sur la DAC

Forts de ces réflexions, nous voyons s'ouvrir des perspectives. Mais comment faire progresser concrètement la défense par actions civiles ? Quelle proposition concrète peut-on faire ?

Pour avancer sans se tromper dans un domaine aussi délicat, tant il est proche de la vie des gens, il importe de choisir un fil conducteur fiable. Nous avons choisi de travailler autour de l'image projetée dans le public par ces méthodes de défense : c'est elle qui, in fine, déterminera la progression.

QUELLE EST L'IMAGE DE LA DAC ?

Elle est peu connue. L'idée s'est surtout développée dans les milieux de réflexion sur la non-violence, chez les alternatifs et les écologistes. Elle a touché quelques élus et quelques responsables de la Défense nationale. Mais rares sont les personnes capables d'en parler avec quelque compétence.

Elle est le reflet de nombreuses incompréhensions : désobéissance civile (donc dressée contre le pouvoir), non-violence (avec l'image de Gandhi et ses aspects positifs mais problématiques). Et d'idées fausses : antimilitarisme, pacifisme, pouvoir populaire, désordres publics, défense passive ou purement défensive, vision utopique ou orwellienne, etc. Ces ambiguïtés, auxquelles s'ajoutent un zeste d'écologie, d'objection de conscience, d'anarchisme, de gauche idéologisante ou alternative esquissent le tableau, certes caricaturé, des éléments qualitatifs de l'image de la DAC. Par exemple on la trouve décrite dans des travaux sérieux comme "un essai de systématisation d'une pratique individuelle, la désobéissance civile, praxis inaugurée par Gandhi au début du siècle, au niveau de la défense de l'Etat"¹¹⁹. L'affirmation n'est pas fausse mais les omissions (involontaires certes) induisent en erreur : il aurait fallu ajouter "désobéissance civile à l'agresseur" et parler "d'une défense organisée par l'Etat"; de plus, la DAC est plus complexe que cette simple "systèmeatisation". Tous ceux qui en parlent le font ainsi, de manière légèrement décalée, tout en disant des choses exactes.

A cette image s'ajoute l'impression négative (à tort ou à raison) laissée dans une partie du public par des excès de l'action civile, subis quotidiennement au profit de minorités de toutes sortes, où certains voient trop de législation bafouée, trop de corporatismes, trop d'opposition et pas assez de construction, trop de manipulation, trop de causes perdues d'avance ou de velléités idéalistes et surtout trop de visions à court terme. Cela crée un halo conceptuel qui forme obstacle pour ceux qui veulent aborder la question de manière raisonnable. Il n'y a pas lieu de s'en décourager mais d'en avoir conscience. La faible notoriété peut aussi devenir un atout : il est plus facile de créer une image que de la corriger. Enfin, nous disposons des encouragements de nombreuses personnalités nationales et internationales de toutes tendances. Et si le sujet tient la route, tous les espoirs sont permis.

Les causes valables finissent bien par émerger.

QUELLE IMAGE POUR PROGRESSER ?

A terme, la DAC devra être comprise par tous, cela entraîne des impératifs pour son image. Celle-ci doit refléter *le sérieux* d'un sujet qui s'appuie sur des faits et raisonnements, sur le travail de chercheurs et de promoteurs compétents et pragmatiques. C'est une image *non partisane*, car elle ne peut être l'exclusivité d'une famille de pensée politique. Une stratégie de défense est a priori incolore. Elle doit se présenter comme telle pour être mise en œuvre par la population. Son adoption, même partielle, sera certes un choix politique dans lequel les partis s'investiront à des degrés divers, mais ceux qui la promeuvent, enrichissent le concept ou le développent, peuvent le faire en techniciens ou

¹¹⁹ *Les Ecologistes et la Défense" chez Dunod p 57*

en spécialistes de façon à faciliter le travail des décideurs. Le dossier sera d'autant plus objectif et d'autant mieux instruit qu'il ne s'appuiera pas sur des orientations partisans.

Ce projet peut aussi exprimer son *aspect transcendant* : il est de nature à mobiliser les esprits car il représente une avancée de la vie démocratique, un renforcement de la responsabilité individuelle et du civisme réclamé par la plupart des partis et clubs de réflexion politique. Il peut être l'objectif de toute une génération car il se fonde sur des valeurs universelles. Pour autant, et cette remarque mérite l'attention des plus idéalistes, cet aspect ne lui confère ni qualité défensive ni efficacité.

Enfin, l'image doit être *unie à celle de la Défense nationale*. Opposer les deux modes de défense est inutile et perturbe toute communication ; la DAC doit se présenter pour ce qu'elle est : une stratégie supplémentaire dans l'arsenal défensif. Si toute stratégie interfère avec les autres, il n'en est pas moins possible de travailler sur l'une d'elles de manière positive. En tous cas, il est indispensable d'établir la communication sur ces bases.

AXES POUR LA COMMUNICATION

Face à ces objectifs d'image, vis à vis d'un sujet aussi complexe, susceptible d'interprétations et malentendus comme nous l'avons vu, plusieurs contraintes de communication s'imposent. Banales, à première vue, elles sont plus importantes qu'il n'y paraît.

La communication doit être *véridique*, car il s'agit d'un travail sur le long terme. Pas question de manipuler un tant soit peu la cible en faisant miroiter les avantages, en omettant quelques inconvénients : il faut les reconnaître et les affronter en toute honnêteté. Dans un projet aussi proche du public, tous les écarts entre l'image recherchée et la réalité seraient mal ressentis et se retourneraient contre la méthode.

La communication doit se faire *en profondeur* de façon à ce que les citoyens puissent adhérer par eux-mêmes. Il faut passer par le débat, le dialogue, les études et approfondissements, avec une mise en place assez lente pour permettre qu'aient lieu dans le même temps les recherches et les critiques qui permettront les ajustements. Il faut commencer par situer l'examen dans les milieux les plus intellectuels et les plus concernés, de manière à ne pas traiter de problèmes complexes sur la voie publique.

Elle doit se faire de *manière professionnelle*. Plus la communication destinée au grand public est difficile, plus elle relève de spécialistes et demande une approche rigoureuse. Elle exclut les développements abstraits, utilise les exemples, met en situation, ramène à des éléments simples et directs, souvent même réducteurs. Elle tient compte de la propension générale à se référer aux faits et à l'actualité. Les journalistes le savent. Cette forme ne s'oppose pas à la communication en profondeur indiquée ci-dessus, elle la complète. Il faut jouer en permanence sur ces deux tableaux qui s'enrichissent mutuellement.

Sa dernière caractéristique sera d'être *unitaire et forte*. Plus le sujet est complexe et plus il concerne la population, moins il faut de dispersion dans la communication. Ainsi firent les Allemands vis-à-vis de la réunification de l'Allemagne en 1990. L'affaire était terriblement problématique compte tenu des disparités énormes de salaires, de législations, d'administrations, d'habitudes, de comportements. Le chancelier Kohl aurait pu prévoir des étapes progressives, des programmes savamment élaborés, il choisit au contraire d'annoncer la réunification. L'idée était simple et mobilisatrice. A partir du moment où la direction générale était fixée et claire pour tous, tout devint plus facile. Pourtant cette décision était lourde d'inconvénients et beaucoup la craignaient. Tout un peuple se mit au travail dans le même sens. Une force énorme avait été fédérée grâce à la puissance d'une communication unitaire.

COMMENT PARLER DE LA DAC ?

Maintenant que nous avons recentré le concept et clarifié le vocabulaire, comment aborder ce sujet complexe auprès de néophytes ? Plus généralement, quel peut être le discours sur des processus si nouveaux et si audacieux ? Sur quoi repose-t-il ? Il a six piliers de base. Chacun d'eux, comme on va le voir, appelle de nombreuses explications qui, loin d'être des détails, représentent souvent des points-clés.

L'Histoire

Il faut se référer à des résistances civiles sans armes contre un adversaire armé, violent et puissant ; à des exemples variés, avec ou sans la participation de l'Etat, contre un agresseur intérieur ou extérieur, etc. ; aux réussites mais aussi aux échecs. Ce détour empêche évidemment d'expliquer la DAC en quelques mots, comme beaucoup le souhaiteraient.

Il faut alors, et ceci immédiatement pour ancrer la crédibilité, situer la DAC comme un perfectionnement des résistances civiles s'appuyant, d'abord sur *l'engagement de l'Etat* qui légitime l'action, organise les forces de la nation et les dirige, ensuite sur *la préparation* qui augmente fortement les chances de réussite. On peut alors passer aux piliers suivants, dans l'ordre ci-dessous.

L'action civile

Ainsi, un coup de projecteur sur l'évolution de fond des comportements des civils, et plus particulièrement pendant les conflits, permet de prendre conscience des raisons du développement de l'action civile et des résistances civiles, de la puissance et de l'irréversibilité du mouvement qui les porte, de l'impossibilité même de ne pas en tenir compte dans une stratégie de défense.

La notion d'action civile est apparemment simple, mais elle ouvre un champ de réflexion et d'échange sur un sujet majeur de la vie sociale. Il faut en saisir l'étendue de registre, la variété des formes, les différentes fonctions dans un combat. Il faut en montrer, exemples à l'appui, l'étonnante richesse stratégique et tactique, la complexité et les problèmes. Il faut avoir réfléchi à l'absence de violence de ce type de combat, à son apport spécifique, à son importance primordiale dans le processus, à sa difficulté, ses contraintes, et enfin aux moyens d'y parvenir. Et surtout, il faut savoir situer cette idée majeure d'un rapport de force avec tout ce qu'elle implique. La distinction du graphique (chap. I), entre les actions des civils et les actions de l'Etat d'une part, les actions de coercition et les actions participatives d'autre part, clarifie les idées.

Enfin, la notion de société civile est essentielle pour saisir la réalité civile, sa puissance, ses moyens, et pour comprendre les fondements de la cohésion sociale. Chacun doit comprendre qu'en cas de crise ses acteurs, les civils, disposent d'un cadre d'organisation riche et varié dans les entreprises, les groupements professionnels, les syndicats, dans la police, l'armée, les administrations, les associations, etc. Chacun imagine volontiers que lorsque la situation est grave, il n'est pas nécessaire de dépenser beaucoup d'énergie pour que ces groupes s'organisent dans la résistance.

Les mécanismes

Un pouvoir a besoin d'être reconnu par ses sujets : si ceux-ci ne sont pas prêts à jouer le jeu et l'expriment par l'action civile, le pouvoir ne peut plus s'exercer et va jusqu'à s'effondrer. Les mécanismes de la lutte non-violente passent par une phase de prise de conscience collective, parfois longue et difficile. Il existe des moyens de la provoquer. L'exercice du rapport de force (non armé), capable de faire plier l'agresseur contre sa volonté, relève de techniques élaborées au XX^e siècle par l'expérience et enseignées aujourd'hui dans des cadres militants. Les réactions violentes de l'agresseur, l'art de les utiliser, les phases de grande difficulté, les moyens de les surmonter, les processus qui conduisent à la chute du pouvoir sont l'objet de nombreuses études et ouvrages. Il s'agit, par exemple d'empêcher l'adversaire d'atteindre ses objectifs, de lutter contre la collaboration par des moyens spécifiques, d'aider la population à survivre, de maintenir la volonté de la population, d'obtenir des appuis civils internationaux, de fragiliser l'adversaire sur ses points faibles, de démoraliser ses troupes, d'associer les pressions de l'Etat et celles de la société civile... Tout cela suppose une bonne connaissance de l'adversaire et de la situation.

Cela entraîne une large batterie de moyens comme les services de renseignements compétents, la décentralisation des pouvoirs en cas de nécessité, l'organisation de la concertation durant le combat, son organisation systématique dans le cadre des multiples organes de la société. Cette mise en place permet à chacun de savoir et comprendre ce qu'il a à faire, de communiquer et de fonctionner dans un système hiérarchisé et régulé malgré d'énormes difficultés, sans cesse renouvelées par l'adversaire.

Le dernier mécanisme consiste à se préparer si bien et si ouvertement, que l'adversaire soit dissuadé d'agresser.

La situation

Sans l'évocation d'une situation possible, les explications restent abstraites. Là encore, il faut des exemples de conflits passés, de menaces actuelles ou futures, mais il y a une difficulté : les conflits passés convainquent peu dans la mesure où ils ne se reproduisent pas et les menaces actuelles n'éveillent pas d'intérêt en période calme ou de faible risque. Quant aux futures, la réflexion à long terme, logique dans la mesure où la mise en place de gros moyens de défense demande vingt ans, reste vague et oblige à associer deux éléments aléatoires : le mode de défense et la situation. Or il est difficile de convaincre en s'appuyant sur deux éléments incertains. C'est même pratiquement impossible : les interlocuteurs ont l'impression de nager dans le rêve.

Comment dès lors apprécier les menaces avec pertinence et les rendre suffisamment crédibles pour aborder le sujet ? Nos six conditions apportent opportunément la réponse. L'Histoire abonde en situations qui leur correspondent et, sur le long terme, il n'y a pas de raison sérieuse pour que cela cesse. Ainsi est-il possible de donner une réalité aux menaces, à condition toutefois de poser clairement chacune des conditions et de dessiner des situations type. L'idée de guerre non-violente, avec tout ce qu'elle implique, facilite la représentation. Elle est importante car nous avons du mal à imaginer pour nous une situation de guerre. Or, sans l'existence d'un drame d'une telle intensité, il est impossible de comprendre cette idée de défense par actions civiles.

Le rôle de l'État

Les résistances civiles ont souvent fonctionné sans l'appui de l'Etat. Leur étude a montré la grande puissance qu'ajoute, à celle de la nation, l'appui du pouvoir légitime .

Il faut le dire aussi : la coordination des actions civiles dans une direction unique est essentielle et répond à l'une des plus grandes difficultés rencontrées dans les résistances civiles improvisées. La DAC suppose une véritable organisation, des organismes spécialisés pour la stratégie, les opérations, les missions particulières, la recherche, la préparation, la formation, la communication, l'administration, la coordination, le contrôle... Autant d'éléments que seul l'Etat peut prendre en charge.

Il faut évoquer aussi les cas où le gouvernement est placé dans l'incapacité d'exercer sa fonction, dire que cela appelle des dispositions préventives et une gestion particulière des pouvoirs par la décentralisation et la concertation locale.

La préparation

Toutes les analyses des échecs historiques montrent l'importance, déterminante pour le succès, de la préparation de la nation dans toutes ses composantes. Nous l'avons vu, elle comporte de nombreuses facettes dont les principales différencient le processus de celui des résistances improvisées : facette *législative* avec les lois d'exception de la DAC ; *matérielle*, logistique et technologique pour permettre certaines formes de résistances. On y trouve les grands domaines de *l'information* et de la *communication* ; celui de la *recherche* dont on verra plus loin qu'il a une nature particulière et une importance clé dans un processus fondé sur l'information et l'intelligence réparties dans les multiples organismes de la société ; celui de la *formation* des civils, à l'école, au service national, dans les cercles de travail ou organismes de la société civile et, plus généralement, la préparation humaine qui comporte de multiples volets (cohésion sociale, comportement non-violent en situation conflictuelle, etc.). Enfin tout cela relève d'une *organisation* qui coordonne ces différents domaines.

Il est bon de savoir qu'il existe des compétences en matière de luttes par actions civiles issues de l'expérience acquise depuis quelques décennies dans les nombreux conflits non armés de l'Histoire.

Remarques

Il faut aussi prendre quelque recul et dire que la DAC ne doit pas être considérée comme une panacée, qu'elle est aujourd'hui une nouvelle stratégie à ajouter à la panoplie des moyens de défense et que, dans certains cas, seule la solution militaire sera efficace. Dire encore qu'elle est une méthode qui a déjà reçu de nombreux encouragements de personnalités de tous bords, et que certains pays ont même commencé à l'envisager concrètement par des dispositions diverses.

En conclusion, nous pouvons affirmer que, sans ce tour d'horizon, il est impossible d'être crédible auprès d'un interlocuteur de bonne volonté. *Pour parler de la DAC, il y a beaucoup de choses à dire*, beaucoup de préalables, qui nécessitent chacun des explications, des exemples, du temps et de la patience, bref de la pédagogie. Ceux qui ont essayé de le faire n'ont pas toujours mesuré ces difficultés et leurs explications ont souvent produit un effet négatif, difficile à effacer.

Et si, plus clairs que jamais, nous réussissons à convaincre sur le fond, nos interlocuteurs butent encore sur un dernier obstacle : l'impossibilité de faire avancer un tel dessein ; les inerties leur paraissent trop grandes, l'idée est trop dérangeante. Autrement dit, pour leur permettre d'adhérer il faut aussi leur présenter des éléments concrets de développement qui leur paraissent réalistes, une stratégie de bon sens pour progresser au plan national. La communication doit aussi répondre à cette attente.

COMMENT PROMOUVOIR LA DAC ?

Même pour se faire comprendre auprès des publics les mieux armés, l'expérience montre qu'il faut passer par des moyens lourds : livres, conférences, débats, réflexions publiques. C'est le genre de sujet pour lequel l'opinion des autres a beaucoup d'importance. Mimétisme regrettable sans doute mais assurément présent, et finalement cohérent avec une méthode de défense qui ne fonctionne "qu'avec les autres". Faire accepter un tel ensemble demande des moyens qui ne sont pas à la portée d'un individu ou d'une association. Un livre ne suffit pas, on l'a vu avec "la Dissuasion civile" en 1985. Il faut des plans de communication professionnels avec des méthodes et moyens adaptés.

Pour le grand public, c'est encore plus vrai. Les spécialistes seront obligés de transformer la communication, mettront en forme des exemples, chercheront des raccourcis imagés, produiront des films et vidéos, appuieront des séances de formation sur des cas concrets, utiliseront les grands médias et profiteront des opportunités de l'actualité. L'histoire des résistances prouve qu'il est possible de se faire comprendre : pour le grand public la communication ne passera pas par des voies théoriques, mais par des voies concrètes et sensibles. Peut-être aussi par des voies émotionnelles si l'on décide de la faire à chaud lors d'un conflit.

En tous cas, de manière plus générale, des étapes seront nécessaires : tout d'abord passer par une période de maturation dans l'intelligentsia du pays ; celle-ci pourrait se conclure par une décision de l'Etat pour élargir le débat, voire l'arrêter ou le reprendre sous d'autres formes ; un débat plus large et national pourrait alors être développé et se conclure par l'engagement de l'Etat sur un projet ou un programme progressif.

Nous n'en sommes pas encore à la première phase. Aussi, pour la préparer, nous proposons une importante phase de recherche qui serait en quelque sorte une stratégie de communication en même temps qu'un moyen d'approfondissement.

POURQUOI LA RECHERCHE ?

Malgré l'existence d'un solide fond de recherche, beaucoup de questions doivent encore être approfondies. Nous disposons aujourd'hui du concept et d'expériences réussies sur le terrain. Mais nous ne savons pas s'il est possible de faire quelque chose de bien défini dans certains conflits en cours et futurs. Nous avons besoin d'affiner notre connaissance des conditions de fonctionnement, des précautions et des risques. Nous devons repérer les limites, les freins, les préalables, les moyens concrets, les étapes ; savoir comment se préparer, s'organiser, se former. Il faut aussi élargir les champs d'investigation, créer des compétences, apporter des idées nouvelles, des solutions inattendues liées aux technologies (qu'il s'agisse d'électronique, de médias etc.), des méthodes liées aux sciences humaines, soulever des problèmes, engager des expériences... Le développement de la DAC a, jusqu'aujourd'hui, souffert d'une sous-estimation du travail de réflexion et de mise en place. Il y a un vide à combler. La dimension de cette tâche est nationale et même internationale.

Engager des recherches est un pas que peut sans doute aujourd'hui franchir le gouvernement dans l'état des connaissances sur le sujet. Faire plus serait sans doute trop demander tant qu'il n'y a pas de soutien dans les milieux spécialisés, faire moins n'est pas raisonnable compte-tenu des menaces sur la paix à long terme et des possibilités extraordinaires entrevues dans la DAC.

Mais surtout la recherche est en elle-même *un excellent vecteur de communication* vers les milieux qui, de manière large, feront la décision. Pour un sujet aussi complexe, et si important, elle est non seulement un moyen indispensable, mais aussi le seul possible.

Par ailleurs, elle révélera l'utilité ou non d'aller plus loin. La recherche et les publications se développeront si la méthode est raisonnable et peut intéresser les responsables. Elles disparaîtront dans le cas contraire. Jusqu'à ce jour, il était difficile d'avancer parce que le sujet était complexe, problématique et mal connu. Nous n'avions pas franchi le seuil de communication et de crédibilité qui permettait aux chercheurs de s'intéresser au sujet. Cela devrait être possible maintenant que les bases de réflexion sont éclaircies. Débloquer les principaux freins du système est du moins l'ambition de ce livre.

Il restera alors à définir la ligne de crédits pour financer les travaux et à promouvoir cette recherche dans les nombreuses disciplines concernées par une action de communication concertée avec les chercheurs.

Proposition

Nous suggérons donc d'engager la recherche sur l'action civile et la DAC en désignant un objectif, une direction, des missions et un budget. En voici une esquisse d'illustration.

L'objectif est simple, il s'agit d'étudier, approfondir et faire connaître la défense par actions civiles.

La direction doit, selon les bonnes vieilles recettes, être bicéphale et séparer le contrôle (au sens anglo-saxon) et l'opérationnel. Elle serait alors constituée de deux entités de pilotage : une équipe de réflexion et de supervision composée de représentants non permanents de la société civile et de l'Etat, sous la direction d'un représentant du Premier ministre ; et une petite agence de pilotage, sous le contrôle de la première équipe, composée de permanents compétents, chargée d'organiser la recherche et de réaliser la promotion.

Les missions assignées à ces deux équipes pourraient être d'initier, impulser et développer la recherche sur l'action civile et la DAC sous large registre ; l'orienter et la contrôler, mais aussi lui assurer autonomie et créativité ; communiquer le résultat des travaux auprès de toutes les personnes intéressées ; faire le point des travaux et les synthèses nécessaires ; mesurer la progression de la recherche et l'impact de la communication ; proposer au fur et à mesure des orientations et décisions ; prévoir les budgets annuels et les gérer.

Le budget doit être au niveau de ce qui serait attribué pour développer une arme nouvelle d'aussi grande portée. Il doit s'agir d'un budget ouvert à toute recherche jugée enrichissante par l'agence de pilotage, récurrent et contrôlé a posteriori par l'équipe de supervision. Il faudra initier les recherches la première année et parvenir assez vite à plusieurs dizaines de chercheurs de façon à disposer de diverses approches dans chaque discipline.

La recherche sur la DAC

S'engager dans une telle opération oblige à évaluer le volume du programme. Par ailleurs, cette recherche est différente de ce que nous appelons traditionnellement "recherche". Elle touche la population, elle joue sur un registre large de compétences et de domaines, elle concerne des sujets sensibles. Bref, il convient d'y réfléchir et d'en apprécier la nature et les particularités. C'est ce que nous allons faire dans les grandes lignes, pour terminer ce chapitre.

Les différentes NATURES de la recherche

Le type de recherche et la nature du chercheur caractérisent ce premier classement.

Les recherches fondamentales sont faites par des scientifiques, universitaires, chercheurs, économistes, consultants, écrivains... Elles peuvent porter par exemple sur les actions civiles, les résistances civiles, les pouvoirs, les foules, l'évolution des démocraties. Il peut s'agir de travaux historiques, sociologiques, anthropologiques, philosophiques, psychologiques et comportementaux, politiques et autres.

Les recherches appliquées sont faites par des spécialistes de la défense nationale. Ce sont des recherches sur les formes de la DAC, déjà focalisées sur des conflits potentiels : études stratégiques, étude des méthodes de pression et de leur adaptation aux différentes situations, étude des formes de préparation ou de formation... Elles s'exercent dans des domaines très variés.

Les recherches techniques ou spécialisées sont faites par les entreprises ou les administrations pour concevoir et réaliser des moyens nouveaux correspondant à des stratégies. Ces moyens peuvent concerner, par exemple, la lutte, la pression sur l'adversaire, la protection ou la survie de la population : études de conception de ponts, de gares, de moyens de télécommunication imprenables, ou remplaçables en cas de saisie, de sources d'énergie autonomes, de moyens de transport difficiles à réquisitionner par l'ennemi. Notons que les industries peuvent en espérer des retombées sur leur chiffre d'affaires et sur l'emploi. La meilleure illustration en est le réseau Internet, conçu initialement pour protéger l'informatique militaire américaine.

Les recherches d'informations sont faites par des spécialistes de l'Etat. Il s'agit par exemple de connaître un agresseur potentiel, ses dirigeants et sa population, ses mobiles, ses intentions, ses forces, ses faiblesses. Plus encore que dans les solutions militaires, il faut être informé car contre des moyens armés puissants les armes de la DAC sont l'intelligence, la connaissance et l'information, au sens le plus large, conjointement aux formes de renseignement militaire.

Les recherches démultipliées sont faites sur le terrain des opérations par concertation dans les groupes de la société civile, sous la responsabilité et l'organisation d'institutions de toute nature : administrations, entreprises, syndicats professionnels, assemblées territoriales, associations, etc. De façon à trouver un écho suffisant dans le public, ces concertations concernent exclusivement des périodes de conflits imminents ou en cours *pouvant réunir les six conditions de base*, autrement dit des situations de guerre. A la charge et sous le contrôle général de l'Etat, elles sont pilotées par une organisation centrale de la DAC et assistées par des spécialistes. Les animateurs de groupes sont formés et coordonnés au sein de leur organisme. Les axes de réflexion ou de travail sont clairement cadrés et médiatisés au niveau national. Les groupes de travail sont limités à une quinzaine de personnes se retrouvant de manière régulière. Un dispositif d'information accompagne les réunions en amont et en aval.

Il s'agit donc d'une forme de réflexion-concertation. Pour devenir réalité, elle nécessite une organisation qui n'existe pas, elle suppose aussi que l'on ait décidé de mettre en œuvre la DAC. Il est difficile d'en dessiner les contours car elle est très nouvelle et reste à établir.

Elle représente l'un des aspects les plus audacieux et les plus visibles de la DAC. Elle ne peut être mise en œuvre qu'en cas de crise grave et de volonté populaire suffisante. Elle pose encore de nombreuses questions. Par exemple, sous quelle réserve peut-elle exister, moyennant quelle préparation ? Doit-elle selon les cas ne concerner qu'une partie de la population ? Et sur une durée limitée ? Nous ne le savons pas. Pour s'en faire une idée, on peut la rapprocher de la vaste organisation mise en place dans les entreprises pour améliorer la qualité (cf. chap.I). Il faut aussi imaginer qu'elle soit lancée à partir d'ordres aussi clairs et simples que ceux donnés par le général de Gaulle lors du putsch d'Alger (cf. chap. III).

Cette forme d'investigation accroît considérablement la capacité de recherche et en élargit le registre. Elle consiste à faire participer la société civile aux réflexions sur sa défense et son organisation, de façon à permettre à chacun de comprendre son rôle, et d'intégrer son action à celle des groupes. Elle a une fonction instructive. Elle permet une préparation de la population et contribue à sa formation. Elle permet le contrôle des processus civils de la même manière que les syndicats savent contrôler de grandes grèves. Elle permet aussi de développer l'esprit de défense, la démocratie et la cohésion nationale. C'est donc beaucoup plus qu'une recherche, c'est quelque chose de spécifique qui, à l'instar des "réunions qualité" dans les entreprises, justifie une désignation particulière. Celle-ci pourrait même être différenciée pour chaque opération comme le fait l'ONU (FINUL au Liban, FORPRONU en Yougoslavie, APRONUC au Cambodge...). Cela pourrait se faire autour des initiales AC, DAC ou GAC, selon le cas, et permettrait, à partir d'une communication adaptée, de donner à ces opérations le retentissement nécessaire.

La recherche militaire fait aussi appel au foisonnement de l'intelligence civile avec ses activités de renseignements, de réflexion stratégique, d'études, d'enquêtes d'opinion et travaux de journalisme,

de concertations de spécialistes, de recherches d'armements dans les entreprises... mais on ajoute ici une large démultiplication de la concertation par secteur d'activité et par lieu géographique, que dynamisent la proximité d'un conflit grave et la nécessité clairement annoncée de se défendre sans armes. Il faut aussi ajouter une information publique beaucoup plus large, faite de débats en groupes, de missions sur les lieux des conflits, d'échanges internationaux, d'opérations de communication médiatisées, etc.

Les MOMENTS de la recherche

Le registre des travaux change radicalement selon qu'ils ont lieu :

Longtemps avant tout conflit, en temps de paix, alors même souvent que la menace n'existe pas réellement. La recherche est alors théorique et concerne des types de conflits non désignés. Elle fait appel surtout à des spécialistes. La présente étude en fait partie.

En perspective d'un conflit possible donc désigné, même si la menace est encore faible. Les données sont alors plus précises. On peut aller plus loin dans la recherche. Celle-ci peut même constituer une véritable dissuasion pour l'adversaire. Elle ne met pas encore à contribution toute la population, mais éventuellement certaines de ses familles directement concernées (comme des réfugiés...). Elle n'implique que des spécialistes.

En préparation d'un conflit imminent. Elle est alors plus concrète et concerne toute la population de plus près.

Durant le déroulement d'un conflit. Tout se passe alors à chaud, avec des problèmes cruciaux. Toute la population est impliquée.

Après un conflit, car c'est un temps privilégié pour la recherche.

Les différents CONFLITS

Ils sont évidemment l'une des variables importantes de la recherche. On peut faire de la recherche soit pour l'ensemble des conflits, soit par grande famille ou type de conflit, soit sur des conflits réels. Voici des conflits qui pourraient être passibles d'une défense par actions civiles. On notera qu'ils ne correspondent pas nécessairement à des menaces actuelles.

Il y a des agressions extérieures comme une guerre mondiale, issue par exemple d'un conflit Inde-Chine ; une invasion du territoire français ; une attaque armée localisée de type Malouines sur un territoire d'outre-mer ; un chantage à grande échelle, nucléaire, chimique ou bactériologique ; un blocage de nos sources vitales d'approvisionnement comme le pétrole ; des actes inacceptables d'une puissance hégémonique...

Viennent ensuite *les agressions intérieures* comme un coup d'Etat ou un coup de force ; une dérive dictatoriale du pouvoir ; un terrorisme de longue durée de type algérien prenant une ampleur et une gravité telle qu'il ne soit plus possible d'éviter la guerre civile ; ou, dans les mêmes conditions d'intensité, une montée grave des intégrismes, des mafias, gangs ou sociétés secrètes, des emprises de la drogue et de la corruption...

Il y a aussi *des conflits en pays tiers*, contre lesquels il serait possible de trouver une volonté d'action largement majoritaire, soit dans ce pays, soit dans notre population, française ou même européenne... Si cela semble aujourd'hui impossible, ce n'est toutefois pas impensable. On l'a entr'aperçu pour le conflit yougoslave où l'impossibilité venait sans doute plus de l'incapacité à proposer des actions efficaces que d'un manque de volonté de la population européenne.

Citons enfin *des événements graves au point de justifier une mobilisation générale (dispositifs d'Etat submergés...)*. Ce pourrait être le cas d'une catastrophe environnementale plus grave que Tchernobyl, ou d'une épidémie bactériologique, ou d'un afflux énorme de réfugiés issus d'un pays ravagé par un conflit nucléaire.

Ce découpage en familles est conventionnel. D'autres classements peuvent présenter de l'intérêt ou apporter un éclairage particulier, par exemple par continent, ou par zone culturelle, ou par cause profonde de conflit, ou en fonction du degré de développement des pays concernés, ou de leur degré de démocratie. On peut aussi faire intervenir le degré de développement du conflit, son intensité, son

risque d'extension, ses conséquences, etc. De même, on peut distinguer conflits potentiels et conflits réels (dont nous ne ferons pas la liste : il existe en permanence dans le monde trente à quarante conflits armés, organisés et violents).

Les CHAMPS de recherche

Ils correspondent aux familles de questions que posent l'usage et le développement de la DAC. En dresser la liste reviendrait quasiment à esquisser un programme dont on peut dire qu'il serait prématuré aujourd'hui. Cependant, pour en apprécier le volume, la nature et les particularités, il nous en faut citer quelques-uns et les illustrer de quelques questions :

Les idées générales concernant la DAC représentent un chapitre fondamental. Il s'agit, comme nous le faisons ici même, de réfléchir sur les principes, les fondements, les idées-forces, la place de la DAC dans le dispositif de défense global, sa cohabitation avec la défense armée, ses points forts et ses points faibles, ses champs d'application privilégiés...

L'étude de Histoire des résistances civiles en est le premier volet, loin d'être achevé malgré les travaux déjà réalisés. Quels sont ses enseignements ? Quelles études manquent encore ? Quelles sont les circonstances favorables ou défavorables pour une résistance civile, du côté des résistants, et du côté des agresseurs ?

On peut se demander quels sont les liens de la DAC avec la démocratie et avec le degré de développement des sociétés ? Autrement dit, la DAC est-elle à réserver aux pays démocratiques, et les résistances civiles aux autres ? Et la France, par son organisation centralisée et sa relative cohésion, n'y est elle pas mieux adaptée que d'autres pays ? On peut se demander si le développement de la DAC peut renforcer notre crédibilité internationale ? Ou encore quelles sont étapes réalistes pour une institutionnalisation de la DAC ? Comment obtenir de la DAC un véritable effet dissuasif ? Y a-t-il des possibilités d'interventions par actions civiles hors de nos frontières ? La DAC peut-elle devenir un élément de la défense européenne ?

La réflexion sur la recherche elle-même revêt une importance capitale car la recherche est, plus que pour tout autre mode de défense, le fondement de cette stratégie de l'intelligence. Cette réflexion doit précéder tous les travaux pour en indiquer l'esprit, les axes principaux, les opérateurs, le programme, le coût et le budget. Il faut aussi observer l'état d'avancement des recherches déjà effectuées, notamment dans les autres pays, repérer les compétences existant dans le monde, définir l'organisation, le mode de contrôle, la qualité du débat, les urgences, les points-clés...

L'engagement civil dans un conflit, ou plus précisément la nécessité et la décision de cet engagement, doit précéder toute recherche sur un conflit réel. La réponse dépend pourtant des autres recherches. Tel conflit nous concerne-t-il ? Qui concerne-t-il aussi : l'Europe, l'ONU ? Devons-nous intervenir ? Mérite-t-il un engagement total ou seulement une participation ? Les questions de base ne diffèrent pas de celles qui se posent dans les approches militaires. Mais un nouveau mode de résolution peut modifier les réponses ou induire des questions supplémentaires. Tel conflit relève-t-il d'une DAC ou d'une stratégie militaire ?

L'adhésion de la population est une donnée qui prend ici un grand relief et mérite les meilleures études. Ceci vaut aussi bien pour des conflits futurs que pour des conflits actuels. La question concrète est évidemment de savoir si, dans tel conflit, l'appui et l'engagement de la population est possible, mais elle appelle des réflexions préalables sur les fondements de l'adhésion et de l'action collective, sur les processus de concertation, sur la préparation à la DAC, sur le développement de la cohésion nationale, de la citoyenneté, de l'esprit de défense, sur les phénomènes d'usure de la motivation en période de combat... Ces questions ne sont pas nouvelles; la DAC leur donne une acuité qui peut être source de retombées positives.

L'enclenchement d'une guerre par actions civiles et les problèmes de mobilisation forment un terrain nouveau qui mérite attention. Nous ne savons pas encore qui mobiliser exactement ; toute la population, ou une partie seulement dans certains cas ? Peut-il y avoir des étapes, par exemple celle qui consisterait à former rapidement des animateurs ? Nous ne savons pas si, aujourd'hui, cette nouvelle forme de mobilisation pourrait trouver dans notre arsenal juridique le cadre institutionnel suffisant. Il importe aussi d'en repérer les différences avec la mobilisation militaire ? Qui peut mobiliser ? En cas de captivité du gouvernement, y a-t-il des seuils et des critères à partir desquels la population

pourrait se sentir engagée ? L'ONU ou les institutions européennes ont-elles un rôle à jouer dans certains cas ? Quelles sont les limites à la légitimité d'une mobilisation ? Quid d'un gouvernement qui se mettrait de facto hors la loi en collaborant avec l'agresseur ? Comment mobiliser sans panique en cas de catastrophe écologique majeure ? Comment mobiliser rapidement toute la société ?

Comment maîtriser le processus pour qu'il soit efficace et évite les débordements ? La mobilisation des structures sociales du pays suppose des consignes et des procédures particulières : lesquelles ? Et comment communiquer avec elles ? Y a-t-il des raisons de modifier nos institutions ou nos lois martiales ?

L'organisation de la DAC va sans aucun doute conduire à définir les pouvoirs, les responsabilités, les fonctions, les schémas de fonctionnement, les directives et procédures... D'abord quelles sont les fonctions à mettre en œuvre ? Relèvent-elles de l'Etat, des structures de la société civile, ou des individus ? Quelles sont celles qui relèvent de spécialistes ? Quel pourrait être un corps de professionnels ? Il faut pouvoir maintenir un état de droit, même en cas d'occupation. Il faut aussi chercher à concilier coordination et décentralisation. Il faut trouver les moyens de canaliser sans trop les brider initiative et créativité. Il faut prévoir des liens et des ponts avec la défense militaire, que ce soit en stratégie, en renseignement ou en formation... Il faut éviter de créer trop de nouveaux organismes. Comment faire tout cela et éviter les lourdeurs administratives en cas de conflit ? De nombreuses réflexions doivent encore être menées, par exemple pour assurer la continuité de fonctionnement en cas de présence d'un agresseur ou de mainmise sur l'organisation, pour préciser les domaines à garder secrets, pour réduire ou minimiser l'effet de la collaboration dans les choix organisationnels.

La préparation de la lutte s'exerce cependant sur un plus large registre : elle touche aux hommes, aux plannings, aux stratégies, aux méthodes, aux techniques, aux moyens matériels, à la logistique, aux budgets, aux renseignements, aux soutiens internationaux.... Vaste champ de recherche qui peut lui-même se démultiplier. Questions préalables : que faut-il préparer et dans quelle mesure ?

Ne suffirait-il pas de préparer fortement quelques aspects comme l'adhésion des civils, le dispositif législatif, la création de compétences au sein d'un corps de spécialistes, la formation des leaders (élus, préfets...), la recherche, le renseignement, les moyens de communication en période de crise ? Ces questions ne trouveront leur réponse que par des avancées sur d'autres interrogations. La recherche doit progresser par des voies parallèles.

Au chapitre "direction des opérations", on touche le centre des recherches puisqu'il s'agit d'étudier, avant et pendant le combat, ses objectifs, les tendons d'Achille de l'adversaire, nos propres points faibles, nos stratégies et les réponses possibles de l'agresseur, les formes du combat dans ses grandes lignes, les choix d'actions civiles ; cela conduit à étudier aussi les méthodes, les moyens et les outils de l'action.

La dynamique de la guerre non-violente pose des problèmes plus aigus : les appuis, la durée, les limites de la population, les phases du "jeu" d'échec et ses évolutions multiples, ses risques, ses recours, ses critères de progrès. Il s'agit ici de travailler sur les formes extrêmes de la lutte, par exemple en périodes difficiles ou problématiques. Il s'agit de progresser dans notre capacité à contenir notre propre violence, à limiter celle de l'adversaire, à durer face à la violence. Comment maintenir le tonus de la population en prise avec les pires moyens de pression et de répression ? Comment mener la lutte anticollaboration et comment lutter contre des gens décidés à profiter de la situation ou à contourner les dispositifs ? Comment assurer l'unité minimum ? Comment évoluent les processus de décision et de coordination en situations extrêmes ? Et, de manière plus générale, quels sont les contre-effets indésirables des actions civiles envisagées, de la DAC et de ses méthodes, les risques encourus comme la paralysie du pays, les effets d'emballement ou de détournement de l'outil. Comment les éviter ou les maîtriser ?

L'information et la communication durant le conflit méritent des recherches spécifiques compte-tenu de leur importance névralgique. Elles sont les enjeux majeurs d'une guerre par actions civiles. Comment assurer, malgré l'agresseur, une circulation d'informations fiables et utiles entre des acteurs aussi nombreux. Comment maîtriser la manipulation et la désinformation ? Il faut analyser les différents domaines d'information, leurs caractéristiques, leur importance respective dans la lutte ; leurs voies et moyens ; ceux de l'adversaire, étant entendu que l'adversaire aura lui-même étudié la question. Il s'agit d'une véritable guerre dans la guerre qui justifie des travaux interdisciplinaires et des approches professionnelles : principes, objectifs, acteurs, stratégies, formes et modalités, phases, moyens et outils, risques...

La formation de la population. On l'a vu lors des débats sur le service national, on parle souvent de formation avant d'en fixer les finalités. Ce champ d'investigation ne doit pas être investi trop tôt. Pourtant il faut définir les contours de la formation : dans quels cas et dans quels domaines de la DAC l'instruction est-elle nécessaire, voire indispensable ? Quels peuvent être les différents niveaux d'enseignement ? Faut-il faire de la formation civique ou s'en remettre à une formation plus pratique, la première étant un effet de la seconde ? Comment ne pas "voler" trop bas, ou trop haut ? Comment faire en sorte que la population maîtrise les réflexes et techniques de base ? Faut-il, par exemple, inclure une initiation au travail en groupe, à la prise de décision, un entraînement pour maîtriser sa peur, pour rester informé malgré la pression de l'adversaire, pour savoir comment se comporter devant des intimidations et chantages... Quelles parts de savoir peut-on généraliser sans risquer de troubler l'ordre public ? Quelles compétences faut-il réserver à des spécialistes ?

Ensuite seulement viendront des études sur les voies de la formation, les moyens pédagogiques, les animateurs, les participants (âge, niveau, sexe), le contenu concret (par grandes familles de population), le calendrier dans la vie humaine depuis l'école, les formes, les lieux, les limites, les critères de qualité, le contrôle... Toutes questions qui finalement répondent aux questions habituelles : quoi, par qui, à qui, où, quand et comment ?

L'assurance des besoins de la population est un sérieux domaine d'investigation car les gênes et entraves organisées contre l'agresseur désorganisent aussi les défenseurs. De plus, l'adversaire ne manque pas de perturber la vie de la population devenue l'ennemi. Comment assurer notre survie, le maintien d'une activité économique suffisante, nos approvisionnements, la fourniture d'énergie ou d'eau ? Comment ne pas devenir dépendant d'un pays agresseur pour certaines fournitures stratégiques ? Ces questions, comme beaucoup d'autres, sont étudiées dans le cadre de la protection civile, mais comportent ici une dimension supplémentaire, avec une population engagée dans la lutte, plus ou moins formée et encadrée et capable de discerner, en général, ce qui gêne un camp de ce qui gêne l'autre. Par ailleurs, peut-on se soustraire aux dépendances et pressions indirectes ? Peut-on rembourser les frais engagés par les organismes et les entreprises ?

Cette liste de champs de recherche est loin d'être complète. Notre découpage est conventionnel, il en existe bien d'autres. L'essentiel est de faire ressortir la variété et l'intérêt des champs de recherche. Notons de plus qu'il n'est pas anormal que la plupart des rubriques interfèrent entre elles comme, par exemple, formation et préparation. En fait tout se rejoint.

Le croisement des critères "Conflits" et "Champs" conduit à une grille de recherche permettant de se poser systématiquement les bonnes questions sur les types de conflits et sur chaque conflit potentiel qui menace la sécurité dans le monde. Certains croisements pourront sans doute être évités parce qu'ils ne relèvent pas de la DAC ou pour d'autres raisons. Mais la grille permet de cadrer la recherche et d'en saisir la complexité.

Les différents ASPECTS

Pour chacune de ces questions, il existe aussi différents aspects que l'on retrouve naturellement dans toute étude : d'abord *les aspects juridiques*, législatifs, administratifs ou procéduriers.

Il y a aussi *des aspects économiques et financiers*. L'argent est le nerf de la guerre pour les défenseurs comme pour les agresseurs. Chaque action civile a son coût. Les armes économiques peuvent, dans une stratégie de DAC, s'avérer encore plus redoutable grâce au soutien de la population. De plus, la différence des coûts que doivent supporter respectivement agresseur et défenseur peut être un facteur stratégique.

Viennent ensuite *les aspects techniques*, scientifiques et pratiques. On imagine mal la variété des solutions techniques qui peuvent exister face à de nouveaux problèmes. Il ne s'agit plus de neutraliser des hommes, des armes ou des engins. Il s'agit de faire pression sur les agresseurs et de protéger les agressés. Le registre d'intervention est plus large et concerne tous les domaines de la vie courante et de l'industrie : l'information, l'alimentation, les transports... et toutes les technologies : la mécanique, l'électricité, l'électronique...

Il y a enfin *les aspects humains*, donc psychologiques, comportementaux, sociologiques, relationnels, ethniques, et plus particulièrement la maîtrise des situations et le contrôle des processus.

On dispose dès lors, non pas seulement des croisements "Conflits et Champs", mais aussi, avec les critères "Nature", "Moment" et "Aspects", d'un tableau à cinq dimensions permettant de guider la recherche en croisant tous ces critères les uns avec les autres. Par exemple, pour le conflit yougoslave (même s'il ne correspond pas aux conditions d'une DAC, par sa proximité, il permet de s'expliquer), une préparation sous les aspects juridiques, aurait pu avoir lieu avant qu'il ne dégénère. Il s'agit d'une recherche appliquée (critère 1), en temps de paix (cr.2), le conflit est désigné (cr.3), le champ concerne la préparation (cr.4), dans les aspects juridiques (cr.5).

Ce croisement de cinq critères ressemble à ce qu'on peut trouver en recherche militaire mais, s'agissant d'une stratégie civile, la perspective est différente : dans cet exemple, avant le conflit nous aurions été amenés à examiner les situations constitutionnelles de la Yougoslavie et les chartes internationales des Nations-Unies, face aux souhaits d'autonomie des Slovènes, Croates et autres. Ainsi le fractionnement de ce pays était, entre autres, contraire aux accords d'Helsinki de 1975 et de Paris de 1990. Cela n'empêcha pas certains pays européens de reconnaître les nouveaux candidats à l'indépendance, à la hâte, alors que la prise en compte des problèmes juridiques et de calendrier aurait peut-être permis de mettre en place la concertation européenne sur ce point crucial qui empoisonna ensuite le conflit. Si cette concertation ne pouvait aboutir au niveau des gouvernements, n'y avait-il pas moyen de la faire progresser à partir d'études ou même d'explications et de débats auxquels des historiens, des intellectuels, des journalistes auraient apporté leur concours ? Cela se fit de manière informelle dans quelques revues de réflexion. Il ne manquait que l'outil permettant la mise en place de cette concertation. La possibilité d'agir offerte par la DAC aux "familles de population" peut faciliter la chose. Nous allons le voir avec le critère suivant.

Les différentes FAMILLES DE POPULATION concernées

Dans une DAC, différentes familles de population peuvent intervenir avec des angles de vue très particuliers. Observons la diversité des points de vue que l'on peut trouver chez des gens aussi différents que les élus, les gouvernants ou responsables de partis politiques, les autorités morales, les intellectuels, les chercheurs, les leaders d'opinion, les journalistes... Leur variété est grande. On peut dire la même chose avec les forces de l'ordre, les magistrats de justice, les fonctionnaires en de multiples domaines. Ils agissent à des échelons divers, européen, national, régional, départemental ou local, à des niveaux de responsabilité également variables, et dans des spécialités fort contrastées...

Il y a aussi le monde des professionnels qui, tous, représentent un poids dans l'action civile ; c'est le cas, pour ne citer qu'eux, des employés des entreprises du vaste secteur privé, mais aussi de l'EDF, de la SNCF, des Télécommunications, de la Poste, des entreprises de transport, ou de distribution. De la direction au balayeur en passant par les commerciaux, les techniciens et les centaines de compétences particulières, chacune se démultipliant en spécialistes dont on a peine à imaginer la diversité. Citons encore pour apprécier cette pluralité les milieux composites de la santé, de l'agriculture, de la pêche, des artisans, et des commerçants...

Tous ces mondes ont des groupements professionnels. Leur rôle est loin d'être négligeable dans une société vivante. Il y a des conseils d'administration, des états-majors, des syndicats professionnels, des syndicats de travailleurs, des chambres consulaires... On va encore plus au cœur de la société en parlant des associations familiales, sportives, humanitaires, caritatives, des clubs de réflexion, ou groupes de loisirs, des associations de quartier, paroissiales, ou groupes d'intérêt.

Évidemment on peut simplifier cette liste ou au contraire la détailler en fonction du sujet. On l'a compris, pour chacune des conjonctions précédentes, nous ajoutons maintenant des considérations propres à chaque famille de population. Lorsqu'elles participent au combat, elles ont à réfléchir à leurs spécificités dans la lutte. A partir d'un cadre stratégique fixé, ces réflexions peuvent être menées au sein de syndicats ou groupements professionnels pour les questions les plus générales en descendant, et selon le cas, jusqu'aux cercles de travail pour les questions d'application. De manière plus générale, on peut parler de niveaux successifs d'approche, variables selon les sujets.

L'APPORT DES CIVILS À LA RECHERCHE

Reprenons l'exemple yougoslave qui précède : nous parlions de préparation dans le domaine juridique. En ajoutant ce nouveau critère "Population", nous suggérons que des civils prennent part

au débat. Ainsi, bien avant le passage à la violence, des associations serbes sonnaient l'alarme au sujet du développement des discours nationalistes dans les médias serbes¹²⁰. Peu de gens en Serbie y attachèrent de l'importance. Ceux qui voulurent réagir furent réduits au silence. Des civils expatriés voulurent agir mais ne furent ni entendus, ni soutenus. Il ne manquait que le support et les moyens pour entendre ces cris d'alarme, cadrer les propositions et les transformer en actes. Dès lors, il aurait été possible de contrer massivement les mensonges de la radio et de la télévision yougoslave par des émissions appropriées en langue serbe, par des soutiens importants aux médias locaux porteurs d'objectivité et aux forces de paix. Cela aurait été possible si, en France, avant le conflit, une organisation de la recherche avait pu focaliser son attention sur le conflit potentiel en Yougoslavie en favorisant l'expression des parties intéressées. Car si certains savaient, la grande majorité des Français était loin de s'inquiéter. Quelques mois avant le conflit, en juin 91, la revue *Etudes* publiait un article de Joseph Krulic (auteur du chapitre sur la Yougoslavie dans *La grande secousse* Ed. du CNRS, 1990) annonçant l'implosion de la Yougoslavie. D'autres le firent aussi mais de manière trop confidentielle¹²¹. Notre hypothèse est que l'organisation de la recherche, spécificité de la DAC aurait apporté une forte dynamique de réflexion collective. Encore eût-il fallu qu'elle proposât des orientations, des schémas de réflexion, des axes de travail, un budget et des reportages pour sensibiliser l'opinion.

Pour cela, on peut imaginer diverses solutions : par exemple, des spécialistes de la Yougoslavie (associations yougoslaves en France - entreprises ayant de grands marchés en cours avec la Yougoslavie - service des douanes - Coface - banques - journalistes - écrivains - géographes - historiens...) auraient pu recevoir, avant le conflit, des demandes d'avis, d'examen ou d'étude, sous une forme exceptionnelle non définie à ce jour. Il leur aurait été demandé de faire une photographie de leurs "en-cours" avec les pays yougoslaves, d'indiquer les mesures internes de sauvegarde en cas de guerre civile yougoslave, de suggérer, dans leur domaine spécifique, toutes dispositions susceptibles d'apaiser le conflit, et de proposer des formes de pression que pourraient exercer l'Etat et les civils en vue de dissuader les acteurs du conflit de se battre (boycott, embargo localisé, gel de biens, émissions en langue locale révélant les fondements du conflit et ses réalités masquées, largage par voie aérienne de centaines de milliers de mini-postes de radios, calés sur une seule fréquence étrangère, etc.). Afin d'obtenir une participation suffisante, les coûts induits par ces travaux d'investigation seraient pris en charge par le demandeur dès l'instant où ils deviendraient importants. De même, les entreprises pourraient être assurées à l'avance que les coûts induits par leurs "actions civiles" éventuelles seraient à la charge de la communauté nationale.

Une autre manière d'aborder le problème consisterait à poser ces questions au cours de réunions rassemblant les mêmes ressortissants yougoslaves et connaisseurs des Balkans. Si elles avaient été organisées dans quelques villes de France sur le thème de la lutte contre ce conflit latent, il est vraisemblable qu'une abondante moisson de propositions aurait pu être faite ; a fortiori si la démarche avait pu prendre une dimension européenne.

Ou encore, pourquoi ne pas ouvrir un crédit de recherche exceptionnel et créer momentanément un organisme de coordination qui affecterait des budgets à tous groupes ou personnes ayant possibilité

¹²⁰ Selon *"Guerre et contre-guerre"*, déjà cité, p. 334 : *"La propagande nationaliste, qui représente la cause principale du conflit, a été largement pratiquée par les successeurs de Tito, en mal de légitimité [...] Si l'on en croit Milos Vasic, rédacteur en chef de Vreme, la seule revue indépendante de Belgrade, l'explosion de la violence fut en vérité une guerre artificielle, un produit de la télévision... des fanatiques avaient la haute main sur les médias, censurant, détruisant ou marginalisant délibérément les modérés. Envers et contre tout, des groupes pacifistes, des revues et des journaux confidentiels ne ménagèrent aucun effort pour éteindre les flammes de la haine. Vesna Pesic, directrice du Centre d'action contre la guerre à Belgrade, appela le monde extérieur à reconnaître l'existence de ceux qui ne soutiennent pas les politiques de haine nationale et de guerre. Des manifestations furent organisées pour la paix à Belgrade. A Banja Luka même, bastion de Serbes de Bosnie, alors que les combats faisaient rage, un groupe de Bosniaques, de Serbes et de Croates se réunit sous l'appellation d'Alliance civique pour combattre les haines ethniques et religieuses"*.

¹²¹ Le même phénomène a lieu avec le Burundi si l'on en croit l'article de Patrick Beaudouin dans *"La Croix"* du 1^o mars 96 qui développe la même idée

de s'exprimer sur le conflit, ses causes, ses réalités, de proposer des idées pour le réduire, le dissuader, ou le contrer par des actions civiles et publiques ? Même si cela faisait double emploi avec les rapports et recommandations d'ambassades ou avec des recherches universitaires, n'y aurait-il pas là pour les ministères et autres décideurs des informations nouvelles, des aspects inattendus, des visions variées permettant de toucher du doigt des aspects complexes et contradictoires, l'opinion notamment de militants réalistes. N'y aurait-il pas là une force de sensibilisation par l'aspect vivant des témoignages, et enfin, une perspective d'actions civiles, c'est à dire des idées de stratégie, de moyens, et un aperçu sur la capacité des civils à s'engager ?

En fait, il y a plusieurs idées : la première est d'aller chercher les informations aux bonnes sources, cela les rend plus précises et surtout plus sensibles, mieux incarnées (la même information n'a pas du tout la même signification selon qu'elle est lue dans un rapport d'expert ou exprimée par des gens qui vivent les réalités). La seconde est la suivante : pour que les civils participent, il faut leur permettre de prendre part à la réflexion, de proposer des actions telles qu'ils les voient possibles et non telles qu'elles peuvent être conçues de trop loin. Et pour que cette réflexion soit utilisable, il faut la coordonner dans un ensemble, en fixant des cadres, très ouverts certes, mais qui n'en sont pas moins définis.

Les manières de faire sont nombreuses. Nos exemples sont prospectifs. Certains d'entre eux ne peuvent se concevoir en dehors d'une situation grave au point de justifier l'appel à la population. Ils montrent cependant que le concept de "familles de population" doit être compris au sens large. Le nombre et le découpage des familles dépend du conflit et de leur volonté de participer. Il varie aussi dans le temps. En général, la DAC prévoit la concertation en cours de conflit. Dans certains cas, comme on vient de le voir, elle peut être nécessaire avant le conflit.

C'est ainsi que l'on peut comprendre le rôle d'une organisation de "recherche"(dans le sens élargi indiqué précédemment): initier, impulser, provoquer, démultiplier, mettre en synergie, subventionner, vérifier, recouper toutes recherches et tous apports civils d'informations permettant aux états-majors de choisir des stratégies efficaces et acceptables par l'ensemble des populations.

Pourquoi un processus si participatif ?

Cette évolution peut sembler optimiste mais qu'on se souvienne du premier chapitre et du processus engagé par les entreprises acculées à l'obligation de mettre en œuvre toutes les intelligences de leurs équipes. Il semblait aussi audacieux et illusoire. Pourtant, ceux-là mêmes qui doutaient ne pourraient plus s'en passer aujourd'hui. D'un processus, on accède souvent à un état d'esprit. La difficulté n'est pas dans le principe d'une telle organisation mais dans le changement à opérer.

Les problèmes sont devenus d'une telle complexité que la centralisation atteint ses limites : la tête est là pour décider et non pas forcément pour penser à tout. Les bonnes idées et la connaissance approfondie des dossiers des échelons centraux n'empêchent pas d'élargir l'éventail des propositions. Dans la population, des gens ont des informations et des idées, ils ne pas forcément spécialistes mais certains connaissent la Yougoslavie ou le Rwanda, ils y vont, ils échangent, ils ont de la famille, ce sont des binationaux, des réfugiés, des commerciaux, des scientifiques, des religieux, des coopérants, des étudiants, ou même des gens qui ne connaissent pas mais qui ont vécu des expériences différentes ou analogues, des pilotes de ligne, des transitaires, des responsables portuaires, des artistes. Ces gens sont proches du terrain et des vrais problèmes, d'autres en sont loin et les voient mieux ; leurs visions se complètent. Pourquoi ne pas les mettre à contribution ? Impossible ? Trop complexe ?

Les scientifiques disent qu'on a découvert plus de choses au cours des vingt dernières années que durant tous les siècles précédents ! Autrefois peu de gens avaient fait des études, on est passé de 5,1 % de bacheliers en 1930 à 58 % en 1994. Tout cela change les données du problème : le système actuel de réflexion et de recherche stratégique tend à se fonder sur la compétence d'une élite. La sagesse n'est-elle pas aujourd'hui de s'adapter à l'explosion du savoir ? Un chef d'entreprise racontait la difficulté qu'il avait à réduire le prix de revient d'une pièce pour s'adapter à la concurrence ; ses bureaux d'études, acheteurs, techniciens des méthodes et ingénieurs y avaient apporté tout leur savoir-faire mais le concurrent restait résolument moins cher. En désespoir de cause, l'idée lui vint de réunir tout ce monde en y ajoutant un commercial, un ingénieur responsable du produit et un candide imaginaire. Puis il mit les données sur la table, après avoir évoqué toutes

les réductions de coût réalisées depuis deux ans et montré que le résultat était une pièce d'un dépouillement monacal, fabriquée par la meilleure machine européenne : mission impossible. Le début de la réunion fut bien creux car les participants tournaient en rond ; mais peu à peu quelques idées se manifestèrent et de fil en aiguille jaillirent assez nombreuses : le résultat dépassa l'attente. De surcroît, la mise en œuvre ultérieure fut bien plus efficace parce que les gens avaient compris l'objectif et l'urgence. Notre chef d'entreprise n'est pas prêt de l'oublier : un groupe bien mené est d'une aide extraordinaire. Et si les problèmes humains de la Yougoslavie ou du Rwanda sont plus complexes que les problèmes économiques, ce ne peut être qu'une raison de plus pour les aborder par des méthodes avancées.

Audacieux ? Difficile à mettre en œuvre ? Oui sans doute, mais moins que de faire la guerre ou d'envoyer des Casques Bleus, ou de s'épuiser dans l'humanitaire durant des années. En fait cette démultiplication de la réflexion, outre son intérêt dans la résolution des conflits, apporte énormément à leur prévention.

Certains objecteront l'incapacité populaire, l'analphabétisme en augmentation, l'obscurantisme récurrent, la régression générale dont les nationalismes ne sont qu'une manifestation : cela ne représente qu'une fraction minoritaire de la population. Certes, l'argument n'est pas à négliger, il doit même être pris en compte et se transformer en plans d'actions, mais il ne suffit pas pour reculer devant des avancées aussi porteuses de citoyenneté.

La participation des civils à la recherche est la conséquence logique de leur implication dans la lutte. En tous cas, elle doit réunir ceux qui savent, ceux qui veulent apporter leur concours et tous ceux qui peuvent avoir à agir.

LE COÛT DE LA RECHERCHE

D'un côté le volume est énorme. En effet, on peut se donner une idée très théorique du volume de la recherche en considérant les multiples croisements, qui deviennent encore plus complexes, entre :

- *cinq natures de recherche* : fondamentale, appliquée, technique, renseignement, démultipliée,
- *cinq moments de la recherche* : longtemps avant tout conflit, en perspective d'un conflit précis, devant l'imminence d'un conflit, pendant, et après un conflit,
- *la quantité de conflits* dans le monde dans lesquels nous pouvons avoir à intervenir, (types ou familles de conflits pouvant donner lieu à études),
- *les nombreuses questions* posées ci-dessus dans nos onze champs de recherche tels que "idées générales, adhésion de la population, organisation, etc." sachant que cette liste n'est pas limitative,
- *les quatre aspects de la recherche* : juridique, économique, technique et humain,
- *et les centaines de familles de population.*

Si on multipliait tous ces chiffres entre eux, on arriverait à des quantités incroyables de points de recherche. Par exemple, pour prévenir une dérive dictatoriale grave du pouvoir (§ c), les instituteurs ou des regroupements de syndicats d'instituteurs (§ f) peuvent réfléchir (§ a) en cas de menace sérieuse (§ b) à leur rôle spécifique, à diverses manières de refuser d'entrer dans le jeu du pouvoir (comme le firent les enseignants Norvégiens et Polonais durant la seconde guerre mondiale et plus récemment au Kosovo), à la préparation, à l'organisation, aux lois nécessaires pour préparer le terrain (§ d). Cela comporte des aspects techniques, juridiques, humains (§ e). On pourrait prendre ainsi d'autres exemples par milliers.

Cette quantité de points de recherches est évidemment théorique : tout ne donne pas lieu à croisement ou à recherche, et tous les conflits du monde ne sont pas de notre ressort. A contrario cette présentation est simplifiée, la réalité est plus complexe encore et la réflexion devra couvrir d'autres volets.

Notre segmentation est conventionnelle : elle n'est qu'une illustration et un guide, elle permet d'avoir un aperçu de la DAC et de l'ensemble à explorer : son étendue, sa diversité, son importance et peut-être aussi ses retombées.

Le volume de matière grise mise en jeu se perçoit en considérant la méthode de concertation adoptée. Si, au cours d'un conflit, tous les groupes se réunissent régulièrement (au travail, en association etc.), cela représente une puissance de réflexion et d'adaptation bien supérieure à tout ce qu'on peut imaginer. Cette partie de la recherche est proche du conflit, dans le temps et dans l'espace.

Elle concerne surtout les aspects tactiques, mais aussi la recherche des moyens et des processus propres à chaque métier ou spécificité associative. Elle donne à la DAC toute sa puissance, toute sa force de frappe dirons-nous.

On peut comparer cela avec la recherche militaire, puisque finalement on y retrouve les mêmes éléments de segmentation. Avec ici en plus les éléments "Population", et "Recherche démultipliée" qui forment un levier puissant sur la recherche. On imagine l'ampleur que ces concertations peuvent prendre en période de crise.

Quant au volume de la recherche à court terme, la nouveauté nous place devant des champs inexploités et nous situe ainsi devant un surplus de travail que nous n'aurons plus en phase de fonctionnement.

D'un autre point de vue ce volume est abordable

Les menaces de conflit étant plus faibles actuellement, les recherches peuvent se délimiter dans un premier temps à celles que nous avons appelées en b1 "longtemps avant tout conflit". Cela limite le travail à des perspectives raisonnables pour la période de démarrage et en France. Pour l'Europe, concernée également, la situation des menaces est différente. Mais les données évoluent vite. Disons que la situation est favorable pour commencer la recherche sans être submergé par le volume des programmes.

Pour ce qui est des conflits en cours dans le monde, aucun ne répond, aujourd'hui, aux conditions d'une DAC (du moins pour nous Français, car pour les agressés les conditions sont souvent requises). Cela représente une seconde limitation de nos travaux dans l'immédiat.

Enfin, tant que le risque est faible, la population est peu sensibilisée et de ce fait les recherches démultipliées ne sont pas à l'ordre du jour. Elles ne le seront qu'en période de crise. La recherche à entreprendre aujourd'hui ne concerne donc que des spécialistes. Plus précisément elle doit impliquer des chercheurs, universitaires, personnels spécialisés des administrations et des entreprises. Parmi les familles concernées on trouve au moins des journalistes, professionnels de la communication, historiens, écrivains, sociologues, ethnologues, anthropologues, psychologues, juristes, scientifiques, ingénieurs et techniciens...

Dernière considération qui ne comporte qu'une part de vérité : les historiens travailleront toujours sur l'Histoire, les polémologues sur les guerres etc., il ne coûte pas grand chose d'orienter leurs recherches sur les résistances civiles nationales. Sans généraliser, il en va de même dans d'autres secteurs où il ne s'agirait que d'une orientation donnée à la recherche.

Le budget

Comment estimer les coûts prévisionnels de la recherche ? Quel budget faut-il y consacrer dans un délai de trois ans ? Pour répondre, on pourrait établir des listes de questions, les grouper par famille, établir des priorités ¹²². Mais cela permettrait-il vraiment de faire une estimation ? De plus, les chercheurs travaillent dans les domaines qui les intéressent, l'un s'intéresse aux mafias, l'autre à l'économie, un autre à la formation, une entreprise s'intéressera aux nouvelles possibilités de vente dans son domaine de compétence en lieu et place des armements, etc. Le milieu de la recherche s'accommode mieux d'un cadre général comme celui que nous venons de tracer et d'une interrogation globale.

Cette interrogation ne consiste plus tellement à se demander si la DAC est une bonne idée. L'urgence consiste d'une part à le montrer par des avancées dans la recherche, d'autre part à étudier, pour chacune des menaces qui rassemblent les six conditions (ou peuvent les rassembler), ce qu'il serait possible de faire en dernier recours avant la guerre en se préparant à ces méthodes. Voilà le programme initial, la raison de la dépense.

Enfin, le budget doit se positionner par rapport aux enjeux : évidemment celui de la sécurité, ensuite l'atteinte d'un seuil de réflexion suffisant, dont le niveau, la largeur de vue et l'intensité permettraient aux décideurs politiques de déterminer leur position.

¹²² Voir sur ce sujet les propositions précises faites dans "La Dissuasion civile", déjà cité, p.195 à 199

D'un autre côté, on ne saurait se contenter de mettre "quelques" chercheurs et spécialistes sur l'affaire afin d'établir un bilan de faisabilité. On a vu entre 1986 et 89 que cela ne suffisait pas ¹²³, au contraire, cela devient source d'incompréhension. Ce stade est dépassé et le volume de recherche serait trop faible pour "amorcer la pompe" d'un travail en profondeur et atteindre des seuils d'audibilité et de crédibilité. Au point où nous en sommes, nous avons besoin d'un fort élargissement des études pour créer un véritable débat dans la classe intellectuelle et pour disposer de points de vue différents. Nous parlons donc aujourd'hui d'un vaste programme mobilisant de nombreux chercheurs, et surtout des gens de qualité.

Nous demandons d'en comparer le coût à celui de la recherche militaire qui se situe entre 10 et 20 milliards de F par an selon la manière de compter, ou à la dépense que nous serions prêts à engager pour développer une arme nouvelle de grande puissance et de grand intérêt stratégique, politique, sociologique... ce qui est tout à fait le cas. Enfin, nous devons considérer les économies que cette stratégie permettra en matière de défense mais aussi, par ses retombées, dans bien d'autres domaines.

¹²³ Cf chapitre II, § sur la France

Chapitre VI - Conclusion

La DAC, système ou dynamique

La DAC a été décrite jusqu'ici comme un système, un ensemble un peu fermé qui correspond peu à l'évolution progressive des choses et de la société. Cette présentation, nécessaire pour l'identifier, l'expliquer, en montrer la structure et la cohérence, est pourtant incomplète. Il convient maintenant d'en voir la seconde face faite de souplesse et d'adaptabilité. Si elle est un concept défini s'appliquant à un domaine délimité, elle est aussi une démarche ouverte, c'est à dire adaptable et riche de formes et d'évolutions (la preuve en est donnée par notre exemple yougoslave qui, n'étant pas le meilleur pour parler de la DAC, présente des possibilités d'actions civiles). Elle est avant tout une dynamique de la société. On ne peut l'enfermer dans une définition trop exclusive puisqu'au contraire, elle privilégie l'intelligence, la recherche, l'information, l'initiative, la concertation...

Les conflits sont multiples, les situations complexes (ainsi dans certaines situations, on ne saura plus exactement si on est en résistance civile ou en DAC ; on verra peut-être même l'Etat impulser une résistance civile faute de préparation...). Les stratégies civiles seront une adaptation permanente à cette réalité foisonnante. La DAC est une recherche par l'intelligence et non un mode d'emploi. Elle s'insère bien dans cette perspective, illustrée par l'exemple des entreprises performantes, tracée au premier chapitre.

Voilà donc qu'apparaît une dualité entre, d'une part, une méthode qui, pour se concevoir et se développer, a besoin d'être identifiée, définie dans ses modalités les plus courantes, organisée et même réglementée pour éviter des excès ; et d'autre part, une dynamique ouverte de l'intelligence dans les grands conflits, qui s'embarrasse moins, à certains stades, de systèmes, de méthodes et de procédures.

Pour l'instant il est clair que c'est dans la première voie que nous devons encore travailler, car elle n'est pas assez développée pour permettre à la seconde de s'épanouir. Il nous faut creuser le sujet dans ses nombreuses composantes, lui donner une structure, systématiser certains aspects. L'art de la guerre ne s'est pas développé autrement. Travailler sur des formes types, sur des modèles simplifiés parfois même jusqu'à la caricature, permet d'acquérir les bases et la compétence qui trouveront ensuite leur ajustement dans la réalité et ses cas toujours particuliers. Affronter un conflit demande au contraire la plus grande liberté d'esprit et la plus grande capacité d'adaptation.

Nous proposons une démarche...

En résumé les résistances civiles existent, fonctionnent et se développent. Elles représentent une énorme puissance de pression sur les pouvoirs. Mieux connue aujourd'hui, cette puissance n'est cependant pas encore suffisamment maîtrisée. Si elle l'était, elle pourrait être intégrée dans les stratégies de défense. Cela suppose des travaux d'investigation importants, tant par le volume que par la variété des disciplines. Nous recommandons d'approfondir le sujet grâce à des budgets incitatifs, suffisants pour créer en faveur de la recherche une volonté, un élargissement et une dynamique de débats dans les milieux de réflexion. Le but final est le contrôle de ces processus dans la mesure où ils peuvent contribuer à la défense et à la sécurité publique afin de résoudre les conflits sans passer par la violence. Dans l'immédiat, il est d'établir les fondements d'une préparation future dans laquelle s'insérerait une formation des citoyens.

En somme, le message de ce livre n'est pas de décrire la DAC et de chanter ses louanges, ce serait d'ailleurs déplacé comme pour toute action de force, il est très spécifiquement de dire : voici ce qu'elle est fondamentalement. Une correcte identification, qu'il s'agisse de cas théoriques ou concrets, constitue un progrès essentiel. En particulier, cela permet d'en parler et de se comprendre. Surtout, cela permet de s'y intéresser et d'en faire une stratégie et un programme d'intérêt national. Le livre propose alors une méthode pour le faire.

Nous ne proposons pas une solution mais une démarche d'approfondissement qui semble une approche raisonnable. Il s'agit de développer puissamment la recherche pour atteindre des seuils de connaissance et de diffusion du savoir, suffisants pour créer des débats significatifs et parvenir à des conclusions, à l'usage du chef de l'Etat et des responsables de la défense, sur l'avenir de ces proces-

sus. Ce n'est peut-être pas la seule ni la meilleure solution pour progresser, mais qui en propose une autre ? Elle correspond à la recommandation unanime de tous les intellectuels ou chercheurs, et de toutes les personnalités politiques, militaires et religieuses qui avaient lu "la Dissuasion civile". Tous ont systématiquement recommandé d'approfondir ce sujet prometteur. L'arrêt de la Guerre froide nous a tellement surpris que ces idées étaient restées au frigidaire, ce qui, plaisanterie mise à part, se comprend tant ont été grands les changements qui se sont présentés à nous.

Au delà de la recherche, nous suggérons aussi de réfléchir aux démarches européennes qui pourraient être faites sur ces nouvelles formes de défense. Nous y voyons une source de cohésion élargie à l'heure où, précisément, on cherche à développer en Europe des agrégats fondateurs d'une plus grande unité. Gandhi lui-même ne dit-il pas : "La défense, l'armée est pour une nation l'essence même de son existence".¹²⁴

...et une ambition

Nous entrons dans une nouvelle époque de l'intelligence et du savoir, dit-on. Pour le savoir, les choses avancent, mais pour l'intelligence, tout reste à faire. Et rien ne sera jamais acquis ; en matière de conflits plus qu'ailleurs, car il est nécessaire d'être plus intelligent que l'adversaire. Non seulement l'agresseur le sait mais, s'il commence à réfléchir avant le défenseur, il se trouve avantagé. L'action civile, arme de l'intelligence, est aussi celle des faibles (comme le terrorisme ou la guerre psychologique). Les forts, eux, ne sont pas naturellement attirés par l'action civile, ils ont confiance dans leurs moyens. Il y a là un danger : lorsque leur cause est juste, le recours à la force, qu'ils envisagent naturellement, n'est pas forcément la meilleure solution, sans compter que la force n'est pas toujours gagnante. Il ne suffit pas de vouloir faire la guerre de l'intelligence, il en faut la volonté. Et aussi les moyens. Par exemple réfléchir avant l'adversaire ou mieux ! C'est tout un programme. Et apprendre à utiliser ce formidable potentiel de pensée civile à disposition. Ce sera l'art de la DAC.

Certains ont proposé l'expression "bombe civile", pour évoquer la puissance étonnante de cette arme du XXI^e siècle et le danger de ne pas la maîtriser. Le mot est fort, mais il est à la dimension de la puissance que nous manipulons et à celle du projet. Car il ne faut pas s'y tromper, c'est une vaste entreprise. Et aussi un grand dessein. Il est à la taille des questions posées par le monde de demain. N'est-ce pas par des projets de cette ampleur qu'on abordera les problèmes sous le bon angle ? Est-il possible de progresser autrement que par l'action sur les problèmes de citoyenneté, de démocratie, de cohésion nationale, d'esprit de défense, de service national ? Ou de surpopulation, d'environnement, ou plus généralement d'auto-contrôle de la société par elle-même ? L'Histoire montre que les questions de défense et de sécurité ont toujours été à l'origine des grands progrès ; souvent hélas dans le drame des conflits et des ruines. Voici l'occasion de prévoir l'avenir et de ne pas être en retard d'une guerre.

Si la France est encore capable d'être pionnière, si elle se veut porteuse d'avenir, voilà une occasion de marquer des points dans notre tradition. Si elle veut développer la démocratie, voilà un moyen inattendu. Voici une ouverture pour redonner du souffle aux politiques trop souvent enfermées dans les nécessités du court terme. Voici aussi un tremplin vers l'enthousiasme qui nous manque.

Combien de fois avons nous entendu, lors de la rédaction de ce texte, des leaders politiques appeler à l'imagination, à l'audace et au courage ? A notre tour de les y inviter. Combien de fois aussi avons nous entendu regretter notre absence de projets, d'ambition, et de passion à offrir à notre jeunesse ? Combien de fois encore avons nous entendu souhaiter que les pays en voie de développement se prennent en charge... mais nous-mêmes, l'avons-nous fait *au bon niveau* face à la dimension de nos propres enjeux ? Ce projet en apporte le moyen.

Des raisons plus concrètes pour avancer

Après 1989, au point où en sont les résistances civiles, au point de présence dans notre vie de l'action civile, pouvons-nous faire l'économie de cette recherche ? Voici une stratégie de défense qui peut compléter utilement nos moyens actuels, en couvrant notamment une gamme de menaces

¹²⁴ "The Collected Works of Mahatma Gandhi", déjà cité, vol. 48, p. 304

différentes. Elle s'exerce sans armes et sans violence. Les principales objections du passé concernant notamment la désobéissance civile sont tombées. La méthode a fait ses preuves dans l'Histoire en maintes situations graves. Elle semble compatible avec les contraintes budgétaires de l'Etat. Elle ne remet pas en cause à court terme les moyens actuels de défense, et se présente comme une arme d'avenir qu'il convient d'étudier longtemps à l'avance. Elle développe l'esprit de défense et l'esprit démocratique.

La recherche ne peut être une erreur. Elle aura forcément des retombées positives dans les sciences humaines, politiques et sociales et la défense en sera bénéficiaire. De plus, porteuse de retombées industrielles et d'emplois dans de nombreux domaines, elle présente des perspectives de reconversion aux industries de défense.

Mais elle a une raison plus fondamentale : ce modèle de défense est *inévitable*. Le mot n'est pas trop fort car on ne voit pas, en cas de guerre ou de crise nationale grave, comment il serait possible de nos jours d'éviter un comportement résistant des civils et plus généralement l'expression de la puissance civile. A moins de mettre un soldat ou un pistolet derrière chaque civil, à moins de couper le téléphone, le fax, les échanges informatiques, de supprimer les TV, les radios, les C.B., les radioamateurs, d'empêcher toute réunion dans les entreprises et autres groupements humains, à moins de revenir à l'âge de pierre, on ne voit pas comment empêcher la population de tenir tête à un agresseur. Comment celle-ci pourrait-elle ne pas s'impliquer dès lors qu'elle fournit l'essentiel des victimes et que l'action civile est en plein essor ? Comment cela serait-il possible si l'on considère les conflits vers lesquels nous évoluons ?

On ne voit pas non plus comment le gouvernement pourrait se passer des civils : dans de nombreux cas, il préférera naturellement éviter l'engrenage de la violence. Lorsque nous serons face à la guerre, pour éviter l'engrenage des armes, il ne sera plus possible au gouvernement de ne pas utiliser à fond l'appui gigantesque de populations prêtes à la lutte par des moyens civils. La pompe est trop amorcée pour s'arrêter. Le processus est inéluctable.

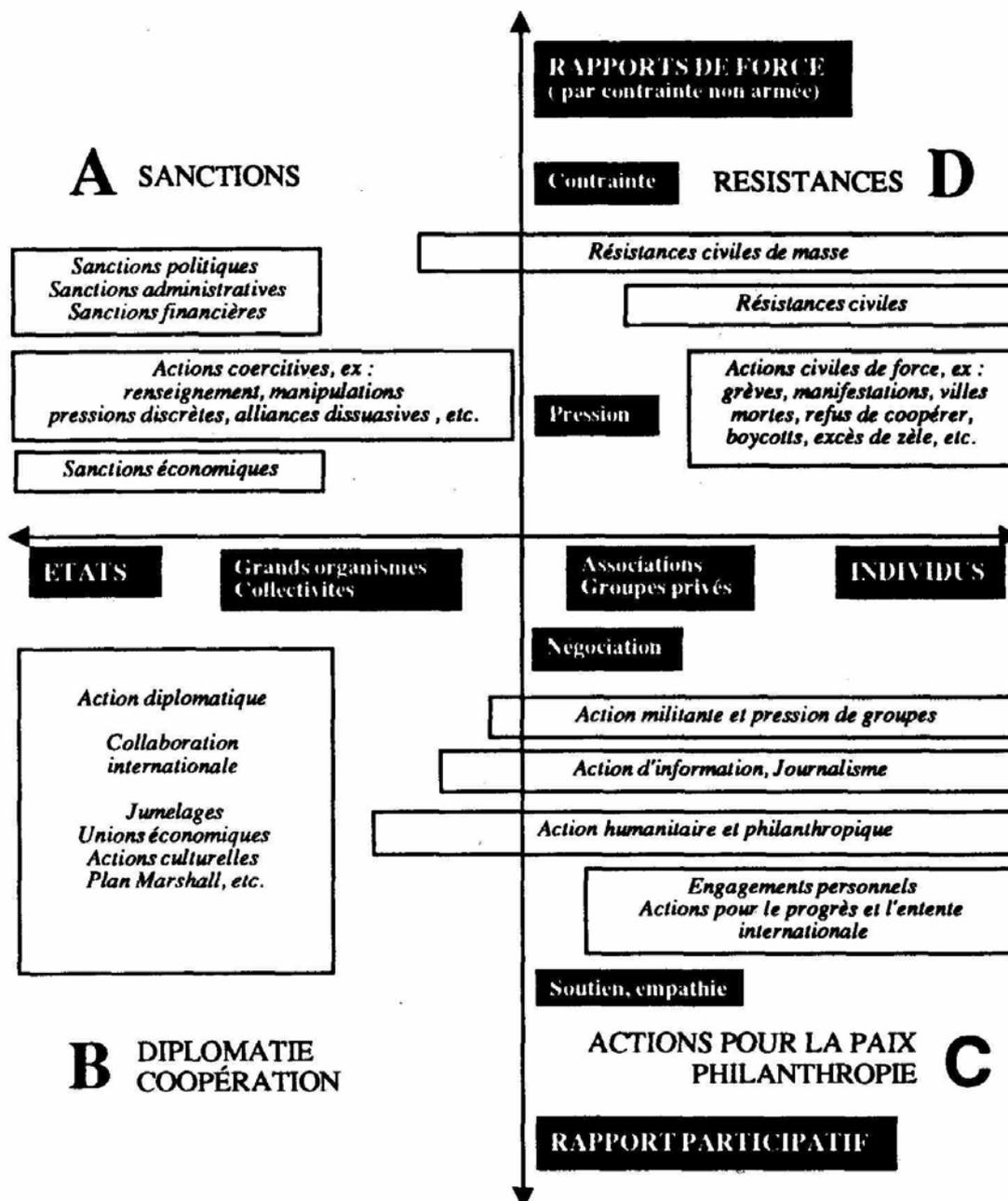
Alors, si nous n'avons pas développé la recherche, si nous n'avons rien préparé, si nous ne sommes pas formés, il sera trop tard. Nous pourrions bien appeler à la résistance civile et improviser, l'agresseur aura prévu son affaire et saura nous contrer. Nous ne pourrions mobiliser le pays dans une véritable défense par actions civiles, dont la particularité est d'être préparée et de présenter à la population une stratégie jouable et gagnante. Il nous faudra choisir entre la lutte armée et la résistance improvisée.

On comprend alors que la DAC est la révolution des modérés et non pas celle des extrémistes : à partir du moment où elle se définit par la volonté majoritaire des citoyens, il ne peut en être autrement. Elle est la révolte froide du corps d'une nation, de sa colonne vertébrale ; de ce qu'on appelle le peuple dont le général Lebed dit, qu'à vouloir le battre, on se voue à la défaite.

A côté de cette raison de fond, il y en a une, plus conjoncturelle, qui apparaîtra tôt ou tard : selon toute logique, la pression mondiale devrait augmenter en faveur de la maîtrise de la prolifération des armes nucléaires ou de leur limitation. La DAC est aussi une stratégie pour assurer la sécurité du territoire et, quelle que soit notre opinion sur l'opportunité de l'abandon du nucléaire, nous sommes certains d'une chose : lorsque nous serons à l'heure des choix cruciaux sur ce sujet, nous aurons besoin d'avoir réfléchi aux stratégies civiles. Celui qui dirige notre défense aura besoin que les meilleurs esprits, et non pas seulement les spécialistes, aient débattu de ces questions, aient apporté des réponses qui ne s'improvisent pas ; les débats prendront du temps, le sujet est nouveau et diffère de nos approches habituelles. Pour cette raison et toutes les autres, il importe de ne plus tarder.

ANNEXE 1

Les formes d'actions non militaires pour la résolution des conflits



Plus on se trouve à droite plus il s'agit d'actions individuelles.
 Plus on se trouve à gauche plus l'action est collective, donc à l'extrême gauche se situent les actions de l'Etat et de son administration.
 Au dessus de l'axe horizontal se situe le domaine des actions de force non-violentes. Tout en haut, la contrainte, bien que non armée, peut devenir totale. Elle fait plier le pouvoir.
 En dessous de l'axe horizontal se situent des actions de plus en plus compréhensives.

ANNEXE 2

La véritable identité de la DAC

Les verrous de la DAC	Une clé	L'ouverture
	6 conditions pour DAC: Valeur de la cause Gravité Portée nationale Volonté nationale Mobilisation Préparation	Dans ces conditions
La désobéissance civile est inacceptable		... Il n'y a pas de désobéissance civile en DAC
Les civils ne seront jamais motivés		La DAC n'est déclenchée que si les civils sont motivés
Les mots sont piégés Le vocabulaire perturbe la communication		On peut distinguer Résistances civiles et DAC à partir des six conditions Le concept de DAC est précisé Un système d'appellation avec AC ou DAC en préfixes ou suffixes Utiliser GAC et Guerre non-violente pour mieux comprendre
Un moyen de défense, mais contre quelles menaces et quels conflits ?		Le contour des conflits concernés est défini. Il est plus large qu'on ne le pense.
Efficacité douteuse Impression d'utopie		5 des conditions concourent à l'efficacité

Bibliographie

Les lignes se terminant par un ** correspondent à des ouvrages de base. L'ensemble est toutefois loin de représenter la totalité des travaux réalisés dans le monde dans le domaine de l'action civile, des résistances civiles et de la défense par action civile. Un complément bibliographique peut être demandé à l'association "Action civile et Défense", F73800 Arbin, Tel et Fax (0)479 65 22 82.

ACKERMAN, PETER, CHRISTOPHER KRUEGLER, *Strategic Nonviolent Conflict : The dynamics of People Power in the Twentieth Century* ; Praeger, Westport 1993

ANV, Ventabren F13122 - *L'esprit de défense*, n° 52 - *La dissuasion civile*, n° 59 - *Non-Violence et communication*, n° 70 - *Où en est la recherche*, n° 72 - *Actes du colloque "Défense et citoyenneté en Europe"*, Paris-La Défense 1993, N° 87 - *Les Stratégies civiles de défense, Actes du colloque international de Strasbourg*, 1987

ATKESON, BRIGADIER GENERAL EDWARD B., *The Relevance of Civilian-Based Defense to U.S. Security Interest* ; Military Review, Fort Leavenworth, Kansas, Vol. 56 No. 5 & 6, 1976

BARNETT, ROBERT (sous la direction de) ET SHIRIN AKINER, *Resistance and Reform in Tibet* ; Hurst and Co., Londres

BARRET-DUCROC, FRANÇOISE (sous la direction de), *Intervenir ? Droit de la personne et raison d'Etat ; Forum international sur l'intervention à La Sorbonne en décembre 1993* ; Grasset 1994

BLEIKER ROLAND, *Nonviolent Struggle and the Revolution in East Germany* ; Monograph 6, Albert Einstein Institution, Cambridge MA, USA 1993

BOSERUP, ANDERS, ANDREW MACK, *War without Weapons : Nonviolence in National Defence* ; Francis Pinter, London 1974 ; et Shocken Books, New York 1975 (Traduction de l'original danois)

BOUTHOU, GASTON, *Traité de polémologie, Sociologie des guerres* ; Payot, Paris 1991

BURRIT, ELIHU, *Thoughts and Things at Home and Abroad* ; Philips, Sampson & Co., New York 1954

CHALIAND, GERARD,
- *Terrorismes et guérillas* ; Flammarion, Paris 1985
- *La Persuasion de Masse* ; Laffont, Paris 1992

COLLECTIF DE CHRETIENS, *Lutter autrement* ; Nouvelle cité, Paris 1989

LONG, MARCEAU (Commission présidée par), *Livre blanc sur la défense 1994* ; La documentation française, Paris 1994

EBERT, THEODOR,
- *Soziale Verteidigung*, Band 1 und 2, Waldkircher Verlag 1981
- *Gewaltfreier Aufstand : Alternative zum Bürgerkrieg* ; Verlag Rombach, Freiburg im Breisgau, 1967
- *Demokratische Sicherheitpolitik : von der Territorialen zur sozialen Verteidigung* ; Carl Hanser Verlag, München 1974

EGLITIS, OLGERTS, *Non violent Action in the Liberation of Latvia* ; Monograph 5, The Albert Einstein Institution, Cambridge MA, USA 1993

GALTUNG, JOHAN,
- *Anders Verteidigen, Beiträge zur Friedens und Konfliktforschung* ; Rowohlt Taschenbuchverlag, Reinbecker 1982
- *Es gibt Alternativen, Vier Wege zu Frieden und Sicherheit* ; Westdeutscher Verlag, Opladen 1984

GERAERTS, GUSTAAF, *Possibilities of Civilian Defence in Western Europe* ; Amsterdam and Lisse, Swets and Zeitlinger 1977

GUISNEL, JEAN, *Guerres dans le cyberspace* ; La Découverte, Paris 1995

HOLST, JOHAN JORGEN, *Civilian-based Defense in a New Era* ; Monograph 2, The Albert Einstein Institution, Cambridge MA, USA 1990

IFRI, sous la direction de Pierre Lellouche, *Pacifisme et dissuasion* ; Economica, Paris 1983

KING-HALL, SIR STEPHEN,

- *Defence in the Nuclear Age*; Victor Gollancz, London 1958 ; et Nyack New York, 1959
- *Power Politics in The Nuclear Age : A Policy for Britain* ; Victor Gollancz, London 1962

KRUEGLER, CHRISTOPHER, *Liddle Hart and the Concept of Civilian-Based Defense* ; Ph. D. Dissertation, Syracuse University, 1984

LA BOETIE, *Le discours de la servitude volontaire* ; Payot, Paris 1976

LAKEY GEORGE, *Powerful Peace Making : a Stratégy for a living Revolution*, New Society, Philadelphia and Santa Cruz 1987

LIDDELL HART, CAPTAIN SIR BASIL H.

- *Deterrent or Defence* ; Faber and Faber London 1954 ; et Stevens and Sons, London 1960
- *Strategy : The Indirect Approach* ; Signet Book, New American Library, New York 1974

MAC CARTHY, RONALD M. AND GENE SHARP, *Nonviolent Action : A Research Guide* ; Garland, New York/London 1997 (Ce document fournit de nombreuses références pour les recherches futures)

MAC CARTHY, RONALD M. AND CHRISTOPHER KRUEGLER, *Toward Research and Theory Building in the Study of Nonviolent action* ; Monograph 7, The Albert Einstein Institution, Cambridge MA, USA 1990

MAN, *Non-violence éthique et politique* ; Librairie FPH, Paris 1996

MELLON, CHRISTIAN

- *Ethique et non-violence des armes* ; Assas éditions, Paris 1995
- Avec JACQUES SEMELIN, *La Non-violence* ; Que sais-je, PUF Paris, 1994
- Avec JM. MULLER ET J.SEMELIN, *La dissuasion civile* ; Fondation pour les Etudes de Défense Nationale, Paris 1985, diffusé par MAN, 31 rue de Reuilly, 75 012 Paris **

MIR, Cahiers de la Réconciliation, *Les monographies de la défense civile* ; Paris

MORIN, EDGAR

- *Introduction à la pensée complexe* ; ESF, Paris 1990
- *Terre-Patrie* ; Le Seuil, Paris 1994

MULLER, JEAN MARIE,

- *Principes et méthodes de l'intervention civile*, Desclée de Brouwer, Paris 1997
- *Le principe de non-violence : parcours philosophique* ; Desclée de Brouwer, Paris 1995
- *Désobéir à Vichy* ; Ed. Presses Universitaires de Nancy, 1994
- *Lexique de la non-violence* ; IRNC, ANV, F13122 Ventabren 1988
- *Vous avez dit : "Pacifisme" ?* ; Cerf, Paris 1984
- *Stratégie de l'action non-violente* ; Seuil, Paris 1981

NIEZING, JOHAN (Commission présidée par), *The Dutch Research Project on Civilian Defence* ; Bulletin of Peace Proposals Nr 4, 1978

NON-VIOLENCE ACTUALITES, F45202 Montargis - *Résistances civiles, les leçons de l'Histoire*, 1989 - *L'action non-violente, guide théorique et pratique*, 1985 NVA, 45202 Montargis

PARKMAN, PATRICIA, *Insurrectionary Civil Strikes in Latin America 1931/1961* ; Monograph 1, The Albert Einstein Institution, Cambridge MA, USA, 1990

POWER, ROGER S., WILLIAM B. VOGELÉ , *Protest, Power and Change : An Encyclopedia of Nonviolent Action from ACT-UP to Women's Suffrage* ; Garland, New York/London 1997 **

RAVALOSON, JAONA, *Transition démocratique à Madagascar* ; L'Harmattan, Paris

ROBERTS, ADAM,

- *Civil resistance in the East European and Soviet Revolutions* ; The Albert Einstein Institution, Monograph Series Nr 4, Cambridge MA, USA 1991
- *Nations in Arms : The Theory and Practice of Territorial Defence* ; Chatto & Windus, London 1976

- *Civil Resistance to Military Coups*, Journal of Peace Research, Vol XII, No 1, Oslo 1975
- Avec CARTER, HOGGETT et DAVID, *Nonviolent Action*, Housmans Bookshop, London 1970 - *The Strategy of Civilian Defence, Nonviolent Resistance to Aggression* ; Harmondsworth (England) and Baltimore Md (USA) : Penguin Books, 1969
- *Czechoslovakia 1968 : Reform, repression and Resistance*, Colombia University Press, New York 1969

RUGOVA, IBRAHIM, *La question du Kosovo*, Fayard, Paris

SEMELIN, JACQUES,

- *Pour sortir de la violence* ; Les éditions ouvrières, Paris 1985
- *Sans armes face à Hitler, la résistance civile en Europe* ; Payot, Paris 1989
- *Quand les dictatures se fissurent, Résistances civiles à l'Est et au Sud* ; Desclée de Brower, Paris 1995

SERIEYX, HERVE, *Le big-bang des organisations* ; Calmann-Lévy, Paris 1993

SHRIDHARANI KRISHNALAL, *War Without Violence*, Harcourt, Brace & Co., New York 1939, Réédition Garland, New York & London 1972

SHARP, GENE,

- *La Guerre civilisée, La défense par actions civiles* ; Presses Universitaires de Grenoble 1995.**
 - Traduit de l'anglais *Civilian-Based Defense, A Post-Military Weapons System* ; Princeton University Press, Princeton, New Jersey 08540, 1990
 - *The Politics of Nonviolent Action* ; qui comprend trois tomes : *Power and Struggle* ; *The Methods of Nonviolent Action* ; *The Dynamics of Nonviolent Action* ; Porter Sargent, Boston 1973
 - *Social Power and Political Freedom* ; Porter Sargent, Boston 1980
 - *Making Europe Unconquerable ; The Potential of Civilian-Based Deterrence and Defense* ; Ballinger, New York 1985
 - *Gandhi as a Political Strategist* ; Porter Sargent, Boston 1979
 - *The Role of Power in Nonviolent Struggle* ; Monograph 3, The Albert Einstein Institution, Cambridge MA, USA, 1990
 - *Self-Reliant Defense, Without Bankruptcy or War* ; The Albert Einstein Institution, Cambridge, USA, 1992
- SCHMID, ALEX P., *Social Defense and Soviet Military Power* ; Den Haag, Distributiecentrum Overheispublicaties, 1985

SCHWAB, HANS, *Radioscopie du terme Non-Violence* ; ANV n° 95, Ventabren 13122, 1995

THOREAU, DAVID HENRI, *La désobéissance civile* ; Climats, Castelnau-le-Lez 1992

TOFFLER, ALVIN, ET HEIDI TOFFLER

- *Guerre et contre-guerre* ; Fayard, Paris 1994. Traduit de l'américain *War and Anti-war*, Little Brown and Compagny, New York 1993
- *Créer une nouvelle civilisation* ; Fayard, Paris 1995

VALK, GILIAM DE, *Research on Civilian-based Defence : proposals for research projects by the Netherlands Steering Committee Social Defence* ; Amsterdam, SISWO Publikatie, 1993

VEREINIGUNG DEUTSCHER WISSENSCHAFTLER :

- *Civilian Defence : Wissenschaftliche Arbeitstagung über Civilian Defence* ; Bertelsmann Universitätsverlag, Bielefeld 1968
- *Eine andere Verteidigung ? Alternativen zur atomaren Abschreckung* ; Carl Hanser Verlag, München 1973

Remerciements

Les auteurs remercient toutes les personnes qui, d'une manière ou d'une autre, ont participé à la réalisation de cet ouvrage.

Celui-ci est la synthèse d'une réflexion de groupe menée depuis 1992 au sein de l'association Action Civile et Défense. Nos remerciements s'adressent donc à tous ceux qui, durant ces cinq années, nous ont apporté leurs conseils, leurs observations, soit de façon ponctuelle, soit en nous suivant presque pas à pas au fur et à mesure de la réflexion : Didier Baillaud, François Biehlmann, André Cadoux, Hubert Calloud, Colette Dahan, Pierre-Yves Denis, Olivier Dietz, Jean Grumel, Marie-Ange Heckel, Jacques Lecomte, Raphaëlle de Lapasse, Michel Lefebvre, Catherine Marichez, Emmanuel Mingasson, président de l'association, Jacques Pédroli et son épouse Gabrielle qui nous a si brusquement quittés, Pierre Rachet, Bernard Reverdy, Fernande Tardy, Eric Vernier. Merci également à Christian Mellon pour ses conseils éclairés, à "The Albert Einstein Institution" de Cambridge - USA pour son accueil et sa documentation, à Monsieur le Sénateur Jean-Pierre Vial pour son aide et à Françoise Lépine pour son apport constructif en matière de rédaction. Sans eux et leur appui, nécessaire sur un sujet si nouveau, sans leurs critiques et leurs corrections, ce travail n'aurait pu être mené à bien.

Nos remerciements s'adressent enfin tout particulièrement à Monsieur le Ministre Charles Millon, récent ministre de la Défense Nationale, qui nous fait aujourd'hui l'honneur de sa préface et, par là même, de ses encouragements.

L'association "ACTION CIVILE ET DEFENSE"

L'association "Action Civile et Défense" regroupe, depuis huit ans dans la région Rhône-Alpes, un groupe de personnes :

- étonnées par la réussite de nombreuses résistances civiles dans l'histoire du XX^e siècle qui ont permis à des civils sans armes de vaincre des agresseurs puissamment armés et déterminés ;
- étonnées par l'existence, dans plusieurs pays, de recherches étudiant ces faits, analysant rationnellement les mécanismes de lutte sans armes, de rupture de pouvoir, et proposant des schémas de défense fondés sur des moyens civils, *organisés et préparés par l'Etat* ;
- étonnées enfin par le décalage existant entre la qualité et l'intérêt de ces recherches, et l'immobilité politique dans un domaine qui offre pourtant des perspectives intéressantes en matière de défense nationale ou européenne et de résolution des conflits les plus graves.

L'association ne revendique aucune appartenance politique, religieuse ou idéologique. Elle s'est fixé comme objectif de promouvoir la "défense par actions civiles" comme stratégie complémentaire dans notre défense nationale en s'attachant en priorité aux difficultés de communication qu'elle comporte. Cet ouvrage est le résultat de son travail. L'approche de l'association se veut technique et se développe dans le strict respect des procédures démocratiques.

Les auteurs

Jean Marichez

Né en 1936, marié, trois enfants, ingénieur ICAM, sous-lieutenant en Algérie de 1960 à 62, a occupé successivement au sein du Groupe Schneider les fonctions de directeur de production et d'usines, de gérant de plusieurs sociétés et de responsable de la production publicitaire. Cette dernière spécialisation l'a conduit à apporter son appui à la communication des travaux des chercheurs en matière de résolution des conflits. Pour cela, avec quelques amis, il a créé l'association "Action civile et défense".

Xavier Olagne

Né en 1964, ingénieur des Mines, spécialisé dans la maîtrise de l'énergie, exerce son métier dans une entreprise multinationale de mécanique dans les fonctions qualité et production. Intéressé très tôt aux résistances civiles, il a séjourné en Allemagne et sur la côte Ouest du Canada où il a acquis une bonne connaissance des travaux internationaux portant sur la défense par actions civiles. Il est co-fondateur de l'association "Action civile et défense".

LA GUERRE PAR ACTIONS CIVILES

Identité d'une stratégie de défense

Résumé du livre

Les civils tiennent un rôle de plus en plus important dans les guerres. Sans faire appel aux armes, les Allemands ont anéanti les prétentions des Français et des Belges qui avaient envahi la Ruhr en 1923, les Français ont anéanti le putsch d'Alger en 1961, les Tchécoslovaques ont tenu tête aux troupes gigantesques du pacte de Varsovie en 1968, les Philippins ont détrôné leur redoutable dictateur en 1986. De même, c'est par leur volonté que les pays de l'Est européen ont enfoncé les murs du communisme en 1989, que les Russes ont empêché le putsch de Moscou en 1991... Ainsi, une centaine d'exemples au XX^e siècle montrent comment les civils ont pu résister, et même vaincre des puissances lourdement armées venant, tantôt de l'extérieur, tantôt de l'intérieur.

Tout cela serait resté sans suite si de nombreux chercheurs n'avaient explicité ces processus et montré leur puissance, notamment lorsque les Etats et les structures de la société civile s'en mêlent. Déjà, certains gouvernements les envisagent comme composante de leur défense.

Dans le droit fil stratégique de "La guerre civilisée" de Gene Sharp, paru en 1995 aux Presses Universitaires de Grenoble, les auteurs démontent pièce par pièce les barrières qui rendaient difficile la communication sur le sujet et montrent sous quelles conditions celle-ci est possible. On découvre alors, et c'est le cœur du livre, la véritable identité de cette stratégie en même temps que son efficacité. Les conditions prennent ainsi de l'importance. Il sera possible désormais de travailler sur ce modèle dans les milieux les plus rigoureux de la défense nationale.

Tout cela permet aux auteurs de faire des propositions concrètes qui s'adressent aux responsables de notre défense française et européenne.

Ce livre s'adresse aussi à toutes les personnes qui s'intéressent à l'évolution concrète des processus de défense et au développement de la citoyenneté.

Au delà de son intention première, ce livre peut même donner à réfléchir aux peuples du Tibet, du Kosovo, d'Algérie, de Palestine, de Birmanie et tant d'autres, qui, aujourd'hui, sont en lutte civile contre les excès ou la folie de leurs agresseurs. Ils comprendront mieux les résistances dans lesquelles ils sont si dramatiquement engagés, par insuffisance de ligne stratégique et de préparation.